

Pékin et ses dissidents

Venu à Pékin dans la grande tradition américaine de la diplomatie-spectacle, M. George Bush a levé un nuage de taille. Derrière les protestations d'amitié télévisées est apparu l'aspect le moins savoureux des réformes chinoises, celui des droits de l'homme. En empêchant le dissident Fang Lizhi d'assister au banquet auquel l'avait invité M. Bush, la police a donné une dimension internationale à la question des libertés, douze ans après la fin de la révolution culturelle.

Le chef de la Maison Blanche, poussé par une large fraction de son opinion, sensibilisée par la répression au Tibet, avait voulu faire un geste en s'excusant, en carton à M. Fang, qui contrastait avec le peu d'intérêt longtemps manifesté par l'administration américaine à l'égard des droits de l'homme en Chine. Mais lui en a pris. Il s'est attiré une véritable volée de bois vert de la part de ses hôtes, en particulier de M. Deng Xiaoping et du secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang.

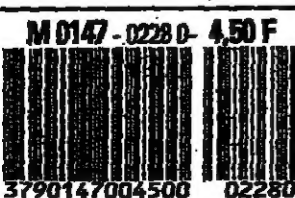
Ce dernier n'a pas mis de gants pour dénoncer « un tout petit nombre de gens » réclamant le remplacement du système communiste par « le système politique parlementaire et le multipartisme importés d'Occident ». Il a fustigé ceux qui, aux États-Unis, soutiennent ces dissidents affirmant que « ce sont les dirigeants et le peuple chinois qui dirigent ce pays ». « Nous souhaitons que nos amis étrangers puissent comprendre que la Chine a besoin de stabilité », avait pour sa part déclaré M. Deng à son hôte.

Le sort des dissidents et des opposants, en Chine, demeure préoccupant. Bien plus en flèche dans le domaine économique que dans celui de la « perestroïka », les « réformes » chinoises traînent le pas dans le domaine politique, à un moment où l'ouverture permet aux intellectuels de comparer le sort qui leur est fait avec celui de leurs collègues occidentaux ou soviétiques. Certes, ils ne sont plus envoyés au « laogai », le « goulag » chinois, où croupissent encore plusieurs millions de détenus, de droit commun ou politiques. Mais le régime supporte de plus en plus mal leurs critiques.

Tôt ou tard, quand les premiers succès de la réforme susciteront un climat d'euphorie, les dissidents agitant d'autant plus que la situation se dégrade, tandis qu'une guérilla fait rage entre les successeurs éventuels d'un Deng Xiaoping âgé de quatre-vingt-cinq ans. M. Fang Lizhi, en particulier, a mis le doigt sur les faiblesses de la démocratie chinoise autant que sur les échecs du communisme. Sa réputation internationale de savant — il est astrophysicien — qui l'a fait surnommer le « Sakharov chinois », lui a donné une audience dans des pays occidentaux dont les gouvernements préféreraient jusqu'à présent ne rien dire que les aspects positifs du régime.

La lutte pour le pouvoir entre la frange plus réformatrice, que représente M. Zhao, et celle plus conservatrice, personnifiée par le premier ministre, M. Li Peng, paraît de plus en plus âpre. Comme de coutume, ce sont les dissidents qui trinqueraient.

(Lire nos informations page 6.)



La préparation des municipales et les mouvements revendicatifs

Le gouvernement craint les retombées électorales du mécontentement dans les services publics

Tandis que le mouvement des surveillants de prison perd de sa vigueur, des grèves s'annoncent chez les médecins hospitaliers et les enseignants. Ainsi que le redoutait M. Michel Rocard, le mauvais climat persiste donc dans le secteur public. Le gouvernement craint plus les effets indirects des revendications catégorielles que l'échéance des élections municipales des 12 et 19 mars en elle-même. Moins politisé qu'en 1983, ce scrutin pourrait cependant permettre l'expression des mécontentements au cœur même de la base électorale de la gauche.

Depuis que le président de la République a dit, le 12 février à la télévision, que tout renversement d'alliances était exclu et que la France pouvait se contenter de la majorité parlementaire, « tout est devenu plus clair ». C'est du moins l'analyse de M. Giscard d'Estaing, telle qu'il l'a exprimée dimanche 26 février au « Grand Jury RTL de l'États » sans doute de très bon cœur, ou bien il dispose d'étonnantes lunettes inconnues de ses contemporains. Car, pour le commun, le paysage politique n'en finit pas d'être brumeux, et les élections municipales obscurcissent encore davantage le climat.

JEAN-YVES L'HOMEAU
et ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 8, nos informations pages 7 et 9, « Metz, laboratoire de l'ouverture ».)

De Brest à Nice Tempête meurtrière : soixante victimes

La violente tempête qui a balayé pendant le week-end le sud-ouest de l'Europe, la Méditerranée, le golfe de Gascogne et même la Manche a été meurtrière : sur mer et sur la terre ferme, on dénombre une soixantaine de morts et de disparus, pour la plupart, au naufrage de deux cargos.

Selon les relevés de la Météorologie nationale, la dépression barométrique s'est creusée, le 25 février, à 950 hectopascals (anciennement millibars) avec, par endroits, des pressions encore plus basses : ainsi, à Paris-Montsouris, 948,9 hectopascals (record précédent : 954,4 hectopascals en novembre 1916).

Les rafales de vent ont, le 25 février, largement dépassé les 100 kilomètres à l'heure sur les côtes (159 km/h à Socot, 144 km/h à Cancale et à Carteret, 133 km/h au cap Beor et encore 128 km/h à Sète le 26 février).

(Lire nos informations page 10.)



Lire page 10 nos informations sur la crise pénitentiaire et page 48 les réactions des enseignants aux projets de M. Jospin

Manifestations à Paris et dans plusieurs villes étrangères

Des musulmans en colère contre les « Versets sataniques »

L'affaire Rushdie a encore fait couler le sang, dimanche 26 février, au Pakistan, où une personne a été tuée dans un attentat contre le centre culturel britannique de Karachi, et à Srinagar (Inde), où une personne a également été tuée lors d'une manifestation. A Paris, plus d'un millier de musulmans intégristes ont réclaté la

mort de l'écrivain. M. Michel Rocard a annoncé, lundi, que « tout nouvel appel à la violence ou au meurtre, sous quelque forme que ce soit, donnera lieu à la mise en œuvre immédiate de poursuites judiciaires ». Le premier ministre a observé que la manifestation de dimanche s'était déroulée « dans le calme et dans

l'ordre », mais que des participants avaient « appelé à la violence et au meurtre » contre Salman Rushdie. M. Rocard a indiqué qu'il réunira, le 7 mars, le conseil de sécurité intérieure. A Téhéran, l'imam Khomeiny s'est entretenu, dimanche, avec M. Chevardnadze.

A Bradford, où l'« affaire » a commencé...

BRADFORD
de notre envoyé spécial

« Guerre civile à Bradford ? » La question est posée en caractères gras sur le tract qu'un groupe de jeunes gens d'extrême droite distribuent en ville.

« L'immigration doit cesser ou alors... Que Dieu protège Bradford », écrivent les auteurs de ce texte qui redoutent l'invasion de cultures et de pratiques étrangères et réclament un coup d'arrêt. Ils ne cachent pas leur identité puisqu'ils donnent le nom d'un politicien local qui vient, précisément pour cette raison, d'être

exclu du Parti conservateur. L'adresse à laquelle les sympathisants éventuels peuvent envoyer un chèque ou un bulletin d'adhésion est également précisée.

Bradford, une cité ouvrière de deux cent quatre-vingt-cinq mille âmes du nord de l'Angleterre, est sous les feux des projecteurs depuis le début de l'affaire Rushdie. Un habitant de la ville sur sept est musulman, généralement originaire de l'Inde ou du Pakistan. Bradford était, au dix-neuvième siècle, le cœur de l'industrie lainière de l'empire. Elle est restée un important centre de production de lainage mais

elle est aussi devenue la « capitale » de l'islam au Royaume-Uni. Il y a ici une vingtaine de lieux de culte musulmans dont certains rassemblent plusieurs milliers de fidèles pour la prière du vendredi. Le conseil des mosquées de Bradford est une force avec laquelle il faut compter. Ses responsables avaient appelé, le 14 janvier, à une manifestation devant l'hôtel de ville pour protester contre l'étalage et la vente dans deux

librairies des « Versets sataniques » de Rushdie publiés en octobre et jugés blasphématoires à l'égard de l'islam. Quelque mille cinq cents citoyens musulmans de

Bradford avaient brûlé des piles de livres sous l'œil des caméras de télévision. Les quotidiens nationaux avaient consacré leur première page à l'événement, lequel continue de choquer la conscience britannique. L'affaire Rushdie commençait...

DOMINIQUE DHOMBRES.
(Lire la suite page 4.)

Lire
A Paris : « Nous sommes tous des islamistes » : un mauvais coup pour l'islam en France, page 1.
L'Iran et le droit, par Hassan Nasrallah, ancien diplomate de Téhéran, page 2.

Un point de vue du président de l'Assemblée nationale

Qui a peur de l'économie mixte ?

Par Laurent Fabius

La controverse sur l'économie mixte comporte un faux débat et plusieurs vrais.

L'économie mixte, ce n'est pas un système où les hommes d'affaires font de la politique et les hommes politiques des affaires. La définition est plaisante, mais elle est courte. Car là où l'omnipotence de ces deux « élites » atteint des sommets, c'est précisément en régime ultra-libéral ou en économie administrée.

Non, l'économie mixte, c'est autre chose : l'économie de marché corrigée par l'intervention des pouvoirs publics et des contre-pouvoirs salariés. Si les socialistes en sont partisans, c'est qu'elle présente l'avantage de combiner plusieurs logiques : celle du secteur privé et celle de l'État-providence ; celle du marché et

celle du service public ; celle de la recherche du profit et celle de la satisfaction prioritaire des besoins humains.

Historiquement, les socialistes français ont été longtemps collectivistes. Ce n'est heureusement plus le cas. Nous sommes partisans de l'économie mixte depuis que nous nous sommes avisés que le marché n'est pas un choix mais une donnée. Chercher à l'abolir, comme dans les économies administrées de l'Est, c'est assurer sa résurgence sous la forme de marchés noirs ou gris, agglomérés de longues files d'attente. Ce dont, aujourd'hui, Mikhaïl Gorbatchev et Deng Xiaoping eux-mêmes ont fini apparemment par se persuader. Mais ayant reconnu les mérites de la libre entreprise, nous ne sacrifions pas pour autant au fétichisme de la régulation spontanée et de la fameuse « main invisible ».

Nous savons par expérience que, laissées à elles-mêmes, les forces du marché ne débouchent pas sur l'optimum économique, mais souvent sur la destruction de l'environnement, des inégalités nuisibles à la cohésion de la société, la prépondérance du court terme sur la préparation de l'avenir.

(Lire la suite page 2.)

Le Monde ÉCONOMIE

■ L'Asie de six cents millions d'habitants : la France du déclin au regain. ■ La chronique de Paul Fabra : « L'argent de l'orgueil ».

Pages 19 à 22

1914-1955
LE DERNIER TÉMOIGNAGE IMPORTANT D'UNE ÉPOQUE INÉDITE



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 4,80 DA ; Tunisie, 6,00 DA ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 F ; Canada, 1,95 \$; Danemark/Norvège, 7,20 F ; Espagne/Portugal, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 155 pes. ; Grèce, 80 p. ; Inde, 150 rs. ; Israël, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 6.400 L.L. ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sh. ; Suisse, 1,80 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الأصل

Débats

Qui a peur de l'économie mixte ?

(Suite de la première page.)

Aussi suis-je d'accord avec la formule, déjà trentenaire, des socialistes allemands : « Le marché avant tout, le Plan ensuite, que nécessaire. »

J'évoquais les faux débats. La question de savoir s'il faut demeurer en économie mixte ou en sortir est typiquement un faux débat à la française, car le capitalisme de libre concurrence n'existe plus dans nos contrées depuis au moins les années 30. L'économie mixte fut la réponse des démocraties occidentales à la faillite du libéralisme économique entre les deux guerres. La régulation par la grande dépression et à ses conséquences : la montée des totalitarismes et la marche vers la guerre. Les entrepreneurs ont dans notre société une fonction essentielle mais même les observateurs les moins avertis admettent que, pour parler plaisamment, l'économie est une chose trop sérieuse pour être laissée aux seuls entrepreneurs et que l'Etat et les partenaires sociaux doivent y prendre part, sauf à se résigner à de nouvelles catastrophes.

Aujourd'hui, toutes les démocraties occidentales sont d'économie mixte. Seule la forme institutionnelle varie. Complexe militaro-industriel aux Etats-Unis, MITI au Japon, secteurs public et privé en France. Partout on a affaire non pas à des myriades d'entreprises en concurrence sur un marché pur et parfait, mais à des systèmes productifs, des complexes stato-industriels, où entreprises et Etat se trouvent étroitement imbriqués. C'est ce nouveau système de régulation qui nous a évité - jusqu'à présent - une crise par effondrement économique de l'ampleur des années 30.

Dans ces conditions, revenir au capitalisme tel que le peignent les schémas abstraits, refouler l'Etat dans ses fonctions régaliennes, serait suicidaire, et tout le monde le sait. Ronald Reagan lui-même n'a-t-il pas mis en œuvre la plus forte relance keynésienne de l'histoire des Etats-Unis ? Sa double présidence s'achève par une avancée, non par

un retrait du rôle économique de l'Etat, ou plus exactement par un retrait dans les mots, par une avancée dans les faits.

En réalité, le vrai débat porte sur les modalités, les formes nouvelles que doit revêtir l'économie mixte en cette fin du vingtième siècle. Dans un monde en changement accéléré, il est clair que l'économie mixte doit, elle aussi, évoluer et s'adapter. D'abord pour corriger les effets pervers que, comme tout système, elle engendre à la longue : la concentration entre entreprises, pouvoirs publics et syndicats s'est parfois dégradée en cooptation, confusion des rôles, dilution des responsabilités. La malice veut que ces effets pervers, et notamment le dirigisme tracassier de l'Etat, aient atteint leur apogée, non sous les gouvernements de la gauche où ils ont en général régressé, mais, semble-t-il, sous les gouvernements réputés libéraux.

Les règles de l'autonomie

Ministre de l'Industrie, puis premier ministre, je me suis efforcé, après d'autres, de définir des règles qui assurent l'autonomie de gestion des chefs d'entreprise et les garantissent contre l'interventionnisme tatillon des bureaux. Ce furent notamment les contrats de Plan pluriannuels, devenus aujourd'hui contrats d'objectifs. Je sais que les responsables économiques demandent une chose : que les règles du jeu soient claires. Une fois ces contrats signés, une fois ces règles fixées, l'administration doit laisser les chefs d'entreprise faire leur métier.

Surtout, l'économie mixte doit s'adapter à la mutation technique et économique de notre temps. Pour la première fois depuis les débuts de l'ère industrielle, la nouvelle révolution technologique - celle de l'information et des biotechnologies - ne se développe pas en Europe, mais sur les rives du Pacifique, en Asie du Sud-Est et en Californie. Les grands groupes industriels et financiers ont accumulé de formidables trésors de guerre, et la perspective du grand marché européen aiguise leurs appétits.

La concurrence mondiale va se jouer plus que jamais dans la prochaine décennie à coups d'innovations technologiques et de rachats d'entreprises. Pour conserver son indépendance économique, la France ne doit pas s'abandonner aux fameux automatismes du marché. Seul l'effort conjoint des entreprises, de l'Etat et des syndicats peut nous permettre de rattraper le retard accumulé, et demeurer dans le peloton de tête des nations industrialisées.

Ces objectifs impliquent, en effet, le développement et la refonte de

notre système de formation - une véritable seconde révolution sociale - l'augmentation de notre effort de recherche, la réforme de notre fiscalité, le renouveau de notre politique contractuelle, la transformation vers plus de solidarité des relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants. Sujets dont la puissance publique ne peut pas rester absente.

Concentration et recentrage

De même, faute de groupes industriels suffisamment capitalisés ou d'une étroite coopération entre grandes banques, compagnies d'assurances et entreprises industrielles comme en RFA, l'Etat actionnaire demeure en France un rempart nécessaire contre les OPA inamicales ou inopportunes. Dans un pays de taille économique moyenne comme le nôtre, l'existence d'un secteur public dynamique constitue clairement un atout, si on veut éviter que les Etats-Unis et le Japon viennent systématiquement « faire leur marché » chez nous.

Soient plus clairs encore. La politique industrielle ne peut plus être ce qu'elle était au temps des premiers Plans - notamment en raison de la mondialisation de l'économie. Mais elle demeure nécessaire. Les pouvoirs publics ont raison d'inciter les grandes entreprises françaises à accélérer leur processus de concentration et de recentrage sur leurs métiers, en vue de constituer dans les principaux secteurs économiques des champions nationaux de premier rang. Ils ont raison de contribuer à reconstituer, par une action multiforme, le tissu français des PME-PMI, durablement éprouvé depuis vingt ans.

Actions nationales ? Pas seulement, peut-être même pas essentiellement. Seule l'édification de l'Europe rendra à la politique économique les forces qu'elle possédait naguère, lorsque l'espace économique et espace de souveraineté politique coïncidaient encore. C'est un avantage puissant de l'intégration économique européenne - à condition qu'elle conduise à une monnaie unique et à un pilotage coordonné - d'autoriser de nouveau une politique macro-économique ambitieuse. Car la véritable dimension de l'économie mixte est désormais continentale. Les libéraux commettent un contresens lorsqu'ils affirment que l'économie mixte à la française constitue un obstacle à la construction de l'Europe. C'est le contraire qui est vrai. Abandonnée aux seules forces du marché, l'Europe ne serait qu'un terrain vague doublé d'une zone marquée. Autant dire qu'elle ne serait pas. Son édification exige l'action consciente des entreprises, des Etats et des partenaires sociaux.

J'ajouterais deux observations. La société d'économie mixte ne se réduit pas au rôle régulateur, redistributif et, le cas échéant, entrepreneurial de l'Etat. Elle est mixte également parce qu'elle articule secteur marchand, service public et « économie sociale » (ou tiers-secteur). Le service public doit être rénové, il va être rénové : bravo ! Refusant la mercantilisation générale des rapports sociaux, nous devons nous efforcer de faire échapper aux rapports marchands certaines sphères de la société : activités régaliennes de l'Etat bien sûr - justice, police, administration, défense - que certains retrocèdent volontiers au privé ; mais aussi activités où plus qu'ailleurs il importe pour la cohésion nationale qu'un minimum d'égalité des chances soit assuré entre les citoyens : éducation, santé, communications, culture.

La dictature de l'audimat

Les dégâts du « tout-en-marché » se lisent par exemple clairement dans le spectacle qu'offre aujourd'hui une télévision soumise à la dictature de l'audimat. Si la société mixte admet parfaitement l'existence de chaînes commerciales, elle repousse également l'existence d'un véritable pluralisme des programmes, garanti par l'existence de chaînes de service public dont la mission soit spécifique et qui soient largement financées par des recettes non publicitaires.

La société d'économie mixte l'est enfin parce que, pour la première fois à grande échelle, elle organise la coexistence entre « travail contraint » - labeur d'exécution, souvent routinier, qu'on exécute contre salaire - et « activités autonomes » - c'est-à-dire activités qui trouvent leur valeur et leur intérêt en elles-mêmes : loisirs, formation, culture, travail créatif, survie. Avec les changements technologiques actuels, la possibilité existe que désormais ces deux types d'activités s'équilibrent, et même que progressivement le temps consacré aux activités autonomes excède pour la majorité de la population celui qui sera consacré au travail salarié, lequel à son tour s'enrichira.

Ce qui constituera une véritable révolution de civilisation.

LAURENT FABIUS.

● RECTIFICATIF. - Le titre du livre d'Otto Bauer cité en note au bas de l'article de Dominique Colas, Les Marxistes et la question nationale (Le Monde du 21 janvier) n'est pas Le Communisme et la question nationale, comme nous l'avons écrit par erreur, mais la Question des nationalités et le social-démocratie.

FANATISME

L'Iran et le droit

par HASSAN NAZIH (*)

DANS ce monde marqué, certes, par l'émergence des nations, les pays sont de plus en plus liés et interdépendants, et, comme dans le cas des catastrophes écologiques majeures ou des maladies graves qui touchent l'humanité dans son ensemble, les atteintes caractérisées, répétées et systématiques aux droits de l'homme devraient en principe toucher l'humanité tout entière et amener les gouvernements, notamment dans les grandes démocraties occidentales, à réagir énergiquement sans se cacher derrière les raisons d'Etat.

Sur le plan des droits de l'homme, l'Iran constitue effectivement un cas à part parce que, depuis dix ans, et de manière permanente, son régime est placé, par l'ampleur des exécutions sommaires, la torture et le non-respect des droits fondamentaux de son peuple, au ban des nations ; mais aussi, et plus encore, parce que le régime en place affirme sans cesse qu'il ne croit aucunement au respect et à la justesse des principes des droits de l'homme et ne reconnaît d'ailleurs aucun droit acquis par le peuple dans l'évolution de la société (ces méconnaissances font également de l'Iran un cas rare parmi les nations).

C'est dans ce sens que le fanatisme et l'intégrisme en Iran doivent être considérés comme un fléau et une catastrophe majeure, et combattus, d'autant plus que le régime est capable, comme autocratique, de se servir des sentiments religieux de la population musulmane à des fins personnelles. Car l'Iran, avec plus de trois mille ans d'histoire et de tradition de tolérance et d'humanisme, était a priori beaucoup moins disposé que d'autres à succomber au fanatisme et à l'intolérance.

Pour avoir déclaré publiquement que dans le monde actuel la construction d'un cadre islamique pour la résolution des grands problèmes politiques, économi-

ques et juridiques n'était ni utile ni nécessaire, je fus le premier des dirigeants de la révolution iranienne à être considéré comme « renégat » par Khomeiny, et condamné en conséquence.

Salman Rushdie, l'auteur des Versets sataniques, et ses éditeurs ne sont pas les premiers ni certainement les derniers à être ainsi condamnés tant que ce régime restera au pouvoir. Plus encore, dans la mesure où le régime est désormais totalement coupé du peuple et incapable de se transformer (car ce qui est en cause, ce n'est pas une personne ou un clan, mais la conception et l'idéologie fondamentaliste au pouvoir), ce genre de situation - et toute autre sorte de débordement - risque de se reproduire, et même de prendre une ampleur encore plus grande. Il ne s'agit nullement de défendre ni de justifier le livre de Salman Rushdie, ni d'être d'accord avec ses écrits qui sont incontestablement provocateurs à l'égard de l'Islam et du prophète ; mais le fait de vouloir appliquer à tout prix les conceptions et les châtiments d'un autre âge par l'appel au meurtre et à la violence est, deux siècles après la Déclaration des droits de l'homme, profondément choquant et totalement insupportable.

Cet épisode déplorable et détestable qui bouleverse si profondément l'opinion publique occidentale lui permet de mieux saisir l'ampleur de la souffrance endurée depuis déjà plus d'une décennie par la nation et le peuple iraniens, et doit l'amener à influencer sur la politique des gouvernements afin qu'ils rompent totalement toute relation avec le régime sinistre de la République islamique.

(*) Ancien baltionier de l'ordre des avocats de Téhéran, ancien PDG de la Société nationale iranienne du pétrole.

Au courrier du Monde

EUROPE

L'imposition des revenus de l'épargne

On comprend bien les raisons pour lesquelles la Commission des Communautés européennes juge nécessaire que, lorsque les capitaux circulent librement entre les Etats membres, les législations de ces Etats soient rapprochées les unes des autres en ce qui concerne l'imposition des revenus de « l'épargne » (c'est-à-dire des capitaux, qu'ils proviennent ou non de l'épargne). On comprend moins bien quelle serait aujourd'hui la base juridique d'une directive communautaire intervenant en ce domaine.

En effet, le paragraphe 2 de l'article 100A nouveau, introduit dans le traité de Rome par l'Acte unique européen, exclut explicitement les « dispositions fiscales » de celles au

regard desquelles les autorités communautaires auront compétence pour arrêter les « mesures » relatives au rapprochement des dispositions législatives « ayant pour objet (c'est-à-dire, en bon français, « ayant des incidences sur ») l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur ».

Exclusion qui concerne la seule fiscalité directe (donc celle des revenus de l'épargne), car l'article 99, dans sa nouvelle rédaction, donne au contraire entière compétence aux autorités communautaires à l'égard des impositions indirectes.

Mais, en ce qui concerne l'harmonisation des impôts sur les revenus de l'épargne, les intentions de la

Commission ne pourraient se concrétiser que moyennant la renégociation de certaines dispositions de l'Acte unique.

Il est à souhaiter que le gouvernement français saisisse cette occasion pour obtenir, voire exiger, qu'il soit mis fin à la contradiction évidente qui existe actuellement entre l'article 99 du traité de Rome, tel qu'il a été modifié par l'Acte unique, et la Constitution de la République, dont l'article 34 prescrit que c'est « la loi », « votée par le Parlement », qui « fixe les règles concernant l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toute nature ».

FRANÇOIS GOGUEL.

SÉJOUR

Un étranger à la préfecture

J'ai longtemps, tous les ans, renouvelé ma carte de séjour en tant qu'étudiant, et tous les ans c'était le même déclin et le même mépris, jusqu'au jour où j'ai décidé de déposer mon dossier de naturalisation.

Les fonctionnaires se sont alors défilés : pourquoi demandez-vous la nationalité française ? De quoi vivez-vous ? Depuis quand êtes-vous là ? Que faites-vous en France ? Pourquoi n'êtes-vous pas resté chez vous ? Sans compter les innombrables papiers et documents réclamés, comme si vous veniez d'arriver dans ce pays, comme si vous changiez de nom tous les mois ou de père et de mère, ou de date de naissance, tous les ans...

Mon dossier de naturalisation a avancé à la vitesse d'une tortue. J'ai finalement reçu une réponse m'autorisant, après quatre ans de procédure, à déposer un nouveau dossier. Ces derniers jours, après l'annonce d'une réforme par les médias, j'imaginai, sur le chemin de la préfecture, que tout avait changé, qu'on allait être enfin respectés. Mais la déception a été grande. Toujours les mêmes regards, les mêmes soupçons...

D'ALJORD WADDAH (Paris.)

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rebond

200 p - 45 F

Le Monde

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Milly (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Editions, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Milly, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Varner.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 42-47-98-81

Reproduction interdite de tous extraits, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde : (1) 42-47-98-81

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Type LEMONDE ou 36-15 - Type LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 TEL. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	729 F	792 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 093 F	1 188 F	1 484 F	2 048 F
1 an	1 390 F	1 580 F	1 980 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements TEL. : 05-64-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : si vous changez de domicile, vous devez nous en informer par lettre ou par téléphone avant votre départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Etranger

L'affaire des « Versets sataniques »

L'affaire Rushdie a de nouveau fait, dimanche 26 février, à Karachi, où la victime est un gendre de l'Institut culturel britannique, déchaîner par un engin explosif lancé contre l'immeuble abritant l'Institut. Bien qu'il n'y ait eu aucun blessé, aucune revendication de l'attentat, la police pakistanaise a immédiatement fait le lien entre celui-ci et l'affaire Rushdie, le Pakistan ayant été le pays où sont tombées les premières victimes des manifestations organisées pour protester contre les Versets sataniques. Vendredi dernier, une douzaine de musulmans indiens ont été tués lors de violents heurts avec la police à Bombay (le Monde daté 26-27 février). Samedi, plusieurs milliers de policiers ont été mobilisés pour maintenir l'ordre dans cette ville, dont est originaire

Rushdie et où des mouvements islamiques ont lancé un appel à la grève générale. En Iran, une proposition de loi exigeant la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne a été soumise au Parlement, qui doit en discuter mardi. A Qom, les grands ulémas et les professeurs de théologie de la Ville sainte ont manifesté derrière le successeur désigné de l'imam Khomeiny, Payatollah Montazeri. Samedi, ce dernier avait lancé, dans un message d'allégeance au « guide de la révolution », une violente attaque contre les Etats arabes pour n'avoir pas pris une attitude plus ferme contre les Versets sataniques de Salman Rushdie, mais avait évité d'approuver spécifiquement la sentence de mort prononcée par l'imam contre l'écrivain britannique.

Ailleurs dans le monde, plusieurs milliers de musulmans se sont mobilisés pour manifester, dimanche, leur soutien aux menaces iraniennes contre l'auteur des Versets sataniques. Ainsi, au Liban, plus de cinq mille personnes ont répondu à l'appel du Hezbollah pro-iranien et ont défilé trois heures durant dans la banlieue sud (châte) de Beyrouth aux cris de « Rushdie ne vivra pas longtemps ». Parallèlement, un interlocuteur anonyme se réclamant d'une organisation inconnue jusqu'à dimanche, les « Forces révolutionnaires musulmanes dans le monde », a affirmé, dans un appel téléphonique à une agence de presse occidentale, que Salman Rushdie serait « exécuté avant le 15 mars » et que les mouvements détestant des

otages étrangers au Liban allaient retarder la libération de ceux-ci. A New-York, Copenhague, Oslo, Hongkong, Paris, des centaines de milliers de musulmans ont également manifesté leur haine de Rushdie et leur opposition à la publication des Versets sataniques. L'écrivain a notamment été brûlé en effigie à New-York, devant le siège de Viking Press. En revanche, à Amsterdam, La Haye et Rome, des réfugiés iraniens ont manifesté leur hostilité au régime islamique et à ses appels au meurtre. Par ailleurs, l'ouvrage de Rushdie a été interdit, pendant le week-end, dans trois pays : l'Indonésie — plus grand pays musulman au monde —, la Malaisie et la Jordanie. — (AP, AFP, Reuters, UPL)

Un millier d'intégristes musulmans ont manifesté à Paris

« Nous sommes tous des khomeinistes »

Un millier de personnes — Indiens, Pakistanaï, Turcs, Maghrébins, Afghans, etc. — ont manifesté dimanche 26 février, à Paris, de Barbès à la place de la République, pour protester contre le livre de Salman Rushdie. Défilant aux cris de « Nous sommes tous des khomeinistes » et de « A mort Rushdie », la manifestation était organisée par l'association La voix de l'islam et avait été annoncée dans des tracts diffusés vendredi à la sortie des mosquées. Au terme du défilé, place de la République, plusieurs dizaines de personnes se sont prosternées à l'heure de la prière.

Sur les trottoirs du boulevard Magenta, à deux pas de la gare du Nord, les passants qui ne lisent pas l'arabe sont témoins. En surplomb, accompagnés de leur chien, ils regardent passer les manifestants. Ils voient les doigts levés vers le ciel, les enfants qui crient « Allah Akbar » (Dieu est grand), les pancartes « Mort à Rushdie », « A la force d'exterminer Satan, il va finir par sortir de ses galeries ».

Le défilé s'achève après le déjeuner dominical et les se retrouvent sur ce trottoir, un tract à la main, écrit à l'encre rouge « au nom d'Allah le tout-miséricordieux ». « On se demande où on habite ». L'étudiant qui croyait tomber sur une manifestation antikhomeiny est stupéfait : « Je n'imaginais pas du tout cela ».

Les intégristes islamistes défont le regard quand une femme les interroge. Les passants, eux, ne demandent qu'à parler. « Terrifiant », « épouvantable », « Un vieux militant de gauche » se souvient d'avoir manifesté contre la guerre d'Algérie « avec des Algériens, mais pas pour en arriver là ». Un correcteur dans une maison d'édition appelle SOS-Racisme et la Ligue des droits de l'homme à réagir. « C'est une insulte totale à la tolérance et à la liberté de penser. Du jacobinisme ».

Son tract rouge sur le tableau de bord, un automobiliste trouve que tout cela est bien bon pour le Front national. « Juste au moment où on entendait moins parler de La Pen ». Un employé, âgé que les manifestants ne soient pas si nombreux. Moins nombreux que les clients du marché dominical du boulevard de la Chapelle, où il se retrouve « à Marrakech pour même pas le prix d'un ticket de métro ». Il y a des meneurs mais ceux qui suivent sont moins excités qu'à Téhéran. Moins nombreux qu'en Iran : « Cela

Un mauvais coup pour l'islam en France

SANS exagérer son ampleur, la manifestation musulmane de dimanche à Paris — qui pourrait être suivie d'autres en province — risque d'annuler la plupart des efforts menés, dans un contexte hostile, par les personnes d'une intégration harmonieuse de l'islam dans le paysage religieux français.

Si elle se répète, la violence des slogans et des menaces entendues pourrait réveiller les vieux démons du racisme et redonner du grain à moudre à tous ceux qui combattent l'immigration au nom de motifs religieux et d'une prétendue non-assimilation de l'islam dans une société laïque.

Après la sortie du livre de Rushdie, on a sans doute sous-estimé l'indignation de la communauté musulmane — deux millions et demi de personnes — vivant en France. On la savait en quête de représentativité, plus soucieuse de modération et de respectabilité que d'exotisme.

Mais la force d'opposer les différents types d'islam, celui des intégristes et celui des modérés, des khomeinistes et des antikhomeinistes, l'opinion en était presque venue à oublier la ligne de partage plus fondamentale qui sépare les croyants des non-croyants.

La même surprise avait suivi, l'été dernier, les manifestations hostiles au film Le Dernier Tentation du Christ. En renvoyant l'annonceur à Chelk Abbas, recteur de la Mosquée de Paris, qui l'avait défendu dans la polémique sur le film de Scorsese, le cardinal Decourtray a rappelé le devoir de considération dû aux croyants qu'ont omis de mentionner les responsables de la Communauté européenne, légitimement soucieux de défendre d'abord la liberté d'un écrivain contre les menaces de mort proférées par Khomeiny.

Il reste que le livre de Rushdie est une aubaine pour ceux qui, au nom de la défense d'un islam offensé, rêvent de prendre le contrôle, en Occident, de communautés souvent désorientées et mal intégrées, socialement et religieusement.

C'est notamment le cas en France, où la surenchère entre les associations et le jeu d'influences

mené par les puissances étrangères (Algérie, Arabie saoudite) freinent les tentatives d'unification et d'organisation de la communauté musulmane. Ils pénalisent ses efforts pour être davantage reconnue et jouir de facilités religieuses (lieux de culte, écoles coraniques, cinémas, expression médiatique) qui, dans les conditions actuelles, lui sont mesurées, voire refusées.

La porte ouverte aux extrémismes

C'est précisément à cause de la réaction, jugée modérée, de Chelk Abbas au livre de Rushdie qu'une association d'intégristes groupuscules, aux origines mystérieuses, comme La voix de l'islam — du nom d'un trimestriel tirant à 10 000 exemplaires —, à la recherche de cautions intellectuelles (comme celles de Mohamed Hamdullah, traducteur du Coran, ou d'Eva de Vitray, orientaliste) a cherché, à peu de frais, par la manifestation de dimanche, à se faire connaître. Elle a tenté, au dernier moment, d'obtenir le concours de la Fédération nationale des musulmans de France, traditionnellement opposée à la Mosquée de Paris. Le FNMF a elle aussi condamné les Versets sataniques, mais sans appeler explicitement à la manifestation.

Le morcellement de la communauté musulmane, que les pouvoirs publics cherchent à corriger par des formules de type consistorial qui ont servi hier pour les juifs et pour les protestants, laisse la porte ouverte aux extrémismes tels qu'ils se sont manifestés de Barbès à la République.

Un islam qui ne respecte pas les lois du pays d'accueil n'aurait aucune chance de s'intégrer à une société occidentale. De ce point de vue, les appels haineux entendus dimanche dans les rues de Paris destinés à intimider les éditeurs de Rushdie, ne font que reculer la cause de l'insertion de l'islam et susciter la réprobation de ceux, Français et Arabes, qui militent pour elle.

H. T.

M. Laurent Fabius : « Khomeiny est un assassin »

« Je considère que Khomeiny est un assassin », a déclaré Laurent Fabius, invité dimanche soir 26 février de l'émission « Sept sur sept » de TF1. L'ancien premier ministre a expliqué : « Quand on lance un ordre d'assassinat à des centaines de milliers de gens, même si cet ordre n'est pas mis à exécution, la vie de Rushdie est finie. C'est condamner, indéfiniment et honteux. » Il faut résister à ce Munich moral, a-t-il enchaîné, avant d'ajouter que si l'auteur des Versets sataniques était assassiné, il ne serait plus question d'avoir « des relations d'aucune sorte avec l'Iran ».

M. Giscard d'Estaing : les convictions des autres

Interrogé, le dimanche 26 février, au « Grand Jury RTL Le Monde », M. Valéry Giscard d'Estaing a estimé que les réactions des Européens sur l'affaire Rushdie « auraient pu être plus concrètes et plus fortes », jugeant que « les mouvements d'ambassadeurs ou les visites à haut niveau, cela ne touche pas l'opinion ».

En même temps, l'ancien président de la République a regretté « que, dans la réaction de nos pays, il n'y ait pas eu l'expression d'une considération pour les traditions et les convictions des autres ».

M. Alain Juppé : un enjeu fondamental

« J'espère que le gouvernement fera preuve de la détermination nécessaire pour garantir les libertés d'expression », a déclaré samedi soir 25 février le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à Saint-Paul-lès-Dax (Landes). M. Alain Juppé a ajouté : « J'ai été le premier au RPR à réagir de façon très rigoureuse contre l'appel au meurtre, cette espèce de retour au fanatisme et à la barbarie d'un autre âge. Je crois que quel que soit le respect que nous devons à la liberté religieuse et de conviction de chacun, la possibilité d'exprimer, de penser, d'écrire et de publier est un des fon-

dements de notre démocratie. J'espère que le gouvernement fera preuve de la détermination nécessaire pour garantir cette liberté ».

M. Le Pen : « Ce que je crains pour la France et l'Europe »

M. Jean-Marie Le Pen s'est exprimé longuement sur l'affaire Rushdie lors de son passage au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 26 février. « Ce que j'ai de faire avec un cynisme révoltant Khomeiny, c'est justement ce que je crains pour la France et pour l'Europe, c'est-à-dire l'invasion de l'Europe par une immigration musulmane », a dit le président du Front national. Semblant se comparer à l'auteur des Versets sataniques, M. Le Pen a affirmé qu'il avait été « pris à partie par un fanatisme religieux et médiatique en raison de l'utilisation d'un mot ». Il voulait parler de son jeu de mots « Durafour-émirat » fait aux dépens de M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique. Abordant la question de la présence des immigrés en France, le dirigeant d'extrême droite a souligné qu'il faut « couper les pontons de l'immigration par la mise en place de la préférence nationale dans les domaines de l'emploi, du logement et de l'aide sociale ».

LE RECOURS : « La limite du supportable ». — Le mouvement du RECOURS, qui compte de nombreux musulmans français répartis d'Algérie dans ses rangs, a tout en comprenant que les Versets sataniques puissent blesser la conscience de nombreux musulmans, comme celle de beaucoup de catholiques l'avaient été par le film de Scorsese, estime que le tintamarre haineux infligé à l'opinion publique française par les intégristes islamiques dépasse la limite du supportable. Son porte-parole, M. Jacques Rossi, demande « au nom du gouvernement d'Afrique du Nord au gouvernement français de prendre toutes dispositions pour empêcher que ne se reproduisent dans les rues de nos villes des manifestations aussi scandaleuses que celle qui s'est déroulée à Paris et dont des conséquences les plus regrettables pourraient être de développer chez les Français un racisme anti-arabo-musulman ».

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

M. Mitterrand en visite officielle les 9 et 10 mars

M. François Mitterrand fera une visite officielle en Algérie les 9 et 10 mars, indique-t-on de source française. Il était question de ce voyage depuis plusieurs mois, mais il avait été reporté en raison des événements dans le pays hôte. La relance des relations bilatérales devait être confirmée le lundi 27 février par la signature d'accords financiers à Paris. Ces accords — aux termes desquels la France met à la disposition de l'Algérie 7 milliards de crédits — avaient été paraphés le 9 janvier à Alger par le directeur français du Trésor, M. Jean-Claude Trichet, et M. Mohamed Amokrane Cherif, conseiller du premier ministre algérien.

Angola

Réunion de la commission tripartite

Des délégations cubaine, angolaise et sud-africaine se sont réunies, les vendredi 24 et samedi 25 février à Luanda, pour la mise en œuvre de l'accord de paix conclu à New-York le 22 décembre, sans parvenir à régler plusieurs points de con-

tact. Une prochaine réunion est prévue à la fin du mois de mars à Cuba, au cours de laquelle sera abordé le problème de la libération des prisonniers de guerre.

D'autre part, le commandant du contingent militaire de l'ONU, le général indien Prant Chand, est arrivé dimanche à Windhoek en compagnie d'une vingtaine de civils et militaires, accueilli par 3 000 personnes enthousiastes à l'aéroport. Il aura pour tâche de préparer l'arrivée de 4 650 « casques bleus » dont les premiers sont attendus la semaine prochaine. Il ne reste plus qu'un mois avant le début de la période de transition, le 1^{er} avril, qui doit conduire ce territoire à l'indépendance. — (Corresp.)

Italie

Condamnations à vie de cinq mafieux liés à l'extrême droite

Cinq mafieux ont été condamnés, dimanche 26 février, par la cour d'assises de Florence, à la prison à vie, et deux autres à des peines d'emprisonnement de vingt-cinq et vingt-huit ans, pour avoir organisé l'attentat contre le train Naples-Milan qui avait fait seize morts et 266 blessés le 23 décembre 1984.

Pour se venger de la grande offensive lancée contre elle en décembre 1984, la Mafia s'était allié à des membres de l'extrême droite pour organiser cet attentat. Une bombe

commandée à distance avait explosé dans le train, dans le plus long tunnel ferroviaire d'Europe, entre Bologne et Florence.

Parmi les cinq condamnés à perpétuité figurent le « trésorier » de la Mafia, Pippo Calò, son bras droit, Guido Carola, et un « parrain » napolitain lié aux milieux d'extrême droite, Giuseppe Misso. Franco di Agostino, un proche de Pippo Calò, a été condamné à vingt-huit ans de prison, et un technicien allemand, Friedrich Schaudinn, à vingt-cinq ans.

Ce verdict, rendu à l'issue de cinq mois de procès, est historique, soulignent les commentateurs italiens, en ce sens qu'il établit, pour la première fois, que la Mafia peut se transformer en organisation subversive, capable de recourir au terrorisme aveugle. — (AFP, Reuters.)

VIETNAM : premiers rapatriements de « boat people ». — Hanoi a accepté de recevoir sept réfugiés en Thaïlande qui veulent être rapatriés. D'autre part, quatre-vingt réfugiés vietnamiens dans des camps à Hongkong doivent regagner le Vietnam la semaine prochaine. Enfin, en Malaisie, où M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, a terminé, dimanche 26 février, une visite de cinq jours, 1 400 « boat people » vietnamiens sont arrivés en février (contre 1 665 en janvier et 1 556 en décembre). M. Kouchner a évoqué un projet de faire croiser des bateaux en mer de Chine méridionale afin d'assurer la sécurité des « boat people » vietnamiens. — (AFP.)

Gauguin.

LE Livre.

Par Françoise Cachin.



PRIX ELIE FAURE 1988.

Ecrit par Françoise Cachin, directrice du Musée d'Orsay, « GAUGUIN » est le livre de référence indispensable pour apprécier l'exposition du Grand Palais.

312 pages, 317 illustrations, 450 F.

Flammarion

مكتبة من الأصول

هكذا من الأصل

Proche-Orient

L'affaire des « Versets sataniques »

A Bradford, où tout a commencé...

(Suite de la première page.)

Le conseil municipal est réuni mardi 21 février en séance plénière pour la première fois depuis cet automne de livres.

Le lord-maire conservateur fait son entrée dans la salle ornée de stuc vert et blanc, précédé de la masse d'armes qui symbolise le pouvoir municipal, et va s'asseoir sur son siège surélevé, en bois massif. En 1985-1986, c'était un travailleur, M. Ajeab, originaire du Pakistan, qui occupait ce fauteuil. M. Ajeab a été le premier lord-maire musulman de l'histoire d'Angleterre. Dans la plupart des grandes villes, le maire est alternativement d'une année sur l'autre, un conservateur ou un travailliste, quelle que soit la majorité du conseil. Le lord-maire a en effet un rôle comparable à celui de la Chambre des communes. Il donne la parole mais ne la prend guère. Il évite de voter, sauf quand cela est

Tamulte. Le lord-maire rétablit l'ordre à grand-peine.

On aborde le débat de fond. Les orateurs de la majorité reconnaissent volontiers que le livre est « offensant » pour les musulmans mais rappellent d'un même souffle que « la liberté d'expression est un des fondements de la société britannique ».

Prononcer une « sentence de mort » contre un écrivain parce qu'il a écrit un livre est un acte « inacceptable ». Un conseiller conservateur de poids affirme que le livre de Rushdie est, à son humble avis, d'une lecture difficile, mais il ajoute que « personne ne mérite de mourir pour avoir écrit un mauvais roman ». Hilarité générale.

Les conservateurs adoptent une attitude relativement simple : ils invitent le Monday Club (auquel plusieurs d'entre eux appartiennent) à prendre ses distances avec ce tract

(non alcoolisé). « Tuer Rushdie ce ne serait pas abattre un homme mais un diable », affirme un membre musulman du Parti travailliste, qui a l'air d'un père de famille parfaitement respectable. L'évêque anglican converse à quelque distance avec des théologiens musulmans.

La buvette est certainement un lieu convivial. M. Ajeab sous confie ses impressions : « La manifestation du 14 janvier ne comptait pas de partisans de Khomeiny. L'Iran n'a rien à voir avec tout cela. J'habite l'Angleterre depuis trente ans et Bradford depuis seize ans. J'ai été lord-maire pendant un an. J'ai lu les livres de Rushdie. J'avais aimé les Enfants de minuit. C'est un bon roman. Les Versets sataniques m'ont choqué ».

L'ancien maire poursuit : « Les musulmans ici sont des gens tranquilles, souvent d'origine indienne modeste. La manifestation du



« Un certain Salman Rushdie. Il a une idée pour un livre. » (International Herald Tribune du 27 février.)

indispensable pour départager un scrutin.

Le débat s'engage sur le tract intitulé « Guerre civile à Bradford ? » dont une photocopie a été remise à chaque conseiller. C'est une manière détournée d'aborder l'affaire Rushdie. L'atmosphère est un peu tendue et l'assemblée tressaute lorsqu'un petit vieux, assis dans la galerie du public, laisse tomber sa canne qui vient heurter plutôt brutalement la tête d'un conseiller travailliste.

Les quarante-cinq conseillers conservateurs (majoritaires) font face aux quarante-trois travaillistes, parmi lesquels une dizaine de musulmans. Deux centristes (démocrates-libéraux et sociaux) sont assis au milieu. Contrairement à la coutume, le lord-maire doit donc souvent exprimer son vote pour trancher. Les traditions sont un peu bousculées ces derniers temps à Bradford.

L'opposition travailliste attaque ceux qu'elle appelle « les vampires » du Monday Club, une organisation ultra-nationaliste, qui se seraient infiltrés à Bradford à la tête du Parti conservateur local. Le propos est excessif mais, apparemment, pas inexact. Le tract incriminé donne l'adresse du club à Londres et le nom d'un responsable local. Ce dernier a été, sans succès, candidat conservateur à un siège du conseil municipal à Bradford en mai 1988.

La majorité conservatrice s'indigne à son tour. Prédir l'imminence d'une « guerre civile » à Bradford à cause d'un tract est « invraisemblable ». La brebis galeuse n'est plus membre du Parti conservateur, « il est donc difficile de l'expulser de nos rangs ».

« raciste ». Ils estiment que nombreux sont ceux parmi leurs administrés qui voudraient lire le livre, mais ils constatent qu'il vaut mieux retirer l'ouvrage des vitrines des librairies pour préserver la paix civile.

Un point de détail surgit. L'auteur du tract est-il exclu du public, laisse-t-il tomber sa canne qui vient heurter plutôt brutalement la tête d'un conseiller travailliste.

C'est le moment que choisit un habitant de Bradford, M. Amine Qureshi, président fondateur d'une association de parents musulmans, pour interrompre le débat. Du haut de la tribune du public, M. Qureshi réclame la démission du responsable conservateur de la commission municipale chargée de l'éducation. Le lord-maire le laisse parler brièvement.

La convivialité à la buvette

Il faut revenir à l'année 1985 pour comprendre l'enjeu de ce débat dans le conseil municipal. Le directeur d'une école publique du centre-ville de Bradford avait écrit au lord-maire qu'il ne voulait pas avoir de « péniatés » dans les écoles s'ils les poursuivaient dans des établissements dont les élèves étaient en majorité « asiatiques » (Indiens et Pakistanais). Cette affaire avait suscité une polémique nationale.

Intermission de séance. Tout le monde se retrouve à la buvette pour prendre un plat chaud et une boisson

14 janvier était pacifique. Mes collègues journalistes estiment que le livre doit être interdit mais je suis de l'avis opposé. Dans toute cette affaire je suis plutôt un modéré.

Le conseil des mosquées de Bradford a été créé il y a une dizaine d'années. Organisme mi-religieux, mi-politique, il est surtout « un groupe parapluie » qui tente de rassembler les églises disparates de la communauté musulmane de la ville. Des porte-parole du conseil des mosquées ont tenu des propos incendiaires depuis octobre dernier, d'autres, moins souvent cités, ont cherché à calmer les esprits.

Laissons la parole à des habitants de Bradford rencontrés au hasard : « La maison en face est une mosquée depuis des années. C'était auparavant une église », explique tranquillement la réceptionniste anglaise d'une clinique privée du quartier Shearbridge. L'inscription sur l'édifice atteste qu'elle a été ouverte au culte en 1701. On n'y trouve en semaine que des ouvriers anglais qui refont les aménagements intérieurs. La salle destinée aux ablutions rituelles avait besoin d'être modernisée. Plusieurs centaines de fidèles se rassemblent ici d'habitude pour la prière du vendredi. « Il n'y a jamais d'histoire. Ce sont des gens paisibles », poursuit la réceptionniste.

Un chauffeur de taxi affirme qu'il y a cinq temples sikh à Bradford. Il est sikh lui-même, plutôt prospère et nullement fanatique, du moins pour tout ce qui ne concerne pas sa confession. Il trouve que la vie est bien agréable et que chacun en réalité vit en paix.

Telle est d'ailleurs l'impression d'ensemble que donne Bradford. Les séances du conseil municipal toutes les six semaines sont « un peu animées », mais la « guerre civile » n'est pas pour demain à Bradford.

M. Douglas Hurd, ministre de l'intérieur, a demandé, vendredi 24 février, à ses collaborateurs de confession musulmane de ne pas compromettre leur intégration dans le pays par leur attitude dans l'affaire Rushdie. Visitant plusieurs mosquées du Nord industriel de l'Angleterre, il a déclaré : « Les musulmans britanniques ont le droit de défendre leur foi et de protester contre un livre qui, selon eux, fait insulte au Prophète. Mais il est totalement inacceptable que ces protestations dégénèrent en violences ou en menaces de violences ».

Le conseil des mosquées de Bradford a peut-être eu, dimanche 26 février, le mauvais réflexe. Il a proclamé un « boycottage mondial » des livres de poche de la maison d'édition Penguin dont la filiale Viking a publié les Versets sataniques. Il s'agissait visiblement d'intimider l'éditeur, le livre n'étant pas encore paru en collection de poche. A Londres, l'ouvrage relié coûtait, il y a trois semaines, un peu plus de 12 livres (environ 120 F). Mais il est désormais introuvable en librairie.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Diplomatie

La visite de M. Chevardnadze à l'imam Khomeiny

Moscou et Téhéran se déclarent prêts à nouer de « fortes relations »

Poursuivant sa tournée au Proche-Orient, le ministre soviétique des affaires étrangères a été reçu dimanche 26 février par l'imam Khomeiny qui a souhaité que l'URSS et l'Iran nouent de « fortes relations » pour « affronter les pays occidentaux ». Le « guide de la révolution », qui recevait M. Chevardnadze dans sa maison de

Djamaran, a accueilli avec satisfaction la proposition de Moscou de « retrait des flottes étrangères du Golfe ». M. Chevardnadze a estimé, pour sa part, que « les conditions sont désormais réunies pour que les rapports entre les deux pays entrent dans une phase nouvelle et s'étendent à tous les domaines ».

MOSCOU

de notre correspondant

Contrairement aux apparences, l'imam Khomeiny n'a pas complètement perdu la boussole. Tout à sa guerre sainte contre l'écritain Salman Rushdie et l'ensemble des démocraties occidentales, il n'a, en effet, pas oublié que l'Iran d'aujourd'hui ne pouvait pas s'offrir le luxe d'un isolement total et que, si l'Ouest avait le front de lui tenir tête, le Nord ne demandait qu'à lui rendre la main. Au nord, pour l'Iran, s'étend, en effet, l'URSS de M. Gorbatchev, une URSS qui n'aurait qu'avantages à ce que les moudjahidines afghans acceptent un compromis politique et lui évitent ainsi l'humiliation d'une pure et simple chute du régime de Kaboul, une URSS qui aimait que ses propres populations musulmanes ne s'agitent pas trop. Une URSS qui rêve d'un sans-faute dans son spectaculaire retour au Proche-Orient. Une URSS enfin qui se cherche désespérément des partenaires commerciaux riches en devises et pas trop exigeants sur la qualité.

Or qui d'autre que l'Iran peut tout à la fois inciter la résistance afghane à un compromis, ne pas jeter d'huile sur le feu dans les Républiques soviétiques d'Asie centrale, contribuer, ne serait-ce qu'en ne s'y opposant pas, à la tentative de médiation proche-orientale de l'URSS et signer avec elle d'intéressants contrats ? C'est peu dire que l'URSS et l'Iran étaient faits pour se retrouver — ils y étaient en fait condamnés — et c'est ainsi que M. Chevardnadze a été, dimanche, le premier ministre des affaires étrangères à être personnellement reçu par l'imam Khomeiny, qui a souhaité que son pays entretienne désormais de « fortes relations » avec Moscou. Et il ne s'agissait pas là de vœux pieux. L'après-midi même, après avoir accepté une invitation à se rendre à Moscou, le premier ministre iranien, M. Mousavi, s'est félicité de la signature de deux gros contrats avec l'URSS portant,

l'un sur des livraisons de gaz naturel par l'Iran, et l'autre sur un projet de chemin de fer entre le port de Bandar-Abbas et l'Union soviétique.

Le président de la commission mixte soviéto-iranienne est maintenant attendu, dossiers sous le bras, à Téhéran, et dès dimanche soir la télévision soviétique a diffusé une longue interview du ministre des affaires étrangères de la République islamique. La visite de M. Chevardnadze et l'échange de messages entre M. Gorbatchev et l'imam Khomeiny, a déclaré M. Velayati, ont « ouvert des possibilités favorables au développement d'une coopération [qui] atteint un nouveau niveau ».

« Il n'y a pas d'opium du peuple »

Bref, c'est la lune de miel, mais les journaux soviétiques n'ont pas été jusqu'à publier le texte du message que l'imam avait fait remettre, le 4 janvier dernier, à « Son Excellence M. Gorbatchev, chef du président du Soviet suprême de l'URSS ». « Depuis votre accession au pouvoir, lire dans ce texte dont l'Iran n'avait jusqu'alors diffusé que des extraits [...], le courage que vous montrez dans la révision d'une idéologie qui a, pendant des années, emprisonné le monde révolutionnaire dans un carcan d'acier, est digne d'éloges ».

La première chose à faire maintenant [...] est de réviser les politiques de vos prédécesseurs qui ont prôné l'athéisme. [car] vos problèmes n'ont pas pour origine votre définition de la propriété, de l'économie ou des libertés, mais bien l'absence de croyance en Dieu, ce même problème qui a conduit l'Ouest à la décadence [...].

Il est clair comme le jour, poursuit l'imam Khomeiny, que le communisme est une idéologie digne du musée de l'histoire politique du monde, [et même si] vous affirmez toujours dans vos déclarations publiques votre foi marxiste, vous savez bien que les choses sont différentes [puisque] vous prouvez,

BERNARD GUETTA.

Epilogue du litige entre Le Caire et Jérusalem

Israël quittera l'enclave de Taba au plus tard le 15 mars

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Après des mois d'acrimonieuses négociations qui ont empoisonné le climat entre Le Caire et Jérusalem, un accord a finalement été conclu dimanche 26 février sur le retour à l'Egypte de la minuscule enclave de Taba : 700 mètres carrés de plage sur la mer Rouge, de la rocaïlle, quelques palmiers et six courts de tennis. Les deux équipes de négociateurs se sont mises d'accord sur une date : Israël quittera Taba au plus tard le 15 mars prochain « avant midi ».

Non sans d'ultimes chicaneries, elles ont fixé l'emplacement de la dernière borne frontalière indiquant que ce morceau de Sinaï, à quelques kilomètres au sud du port israélien d'Eilat, revenait bel et bien à l'Egypte. Des indemnités ont été fixées pour le club de vacances (1 million de dollars) et pour l'hôtel construit par les Israéliens en 1982 (37 millions de dollars). Les modalités d'accès des touristes israéliens, très attachés au Sinaï, ont été prévues : il leur faudra un passeport mais pas de visa.

Le moindre détail de ce règlement a donné lieu à d'âpres pourparlers qui n'auraient vraisemblablement jamais abouti sans la constante médiation d'un haut fonctionnaire américain, M. Abraham Sofaer, le conseiller juridique du département d'Etat. Avant pour l'efficacité du fameux principe de négociation directe — « sans intermédiaire » — auquel le gouvernement de M. Itzhak Shamir se dit si attaché... M. Sofaer est intervenu du début à la fin de ces discussions entamées en septembre dernier après que la Commission internationale d'arbitrage saisie par les deux parties ont décidé que la souveraineté sur l'enclave revenait à l'Egypte (1).

Le problème se posait depuis 1982 : en vertu du traité de paix égypto-israélien de 1979, l'Etat hébreu devait alors restituer

L'Europe et la défense au menu du sommet franco-britannique de Paris

Le treizième sommet annuel franco-britannique devait se réunir lundi 27 février à Paris. M^{me} Thatcher, qui se trouve en visite privée dans la capitale depuis samedi soir, devait avoir un entretien avec le président de la République dans la matinée, pendant que les ministres des affaires étrangères, de la défense, de l'intérieur et de l'industrie des deux pays se rencontraient séparément.

Tous devaient se réunir pour une séance plénière, avec la participation de M. Michel Rocard, puis pour un déjeuner au palais de l'Élysée. M^{me} Thatcher devait quitter Paris dans l'après-midi, après une conférence de presse tenue en compagnie du président de la République.

Les questions Est-Ouest, et celles de défense sont à l'ordre du jour de ces conversations, avant la visite de M. Gorbatchev à Londres en avril, la réunion du sommet de l'OTAN en mai et l'ouverture la semaine prochaine, à Vienne, de négociations sur les armes classiques en Europe.

Les questions communautaires sont le deuxième grand thème de ces entretiens. Les divergences entre les deux pays sur ces questions ne manquent pas, à propos, notamment, de l'abolition des contrôles aux frontières, de la dimension sociale du grand marché ou de l'union monétaire.

ALAIN FRACHON.

(1) Voir le Monde du 30 septembre et du 1^{er} octobre derniers.

Près de deux millions de musulmans britanniques

La communauté musulmane de Bradford est l'une des plus concentrées du pays. La ville compte 295 000 habitants. Environ 80 000 appartiennent à des minorités ethniques : Indiens, Pakistanais, Chinois, Antillais. Parmi eux, 40 000 musulmans. La deuxième ville du Royaume, Birmingham, compte 122 000 musulmans pour 1,2 million d'habitants.

Les estimations en ce qui concerne Londres : un million de musulmans. La mosquée centrale de Regent's Park est l'une des plus grandes et des plus luxueuses du monde. Un cocktail Molotov a été lancé le 22 février dans son enclos sans faire de victimes. Un suspect a été arrêté.

Les statistiques officielles nationales font défaut puis-que le ministre de l'intérieur, soucieux des libertés traditionnelles, ne veut pas recenser les sujets de Sa Gracieuse Majesté en fonction

de leur race ou de leur religion. M. Hurd cite parfois le chiffre de 1,5 million de musulmans pour l'ensemble du Royaume-Uni. D'autres responsables parlent de 2 millions.

L'immense majorité d'entre eux sont citoyens britanniques parce qu'ils l'étaient déjà lorsqu'ils ont émigré de l'Inde ou du Pakistan, et leurs enfants, étant nés en Grande-Bretagne, le sont devenus selon le droit du sol (jus soli).

Le nombre des immigrés clandestins est, par définition, difficile à estimer, ils sont sans doute moins de 100 000. Mais comment compter les étudiants venus de pays musulmans qui ignorent encore quel sera leur avenir ? Une étudiante d'Oxford, M^{me} Benazir Bhutto, était dans ce cas il y a une dizaine d'années. Elle est devenue la première femme chef d'Etat d'un grand pays musulman, le Pakistan.

D. D.

REVENUS 1988

CALCULEZ VOS IMPOTS

Service télématique du MONDE

36.15 LM

Europe

URSS : le développement du nationalisme

Les Arméniens se préparent à commémorer le pogrom de Soumgaït

De nombreux habitants d'Erevan, se préparent à manifester, mardi 28 février, pour commémorer le pogrom de Soumgaït, ville d'Azerbaïdjan, où plusieurs dizaines de personnes avaient été victimes d'émeutes anti-arméniennes il y a un an. Les autorités d'Erevan ont fait savoir, samedi 25 février, qu'une marche aboutissant au mémorial du génocide arménien de 1915 sera autorisée, sans banderoles, slogans ni discours. Une délégation du PS français a séjourné en Arménie du 24 au 26 février.

Une délégation socialiste française a séjourné dans la République soviétique

EREVAN de notre envoyé spécial

Alors que le couvre-feu est maintenu à Erevan de 1 heure à 5 heures du matin et que la place de l'Opéra, où avaient lieu les grandes manifestations de l'an dernier, est bloquée par l'armée, il ne faisait aucun doute que, autorisée ou pas, une manifestation marquerait le premier anniversaire des massacres de Soumgaït. Les autorités ont résolu finalement de la tolérer le mardi 28 février, mais ont pris toutes les précautions pour empêcher que la commémoration ne soit l'occasion d'une manifestation de soutien au comité Karabakh, dont les membres sont emprisonnés à Moscou depuis deux mois.

La situation de ces quarante personnes a été au centre de l'attention que la délégation du PS a eu,

samedi, avec une brochure de dirigeants du PC arménien. M. Henri Saby, président du groupe socialiste du Parlement européen, très estimé par les Arméniens pour son action en faveur de la reconnaissance du génocide de 1915, a notamment interrogé les responsables du PC sur le maintien du couvre-feu et sur le sort des membres du comité Karabakh. Sur ce dernier sujet, M. Calouste Galoyan, « numéro trois » du PC, chargé de l'idéologie, a assuré qu'une instruction est en cours et que « ceux qui ne sont pas coupables seront innocentés », tandis que « ceux qui le sont seront punis ».

M. Galoyan n'a pas indiqué à quelle date un procès pourrait avoir lieu. Visiblement agacé par l'insistance de ses interlocuteurs à souligner le problème de l'immunité parlementaire qui devrait protéger les deux députés figurant parmi les pers-

onnes arrêtées, l'idéologue du PC arménien a assuré que le président du soviet s'était prononcé sur la levée de cette immunité.

La délégation comprenait, outre M. Queyranne, député du Rhône et candidat aux élections municipales à Lyon, plusieurs élus ou candidats de villes comportant de fortes communautés arméniennes : M. René Ros-

quet, député du Val-de-Marne, maire d'Alfortville (qui a consacré une grande partie de son temps à expédier mille cartes postales à ses administrés), M. Gérard Collomb, chef de file des socialistes à Lyon, M. Jean Krikorian, adjoint au maire de Villeurbanne, et, d'autre part, M. Gérard Lindeperg, membre du secrétariat national chargé des droits de l'homme.

M. Krikorian, qui est l'un des responsables du Parti socialiste arménien, le Dachnagtsotoun, en France, n'en était pas à son premier voyage à Erevan. Il était accompagné d'un autre membre du Dachnag. Ce parti privilégié, aujourd'hui, le dialogue avec les autorités d'Arménie soviétique après avoir longtemps boudé le régime qui avait pris, en 1920, la place de l'éphémère République arménienne.

PATRICK JARREAU.

Un nouveau chef d'état-major du pacte de Varsovie

Le général d'armée Vladimir Lobov a été nommé chef de l'état-major des forces armées unifiées du pacte de Varsovie, en remplacement du général Anatoli Gribkov, qui occupait le poste depuis 1976.

Le général Vladimir Lobov, né en 1935, était jusqu'à présent premier sous-chef de l'état-major général des forces armées soviétiques, après avoir commandé jusqu'en février 1987 la région militaire d'Asie centrale. Il avait été nommé général d'armée le 15 février dernier. Sa nomination fait suite au remplacement, ce mois-ci, du maréchal Konstantin Pavlov par le maréchal Leontiev, au poste de commandant des forces armées du pacte de Varsovie.

Distribution de matériel médical

Les représentants du PS sont arrivés en Arménie dans un avion spécial transportant environ sept cent mille francs de matériel, principalement médical, acheté grâce à une souscription à laquelle avaient participé les militants (qui avaient versé, au total, 600 000 francs), les collectivités locales (200 000 francs) et la trésorerie nationale du parti (un peu plus de 200 000 francs). L'élément principal du chargement était un télescopique, appareil de radiologie destiné aux opérations urologiques, qui a été livré à l'hôpital Massiv. Un médecin de cet hôpital avait été formé, à Lyon, à utiliser cet équipement.

Une autre partie du matériel apporté par les socialistes français

Manifestations en Géorgie, en Moldavie et au Tadjikistan

Le calme était revenu dimanche 26 février à Tbilissi, capitale de la Géorgie, au lendemain d'importantes manifestations contre le rattachement, en 1921, de la Géorgie à la Russie soviétique.

Selon des sources nationalistes sur place, quinze à vingt mille personnes sont descendues dans la rue samedi pour marquer l'anniversaire de l'instauration du pouvoir soviétique en Géorgie, le 25 février 1921. Les quelques cent vingt manifestants interpellés ont tous été relâchés dimanche. Selon un militant nationaliste, Zviad Gamsakhouria, des dizaines de blessés et d'importants effectifs de forces de l'ordre avaient été déployés dans la ville.

Dans une autre République du Caucase, l'Arménie, le commandant militaire d'Erevan, le général Kou-

netov, a indiqué dans une interview au quotidien de l'armée soviétique *Krasnaya Zvezda* que les autorités ne comptaient pas pour l'instant lever les mesures d'exception, car les tensions nationalistes restent vives (voir ci-dessus). Le responsable militaire a notamment accusé le comité Karabakh de vouloir perturber les élections parlementaires du 26 mars.

En Moldavie, vingt mille personnes environ ont manifesté dimanche en demandant que le moldave devienne la langue officielle de la République, selon les dissidents.

Enfin, au Tadjikistan (Asie centrale), un rassemblement s'est tenu vendredi à Douchanbé, la capitale, selon l'agence Tass, pour réclamer l'adoption du tadjik comme langue d'Etat. — (AFP, UPL)

YUGOSLAVIE : raidissement du régime

Belgrade décide d'envoyer de nouvelles unités anti-émeutes au Kosovo

BELGRADE de notre correspondant

Dans la confusion qui règne depuis une semaine au Kosovo, paralysé par les débrayages, une chose paraît à peu près certaine : le raidissement du régime face aux grévistes. Au cours de ses deux dernières réunions, la direction collégiale de l'Etat a, en effet, décidé d'augmenter les forces de sécurité

anti-émeutes dans la province, d'assurer la protection des voies ferrées, ponts et ouvrages électriciens, et de faire respecter « l'ordre et la loi » constitutionnels de façon que les services publics « vitent », les établissements d'enseignement et la production puissent fonctionner normalement. Fait exceptionnel : les ministres fédéraux de la défense et de l'intérieur ont assisté à ces réunions. Les mesures annoncées dans

un communiqué par la direction collégiale de l'Etat, notamment l'envoi de nouvelles unités de police, ont été immédiatement critiquées par l'Association des écrivains albanais du Kosovo.

Le mouvement de grève s'est poursuivi au cours du week-end. Magasins, cafés et restaurants privés étaient fermés, les marchés aux légumes n'étaient pas approvisionnés par les paysans, l'enseignement n'était pas dispensé dans les écoles. Aux mines de plomb et de zinc de Trepcas, les ouvriers sont restés pour la septième journée consécutive au fond des puits. Les grévistes ont refusé de négocier avec une délégation des syndicats fédéraux venue de Belgrade. Ils continuent de réclamer le départ de trois dirigeants albanais du Parti communiste du Kosovo, jugés « provocateurs », à commencer par celui de son président, M. Rahman Morina (voir le Monde daté 25-26 février). Celui-ci a révisé qu'il avait présenté sa démission voici quelques jours mais que les responsables de la province autonome (rattachée à la Serbie) et ceux de la Fédération lui avaient demandé de rester à son poste, sa démission risquant de provoquer, dans les circonstances présentes, « une déstabilisation plus grande encore ».

Rumeurs

Selon la presse, une centaine de grévistes de Trepcas ont reçu des soins dans la mine ou ont été hospitalisés. Depuis quelques jours, on injecte de l'air frais dans les galeries où sont renfermés les mineurs, à environ 1 000 mètres sous terre. Les ouvriers serbes et monténégrins de Trepcas, très minoritaires, ont menacé à leur tour de s'enfermer dans un des puits pour protester contre les revendications de leurs collègues albanais.

Lors de leur rencontre, vendredi dernier, avec le président du Parti fédéral, M. Stipe Surur, qui s'est soldée par une impasse, les grévistes avaient annoncé leur intention d'entamer une « nouvelle forme d'action » à compter de samedi matin 25 février. Apparemment, rien de tel ne s'est produit. Les rumeurs selon lesquelles les mineurs seraient prêts à faire sauter le gisement, qu'ils aient eux-mêmes dans

la catastrophe, continuent de circuler.

Selon des sources informées, 2 tonnes d'explosifs ont trouvé leur fond de puits et sont sous le contrôle strict d'un piquet de grève qui en interdit l'approche. Le directeur des installations de Trepcas a déclaré, selon le journal *Vecernje Novosti*, que « des suicides ne sont pas à exclure ». Lundi 27 février, le comité central de la Ligue des communistes fédéraux a appelé les mineurs « à sortir du puits et à rejoindre leurs familles ». Selon la télévision de Belgrade, l'évacuation de la mine pourrait intervenir dans le courant de la journée.

PAUL YANKOVITCH.

● L'Albanie dénonce l'« ultranationalisme » yougoslave. — La grève générale des habitants albanais de la province du Kosovo est le « résultat de l'échec d'une politique ultranationaliste » en Yougoslavie, selon une déclaration officielle publiée par l'agence officielle albanaise ATA vendredi 24 février à Tirana. Le communiqué explique que les Albanais du Kosovo s'opposent par leur grève à une révision de la Constitution qui donnerait des pouvoirs accrues à la Serbie sur les provinces autonomes. « Ils protestent, selon ATA, contre la violence du nationalisme serbe, l'oppression nationale persistante, la discrimination continue et, surtout, contre la perspective d'être réduits à des citoyens de deuxième classe que l'on peut attaquer, forcer à émigrer et même tuer. » — (AFP.)

● HONGRIE : transfert des réfugiés roumains de Sofia à Budapest. — Les douze Roumains de souche hongroise qui s'étaient réfugiés en septembre dernier à l'ambassade de Hongrie à Sofia ont pu finalement gagner Budapest via l'Autriche samedi 18 février, après d'âpres tractations et l'intervention de la Croix-Rouge internationale. L'agence hongroise MTI a annoncé l'arrivée des douze réfugiés, huit adultes et quatre enfants. Les négociations ont permis à leur obtention un sauf-conduit, avaient été rendues difficiles par les réticences de la Bulgarie, qui voulait préserver ses relations avec la Roumanie.

POLOGNE

Le premier ministre a assisté à une représentation de pièces de Vaclav Havel

Le gouvernement polonais vient de manifester ouvertement sa désapprobation à l'égard de la commémoration, la semaine dernière à Prague, du dramaturge Vaclav Havel à neuf mois d'emprisonnement : c'est en tout cas ainsi qu'il a été perçu à Varsovie la présence, samedi soir 25 février, du premier ministre polonais Mieczyslaw Rakowski au théâtre Pozzichy, où l'on donnait deux pièces de Havel, *L'audience* et *La Contestation*.

Interpellations

Accompagné de son épouse, M. Rakowski s'est ainsi retrouvé aux côtés de l'ambassadeur des Etats-Unis à Varsovie et de plusieurs responsables de Solidarité, dont Bronislaw Geremek et Adam Michnik. A la fin de la représentation, Adam Michnik, l'homme le plus influent du mouvement radical, a prononcé une allocution, est monté sur scène pour faire l'éloge de Vaclav Havel, qu'il a comparé à André Sakharov et à Lech Walesa. « Le régime néostalinien [de Tchécoslovaquie] n'a rien d'autre à offrir que la prison », a ajouté M. Michnik en réclamant la libération de l'animateur de la Charte 77, M. Rakowski, comme plusieurs autres spectateurs, a quitté le théâtre tandis qu'Adam Michnik poursuivait son allocution.

M. Rakowski s'est, par ailleurs, montré très ferme, à la télévision

polonaise, sur le maintien de l'ordre public dans le pays après les affrontements entre policiers et jeunes opposants qui ont fait vendredi à Cracovie trente-neuf blessés dans les rangs de la police et entraînés vingt-quatre interpellations. « Si c'est cela la démocratie et le pluralisme, alors je dis son merde », a déclaré le premier ministre. Ces incidents troubles l'ordre et la paix sociale, qui sont aussi nécessaires à la Pologne que l'oxygène à l'être humain. »

En écho à ces paroles, une centaine d'opposants — jusqu'à cent vingt, selon certaines sources — ont été interpellés au cours du week-end, alors qu'ils tentaient de se rendre à une réunion de mouvements radicaux comme la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN), Solidarité combattante et le Parti socialiste polonais, à Jastrzebia, ville minière de Silésie. Les représentants de ces groupes sont cependant parvenus à tenir leur réunion, au terme de laquelle ils ont déclaré que leur objectif était de « renverser le système totalitaire de pouvoir, afin d'établir une Pologne démocratique ». Les négociations de la « table ronde » entamées le 6 février par les députés du pouvoir et de Solidarité ne résoudront pas la crise polonaise, ont-ils ajouté, car elles sont menées par des « élites », sans le soutien de la population.

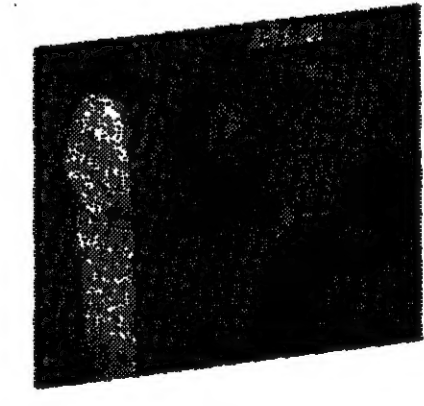
JULIA KRISTEVA



Le dernier livre de Julia Kristeva tient à la fois du journal intime, de l'essai historique et de la réflexion philosophique : mais ces trois approches s'enrichissent mutuellement dans le mouvement d'une écriture dense et lumineuse... comme si l'intensité de son expérience personnelle lui donnait la force d'aller à l'essentiel.

Thomas Ferenczi, Le Monde

Julia Kristeva
Etrangers à nous-mêmes

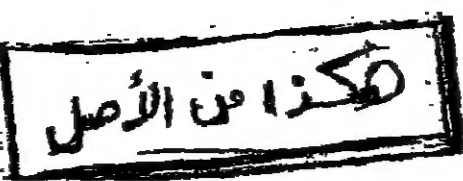


Fayard

296 pages
95 F

FAYARD

مكتبة من الأصل



Asie

Le voyage du chef de l'Etat américain en Asie

Le séjour à Pékin de M. Bush a été troublé par un grave incident à propos des droits de l'homme

PEKIN
de notre correspondant

Ce devait n'être qu'une promenade sentimentale lourdement chargée en gestes symboliques d'amitié et de retrouvailles pour l'ancien chef du bureau de liaison américain du temps d'avant la normalisation sino-américaine. Mais la visite « de travail », hâtivement préparée, de M. George Bush à Pékin s'est conclue sur un « couac » tellement retentissant qu'il réduit à néant le spectacle à la Mary Poppins, long de quarante heures, dans lequel Américains et Chinois s'étaient plongés pour tenter de réanimer leur idylle défranchie.

L'interdiction faite par la police à l'astrophysicien dissident Fang Lizhi d'assister au barbecue texan auquel il était invité par le président américain en compagnie des plus hauts dirigeants chinois, dimanche soir 26 février, n'était vraisemblablement pas une bavure incontrôlée. Le chef du parti communiste, M. Zhao Ziyang, avait pris soin d'infliger à M. Bush peu avant, en conclusion de leur entretien, des remontrances dépourvues de la moindre ambiguïté pour le soutien accordé par l'exécutif américain au plus en vue des contestataires chinois.

Évoquant les réformes et leurs difficultés, M. Zhao, dont les médias officiels chinois ont cité les propos avec un luxe de détails, a dénoncé l'existence de « deux sortes de points de vue extrêmes » qui se nourrissent l'un de l'autre. Le premier consiste à estimer que la réforme s'est engagée, en Chine, dans une voie erronée et qu'il faut faire demi-tour. Cette opinion « ne jouit pas du soutien du public », a estimé M. Zhao, laissant entendre qu'il redoutait qu'il en soit autrement pour la seconde : celle consistant à considérer que les difficultés sont le fruit du système politique et à réclamer son remplacement par

che de M. Deng Xiaoping, ces déclarations enrobées de nulle forme diplomatique servaient d'avertissement à tous les gouvernements occidentaux qui seraient tentés d'appuyer en sous-main la campagne d'intellectuels pour la libération des prisonniers politiques et le renouveau de contestation.

Avertissement d'autant plus percutant que les déclarations des interlocuteurs chinois de M. Bush publiées lundi montrent que les entretiens sino-américains de dimanche ont donné lieu à une montée en puissance régulière des protestations de Pékin sur l'affaire des droits de l'homme. Après le premier ministre Li Peng, M. Deng lui-même, le matin en recevant M. Bush, formulé une première mise en garde voilée en déclarant que « la Chine a besoin de stabilité. Sans un tel climat à l'intérieur du pays, elle n'arriverait pas à enregistrer des succès et les succès déjà acquis pourraient être compromis. Nous souhaitons que nos amis étrangers puissent le comprendre ».

Dans ces conditions, on peut s'étonner de la légèreté des organisateurs américains de la soirée à laquelle devait participer l'astrophysicien qui incarne plus que tout autre cette opposition naissante. Quelques heures avant l'incident, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, insistait sur le fait que ce geste sans précédent visait non seulement à rendre hommage au scientifique, mais aussi à l'auteur de « prises de position sur la question des droits de l'homme ».

Suite à quoi on n'envoya pas de diplomate chercher M. Fang et son épouse à leur domicile, mais simplement un universitaire américain n'ayant aucune qualification diplomatique pour forcer un barrage policier bien décidé à ne pas permettre à l'astrophysicien de pénétrer dans l'hôtel de la Grande Muraille où il était attendu. Le taxi les amenant fut retenu sous le prétexte que ses

Avant de s'envoler, lundi matin 27 février, pour Séoul, dernière étape de sa tournée asiatique, M. Bush a exprimé son « regret » auprès du vice-premier ministre chinois qui l'accompagnait à l'aéroport après que le dissident Fang Lizhi eut empêché d'assister au banquet organisé par l'ambassade américaine. L'ambassadeur des Etats-Unis à Pékin a été chargé de demander audience au ministre chinois des affaires étrangères pour lui réitérer ces regrets. A son arrivée dans la capitale sud-coréenne, le chef de la Maison Blanche a été accueilli par des manifestations anti-américaines. Dans un discours devant le Parlement de Séoul, il a déclaré que les Etats-Unis n'avaient pas l'intention de réduire leurs troupes en Corée du Sud et qu'ils apporteraient leur soutien « actif » à la politique du président Roh Tae-woo de dialogue avec la Corée du Nord. Il a aussi lancé un vigoureux appel au gouvernement de Séoul pour une élimination des barrières aux échanges commerciaux avant de reprendre l'avion le soir même pour Washington.

nervosité, au plus haut niveau, depuis belle lurette à Pékin.

Côté américain, cet incident, venant après une journée et demie de politesses éphémères principalement répercutées par l'entourage du président américain sur les souvenirs sentimentaux de M. Bush, contraste de manière criante avec l'image qu'il voulait créer de compétence dans un pays que le public américain comprend mal, et de complicité avec les dirigeants chinois. Depuis

son arrivée dans la capitale chinoise, samedi après-midi, les satellites relayant une nouvelle fois ce « China Circus » aux téléspectateurs d'Amérique étaient submergés de symboles d'amitié d'une extravagante naïveté. La paire de bottes du Texas frappées des drapeaux chinois et américains offerte à chacun des quatre plus hauts dirigeants chinois, discrets clin d'œil destiné à rappeler le chapeau Stetson que M. Deng avait rapporté de son

voyage historique aux Etats-Unis il y a tout juste dix ans. La paire de vélos chinois offerts au couple présidentiel américain en souvenir de ses promenades cyclistes du temps où M. Bush dirigeait le bureau de liaison américain à Pékin. La visite à son ancien coiffeur, son partenaire de tennis. Des Bibles et chinois et en anglais échangées à l'office protestant, où il était le premier chef d'Etat étranger à se rendre.

Une « première » télévisée

Tout cela était tellement appuyé qu'on était tenté de suggérer que la panoplie d'américanophilie de M. Deng était incomplète — faute d'un pistolet — n'était que le sujet des exportations chinoises d'armement est, précisément, un des points de friction qui a pour l'atmosphère des relations sino-américaines ces derniers temps. M. Fitzwater a reconnu que M. Bush n'avait rien entendu de plus rassurant que ses prédécesseurs sur les promesses chinoises de ne pas vendre d'armes là où elles auraient un effet déstabilisateur. Au cours d'une interview en direct à la télévision chinoise dimanche — une pre-

mière qui laisse un goût bien fade après la pagaille de la nuit — M. Bush a pour sa part déploré les obstacles se dressant en travers des transferts de haute technologie que souhaite la Chine mais n'a pas suggéré de manière précise de les surmonter.

Quant aux relations avec l'Union soviétique, le chef de l'exécutif américain et ses proches ont répété à l'envi — comme pour s'en convaincre eux-mêmes ou, du moins, en convaincre l'électorat américain — que Washington n'entretenait aucune crainte particulière à voir M. Gorbatchev arriver ici en mai, « au contraire ». M. Deng lui a assuré que la Chine « ne joue pas de cartes, ne cherche pas à suivre une politique à la petite semaine » qui consisterait à jouer le Kremlin face à la Maison Blanche. « La Chine, a dit M. Deng, définit sa stratégie, ses politiques intérieures et extérieures, d'après ses propres intérêts fondamentaux. Nous espérons qu'au cours du mandat du président Bush les relations sino-américaines de coopération amicale puissent se développer d'avantage ». Elles ne prennent pas le chemin le plus simple pour cela.

FRANCIS DERON.

Amériques

BRÉSIL : les controverses sur le « développement » de l'Amazonie

Des Indiens en colère à Altamira

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Plus de six cents indigènes appartenant à une dizaine de « nations » ont fait les beaux titres de la presse brésilienne la semaine dernière. Réunis à Altamira, une petite ville de l'Etat du Pará, ils avaient indignement pour intention de demander des explications sur la construction d'un barrage utilisant les eaux du Xingu, l'un des affluents de l'Amazonie. Mais très vite la rencontre a tourné à la protestation contre le projet, et, en général, contre la façon dont est occupée l'Amazonie. Aux cris de guerre et aux menaces contre les personnalités officielles présentes à la réunion se sont ajoutées les déclarations fracassantes de certains des écologistes et hommes politiques venus de l'étranger.

La rencontre a commencé le lundi 20 février avec les défilés et les chants de guerre traditionnels des tribus qui se sentent menacées. Les visages étaient peints en noir, et la borduna (grosse matrique de bois indigène) a été souvent brandie. A la tribune, se sont succédés les ingénieurs, techniciens, fonctionnaires gouvernementaux chargés de donner des détails sur la construction du barrage et sur ses conséquences pour la région.

Mardi, l'un des principaux dirigeants d'Electronorte, la compagnie d'Etat chargée de la mise en valeur hydroélectrique du nord du pays, a pris la parole. M. José Antonio Muniz Lopes a déjà beaucoup dit sur les explications devant les centaines d'Indiens venus des régions les plus reculées du pays. L'un des caciques présents s'est approché de la tribune en levant sa borduna et a menacé de la frapper. M. Muniz Lopes n'a pas réagi. Il avait été prévu que les gestes agressifs font partie du rituel de la contestation indigène.

Mais bientôt c'est une femme, une Indienne âgée et quelque peu décharnée, qui s'est avancée, un couteau à la main. Elle a pointé son arme vers le visage de l'ingénieur et a fait mine de vouloir le balafre. Elle s'est contentée finalement de lui passer le plat de la lame sur les deux joues, en signe de mépris. La séance a continué au milieu des quolibets et des cris. Le lendemain, le représentant du gouvernement, M. Fernando Cesar Mesquita, a pris la tribune. Ce n'était pas un inconnu, il a été successivement porte-parole de la présidence, « défenseur du peuple », gouverneur de l'Etat de Noronha. Ajoutant une nouvelle fonction à un curriculum déjà très varié, il s'est fait bombarder président d'un mystérieux Institut du milieu ambiant et des ressources naturelles renouvelables. Son discours a été abondamment hué. Le public n'a visiblement pas pris au sérieux ce protecteur improvisé de la nature, qui a été un défenseur du peuple aussi fugitif que discret.

Au cours des jours suivants, les Indiens ont entendu un message de solidarité du pape. Ils ont vu débiter le chanteur anglais Sting, un habitué des campagnes humanitaires, ainsi qu'une chorale d'anthropologues, d'écologistes, d'hommes politiques brésiliens et étrangers.

L'alarme a commencé dans le bassin du Xingu quand Electronorte a étudié la possibilité de construire des barrages dans sept sites de la région dont deux ont été finalement retenus, un seul ouvrage étant mis à l'étude. L'idée persiste malgré tout que sept usines hydroélectriques inonderont un jour le bassin.

Villages noyés ?

Le seul barrage prévu pour l'instant doit se situer en aval d'Altamira, sur une boucle du Xingu. Sa construction devrait commencer dans cinq ans ; ce sera, par son importance, le deuxième barrage du pays, après celui d'Itaipu, considéré comme le plus grand du monde. Le lac de retenue s'étalera sur 125 kilomètres carrés, « dont la moitié est déjà occupée par le lit normal du fleuve », selon M. Muniz Lopes. Le problème est de savoir combien d'habitants de la région seront affectés, et si parmi eux il y aura beaucoup d'Indiens.

Actuellement, six mille indigènes appartenant à diverses ethnies vivent dans le bassin du Xingu. Les

Kayapos, qui forment le groupe le plus important avec quatre mille individus, se sont sentis tout de suite concernés et ont été les premiers à sonner le branle-bas de combat. « Nous allons perdre les terres, les fleuves qui servent à notre subsistance. Certains de nos villages seront noyés », affirme l'un de leurs caciques. « C'est faux », réplique M. Muniz Lopes. Les villages kayapos se trouvent à 600 kilomètres de l'endroit prévu pour le barrage. « Et le responsable d'Electronorte de préciser que le nombre de personnes qui devront être évacuées est limité : trois familles d'Indiens Jurunas, et deux cent six autres indigènes assimilés.

Selon l'une des associations attachées à la protection de la région, la Campagne nationale pour la défense et le développement de l'Amazonie, la compagnie Electronorte dit vrai et les Kayapos n'ont pas de raisons de s'alarmer, du moins dans cette première phase du projet. Si la rencontre d'Altamira a mémoins eu lieu avec ses manifestations et ses cris de guerre, c'est que la mise en valeur de l'Amazonie donne lieu de plus en plus à la controverse. L'expression même de « mise en valeur » est contestée. La forêt est brûlée pour

céder la place à des pâturages, d'une utilité douteuse et de toute façon sans commune mesure avec la perte infligée au patrimoine naturel. Le bois est exploité de façon sauvage et irréparable. Même les routes et les barrages, dont la nécessité, en principe, ne devrait pas être mise en doute, n'échappent pas à l'horde des écologistes et des Indiens, qui reprochent aux ouvrages existants d'avoir été réalisés de façon technocratique, sans considération pour le milieu et les populations locales.

A Altamira, on a entendu un député travailliste britannique soutenir que l'Amazonie ne se prêtait pas à la construction d'usines hydroélectriques, il valait mieux pour le Brésil se doter d'usines nucléaires ! Sa proposition a dû faire bondir certains des « verts » présents à la réunion. Elle alimentera un peu plus la polémique, qui est vive à Brasília. Les autorités jugent intolérables, en effet, les pressions internationales exercées sur le pays, qui vient à plus ou moins, disent-elles, à le priver de sa souveraineté sur l'Amazonie et à geler le « développement ».

CHARLES VANHECKE.

Vingt minutes pour soutenir le prince Sihanouk

PEKIN
de notre correspondant

L'entretien du président Bush avec le chef de la résistance cambodgienne, à Pékin dimanche 26 février, n'a duré que vingt minutes, mais c'était cinq de plus que celui que le prince Sihanouk avait obtenu de M. Ronald Reagan. La conversation, en l'état actuel de la crise cambodgienne, ne risquait pas de pouvoir s'éterniser : tant l'ancien monarque que la Chine et les Etats-Unis estiment qu'il faut attendre à présent de voir si la Vietnam et son protégé de Phnom-Penh vont assouplir leur position.

M. Bush a réaffirmé le soutien américain au plan de paix du prince, en soulignant que Washington souhaitait le voir

revenir au pouvoir avec les moyens de gouverner qu'il réclame, notamment le déploiement d'une force internationale de maintien de la paix et des garanties contre un retour des Khmers rouges au pouvoir.

Le chef de file de la résistance, quant à lui, s'est montré visiblement satisfait que cette réaffirmation ait été formulée à Pékin avant l'arrivée du chef du Kremlin, M. Mikhaïl Gorbatchev.

La Maison Blanche a toutefois fait savoir que ni cet entretien ni les discussions de M. Bush avec ses interlocuteurs chinois sur le Cambodge n'avaient donné lieu à une demande d'accroissement de l'aide matérielle fournie par les Etats-Unis à la résistance khmère.

F. D.

Une paire de bottes texanes

Commença alors un « rodéo » pékinois bien dans la tradition des périodes de tension politique. Des autobus qui refusaient de s'arrêter pour prendre le dissident, son épouse et son accompagnateur. Ceux-ci se dirigent, à pied, vers l'ambassade des Etats-Unis, à plusieurs kilomètres de là, les policiers en civil à leurs trousses. Le trio est pris en stop par un diplomate canadien qui les amène à son domicile. Les journalistes sont de leur côté à la recherche éperdue à la fois de l'astrophysicien et d'un responsable américain qui veuille commenter l'incident. Le conseiller pour la sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, finira par lâcher timidement que son président « aurait aimé, bien sûr, que tous ses invités soient là ». En milieu de nuit, M. Fang refaisait surface pour déclarer aux journalistes, dans un autre hôtel transformé en centre de presse, que cette tentative d'intimidation ne l'empêchera pas, à l'avenir, de parler en faveur d'une démocratisation du régime. L'auteur de la pétition à M. Deng Xiaoping pour la libération des prisonniers politiques ne craint plus désormais de se dire « contre » le gouvernement chinois actuel.

Côté chinois, l'insistance des déclarations des hauts dirigeants et l'incident lui-même prouvent que c'est le régime tout entier qui se sent menacé par le mécontentement ambiant. On n'avait pas vu une telle

« le système politique parlementaire et de multipartisme importé d'Occident ». « Il n'y a qu'un tout petit nombre de personnes qui soient de cet avis, qui l'expriment, car il ne reflète pas les conditions de la Chine — sans même parler de l'aspect idéologique. Au lieu d'aider aux réformes, ces gens sont en train de susciter une agitation sociale qui fournirait un prétexte à ceux qui veulent revenir en arrière. Cela accroît les obstacles aux réformes et peut même provoquer des revers aux conséquences graves ».

Si, jusque-là, l'exposé relevait d'un diadème un peu lourd, la suite des propos de M. Zhao a constitué un avertissement sans précédent au cours d'un entretien de ce niveau en Chine : « Il y a probablement des gens au sein des médias américains qui tiennent à montrer leur soutien à ces Chinois partisans d'importer un système politique d'Occident, des Etats-Unis, dans le but d'influencer la politique actuelle et à venir du gouvernement américain. Mais ce sont le gouvernement et le peuple chinois qui dirigent ce pays, en accord avec la situation concrète de la Chine (...) et le fait que certains Américains soutiennent ces Chinois qui ne sont pas satisfaits de leur gouvernement est nuisible non seulement à la stabilité politique de la Chine et au progrès de ses réformes, mais aussi à l'amitié sino-américaine » — c'est-à-dire aux relations bilatérales.

La mise en garde de M. Deng

Dans l'entourage du président américain, on confirmait que celui-ci n'avait pas soulevé, au cours de ses entretiens avec les dirigeants chinois, la question des droits de l'homme et que cette tirade sévère du chef du PC était venue, sans être provoquée par ses réformes, mais aussi à l'initiative de M. Deng.

ETATS-UNIS : pour tenter d'être « confirmé » à la défense

M. Tower fait le « serment » de ne plus boire...

WASHINGTON
de notre correspondant

John Tower boira le calice jusqu'à la lie, mais, après, plus une seule goutte d'alcool. Dans un effort pathétique pour tenter d'obtenir sa « confirmation » par le Sénat au poste de secrétaire à la défense, l'homme choisi par le président Bush, il y a deux mois, est venu dimanche 26 février prêter un serment devant les caméras de la télévision : s'il accède au poste de chef du Pentagone, plus jamais il n'absorbera « de boisson alcoolisée d'aucune sorte, que ce soit sous forme de vin, de bière, ou de spiritueux ».

M. Tower s'était rendu dans les studios de la chaîne de télévision ABC, pour une des traditionnelles émissions de rencontre avec la presse du dimanche matin, muni du texte de son « serment », qu'il a lu humblement, et avec la gravité qui sied aux grands événements, il a commencé par se défendre d'avoir « jamais été alcoolique ou en situation de dépendance à l'égard de l'alcool », puis il a expliqué que sa décision était destinée à « lever toute les doutes ou toutes les incertitudes à ce sujet ». M. Tower s'est même engagé à démissionner immédiatement de ses fonctions s'il venait à rompre son engagement, ajoutant qu'il n'avait jamais manqué à sa parole.

C'est en mettant essentiellement en avant la réputation de « buveur » de M. Tower que les onze membres démocrates de la commission des forces armées du

Sénat s'étaient prononcés, trois jours plus tôt, contre la confirmation du nouveau chef désigné du Pentagone. C'est désormais au Sénat tout entier de se prononcer, mais les démocrates y détiennent une solide majorité (55 voix contre 45) et les chances de M. Tower apparaissent extrêmement sérieuses avant son vote public de sobriété. Elles ne sont pas forcément beaucoup plus grandes désormais. D'abord, cette respectable promesse peut aussi passer pour un aveu de la part d'un homme contre lequel un torrent d'accusations, dans leur écrasante majorité infondées, a été déversé au cours des dernières semaines.

M. Tower a reconnu avoir été « un solide buveur de scotch ». Mais a-t-il ajouté, c'était dans les années 70, et depuis douze ans il n'a plus touché au whisky. Avec la précision de rigueur en ces matières aux Etats-Unis, M. Tower est entré dans les détails de ses habitudes, expliquant que depuis il s'était accordé « à l'occasion » un « Martini ou une petite vodka pour accompagner du saumon fumé ou du caviar », et que pour le reste il ne buvait du vin qu'aux repas.

Mais, pour le malheureux M. Tower, ses aveux ne sont pas le premier rang desquels son successeur à la tête de la commission des forces armées du Sénat, M. Sam Nunn — ont d'autres condes à leur actif : la réputation de « coursier de jupons » du candidat à la direction du Pentagone et les liens financiers qu'il a entretenus avec les industries d'armement.

Dimanche, le sénateur Nunn, qui a pourtant reconnu n'avoir jamais vu, malgré des années de fréquentation, M. Tower en état d'ébriété, n'a paru nullement impressionné par le serment de celui auquel il semble désormais déterminé à barrer la route du Pentagone.

D'autres leaders démocrates ont paru un peu moins catégoriques, peut-être pour éviter de donner trop vite l'impression que, derrière le paraître de la « vertu », le combat est essentiellement politique, peut-être aussi parce que l'étonnante vénalité de M. Tower, et celle de M. Bush qui l'appuie à fond, rendent moins savoureux le fruit d'une éventuelle victoire : s'il est opportun d'affaiblir le président en l'amenant à revenir sur son choix, il n'est pas forcément judicieux d'engager le fer contre lui, dès le début de son mandat, s'il refuse de quitter le champ de bataille.

Naturellement, le serment de M. John Tower a fait sensation à Washington, balayant du coup la visite de M. Bush à Pékin, comme le vote de la commission des forces armées, toujours sur le cas Tower, avait effacé dans les médias le séjour du président à Tokyo. Pour insister qu'il n'est pas sans précédent : au moment de sa nomination par M. Bush, le nouveau responsable de la lutte contre la drogue, M. William Bennett, avait promis de renoncer à son vice favori, le tabac. Il vient même de terminer une cure de désintoxication dans un établissement spécialisé.

JAN KRAUZE.

Politique

Les immigrés dans le débat municipal

Premiers pas

L'affaire Rushdie est tombée à point pour permettre à M. Le Pen d'enfourcher à nouveau son cheval de bataille favori. Le président du Front national s'est fait un plaisir de dénoncer, dimanche 24 février, « l'invasion de l'Europe par une immigration musulmane ».

On ne peut pas dire que ce thème ait dominé jusqu'à présent la campagne pour les élections municipales, même si le poids de l'immigration est vivement ressenti dans certaines grandes villes. Un débat de débat a bien eu lieu en janvier après les vœux de nouvel an du président de la République qui réclamait une plus grande équité pour les étrangers vivant en France. Mais ce débat, tournant autour de la révision de la loi Pasqua, est vite retombé. Il ressurgira sans doute après les élections, à l'ouverture de la session parlementaire de printemps.

L'immigration n'est pas absente pour autant de la campagne municipale. Ce scrutin aura même marqué une véritable nouveauté : la présence en tant que tels, de nombreux jeunes d'origine étrangère sur les listes. Il faut se méfier des chiffres avancés, toute comptabilité émane de domaines étendus. Mais le fait est qu'une association comme France Plus, qui milite pour l'intégration des jeunes, a réussi à parer un nombre appréciable de candidats. Ils ne figurent pas tous — loin de là — sur les listes de gauche : dans certaines municipalités, ces jeunes d'origine maghrébine ont choisi de se battre sous les

couleurs du centre ou de la droite ; dans d'autres, comme Bordeaux, ils sont présents sur deux listes concurrentes. C'est la preuve que les jeunes ressemblent de plus en plus aux jeunes Français de leur âge.

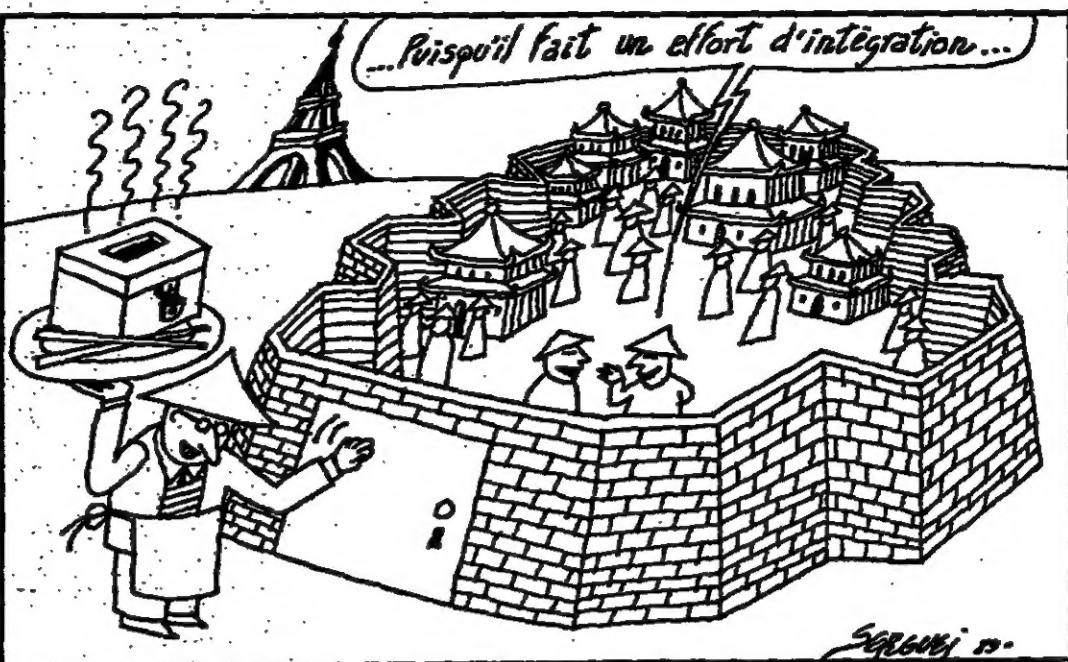
Dans ses négociations avec les partis, France Plus avait posé une double condition : que ces candidats soient placés en position d'éligibilité, et que les listes auxquelles ils appartenaient ne concluent aucun accord avec le Front national. La condition a été acceptée. Plusieurs dizaines de maires com-

ront ainsi des adjoints boursiers dans leur équipe du mois prochain.

On aurait tort cependant de ne regarder, une fois de plus, qu'en direction de la communauté maghrébine. D'autres groupes sont présents dans cette campagne municipale. C'est le cas notamment des Asiatiques qui, à Paris, pèsent d'un poids croissant.

La participation d'immigrés, ou d'enfants d'immigrés, aux élections n'a jamais été une revendication que diverses associations ont déclinées à relancer : le droit de vote local aux résidents étrangers. Les socialistes n'ont jamais été très clairs sur ce point, déclarant cette réforme souhaitable mais irréalisable dans l'immédiat. L'opinion française reste majoritairement opposée à une telle novation. L'affaire Rushdie ne contribuera certainement pas à la faire changer d'évile.

A Paris, les Asiatiques courtisés



Ah ! Ces sourires surpris sur certains visages asiatiques et si vite retenus, quand au matin du 24 février, au bureau de presse de la mairie de Paris, les candidats aux prochaines élections municipales ont été invités à se voir courtisés de tous côtés. Scrutin obligé. L'humour, si particulier, fait le reste : les communistes vantent leur bon train mais à mots couverts, dans cet immense village que constitue la communauté asiatique en région parisienne.

En ce premier jour de l'année du Serpent, le lundi 6 février, les festivités traditionnelles ont commencé tôt. Dans l'enceinte des temples nichés en appartements, au sein du gong et des symboles, les puissantes associations représentées par ceux qui comptent en termes de pouvoir accueillent les candidats aux mairies battant campagne au pas de course. Leur parcours suit les mêmes rites, qu'il emprunte les méandres du treizième, ou ceux du dix-huitième ou encore du dix-neuvième arrondissement, les principaux quartiers où se sont installés les migrants à Paris. A l'évidence, le vote asiatique prend désormais place parmi les divers enjeux des municipales.

Certes, il émerge fort discrètement. A défaut de données globales, il n'en existe aucune — et malgré le parti pris quelque peu suspect de qualifier ce vote d'« asiatique » en l'isolant des autres, l'enjeu est réel. Il traduit la volonté d'assimilation forte de cette communauté et se fait entendre. Encore faut-il se mettre à l'écoute attentivement. Il n'y a pas « une », mais « des » communautés, venues de Chine, de Formose, du Vietnam, du Cambodge et du Laos. A chacune ses choix, et ses votes dans le secret de l'urne.

Mais sur les listes d'inscrits, pour les prochaines élections, ces noms à consonance asiatique sont, faute de mieux, une indication permettant de suivre l'évolution de l'écrit de participation à la vie civile. Aujourd'hui, le poids est encore modeste. A titre d'exemple, dans le treizième arrondissement, environ deux mille Français d'origine asiatique figurent cette fois-ci sur les listes — soit un inscrit sur dix pour l'ensemble de l'arrondissement. Mais, demain, leurs enfants devenus adultes feront masse. Socialisés avec succès, eux n'ont plus la barrière de la langue qui fait obstacle chez les anciens à une demande de naturalisation. Un

piéd dans chaque culture. Ils vivent au rythme de la volonté d'intégration. Quel bond fit celle-ci en dix ans.

Renoué à la Chinoiserie du treizième pour s'en convaincre. C'est ici que demeurent concentrés la richesse et le pouvoir de la communauté. A Belleville, depuis deux ans, les implantations asiatiques croissent de façon spectaculaire. Près de la porte de la Villette, sur le site de Marne-la-Vallée, d'autres Chinois naissent comme des champignons. Le treizième arrondissement reste le plus ancien quartier d'accueil : pendant la guerre de 1914-1918, s'y installèrent des familles de Chinois que leur empereur envoyait en France creuser des tranchées.

Mais des multiples commerces et des prolifiques associations, les plus puissants ont pignon sur rue dans le treizième. Et là, s'affiche de plus en plus clairement le besoin de participer à la vie municipale, pour exister à part entière. Les réfugiés d'hier, passés le choc de la survie, aspirent à être reconnus comme citoyens. Arrivés à la fin des années 70, les bons parents ont dû trouver un gîte, un travail, une école. Ils ont paré au plus pressé. Les affaires tournent

décorées. Cela permet d'ouvrir un œil sur l'extérieur. Les services municipaux ? Ils « connaissent ». Formulaires à remplir, droits et devoirs à assumer en tout genre... la mairie du leur arrondissement est le lieu obligatoire de bien des démarches.

Mais la nécessité n'explique pas à elle seule l'intérêt croissant pour la vie municipale. C'est toute une culture associative que la communauté est prête à mettre sur le terrain municipal.

Juger sur pièces

Par centaines, ces associations irriguent la vie quotidienne. De nombreuses se sont créées pour se regrouper selon la région d'origine. Ainsi celle de Tsochow, la plus grosse, du nom du dialecte parlé près de Canton et dominant dans la communauté chinoise française. On celle des Français d'origine indochinoise (AFOD). Les arts martiaux pratiqués à la sortie du bœuf ont aussi leurs propres clubs. Bref, tout est bon pour l'association. C'est d'ailleurs au siège des fiels les plus importants que se sont rendus les candidats pour la cérémonie des vœux collectifs au Nouvel An

lunaire. Signe de l'évolution des temps : ces associations ont accueilli, thé et fruits confits partagés, toutes les obédiences, d'une couleur politique à l'autre. Chacune à son tour. L'écoulement est affiché. Pourquoi s'en étonner ? A l'intérieur d'une association coexistent les sensibilités les plus diverses, des pro-Taiwan aux pro-Pékin. Cette polarisation marque sans aucun doute plus profondément la communauté que les rivalités droite-gauche de l'échiquier politique français. De ces dernières, on répugne à se mêler. Car on préfère juger sur pièces, selon l'expression répandue. Et sur ce point, les bons parents ont en dix ans modifié quelque peu leur appréciation. L'arrivée d'un président socialiste allié aux communistes en 1981 créa une certaine confiance. Les plus inquiets envisagèrent de plier bagages pour un nouvel exil. Mais les mois qui suivirent rassurèrent vite. En 1989, décidément, « on ne voit plus les choses de la même façon. Alors on observe, on soupèse... » De Paul Quilès, candidat socialiste, on de Jacques Toubon, quel est celui qui écoute le mieux la communauté désireuse de se faire entendre ?

Le parcours de campagne au matin du Nouvel An suscite une appréciation discrète, mais sans équivoque. « L'homme Quilès a su inspirer confiance », ayant noué des liens depuis longtemps. Mais Jacques Toubon, maire d'arrondissement, « a l'avantage d'appartenir au parti du maire de Paris, qui, lui, a le réel pouvoir dans la capitale ». Argument pour une communauté dont le réalisme est un trait marquant. La mairie de Paris a d'ailleurs fêté le Nouvel An à sa manière en invitant, le 17 février quatre mille Asiatiques à une réception monstre. Autre révolution : des candidats d'origine asiatique se présentent pour la première fois au scrutin municipal. A Belleville, un commerçant, M. Paul Ting, fait valoir la communauté sur la liste socialiste du dix-neuvième. M. Didier Bariani aura sur sa liste dans le vingtième arrondissement M. Ho Wan Cam, d'origine vietnamienne. Dans le treizième, où la liste PS est d'ores et déjà connue, le docteur Wang se présente en seizième position aux côtés de Paul Quilès. Agé de trente-huit ans, né au Cambodge de parents chinois, M. Wang est venu en France en 1968 pour faire des études de médecine. Depuis, il s'est installé. Il est aujourd'hui le médecin de famille, comme il se qualifie lui-même, le plus connu du quartier. Marié, père de trois garçons, c'est un militant de la vie associative. Ainsi est-il vice-président du CIOOC (Conseil pour l'intégration de la communauté chinoise en France). Cette association œcuménique a été créée en 1987 pour faire obstacle aux attaques racistes éventuelles contre la communauté. Le CIOOC a encouragé la mobilisation pour les municipales.

Comment M. Wang en est-il venu à être candidat ? « J'ai répondu à

un souhait de Paul Quilès », tient-il à préciser. « Je ne suis pas de conviction, économique ou politique, avec qui que ce soit. Je suis indépendant. » Ses amis et ses patients, toutes sensibilités politiques confondues, l'ont encouragé. « Ils m'avaient posé la question : alliez-vous rester médecin ? Je les ai rassurés. Ma candidature est peut-être pour eux l'espoir d'une meilleure compréhension de leurs problèmes ».

Pour sa part, le candidat Jacques Toubon se dit « très réservé sur le principe des candidatures étrangères », en contradiction selon lui avec le suffrage universel. Lui aussi se réjouit des « progrès indiscutables de la volonté de participation ». Mais le vote asiatique n'est pas à ses yeux, « un réel enjeu, car les gens d'origine asiatique n'ont pas aujourd'hui posé des problèmes différents de ceux qu'ont les gens du treizième ». Pourtant, dans l'arrondissement, on évoque avec ironie à son sujet une intervention des ser-

vices municipaux de Paris qui, l'an passé, fit quelque bruit. « Ces services demandèrent à dix-sept commerçants de suspendre à côté de leur enseigne en idéogrammes une enseigne en français. Motif : l'intégration et non le ghetto. Seize d'entre eux obtinrent l'affaire fut vécue par beaucoup comme « une pression inutile ». Elle a laissé des traces ».

Enfin, Radio-Asie, une station de la bande FM, propose une liste dite « asiatique ». L'opération, menée par des Français de souche, fait plutôt sourire à Chinoiserie. Pour leur part, les quatre quotidiens en langue chinoise — l'un pro-Taiwan et les autres pro-Pékin — informent activement leurs lecteurs de la campagne municipale parisienne. Mais que pensent les membres de la communauté installés ailleurs en France ? Dispersés, leurs voix ont du mal, encore, à se faire entendre...

DANIELLE ROUARD.

SITUATIONS

● ALBI (Tarn) : accord PC-PS. — Alors que la rupture semblait inévitable entre le PS et le PC pour la reconduction de la liste sortante d'union de la gauche à Albi, un accord est finalement intervenu, vendredi soir 24 février, lors de l'ultime rencontre entre les deux formations. M. Michel Castet, maire socialiste sortant, avait menacé de publier sa liste, le lendemain, en laissant en blanc les sept places qu'il accordait aux communistes, et d'ajouter chaque jour un socialiste supplémentaire jusqu'à la fin de la campagne à rebours électoral. — (Corresp.)

● COGOLIN (Var) : Claude Sautet candidat. — Le crédule Claude Sautet a annoncé, samedi 25 février, sa candidature sur la liste du maire socialiste sortant, M. Patrick Gio. Claude Sautet, qui possède une résidence secondaire à Cogolin, figure en onzième position sur la liste composée de socialistes et de communistes rénovateurs, et conduite par M. Gio, qui est maire depuis 1977.

● DUNKERQUE (Nord) : l'ouverture de M. Delebarre. — M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, conduit une liste regroupant des militants du PS, du Mouvement des jeunes socialistes, deux MRG, trois écologistes, un communiste rénovateur, un représentant de l'Association des démocrates (dissident du CDS), de douze « personnalités civiles » issues de milieux associatifs, économiques, des professions libérales. Et, surprise de dernière heure, elle comporte aussi cinq membres du PC, lequel PC — qui revendiquait onze places — a finalement retiré sa propre liste au terme d'une ultime négociation menée avec le PS dans la soirée du jeudi 23 février. — (Corresp.)

● LE HAVRE (Seine-Maritime) : liste FN. — Le Front national a présenté, samedi 25 février, sa liste pour les municipales du Havre, où le maire sortant et député communiste, M. André Duron, se représente. La liste du FN, qui compte trente hommes et vingt-neuf femmes, est conduite par deux médecins, MM. Pierre Balthes et Philippe Fouché-Faillier, « parce que Le Havre est bien malade », ont affirmé ses responsables.

● MARSEILLE (Bouches-du-Rhône) : M. Tapie et M. Curien pour M. Vigouroux. — M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a expliqué devant le Grand Oral Libération-Pacifique-FM, dimanche 26 février, qu'il « fait confiance » à M. Vigouroux. D'autre part, M. Bernard Tapie ne figurera sur aucune liste, mais il soutiendra M. Robert Vigou-

roux dans le cinquième secteur, qui englobe une partie de la circonscription où il vient d'être élu député. M. Tapie explique dans le *Journal du Dimanche*, du 26 février, son choix par le fait que, dans ce secteur, la deuxième place de la liste de M. Michel Pizat est occupée par M. Annick Bôit, candidat du PCF contre lui. Or, dit-il, « on ne peut pas me faire pire que ce qu'elle m'a fait ». Il ajoute que la liste Pizat « n'a strictement aucune chance dans ce secteur ». De son côté, M. Vigouroux a confirmé que, s'il conserve son mandat de maire, M. Tapie se verra confier la charge d'« une mission en cours de création » pour le développement économique et social de Marseille. M. Michel Pizat s'est déclaré « amer » de la décision de M. Tapie. Le candidat officiel du PS a rappelé que M. Tapie a été élu député « grâce au soutien du PS ».

D'autre part, M. Irma Rapuzzi, sénateur, adjoint au maire de Marseille, fidèle de M. Delebarre, a estimé, samedi 25 février, « ne pas être en mesure », pour des raisons de santé, de conduire la liste de la Gauche unie, dans le troisième secteur de Marseille. M. Rapuzzi, qui aura soixante-deux ans le 12 avril prochain, vient de se casser le pied et son immobilisation prévue pour deux mois lui « impose » de laisser la tête de liste au numéro deux, M. Jacques Rocco-Serra, qui conduira dans les quatrièmes et cinquièmes arrondissements de Marseille, la liste « PS-PCF-MRG-Personnalités de progrès » de M. Michel Pizat.

● NANCY (Meurthe-et-Moselle) : radicaux. — M. André Rosset (UDF-rad), maire sortant conduit une liste composée de 26 UDF, 10 RPR, 1 CNL, 18 représentants de la société civile dont M. Gérard Michel, responsable du MRG de Nancy. Ce dernier, qui figure en vingtième position, a précisé qu'il demeure membre de son parti, car le MRG de Nancy a autorisé ses membres à participer individuellement à toute liste « républicaine ».

● SAINT-LAURENT-SUR-MANOIRE (Dordogne) : candidature de M. Dumas. — Maire depuis quarante-deux ans de Saint-Laurent-sur-Manoire (Dordogne), commune de cinq cent soixante-huit habitants, M. Alexis Félix, soixante-cinq ans, a été décoré, dimanche 26 février, de la croix de chevalier de la Légion d'honneur par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères. En remerciement de son « parrain », également ami de longue date, M. Félix a fait savoir que le ministre avait accepté de figurer en deuxième position sur sa liste.

Beurs de tous bords à Bordeaux

BORDEAUX
de notre correspondant

Beau symbole pour les champions de l'intégration. A Bordeaux, ancien port colonial, où le trafic de « bois d'œuvre » fit : la fortune des négociants, ville gouvernée par un maire élu RPR et néanmoins ex-champion de la « nouvelle société », les beurs seront présents sur les deux listes. A droite, sur celle de M. Jacques Chaban-Delmas, et à gauche, sur celle de son challenger socialiste, M. François-Xavier Bordeaux. Le président national de France Plus, M. Azzed Dahmani, est venu solennellement enregistrer le consentement des deux hommes, consentement dans lequel il voit l'illustration complète d'une « intégration par-delà les divergences politiques ».

M. Chaban-Delmas avait pris un engagement de principe depuis plusieurs mois. Il confirme sans l'ombre d'une hésitation : « Ne voyez aucune motivation électorale là-dessus. Je n'ai pas besoin d'un beur sur ma liste pour que le résultat du scrutin soit conforme à mes aspirations. Non, je veux marquer une affirmation bordeaux contre le racisme. » D'un geste sans appel, le maire de Bordeaux marque qu'il n'a cure des réserves ou des grimaces que pourrait susciter son initiative dans sa majorité. « Je n'ai, dit-il, pris ma décision ni en autocar ni

à la remorque de mon entourage. Personne ne s'est d'ailleurs élevé contre ». Qui pense-t-il de la présence d'un beur sur d'autres listes ? « Je le trouve particulièrement logique. Qu'est-ce à dire si ce choix lui fera perdre des voix, du haut de quarante ans de chabandisme il rétorque : « Ce serait dommage pour Bordeaux. De toute façon, je ne me suis pas posé la question. Je n'ai qu'une règle de vie : Faire ce que dois ».

France Plus, il est vrai, a proposé à M. Chaban-Delmas un candidat sur mesure. M. Hamid Chakroun, vingt-neuf ans, fils d'un fonctionnaire préfectoral, gère une petite entreprise d'aménagement d'espaces pour enfants, qu'il a créée voici un an. Il professe un chabandisme adouci de tout soupçon. « C'est un grand, mais, un grand bonhomme. » Il refuse de s'embarrasser de questions « vie-à-vie du RPR ou d'autres ». « Je ne veux pas être le beur de service. J'ai des piles d'ordres », des compétences, « j'ai grande envie de les mettre en pratique ». Il est en position éligible sur la liste du maire sortant.

Cet enthousiasme candide fait sourire M. Akroun, qui pourrait être présent sur la liste socialiste : « Chaban » a une position hyper facile. Il a les moyens, sans danger, de prendre « un étranger ». Hamid n'est pas du monde RPR, mais le corps constitué par les

membres du Conseil de Chaban est solide. Hamid ne bougera pas de la place qui lui sera assignée. Ce qu'on ne voudra pas qu'il fasse, il ne pourra le faire ». Mohamed Akroun, lui, ne se voyait pas « débiter dans l'univers impitoyable de Chaban ». « Je n'aurais pas, dit-il, pu être un alibi, un shérif ».

Directeur d'auto-école dans le quartier Saint-Michel, refuge des immigrés à Bordeaux, M. Akroun n'adhère ni à SOS Racisme ni à France Plus. Il a cependant fréquenté les deux associations. Il n'a pas non plus le cœur au parti socialiste, mais il l'a « choisi » en toute lucidité, bien qu'il semble sans illusion sur la faiblesse organisationnelle du PS à Bordeaux, face au système Chaban si bien huilé. M. Dahmani ajoute : « Aux yeux de certains socialistes, le PS devrait être notre famille naturelle. Ils déignent mal les négociations avec des maires de droite ».

« Des beurs, il y en aura sur notre liste », s'exclame M. Bordeaux, agacé qu'on puisse lui poser la question. « Mais, précisez-t-il aussitôt, nous voulons d'abord voir que les candidats sont en accord profond avec notre projet politique. En termes de logement ou d'avenir professionnel, nous n'avons pas les mêmes projets que l'équipe conservatrice de Jacques Chaban-Delmas ».

GINETTE DE MATHA.

هكذا من الأصل

Politique

M. Valéry Giscard d'Estaing invite l'opposition à préparer l'alternance

au « Grand Jury RTL-le Monde »

Invité le dimanche 26 février du « Grand Jury RTL-le Monde », M. Valéry Giscard d'Estaing a, pour la première fois, commenté l'intervention télévisée du président de la République du 12 février. Selon lui, M. François Mitterrand a mis un terme à l'ouverture et procédé du même coup « à une clarification utile ». « Tout devient clair », a déclaré M. Giscard d'Estaing. Le président de la République est socialiste, le premier ministre est socialiste, et on nous dit que la seule majorité possible est socialiste et communiste. Cette déclaration est très importante. La France a vécu dans le brouillard et l'ambiguïté depuis neuf mois. Elle ne savait pas où elle en était. (...) Et je crois, pour ma part, que cette clarification est utile. On appelle un chat un chat, et il y a une majorité et une opposition. Et je voudrais que les Français ne se disent pas : « C'est un drame ! ». C'est plus clair ! Cela permet de savoir ce que chacun doit faire : le gouvernement gouverne, l'opposition prépare l'alternance. C'est la situation habituelle des grandes démocraties autour de nous.

M. Giscard d'Estaing a rappelé qu'il avait été un « partisan au printemps 1988 de la recherche de l'ouverture », que c'était à ses yeux

« la seule action qui avait une dimension historique », « la seule qui pouvait donner un peu de souffle à la France d'ici à 1992 ». N'imaginant pas que la déclaration de M. Mitterrand puisse être « une déclaration de circonstance », M. Giscard d'Estaing la prend comme « une affirmation politique » importante.

« Les états généraux de la droite »

Compte tenu de cette nouvelle donne, le président de l'UDF estime que l'opposition doit désormais jouer son rôle sur deux points : « Préparer l'alternance avec soin » et « définir une méthode d'opposition ». Préparer l'alternance : M. Giscard d'Estaing a lancé l'idée de la convocation « d'états généraux de l'opposition » après les élections européennes du 18 juin afin de mettre en chantier « le programme pour demain » pour la France. Avec « trois mots-clés : union, libéralisme, solidarité ». La méthode : M. Giscard d'Estaing est revenu avec insistance sur la nécessaire union de l'opposition. Il a d'abord fait observer que les rapports entre les chefs de cette opposition sont

« bons, faciles et naturels ». « Dans l'Europe qui s'organise, a-t-il encore fait valoir, il y a eu de grands ensembles politiques. (...) En France, au centre et au centre droit, il y a place pour une grande formation ». M. Giscard d'Estaing s'est dit favorable à l'idée de M. Edouard Balladur de « nous des rapports plus organiques entre RPR et UDF dans les grands sujets ». « De même a-t-il souhaité « mener à son terme dans les deux prochaines années le débat » pour une candidature unique de l'opposition à l'élection présidentielle dès le premier tour. Enfin, M. Giscard d'Estaing désire pour que cette opposition « aboutisse à l'union la plus large possible sur des objectifs européens communs ». Ne rejetant pas formellement l'idée de prendre la tête d'une liste commune RPR-UDF aux élections européennes, il s'est montré optimiste en notant qu'il lui semblait qu'« entre le RPR et l'UDF les convergences du présent l'emportent actuellement sur les divergences du passé ». L'ancien président de la République a déploré que le gouvernement actuel ne prépare pas suffisamment la France à l'Europe. A propos d'un report des échéances européennes évoqué dans certains milieux, il pense que « ce serait un drame

national » que, « pour la première fois dans l'affaire européenne, la France manque à sa parole ». Il ne comprend pas non plus l'opposition du premier ministre à une réduction du taux de la TVA, qui serait à ses yeux « la mesure la plus sociale que la France puisse prendre sur le plan fiscal au cours des quatre prochaines années ».

Revenant sur « les affaires » qui ont défrayé ces dernières semaines la rubrique politico-économique, M. Giscard d'Estaing s'est félicité de la « correction » de l'attitude de l'opposition. Il a indiqué que si une commission d'enquête parlementaire était proposée, l'opposition voterait pour, en demandant que « cette commission soit compétente pour toutes les acquisitions ou cessions de biens du patrimoine public depuis les nationalisations de 1982 », et donc aussi pour les privatisations de la période 1986-1988. « On a senti qu'il y avait à la fois un vide dans notre conception et une certaine faiblesse dans nos institutions pour ce qui est de la vie de la Bourse et des opérations financières. C'est un vrai problème qu'il ne faut pas traiter simplement par dérision ou ironie. La vie économique ne se situe pas à mi-chemin entre Karl Marx et Dallas ».

M. Jean-Marie Le Pen renouvelle son appel à l'union de toutes les droites au « Club de la presse » d'Europe 1

« Nos ambitions, c'est d'avoir des conseillers municipaux, peu si nous sommes seuls, et beaucoup s'il y a une union entre les différentes parties de la droite sur un choix de société contre la gauche », a déclaré, dimanche 26 février, M. Jean-Marie Le Pen, qui était l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1. Le président du Front national a indiqué que son mouvement sera présent aux élections municipales dans près de deux cents villes de plus de trente mille habitants (sur environ deux cent quarante). « La proportionnelle nous permet, surtout où nos listes pourront dépasser 10 %, a ajouté M. Le Pen, d'avoir des élus ». Le dirigeant d'extrême droite a précisé que son « ambition reste très grande, mais il y a des hauts et des bas », dans la vie politique.

Tête de liste FN dans le vingtième arrondissement de Paris, où le maire sortant est M. Didier Bariani (UDF), M. Le Pen a affirmé : « Si j'ai plus de 10 %, ou bien on fera l'union, ou bien M. Bariani pratiquera la règle édictée par M. Chirac du refus de l'union, auquel cas je maintiendrai ma liste. C'est à M. Bariani qu'il faut poser la question de savoir s'il entend, après avoir été battu aux élections législatives, être battu comme maire du vingtième, et renvoyé à ses chères études ». Cependant, l'ancien député de la capitale a dénoncé « le mot d'ordre imbécile et suicidaire

d'otocratie à l'égard du Front national », lancé par le RPR et l'UDF.

Concernant Marseille, qui lui avait lancé, disait-il après l'élection présidentielle, « un message d'amour » car il y avait devancé MM. Jacques Chirac et Raymond Barre, M. Le Pen a paré que « si M. Jean-Claude Gaudin est élu maire sans le FN (R) lui paie une douzaine de crêpes ». « Il a déjà eu un avertissement avec le triste sort de son candidat à l'élection législative partielle », (M. Guy Tessier a été battu par M. Bernard Tapie). « M. Gaudin ne devrait pas s'inspirer de Tartarin et être beaucoup plus réaliste », a ajouté le responsable du mouvement d'extrême droite.

Souhaitant avoir des élus pour que « la vie politique française ne bascule pas dans le consensus franco-français d'effacement », M. Le Pen a regretté, à propos des « affaires », « la complaisance sinon la complicité » de l'opposition. « Je crois qu'il y a beaucoup de gens qui ont les mains sales, et que les structures de notre Etat socialiste ou socialisant ne sont pas étrangères à la généralisation des phénomènes de concussion ».

Interrogé sur les élections européennes, il a indiqué que le Front national espère obtenir plus de 15 % et il a fustigé « cette Europe mondialiste et ploutocrate ».

Le gouvernement craint les retombées électorales du mécontentement dans les services publics

(Suite de la première page.)

Cela, alors même que le gouvernement est emporté dans les difficultés sociales, singulièrement avec la fonction publique, considérée comme sa base électorale naturelle. L'ouverture, malheureusement pour M. Mitterrand, ne se pratique que de la gauche vers le centre. Certes, les socialistes appartiennent à l'Avenir et à Metz, leur soutien à deux symboles gouvernementaux de celle-ci, MM. Jean-Pierre Soisson et Jean-Marie Rausch, maires de droite en 1983, devenus fréquentables en 1989 par la seule grâce de l'union présidentielle. Certes, M. Michel Delebarre mène à Dunkerque son combat contre la droite en place avec le renfort de centristes dissidents.

Mais à Grenoble, M. Alain Carignon (autonome, il est vrai), récupère quelques éléments de la gauche radicale et socialiste. Et à Aix, un adjoint socialiste au maire communiste sortant a rallié le bariste qui conduit la liste d'union UDF-RPR. Les exemples de cette sorte sont nombreux et tendraient à faire croire que, sur le terrain de la gestion municipale, les unions de droite et de gauche sont en train de mourir. Même le Front national se mêle à cette partie compliquée. A Perpignan, M. Pierre Sergent, ancien député d'extrême-droite, conduit une liste dite d'ouverture à droite avec la complicité d'une militante RPR, membre du comité central de cette formation, adjointe au maire sortant (M. Paul Aldry, ex-socialiste passé à droite), d'un bariste et d'un animateur des clubs giscardiens Perspectives et Réalités.

Si M. Giscard d'Estaing a, malgré tout, une vision claire de cette situation, c'est sans doute parce qu'il éprouve le besoin, pour l'avenir, de fixer quelques perspectives moins obscures, de donner à des électeurs déboussolés quelques points de repère. Au-delà des municipales sont déjà en jeu les élections européennes et les stratégies de chaque

camp pour les prochaines grandes échéances, notamment la présidentielle. M. Giscard d'Estaing, qui, président de la République, militait pour la constitution d'un vaste groupe central englobant les extrêmes, promettait en sa qualité de président de l'UDF, cette réflexion en soulignant que la France politique doit être organisée autour de deux grandes forces, l'une conservatrice, l'autre social-démocrate, qui permettent l'alternance douce. Il feint de regretter que les socialistes, selon lui, ne s'inscrivent pas dans cette logique puisque, à ses yeux, ils persistent dans leur alliance avec les communistes.

M. Jacques Chirac, précéda dans son parti par M. Edouard Balladur, puis par M. Alain Juppé, l'a rejoint sur cette ligne d'analyse. Le président du RPR parcourt la France municipale en répétant à l'envi que l'opposition sera condamnée à un très long purgatoire si elle ne s'unit pas de manière à faire apparaître une force qui représenterait 45 % des Français face aux socialistes, dont il évalue le potentiel à 30 %. Seul M. Pierre Méhaignerie propose de sortir radicalement du cirage droite-gauche. Il imagine une « force majoritaire au centre composée d'une part du courant libéral de la droite et d'autre part du courant humaniste du Parti socialiste ». La construction européenne, en provoquant à gauche et à l'intérieur même du PS de fortes tensions, pourrait, à son avis, favoriser cette entreprise.

Dépolitisation

La vision développée par M. Méhaignerie suppose une cassure du PS. Celle mise en œuvre par M. Mitterrand depuis sa réélection implique un éclatement du mouvement centriste entre les « ralliés » de l'ouverture et ceux qui, par pesanteur électorale, resteront dans leur camp d'origine. Si M. Michel Rocard a toujours, au fond de la

tête, l'idée de constituer un jour une majorité sociale-centriste débarrassée du PC, il ne peut pas la concevoir à court terme. L'un de ses secrétaires nationaux du PS et rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, explique dans un entretien à Paris-Match pourquoi la stratégie de M. Mitterrand est pour l'instant la seule praticable. Il juge « impossible » l'élaboration d'un programme de gouvernement avec le centre, et considère que tout socialiste qui avancerait l'idée d'un retour au programme commun avec les communistes passerait pour un « pitre ». « Il faut que tout le monde se mette dans la tête que l'ouverture est un partage à l'intérieur des centristes », dit-il.

Les trois lignes stratégiques qui paraissent se dessiner à l'intérieur du PS ne font l'objet que d'un débat feutré. A M. Rocard, soupçonné de préparer la réconciliation avec les centristes, répondent les « autonomes » (M. Paul Quilès, notamment), qui militent pour l'indépendance totale du PS, à l'égard des communistes comme des centristes. Aux autonomes répondent les tenants de la traditionnelle union « des forces populaires ». Ceux-là, MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin en tête, estiment qu'une arrogante indépendance n'est pas de saison tant que le PC pèse encore lourd à chaque scrutin et que le PS n'a pas atteint l'objectif rappelé dimanche par M. Laurent Fabius : 40 % de l'électorat.

Le brouillard politique ambiant n'est pour l'instant domageable à personne puisque la dépolitisation des élections municipales, vaivement combattue par M. Chirac, paraît satisfaire le plus grand nombre. On est loin en effet du climat qui prévalait en mars 1983, date à laquelle, portée par le mécontentement de l'opposition, l'opposition engageait ville par ville la première étape de la reconquête du pouvoir. Mais le gouvernement n'est pas pour autant à l'abri d'une déconvenue. Celle-ci pourrait naître par des revendications catégorielles, que les bonnes paroles présidentielles n'ont pas suffi à apaiser, au sein même de l'électorat de la gauche.

JEAN-YVES LHOMEAU et ALAIN ROLLAT.

PROPOS ET DÉBATS

M. Chirac

L'union, l'union, l'union !

M. Jacques Chirac a terminé, samedi 25 février, sa tournée dans plusieurs villes de province en soutenant à Nantes la candidature de M. Daniel Augereau (RPR). Accompagné de M. Yves Gelland, président du Parti radical, et de M. Yvon Briant, secrétaire général du CNL, le maire de Paris, s'adressant à quelques trois mille personnes au cours d'un meeting, a déclaré : « La majorité qu'il nous permettra d'engager le redressement de notre pays ne se fera qu'à une seule condition, c'est que, sur le plan national, l'ensemble des forces de l'opposition, quelles que soient leur diversité et leur caractère nécessairement pluraliste, soient unies et soudées, sans arrière-pensée ».

Il a assuré : « Il existe en France deux grandes forces politiques : celle relativement modeste des socialistes et celle beaucoup plus forte et beaucoup plus cohérente de la majorité d'hier et de demain ».

Évoquant les récentes déclarations de M. Mitterrand à « Sept sur sept », M. Chirac a lancé : « A-t-on jamais entendu propos plus archaïques, plus dépassés tenus par un homme qui parle de l'Europe avec des trémoles dans la voix ? »

M. Pasqua

Le tourisme

M. Charles Pasqua a déclaré, au cours d'un meeting de soutien à M. Jacques Limouzy (RPR), à Castres : « La France est absente de la politique étrangère. Certes, cela ne veut pas dire que François Mitterrand ne voyage pas. Au contraire, il voyage beaucoup. En fait, nous avons surtout une politique touristique ».

M. Pasqua, parlant de l'ouverture qu'il « voudrait nous laisser croire qu'il n'y a pas de différence entre l'action menée par le gouvernement Chirac et par le gouvernement actuel », a néanmoins ajouté que « Rocard serait un Chirac qui n'aurait pas grandi et joué un Pasqua sans accent ».

M. Séguin

Deux grandes forces

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, invité de « Forum FR 3-RMC », dimanche 26 février, a ainsi analysé le paysage politique :

« Le principal enjeu des municipales — qui sont avant tout des élections locales — c'est le taux de participation. Si le désaffection de la

vie publique constatée au référendum et aux cantonales se confirme aux municipales, ce sera extrêmement préoccupant pour la vie démocratique dans ce pays. Si elle est infirmée, cela voudra dire qu'il y a des problèmes particuliers au niveau national en termes de débat politique. Actuellement, il n'y a plus de débat politique national organisé. On est sorti de plusieurs années de débat politique manichéen, aujourd'hui dépassé, mais on ne sait pas s'organiser dans ce nouveau contexte, qui est celui de l'affrontement de forces politiques que l'opinion plus des visions totalement antagonistes de la société, mais qui diffèrent par les priorités et les comportements. Plutôt que la reconstruction de l'union de la gauche ou d'une troisième force qui serait le mariage de la carpe et du lapin, il faut l'organisation de deux grandes forces politiques, l'une autour du PS, l'autre sur les bases de l'opposition actuelle ».

Le maire d'Épinal, qui pense que « M. Chirac peut faire un bon président de la République pour la France », estime que le RPR évolue « dans le bon sens et doit aller encore plus vite », et que, « compte tenu de la stratégie » choisie par le RPR, « il serait difficile de trouver un meilleur secrétaire général » que M. Alain Juppé.

M. Séguin, souhaitant une liste d'union pour les européennes, considère qu'une liste centriste autonome « serait la pire des solutions ».

EN BREF

• **Mémoires à Villejuif** : désapprobation du maire. — Après la publication, dans nos éditions du 25 février, d'une information relatant les « menaces » dont se dit victime M. Salomon Minran, tête de liste de l'opposition soutenue par le RPR et l'UDF à Villejuif (Val-de-Marne), M. Pierre-Yves Cozic, maire communiste de la ville, nous a fait part de sa « désapprobation totale » de tels actes « s'ils étaient vérifiés », en précisant : « Je serais le premier à m'élever contre des méthodes qui ne pourraient en aucun cas être celles de femmes et d'hommes composant la liste de rassemblement des forces de gauche et de progrès que je conduis, ni celles des militants de mon parti ».

• **Un ancien dirigeant de la CGT de la Sarthe donne sa démission du PCF.** — L'ancien secrétaire général de l'union départementale CGT de la Sarthe, M. Léon Etienne, a décidé, vendredi 24 février, de rendre sa carte d'adhérent au PCF pour protester contre l'exclusion de ce parti du maire sortant, M. Robert Jarry. Membre du PCF depuis 1944, M. Etienne, qui appelle à voter pour la liste conduite par M. Jarry, se demande, dans une lettre ouverte, si « les communistes qui voteront pour le liste Jarry seront exclus du PC ».

• **Signature du premier contrat de plan Etat-Polynésie.** — M. Michel Rocard et M. Alexandre Léontieff, président du gouvernement de Polynésie française, ont signé le 21 février le protocole d'accord d'un contrat de plan entre

l'Etat, qui s'engage pour 460 millions de francs sur cinq ans, et le territoire. Ce protocole, qui sera soumis à l'approbation de l'assemblée territoriale après les municipales, définit trois orientations (formation, développement plus autonome par le renforcement de l'agriculture et de la pêche et aménagement des structures). De son côté, le gouvernement territorial s'engage à mobiliser sur son budget propre une somme double de celle de l'Etat.

• **PRÉCISIONS.** — Plusieurs coquilles ou oublis se sont glissés dans l'article intitulé : « Condamnées à coopérer » (le Monde du 25 février, page 7). M. Jean-Claude Douneau est professeur à l'université de Pau (et non de Paris). D'autre part, le « loi Gelland » est du 5 janvier 1988.

Collection Repères

L'EXCELLENCE EN POCHES

- Les banques
- Les biotechnologies
- La Bourse
- Le budget de l'Etat
- La bureaucratie
- Les catégories socioprofessionnelles
- Le chômage
- Le commerce extérieur de la France
- Le commerce international
- Le comportement électoral des Français
- La comptabilité
- et plus de 60 autres titres

128 pages - 38 F

LA DÉCOUVERTE

Tout, tout de suite, sur l'année 1988

Un index des lieux, des thèmes de l'année. Un index des personnes citées guide votre consultation.

Le Monde Éditions EN VENTE EN LIBRAIRIE



SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations, hébergement, locations, crèches et hôtels. Service télématique du MONDE.

36.15 Tapez LM

Code CORUS

Politique

des élections municipales

Metz, laboratoire de l'ouverture

METZ.
de notre envoyé spécial

Depuis que son maire — de droite — est devenu ministre d'un gouvernement — de gauche — la classe politique metzienne se divise en deux groupes bien distincts : les fidèles et les traîtres. Chacun voyant bien sûr le loyalisme à sa porte et la félonie sur le seuil de son voisin. Mais, c'est M. Jean-Marie Rausch, ministre du Commerce extérieur, élu de la capitale de la Lorraine depuis 1971, qui, de pourfendeur des socialistes, — représentant l'ouverture et la démagogie — (janvier 1988), est devenu le chantre de l'ouverture, de cette « ardente obligation » de mettre enfin un terme à la « stupide guerre des Gaules » (janvier 1989).

Mais Paris a peut-être ses raisons. M. Rausch ne doit rien ignorer. Car s'il est un serment d'allégeance dont M. Rausch se sent comble, c'est bien celui qu'il prête, voilà dix-huit ans, devant sa ville. Elle lui doit beaucoup, il lui doit presque tout. C'est en effet dans la foulée de son élection à la mairie de Metz, que M. Rausch devient conseiller général, puis sénateur en 1974, puis président du conseil général en 1979, du conseil régional en 1982 et enfin président de la puissante Association des maires de grandes villes en 1983. Entre temps, Metz grandit, fort, s'embellit, répète ses façades Renaissance ou dix-huitième, se rebâtit, se « technopile ».

Dans son majestueux bureau de l'hôtel de ville, Jean-Marie Rausch

trône entre deux ordinateurs — sa seule passion comme avec la photographie — reliés au centre de communication du technopôle de Metz. D'un simple coup d'œil sur son écran, il vérifie l'emploi du temps que sa secrétaire lui a programmé. D'un simple coup d'œil aussi, il surveille les honneurs de sa ville. Depuis 1972, deux fois par an, en juin et en décembre, la SOFRES mesure, dissèque les opinions des habitants de Metz pour le compte du maire.

« Quelle note — de 1 à 20 — donnez-vous à M. Rausch pour la politique culturelle, éducative, fiscale, le plan de circulation de la ville ? Etes-vous favorable à l'aménagement d'une salle de spectacles ? Que pensez-vous de l'entrée de M. Rausch au gouvernement ? » Pour 150 000 F par an — « ce depuis le temps, on ne fait des prix » — M. Rausch dispose ainsi d'un véritable tableau de bord de sa ville, lui indiquant, tel un météorologue, sa cote de popularité et l'indice de satisfaction de ses administrés.

Lui reproche-t-on d'avoir vu grand pour l'aménagement de l'ancien arsenal militaire en salle de spectacles et en auditorium (confié à l'architecte Ricardo Bofill) ? Il conserve dans un dossier le résultat de son choix. Critique-t-on le technopôle Metz 2000 ? Il répond Bull, Apple, Hewlett Packard, Télémécanique, CESCOT (Centre d'étude des systèmes de communication) et surtout Supélec (École supérieure d'électronique), avant d'implanter des constructions qui constituent un incontestable succès pour le maire et un bel atout pour l'avenir de la ville.

Raillez-on sa colonne de Merten — son bureau à lui — une réplique d'un monument du troisième siècle, érigée à l'entrée de la grande rue Serpenoise ? (800 000 francs selon ses services, 1,2 million de francs selon l'un de ses challengers (PR) et actuel conseiller délégué aux affaires sociales, M. Denis Jacquat ?). Il réplique beauté de la ville, et ses administrés lui donnent raison, qui ont vu en trois mandats successifs, renouer le centre historique et rendre les places de leur cité. Et même — on en finit son infidélité politique ? M. Rausch reste serein. Il interroge le miroir de son écran, lui renvoie des prévisions rassurantes pour les 12 et 19 mars prochains.

Certes, il lui sera difficile de renouveler sa réélection triomphale de mars 1983 (64,5 % des voix au premier tour), d'autant que son entrée au gouvernement a faussé les règles pourtant bien établies du jeu politique local. D'adversaires minoritaires, les socialistes sont devenus des partenaires. Ce ne fut pas sans mal. Apprenant en juin 1988 la nomination de M. Rausch au gouvernement, M. Jean-Pierre Masseret, sénateur et premier secrétaire fédéral du PS en Lorraine, s'était empressé de déclarer : « Lui, c'est lui et nous c'est nous ». Mais à l'approche des municipales, il a bien fallu envisager un accord. « Je suis mitterrandiste et discipliné. Le président choisit, moi je pèse », déclare sans enthousiasme M. Masseret, qui conserve dans un coin de son bureau la carte de membre du PS que l'épouse de M. Jean-Laurain, député, ancien ministre des anciens combattants du gouvernement Mauroy et « figure » socialiste locale, lui a renvoyé en juin dernier. Il en a reçu une autre depuis, à l'annonce de l'accord municipal conclu avec le maire, accordant quatorze places aux socialistes — dont quatre postes d'adjoints — sur les quarante-quatre premières (le conseil compte cinquante-cinq membres).

bien donner aux socialistes un rôle nouveau. « Noire ennemi en Moselle, c'est le RPR », constate M. Masseret. Dès lors des élections législatives de juin, le PS a appelé avec succès à voter au deuxième tour pour le centriste Aloys Warhouwer, contre le député sortant (RPR) Pierre Messmer. En octobre, le même scénario s'est reproduit pour l'élection cantonale de Metz-III, à l'issue de laquelle la candidate de M. Rausch, M^{me} Nathalie Grimbeck (UDF) a été élue contre son adversaire RPR, avec le soutien du PS. Pour les élections municipales, l'ouverture fait d'ailleurs des émules en Lorraine, à Saint-Avold et à Sarreguemines, où les deux maires sortants centristes se sont alliés aux socialistes contre les listes d'opposition conduites par le RPR. « Nous n'aurons pas Jean-Marie Rausch à gauche », constate M. Masseret, mais nous devons au moins craindre la fustade entre la droite et lui.

De cette stratégie, M. Jacquat, qui fut l'un des lieutenants de M. Rausch et qui fait aujourd'hui liste à part, tire argument et dénonce l'entrée du « cheval de Troie » socialiste dans Metz. S'il a décidé de se présenter contre M. Rausch, c'est, explique-t-il, au nom de la « fidélité », contre la « trahison » de celui qui a « abandonné les siens sous prétexte qu'il y a plus de honneurs, plus de pouvoir à gagner ailleurs ». M. Jacquat, qui s'abandonne par l'annonce de l'entrée de M. Rausch au gouvernement, n'a pourtant pas jugé nécessaire de démissionner dès le mois de juin du conseil municipal. Il est vrai qu'on ne démissionne pas si facilement le poste de conseiller délégué aux affaires sociales, qui assure, outre une grande notoriété, la présidence du centre communal d'action sociale (CCAS), c'est-à-dire l'un des plus beaux tremplins dont puisse rêver un candidat à la mairie.

Le « cheval de Troie » socialiste

M. Jacquat sera donc l'homme « du cœur au quotidien », l'homme sincère, croix de bois, croix de fer, contre le candidat de la raison et de l'ambition. « Le bon docteur Jacquat », comme on le surnomme volontiers à Metz, se promène dans les rues de la ville, en distribuant des petits morceaux de ruban bleu à son nom, pour passer les plaies des Mosellans qui, comme lui, ressentent depuis le retour politique de leur maire — un sentiment d'abandon et de peine —. Jouant habilement de sa fonction, qui lui permet de distribuer subventions et aides sociales, M. Jacquat se fait volontiers le pourfendeur de la « politique élitiste » de M. Rausch. « On s'est occupé des fagades, maintenant il faut occuper de l'intérieur, des habitants », a-t-il coutume de dire, obligeant volontiers qu'il a voté tous les budgets du maire, à l'exception peut-être d'une ou deux rares dispositions, faisant aujourd'hui figures de véritables actes de résistance.

Mais s'il ne se fait guère d'illusions sur l'issue du scrutin, — « Jean-Marie Rausch sera maire de Metz jusqu'à sa mort », — confie-t-il dans un soupir, M. Jacquat sait

que dans cette élection se joue une autre bataille, celle de la direction de l'opposition dans la capitale de la Lorraine. Et il a en face de lui un véritable croisé de l'anti-Rausch, le député (RPR) Jean-Louis Masson, qui revendique haut et fort le label du seul « vrai opposant » au maire sortant. Ce polytechnicien à l'allure d'éternel adolescent, raille d'une voix nerveuse et saccadée, « ceux qui ont voté tous les budgets et se

personnalités importantes de son mouvement ont, d'ailleurs, rejoint M. Jacquat. MM. Alain Flehener, conseiller général et régional qui figure en seconde position sur sa liste et Julien Schwartz, président du conseil général, qui a pris la tête de son comité de soutien.

Ce combat des chefs au sein de l'opposition est observé avec intérêt à l'hôtel de ville. Car sur l'écran de son ordinateur, M. Rausch tapotera bientôt d'autres questions. Celles qui se poseront à lui en juin 1989, date à laquelle conformément à ses engagements, il devrait abandonner la présidence du conseil régional qu'il détient depuis trois ans grâce au soutien d'une coalition UDF-RPR. En 1986, trois candidats s'étaient affrontés pour cette présidence, Jean-Marie Rausch, Pierre Messmer et le député socialiste des Vosges, Christian Perret. Aucun des deux candidats de droite n'ayant obtenu la majorité absolue, MM. Rausch et Messmer avaient conclu un accord donnant la présidence au maire de Metz pour trois ans, celui-ci s'engageant à démissionner à ce terme au profit du candidat soutenu par le RPR.

L'entrée de M. Rausch au gouvernement bouscule une fois de plus la situation. Démissionnera-t-il ? Et si oui, le fera-t-il au profit du candidat de la droite ou de la gauche ? M. Rausch se garde bien de répondre. Car le soutien de la gauche ne lui est acquis que par sa présence au gouvernement. Et s'il est une question à laquelle même le plus puissant des ordinateurs ne peut pas répondre, c'est bien celle de la durée d'une fonction ministérielle.

PASCAL ROBERT-DIARD
(avec JEAN-LOUIS THIS à Metz).

Fiche d'identité

- Capitale de la région Lorraine.
- Chef-lieu de département.
- Population : 119 000 habitants (250 000 pour l'agglomération).
- Taux de chômage : 11,6 %.
- Immigrés : environ 10 % (dont Polonais, Italiens, Portugais, Maghrébins, Asiatiques, Turcs).
- Facultés de lettres, droit, sciences ; école d'ingénieurs ; IUT ; école internationale de commerce ; SUPELEC.
- Technopôle Metz 2000 : mille emplois créés.

meurent des électeurs en crachant aujourd'hui dans la soupe ». Personnalité contestée au sein de son parti, M. Masson s'était déjà présenté en 1983 aux élections municipales contre Jean-Marie Rausch mais après la divulgation d'une affaire peu reluisante — M. Masson avait rédigé et fait circuler un tract auto-diffamatoire, dont il accusait le maire — il avait été contraint d'abandonner la demande des instances nationales du RPR. Deux

Thionville : dissidence à gauche

Ouverture en deçà de la rivière Moselle, fermeture au-delà. La vérité en politique n'est pas la même à Metz et à Thionville, séparées par une vingtaine de kilomètres. Le candidat socialiste dissident à la mairie de Thionville, M. Robert Melgras, actuel adjoint aux affaires sociales, s'apprête à se démettre. « J'aurai accepté à ses dépens, il avait cru bon de faire comme ses camarades messins, en prêtant l'ouverture à Thionville et la fin de l'union de la gauche qui a permis, depuis 1977, l'élection d'un maire communiste, le sénateur Paul Souffrin. Mais il est allé un peu vite en besogne en acceptant sur sa liste, en deuxième position, un ancien candidat RPR en rupture de ban, M. André Lacroix. La fédération socialiste de Moselle, qui avait conclu un accord avec le maire sortant, n'a pas apprécié et a annoncé que M. Melgras s'était mis de lui-même « en dehors du parti ».

Cette dissidence mettra-t-elle en péril le mandat de M. Souffrin qui a, face à lui, une liste unique d'opposition conduite par le candidat RPR, M. Jean-Marie Demange ? Ancien médecin néonataloge à l'hôpital de Thionville, le maire sortant bénéficie auprès de la population de sa ville, d'une audience personnelle plus large que celle des seuls électeurs communistes et socialistes. En

doize ans de mandat, il a su s'imposer dans une cité gravement touchée par la crise de la sidérurgie et il se souvient encore de ce premier conseil municipal de 1977 où il apporta par téléphone la fermeture du haut fourneau de Thionville. Sa réélection en 1983, « acquiesce de part et d'autre », a été fustigée de deux listes de droite, fut annulée par le Conseil d'Etat, mais une nouvelle élection, en 1984, le réinstalle dès le premier tour dans son siège de premier magistrat.

L'accord conclu entre les deux partis pour ces élections municipales donne 23 sièges aux socialistes (dont sept postes d'adjoints) et 20 aux communistes (dont sept postes d'adjoints). Une répartition plus favorable aux socialistes que la précédente, mais que M. Melgras juge encore déséquilibrée, au vu des récents résultats électoraux du PC. La dissidence PS qui avait accepté lors des premières négociations que la liste soit emmenée par M. Souffrin, demandait la majorité pour son parti. « Il faut tenir compte de l'évolution des socialistes par rapport aux communistes. Surtout quand on est, comme nous, à la porte de l'Europe, et que, pour les communistes, l'Europe c'est le ciel », dit-il.

P. R.-D.

« Communauté réduite aux acquêts »

« C'est un mariage de raison, avec communauté réduite aux acquêts », note M. Masseret, qui n'a pas obtenu du maire la revendication de l'étiquette « majorité présidentielle » pour cette liste commune et a dû se contenter de l'adjectif « Metz unie », vague réminiscence des 24 avril et 8 mai derniers. Le dirigeant socialiste, qui figure en troisième position sur la liste, n'acceptera pas de poste d'adjoint. « En tant que responsable du parti, je ne peux pas être le porte-voix de Jean-Marie Rausch », explique-t-il. Son groupe, qui demeure minoritaire au conseil municipal, entend bien ne pas renoncer à ses « valeurs » et faire entendre sa spécificité : « Solidarité de gestion d'accord, mais liberté d'expression », résume M. Masseret. A plus long terme, le PS voit dans cette nouvelle situation, une occasion de « ne plus compter pour du beurre » dans la vie politique municipale, mais aussi départementale et régionale. La rupture consommée entre centristes et RPR pourrait en effet

« Les attaques d'Alain Minc contre le marché européen ont choqué la France : c'était le but ».
Angus Deming & Ruth Marshall/
Newsweek.

« Au rebours de tout ce qui se dit aujourd'hui ».
Catherine Noy/Jours de France

« Alain Minc manie avec une rare maestria les données militaires, économiques, politiques et culturelles qui conditionnent notre avenir ».
Lire

« Alain Minc n'y va pas par quatre chemins ».
Georges Valence/Le Point

« Pour Minc-le-libéral, Minc-la-société-civile, Minc-l'anti-machine-égalitaire, l'échéance de 1992 n'est qu'un leurre si elle n'est que le rendez-vous d'un marché ».
François Furet/Le Monde

« Un cri d'alarme ».
Patrick Piquard/L'Événement du Jeudi

« Décapant ». Associated Press



« Ces prévisions sont si savamment argumentées, si intelligemment nuancées qu'il est difficile, après lecture de La grande illusion de ne pas être convaincu par ses analyses ».
Luc Ferry/L'Express

« Les questions posées sont pertinentes, la thèse intelligente. Le style polémique ajoute au goût du paradoxe de l'auteur pour éveiller chez le lecteur nombre de contre-interrogations ».
M.T./Le Nouvel Economiste

« Le premier livre de polémique intelligent sur l'Europe (et non contre l'Europe) ».
François Féron/Libération

« Depuis le temps qu'on nous servait l'Europe à la sauce rose bonbon, nappée d'autosatisfaction et dégoulinante de bons sentiments, nous avions l'estomac trop chargé pour avoir vraiment envie d'y goûter. Et puis Minc vint. Juste à point. C'est son génie, cet homme, que de sentir l'air du temps ».
Josette Aïa/Le Nouvel Observateur

GRASSI

مكتبة من الأصل

Société

CHASSE

Cent mille manifestants à Marseille Périgueux et Rennes

Les directives européennes dans la cible des chasseurs français

Plus de cent mille chasseurs ont manifesté samedi 25 février contre les directives européennes sur les oiseaux migrateurs. Cette campagne, commencée le 7 janvier à Rochefort (Charente-Maritime), a été marquée le 18 février par le rassemblement de trente mille chasseurs dans les rues d'Amiens, venus de tout le Nord de la France pour protester contre les limitations imposées à la chasse au gibier d'eau (le Monde du 21 février). Le mouvement a culminé samedi 25 février avec environ vingt mille manifestants à Marseille, vingt-cinq mille à Rennes et soixante mille à Périgueux.

A Marseille, les chasseurs ont défilé de la gare Saint-Charles jusqu'au Vieux-Port, avec à leur tête de nombreux élus, parmi lesquels M. Louis Philibert, président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, et M. Guy Hermier, candidat du PCF aux élections municipales. Le nom de Brigitte Bardot, qui avait redit la veille son horreur

de la chasse, a été abondamment coupé. Le président de l'Union nationale des fédérations de chasseurs, M. Pierre Dailliant, a donné le ton de ce rassemblement : « Les chasseurs ne sont pas anti-européens, a-t-il affirmé, mais ils n'ont de façon à recevoir de personne. »

C'est à Périgueux, au cœur d'un Sud-Ouest où la chasse est la passion la plus répandue, que la campagne nationale contre la directive de 1979 a rassemblé le plus de manifestants, venus de vingt-cinq départements, à bord de sept cents cars et de milliers de voitures. Le thème de la « défense des libertés » et la référence au bicentenaire de la Révolution ont été constants au cours de cette journée.

Les chasseurs, dont certains avaient coiffé le bonnet phrygien, soulignent que la chasse « démocratique », c'est-à-dire plus seulement réservée aux nobles et propriétaires terriens, est un acquis de la Révolution française. Ils se prévalent donc de cette tradition française pour justifier la chasse au gibier d'eau dès le 14 juillet — presque deux mois avant

l'ouverture générale — puis la chasse à la palombe au fil des Landes et les cols pyrénéens, et enfin la chasse à la tourterelle des bois au mois de mai dans le Médoc — interdite depuis 1969 mais parfois autorisée localement par dérogation.

Des « eurocrates incompétents »

Depuis la directive européenne d'avril 1979, adoptée sous la présidence française, ces chasseurs sont inquiets. La saison de chasse a été raccourcie d'un mois en 1980, avec une fermeture ramenée du 31 mars au 28 février. Certains protecteurs de la nature, relayés par de nombreux parlementaires européens, demandent aujourd'hui la fermeture dès le 31 janvier, au motif que les oiseaux migrateurs remontent vers le Nord dès le mois de février, surtout lorsqu'il est clément comme cette année. Le Conseil d'Etat, en 1988, a cassé une vingtaine d'arrêtés ministériels autorisant la chasse au gibier d'eau en juillet et août. Et les tribunaux administratifs ont à leur tour cassé des arrêtés préfectoraux fixant un calendrier parti-

culièrement généreux envers les chasseurs.

Pour les fédérations de chasse, qui regroupent en France quelque 1,8 million de cotisants, cette guérilla juridique, rendue possible par des textes « aléatoires et arbitraires » rédigés à Bruxelles par des « eurocrates incompétents », est devenue « insupportable ». Surtout en une période où les effectifs de chasseurs sont à la baisse depuis plus de quinze ans, ce qui crée des problèmes financiers pour le remboursement des dégâts de gibier, notamment, et aussi pour les lancers de gibier, inévitables avec la diminution des lièvres et des perdrix due à l'agriculture intensive.

A la veille d'élections municipales, en mars, et d'élections européennes, en juin, l'occasion était bonne pour les fédérations de montrer leur force. A Marseille, Rennes et Périgueux, malgré giboulées et bourrasques, les chasseurs ont montré leur détermination. L'Europe de 1993 aura du mal à intégrer sans douleur les chasseurs français.

ROGER CANS.

JUSTICE

Pas de saisie de « l'Idiot international »

« Les exigences indiscrètes de l'actualité »

M. Bernard Tapie a tenté vainement pendant le week-end du 25 et 26 février d'obtenir que la justice ordonne la saisie du numéro spécial de la publication *l'Idiot international*, dirigée par Jean-Edern Halier. Ce numéro, daté de mars, qui doit paraître au début de cette semaine, est presque exclusivement consacré au nouvel élu de Marseille et, dans son ordonnance rendue samedi, le juge des référés, M. Michel Carnet, premier vice-président au tribunal de grande instance de Paris, constatait qu'il s'agissait d'une charge violente, outrancière et ordurée contre Bernard Tapie. Sans contester que de nombreux passages portent atteinte à l'honneur, à la considération et à la vie privée du nouveau député de la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône, le magistrat déclarait : « Il ne saurait être fait abstraction de ce que l'Idiot international, dont le titre constitue à lui seul une provocation, s'est donné pour tâche de remettre à l'honneur en France un genre oublié : le « pamphlet », ce qui implique nécessairement le dépassement de la mesure ordinaire à laquelle est accoutumé le lecteur, mais il relevait aussitôt : « Bernard Tapie, rompu aux combats de l'industrie et de la politique, n'a jamais redouté, s'il ne l'a cherché, d'affronter les exigences impérieuses et indiscrètes de l'actualité. »

Aménagé à se prononcer sur cette ordonnance du référé, dimanche 26 février, la cour d'appel de Paris, présidée par M. Jean-Pierre Ansel, a repris une argumentation similaire en observant que par la publication de son livre *Gagner*, en 1986, Bernard Tapie « a déjà livré au public certains aspects de sa personnalité et de sa vie privée, ainsi que les vicissitudes de sa vie professionnelle ». Aussi, la cour rappelle dans son arrêt que « la limitation radicale et irréversible à la liberté d'expression qu'implique une saisie ne se justifie que si aucune autre disposition n'appare de nature à protéger la personne visée ».

M. P.

[Le numéro de *l'Idiot international* visé par M. Tapie est présenté par un éditorial signé J.E.H., dans lequel il est écrit : « Démontons la mécanique Tapie ». Parmi les nombreux articles qui, sur huit pages, ont ce programme pour objet, on trouve des extraits de jugements rendus contre l'industriel qui se voit aussi reprocher la responsabilité du décès de chômeurs d'entreprises rachetées par lui ainsi que du suicide d'un ancien directeur de l'olympique de Marseille.]

La crise pénitentiaire

Le mouvement des surveillants perd de sa vigueur

La quatrième semaine du conflit sera-t-elle la dernière ? Beaucoup le croient. Durant le week-end du 25 et 26 février, les prisons ont été calmes, et dans les états-majors syndicaux on admettait, lundi 27 février, qu'au sein des personnels la lassitude était grande. D'autant plus grande que le chancelier a mis un point final à l'espoir de nouvelles négociations en affirmant samedi que les propositions de garde des sceaux n'étaient « pas subordonnées à un accord ». « Ce sont des acquis définitifs », a déclaré M. François Terrier, conseiller technique auprès de M. Pierre Arpaillange. « Aucun contact entre syndicats et administration n'est prévu lundi. »

Il n'est plus question de discuter encore. Et ceci place Vendôme comme à l'hôtel Matignon. Les syndicats, eux, ne semblent pourtant pas prêts à déposer les armes. M. Jacques Valéris, secrétaire général du syndicat FO-pénitentiaire, a même annoncé un durcissement du mouvement, lundi en fin de matinée. Dans un communiqué, FO, face à l'« intransigence du pouvoir », appelle sous ses militants à se mobiliser « pour s'opposer dans la légalité à toutes les manœuvres et pressions ». « C'est le mouvement », déclare M. Jacques Valéris. « Les surveillants mettent en œuvre tout ce qu'ils peuvent inventer pour entraver la bonne marche des établis-

sements sans toucher à la population pénale. Et ceci quoi qu'il advienne. » Sera-t-il suivi ? Les menaces de sanction de la chancellerie pourraient dissuader plus d'un surveillant de se lancer dans de telles opérations. Les résultats du scrutin organisé ces derniers jours à la maison d'arrêt de la Santé donneront sans doute une indication sur la détermination des personnels. Depuis vendredi, les 492 surveillants, premiers surveillants et surveillants-chefs de l'établissement doivent répondre à la question : « En cas de sanction, êtes-vous prêts à déposer les clefs les jours prochains ? » Ce scrutin à bulletin secret devait être déposé le lundi 27 février, en fin de journée.

MONTAGNE

Dans les stations alpines Des accidents de ski moins nombreux mais plus graves

GRENOBLE de notre correspondant

Le hall de l'aéroport de Grenoble s'est transformé samedi 25 février en un véritable hôpital de campagne. Une soixantaine d'ambulances venues des stations des Alpes du Nord et du Sud convergent ce jour-là pour amener auprès de deux Boeing-737 et d'un Fokker-28 immobilisés sur la piste grenobloise les « victimes » de la neige. Les conditions météorologiques et d'enneigement des stations qui ont régné jusqu'au vendredi 24 février en montagne ont finalement fait mentir les statistiques qui prévoyaient depuis plusieurs mois un nombre beaucoup plus élevé d'accidents sur les pistes (1). La faible épaisseur du manteau neigeux a par contre accru la gravité des lésions observées cet hiver dans les stations. Ainsi, le service d'urgence et de traumatologie de l'hôpital sud de Grenoble, spécialisé depuis les Jeux olympiques de 1968 dans le traitement des accidents de ski, a constaté un nombre particulièrement élevé de fractures de l'extrémité supérieure du fémur.

Les enfants en première ligne

La réduction souvent très importante du nombre de pistes enneigées entraînant une forte concentration des skieurs sur les mêmes itinéraires a également été à l'origine de très nombreux chocs et collisions aux conséquences médicales parfois très graves. L'insuffisante maîtrise de la vitesse sur les skis, mais aussi le non-respect de la priorité du skieur aval par le skieur montant, la léthargie souvent très grande des nouveaux skieurs qui s'engagent sur les pistes qui ne sont pas à leur niveau, enfin l'absence de vérification quotidienne du fonctionnement des fixations assurant la sécurité sur les « spatules », sont les principales causes d'accidents relevées par les médecins des stations. « Ces simples précautions permettraient d'éviter 20 % à 30 % des accidents de ski », constate le docteur Binet, président de la Société française des médecins des stations de sports d'hiver.

Le professeur Henri Bèzes, qui dirige le service de l'hôpital sud de

Grenoble, spécialisé dans le traitement des accidents sur les pistes, et qui dispose probablement des statistiques mondiales les plus importantes dans ce domaine — 17 120 skieurs « traités » entre 1968 et 1988 — observe une très sensible évolution des accidents de ski au cours des vingt dernières années. Elle se traduit par une augmentation des lésions de l'épaule (42 % des lésions du membre supérieur), de la main (43 %), conséquence notamment du développement du ski de fond, et une augmentation des entorses du genou (20 %) et une diminution relative des fractures de la jambe (30 %), due à une modification de qualité des protections des chaussures. Ce dernier type de fracture représentait il y a quinze ans 40 à 45 % du nombre des accidents de ski ; ce pourcentage a nettement diminué ces dernières années puisque il se situe autour de 20 %. Les fractures de la jambe demeurent cependant une des principales lésions auxquelles s'exposent les skieurs, mais qui tendent de plus en plus à être « détonnées » par un nombre croissant d'entorses du genou.

Le professeur Bèzes note, d'autre part, l'« important tribut que les enfants paient au ski », puisqu'au cours des vingt dernières saisons d'hiver le quart des 17 120 victimes d'accidents de ski soignées à l'hôpital sud de Grenoble étaient des enfants, dont 60 % de garçons et 40 % de filles, le plus fort contingent étant constitué par des enfants de dix à quinze ans (63 %). Un enfant sur deux accidenté à ski est porteur d'une fracture à la jambe et principalement du tibia (70 % des cas). Les observations faites depuis vingt ans à Grenoble montrent enfin que les enfants sont plus souvent victimes d'accidents lorsqu'ils skient avec leur famille — c'est notamment le cas au cours des vacances de février — que lorsqu'ils se trouvent en groupe et notamment en classe de neige, leur témérité sur les pistes étant, semble-t-il, alors mieux contrôlée qu'avec leurs parents.

CLAUDE FRANCHILLON.

(1) On estime à un pour mille skieurs par jour le nombre des accidents de ski dans les stations.

Les attentats racistes de la Côte d'Azur

Un troisième militant d'extrême droite inculpé et écroué

Un mois après l'inculpation et la mise sous mandat de dépôt de deux personnes tenues pour des participants aux attentats commis dans les Alpes-Maritimes, notamment contre des foyers d'immigrés (le Monde du 31 janvier), la police a interpellé le 24 février un troisième suspect que M. Marc Nequiers, juge d'instruction au tribunal de Grasse, a inculpé et écroué. Il s'agit de Philippe Lombardi, vingt-cinq ans, qui aurait reconnu avoir participé, le 9 mai 1988, à l'attentat sur exploit contre le foyer SCNA-COTRA de Cannes qui fit quatre blessés. L'enquête a aussi retenu contre lui sa participation à un autre attentat similaire à Cagnes-sur-Mer où, le 19 décembre 1988,

Philippe Lombardi paraît avoir vécu dans la mouvance de Gilbert Hervochon et de Nicolas Gougé, arrêtés avant lui. Le premier, âgé de soixante-sept ans, est tenu pour l'organisateur de quatre attentats commis entre 1986 et 1988.

Hervochon, qui fut membre du FN dans les Alpes-Maritimes, en avait été exclu en raison de ses déclarations et proclamations par lesquelles il jugeait que les positions du parti de Jean-Marie Le Pen à l'égard de l'immigration en général et des Arabes en particulier étaient insuffisamment fermes.

Quant à Nicolas Gougé, hennu au Cameroun, âgé de quarante et un ans, il devait reconnaître avoir été l'un des exécutants des décisions de Gilbert Hervochon.

Le groupe est aussi soupçonné d'avoir commis deux autres attentats visant, ceux-là, des locaux du Parti communiste et de la CGT à Cannes, le 6 mai 1986 puis le 3 janvier 1987.

Une mise en liberté dans l'affaire des huisseries lyonnaises. — Gérard Baudet, le serrurier impliqué dans les activités reprochées aux trois huisseries de Lyon qui violèrent un appartement qui avait occupé des membres d'Action directe, a été remis en liberté dans la soirée du 24 février. Il avait été incarcéré le 28 janvier après avoir été inculpé de complicité de vol et de destruction de preuves. Gérard Baudet avait ouvert la porte de l'appartement aux trois huisseries Alain Carret, Hervé et Jean-François Petitjean, qui étaient écroués (le Monde du 31 janvier).

POINT DE VUE

Des chercheurs de qualité

par Hubert Curien
ministre de la recherche
et de la technologie

La recherche française prendrait-elle un coup de vieux ? Michel Crozier, dans une étude récente menée dans le cadre des travaux du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie, met en évidence, à juste titre, le vieillissement de la population des chercheurs. Il souligne avec vigueur les risques qui peuvent en résulter pour l'avenir de la recherche dans notre pays.

Ce constat — dont le Monde du 23 février s'est fait l'écho — confirme mon propre diagnostic : la forme de la pyramide des âges des chercheurs est préoccupante. Ce problème, lançant, appelle-t-il, pour autant, une réponse précipitée ?

Il faut prendre garde, en effet, de répéter les erreurs du passé. Les causes de la situation actuelle, qui remontent aux années 60, sont riches d'enseignements. Les recrutements massifs effectués à l'époque — et qui expliquent l'élévation de l'âge moyen des chercheurs que l'on constate aujourd'hui — ont, certes, contribué à l'émergence d'une recherche française de qualité. Mais, en retour, ils ont figé pour vingt ans la politique d'embauche dans nos laboratoires.

Doit-on, aujourd'hui, pour rééquilibrer cette pyramide des âges, recourir aux méthodes d'hier, en créant une nouvelle vague de recrutements massifs dont nous payerions les conséquences dans vingt-cinq ans ? La forme comme le volume de la pyramide — la France souffre, toutes proportions gardées, d'un manque de chercheurs de plus de 20 % par rapport à nos concurrents directs — nous y entraîneraient mais la recherche se dirigerait comme un paquebot. Les décisions prises aujourd'hui engagent le long terme.

Une plus grande mobilité

C'est pourquoi je crois à la régularité des flux d'entrée dans la recherche. Elle permet une complémentarité fructueuse entre hommes d'expérience et jeunes compétences. Ce souci de régularité a rendu impérative la création dans le budget pour 1989 de crèches de 3 % d'emplois nouveaux pour les organismes, ce qui représente 600 postes supplémentaires de chercheurs.

Le rythme d'embauche doit aussi être suffisamment soutenu pour permettre la recherche de qualité en place, l'émergence et la prise en compte des idées nouvelles. Le projet de loi de plan qui fait de la recherche l'un des « grands chantiers » des prochaines années retient d'ailleurs un objectif de recrutement de 4 % par an.

Malgré la volonté du gouvernement de maintenir une recherche de qualité pour la France espère également que nous ne soulevions pas dans l'immédiat effet au-delà d'un tel pourcentage. L'appareil public de recherche doit, en effet, pouvoir intégrer les nouveaux venus. Les priorités nouvelles — même les premières d'entre elles, comme la recherche sur le sida — rencontrent, elles aussi, des difficultés d'ajustement.

Michel Crozier préconise de recourir à de jeunes chercheurs non statutaires

qui, après avoir soutenu leur thèse de doctorat, travailleraient dans la recherche publique pour quelques années seulement, avant de se tourner vers d'autres métiers. Faut-il le suivre ?

Je suis, pour ma part, convaincu qu'un chercheur — même jeune — ne se trouve pas dans de bonnes conditions de travail s'il est dans une situation essentiellement précaire, toujours à la recherche de nouveaux contrats, alors même que d'autres, dans son laboratoire, bénéficient de la garantie d'un statut. En outre, comme cela s'est toujours produit dans le passé, après quelques années il réclamera avec force, et légitimement, sa titularisation.

Or le statut de chercheur adopté en 1983 me paraît constituer une base favorable pour le développement de la recherche. Bien sûr, il n'est pas parfait, et après cinq années de fonctionnement l'envisage de proposer très prochainement les modifications qui me paraissent s'imposer.

Des blocages identifiés

En revanche, je suis tout à fait favorable à ce que davantage de jeunes bénéficient d'une formation par la recherche. J'ai, en ce sens, proposé tout récemment au conseil des ministres un doublement en cinq ans du nombre de thèses. C'est, je pense, un bon moyen de susciter des vocations solides en prévision des besoins futurs de l'industrie, de la recherche et de l'enseignement.

L'intérêt quotidien du métier, mais aussi l'existence de perspectives claires quant à l'avenir, sont les conditions supplémentaires pour confirmer ces vocations.

C'est aussi ce que devrait permettre, dans la recherche publique, un rythme de recrutement régulier. C'est là, également, que s'impose la nécessité d'introduire dans les carrières des chercheurs davantage de mobilité.

Michel Crozier dénonce, avec raison, l'insuffisance des passerelles entre recherche publique et recherche privée et entre universités et organismes de recherche. C'est certainement l'autre cause du déséquilibre de la pyramide des âges. La mobilité est un vecteur privilégié du transfert des connaissances, du renouvellement des idées, de la valorisation des résultats de la recherche et d'une meilleure adéquation de ces objectifs aux besoins de notre économie.

La faiblesse actuelle du taux de mobilité n'est pas justifiable. Les blocages sont identifiés. Je travaille à les faire sauter. Les possibilités de déplacement et de mise à disposition ont été essouffées et les chercheurs qui le souhaitent pourront plus facilement rejoindre l'enseignement supérieur. Les commissions d'évaluation des organismes doivent désormais tenir compte, pour l'avancement, des services accomplis hors de l'établissement. D'autres mesures devraient bientôt encourager les chercheurs à se rapprocher des entreprises.

Mon ambition est de donner une nouvelle impulsion à la recherche et d'offrir aux jeunes qui font le choix de la recherche d'autres perspectives que de vieillir.

CATASTROPHES

Dans le sud-ouest de l'Europe

Une violente tempête fait plusieurs dizaines de morts

La violente tempête qui a sévi depuis le samedi 25 février sur le sud-ouest de l'Europe, en Méditerranée et sur le golfe de Gascogne a tué une soixantaine de personnes.

L'Anna Leonhardt, cargo ouest-allemand sous pavillon de Singapour, a fait naufrage le 25 février dans le golfe de Gascogne, à 300 kilomètres de Bordeaux, après avoir lancé un SOS et signalé que les membres de l'équipage abandonnaient le navire. En dépit des recherches menées dans la tempête par un avion du Centre opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) et par plusieurs navires qui étaient dans les parages, aucun survivant n'a été retrouvé ; seules des embarcations de sauvetage vides ont été vues. D'autre part, le *River Garara*, cargo nigérian, a été drossé le 26 février sur la côte du Portugal, à quelque 70 kilomètres au nord-ouest de Lisbonne ; vingt-sept des quarante-six personnes présentes à bord ont pu être sauvées. En outre, plusieurs chalutiers et cargos se sont trouvés en difficulté en Méditerranée ou dans le golfe de Gascogne.

Sur la terre ferme, la tempête a aussi fait des ravages. Sur le littoral des Alpes-Maritimes, trois personnes ont été tuées : l'une à Menton, les autres à Cassis et sur la plage d'Exc, par une vague plus

haute encore que les autres. A Nice, cette vague a balayé une douzaine de personnes (bilan : quatre blessés) et des voitures. Sur la côte du Pays basque français, il y a eu des dégâts matériels.

En Espagne, la tempête a tué au moins neuf personnes à Valence, à Valladolid, à Bilbao, dans les Asturies, près d'Albacete. Partout les trafics ferroviaire et aérien ont été fortement perturbés, et les dégâts matériels sont considérables.

En Italie, où la sécheresse sévissait depuis trois mois et où des prières avaient été organisées pour demander la pluie, les rivières ont été presque trop essouffés. De très importantes chutes de pluie et de neige, accompagnées souvent de vents très violents, ont eu lieu aussi bien à Rome, à Naples, à Venise, sur les Apennins, sur les Alpes, qu'en Sardaigne. Au point que des crues brutales des cours d'eau ont envahi plusieurs localités.

Enfin, un skieur suisse a disparu dans une avalanche, le 25 février, au-dessus de Chamonix.

Les risques d'avalanche sont d'ailleurs très grands dans toutes les Alpes en raison des récentes et importantes chutes de neige. — (APP, AP, REUTERS).

Société

FAITS DIVERS

Mort d'un jeune homme à Reims

Le monde cruel de Lionel

REIMS

de notre envoyée spéciale

Lionel Duchaussoy voulait être gendarme. A cause de sa mauvaise vue, la gendarmerie n'avait pas voulu de lui. Cela lui avait fait une « douche », comme dit son père. Pour la photo de Noël, Lionel avait enlevé ses lunettes et, en dessous, ses yeux étaient creusés. Il avait eu vingt ans au mois d'août. Après sa mort, ses parents ont retrouvé la photo chez lui, avec un bout de sa vie.

Les parents de Lionel habitent à Reims, dans une maison de briques aux volets verts. Dans le salon, une colombe et quelques perruches se taisent dans leur cage et neuf rangées de poupées de collection sont sages dans leurs boîtes. La table est recouverte d'une nappe en plastique, imitation dentelle. Lionel était le dernier de leurs huit enfants.

Enfant, Lionel allait à la piscine des Thiolettes, en coupant à travers champs. Plus tard, il avait fait une fugue et, plus tard encore, il avait obtenu son CAP de comptabilité puis un TUC au laboratoire d'archéologie de l'université de Reims. Il avait contribué à l'«*Enregistrement du mobilier archéologique*» et on l'avait jugé «*tout à fait capable de prendre de petites initiatives*».

Envoyé en Allemagne, Lionel n'avait pas voulu être soldat. Il était revenu dépressif et réformé. A Paris, il avait passé le concours des PTT et travaillé sans manger jusqu'à ce que les pompiers le ramassent et le déposent à l'hôpital psychiatrique de Maison-Blanche. Une fugue encore, et il était rentré en novembre à Reims. «*S'il avait eu du travail, ce n'aurait pas été pareil. Avec du*

travail, on mène sa vie», dit son père, ancien plombier puis garde champêtre à mi-temps.

La veille de Noël, le jeune homme avait acheté une carabine, chez un armurier de Reims. Un gros calibre, embellie dans un paquet-cadeau. Les parents ont retrouvé dans ses affaires la facture de 3 000 francs, réglée, ont-ils appris, avec un chèque sans provision. Son oncle venait de mourir. Il était aussi son parrain. Lionel, sans ressources et sans jamais l'avouer, avait envoyé des fleurs par intermédiaires.

A l'encore turquoise de son adolescence, Lionel avait écrit quelques lettres que ses parents ont découvertes dans ses poches en rangeant ses affaires. Non datées. Un papier à lettre tendre, décoré de pots de fleurs et de motifs jardinières. Il disait que «*le monde est vraiment cruel*». Il recommandait Diane, sa chienne, à l'attention de ses parents et confiait sa sœur Annie à celui qui ne serait jamais son beau-frère. «*En un mot, remplace-moi*». La famille n'a pas encore eu le cœur de tout lire et une grande enveloppe blanche, cachetée, dans le buffet à deux étages, au-dessus des verres.

Premier rendez-vous à l'ANPE

Lionel avait loué un appartement tout près de chez ses parents et il le partageait avec Guy, un ami, titulaire d'une petite pension d'invalidité. La propriétaire était venue, samedi 19 février, réclamer 3 400 francs en liquide, soit l'équivalent des deux mois de loyer qui lui avaient été réglés avec des chèques sans

provision. Elle avait menacé de faire couper l'eau et de mettre les locataires à la porte mais Lionel n'avait pas pour autant sollicité sa famille. Trois jours après le décès, la propriétaire a refusé de rendre la caution puisque deux mois lui restaient dus. «*C'est l'époque qui veut ça*», dit le père de Lionel.

Le dimanche a passé, et lundi 20 février le jeune homme s'est levé tôt. Il devait voir son psychologue et, à 10 heures, pour la première fois, le responsable du pôle emploi à l'ANPE. Sa mère l'avait poussé à s'inscrire. Il avait dit qu'il accepterait «*n'importe quoi sauf manutentionnaire*». Lionel a fait chauffer le café pour son ami et il est parti «*chercher le journal*». Sur la route, il a posté une lettre, écrite sur du papier blanc, pour le journal l'Union. Des consignes pour trouver son corps, pour vérifier l'information — «*si vous ne me croyez pas, adressez-vous au commissariat*» — et des remerciements. Lionel affirme qu'il fait «*tout de travers*» et il révèle à la presse ces «*travers*» que ses parents ignorent encore : «*Falsification de chèques volés, non-paiement de loyer*».

Aux employés municipaux du parc de son enfance, près de la piscine des Thiolettes, le jeune homme annonce qu'il vient se suicider. Là, dans ces allées, sans plus tarder. Plusieurs policiers alertés par les jardiniers tentent de lui parler, d'obtenir un sursis, mais personne ne peut plus l'approcher. Policiers, employés, voisins assistent à la mise à mort. Il est 10 h 15. Alors que l'ANPE attend son demandeur d'emploi, Lionel Duchaussoy est étendu dans son jardin public, un gros trou rouge au côté gauche.

CORINE LESNES.

Meurtre en famille à Sarreguemines

Une adolescente âgée de seize ans, qui avait tué son père d'une balle de pistolet, vendredi 24 février à Sarreguemines (Moselle), a été inculpée dimanche d'«*administration d'ascon-dant de substance nuisible à la santé et de parricide*» et écrouée à Nancy, de même que sa mère, inculpée, elle, de complicité de parricide.

Dans la soirée de jeudi, la mère, âgée de trente-cinq ans, et sa fille aînée avaient résolu de tuer le chef de famille dont elles ne supportaient plus la brutalité. Dans un premier temps, les deux femmes tentèrent de le supplier en ajoutant une forte dose de somnifères à son repas du soir. Mais l'homme survécut.

Vendredi matin, la mère et la fille, aidées par le deuxième enfant du couple, un garçon de treize ans, décidèrent alors de le tuer d'une balle dans le dos pendant son sommeil. L'adolescente voyant que sa mère hésitait à le faire, empoigna le pistolet 22 long rifle et tira sur son père, le blessant mortellement. Avec l'aide du jeune garçon, les deux femmes déposèrent ensuite le cadavre dans une forêt voisine, avant d'être arrêtées quelques heures plus tard.

Une fillette violée et égorgée à Metz

Le parquet de Metz a ordonné l'ouverture d'une information judiciaire contre X pour homicide volontaire sur mineur de moins de quinze ans, après la découverte, samedi soir 25 février, du corps d'une fillette, Christelle Burbach, trois ans, égorgée et violée. L'autopsie de l'enfant devait être pratiquée mardi à Strasbourg.

Le drame a eu lieu samedi vers 19 h 30, devant la maison des grands-parents de Christelle, dans une impasse du quartier excentré de Metz-Bellecroix où alternent immeubles, pavillons, jardins publics ou terrains vagues.

Vendredi, le père de la fillette, dix ans, né d'un premier mariage, M. Michèle Burbach, trente-quatre ans, a laissé sa fille endormie dans sa voiture — une Autobianchi — dont elle n'a, semble-t-il, pas verrouillé toutes les portières. Quand la jeune mère est ressortie, dix ou vingt minutes plus tard, l'enfant avait disparu. Une battue a été organisée par la police qui a retrouvé le corps de Christelle, moins d'une heure plus tard.

tard, dans une haie vive bordant un jardin au pied d'un immeuble pres-que entièrement inhabité tout proche de l'endroit où était gisant le corps de M. Burbach.

Avant de retrouver le corps, les enquêteurs avaient successivement découvert l'anorak, les sous-vêtements et les bottes de Christelle. Le corps portait une profonde blessure à la gorge et une à la cuisse. L'arme du crime, un rasoir ou un poignard très effilé, n'avait pas été retrouvée dimanche soir. L'examen médico-légal préliminaire à l'autopsie a établi que Christelle avait subi des sévices sexuels.

Les premiers éléments recueillis tendent à accrédi-ter, aux yeux des enquêteurs, l'hypothèse d'un crime de rumeur. Dimanche, la police a continué son travail de fouille, travaillant sur fichier, interrogeant systématiquement les riverains et fouillant méthodiquement les caves. Elle a reçu plusieurs témoignages, dont certains ont été pris en compte. Des dizaines d'adresses ont été minutieusement vérifiées dimanche.

REPÈRES

Religions

Le conflit Klein-Decourtray à propos du carmel d'Auschwitz

M. Thé Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et de la délégation juive dans la négociation sur le transfert des carmelites d'Auschwitz, a adressé une lettre à son interlocuteur catholique, le cardinal Albert Decourtray, publiée le lundi 27 février dans *Jour J*, quotidien de la communauté juive en France.

Estimant que les «*délais imprécis*» proposés par Mgr Decourtray (le Monde du 17 février) «*ne sont pas acceptables*», M. Klein demande à la délégation catholique

d'organiser dans les plus brefs délais l'accueil provisoire des carmelites dans un local approprié, en attendant la construction du couvent définitif. «*Ce relogement ne peut pas attendre la date du 22 juillet 1989*», ajoute M. Klein, faisant allusion au dernier délai donné par le cardinal Decourtray.

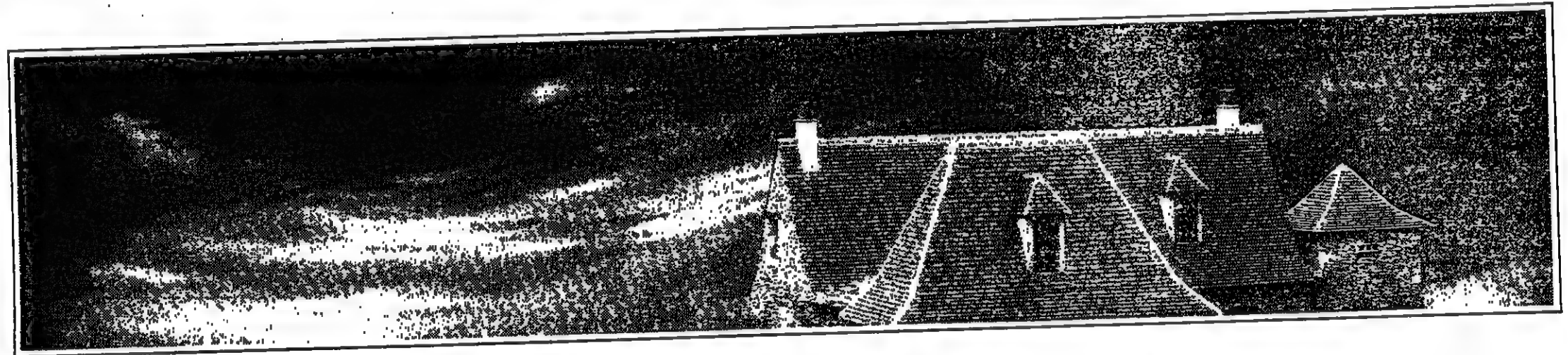
Cent trente théologiens francophones réclament un large débat dans l'Eglise

Cent trente théologiens francophones — qui n'entendent pas pour le moment rendre publics leurs noms — ont adressé au cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation romaine pour la doctrine de la foi, une lettre

de solidarité avec leurs cent soixante-trois collègues ouest-allemands, autrichiens et suisses, signataires de la déclaration de Cologne, contestant la «*mise sous tutelle*» de l'Eglise catholique (le Monde du 28 janvier).

«*Même si les uns et les autres peuvent avoir, sur les questions abordées par leurs confrères (généralistes, des avis divergents (...), nophones), des avis divergents (...), écrivent les théologiens francophones, ils estiment que les questions soulevées sont graves et qu'il ne serait pas sain de la dissimuler. Ils pensent aussi qu'elles sont un sujet de préoccupations pour un nombre important de croyants de leurs pays respectifs. Leur conviction est qu'elles devraient pour le bien de l'Eglise, être étudiées et débattues avec tout le sérieux qu'elles réclament. Ils espèrent que cela pourra être fait dans le climat de liberté et de loyauté qu'appelle l'Evangile.*»

SAINT-GOBAIN PLEIN CIEL



SAINT-GOBAIN
EST UN PRODUCTEUR MONDIAL DE
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION.

Les matériaux de construction du Groupe Saint-Gobain sont présents dans le monde entier avec une implantation très forte aux USA, au Brésil et en France.

Selon les pays, les produits sont en béton, en fibres-ciment, en composite bitumé ou en plastique et concernent les marchés de la couverture, des canalisations, des fenêtres, des revêtements de façade.

En France, sur les marchés des éléments de couverture, la Société COVERLAND, issue du rapprochement d'Everite et de Redland, occupe une place de leader.

SAINT-GOBAIN

NOTRE MÉTIER : LA COMPÉTITION

هكذا من الأصل

Sports

BOXE : championnat du monde des lourds

20 millions de francs pour le compte

Détenteur du titre mondial unifié (WBC, WBA, IBF) des lourds depuis le 1^{er} août 1987, l'Américain Mike Tyson l'a défendu victorieusement pour la cinquième fois, samedi 25 février à Las Vegas. Après Tyrell Biggs, Larry Holmes, Tony Tubo et Michael Spinks, il a battu le Britannique Frank Bruno par arrêt de l'arbitre à la cinquième reprise d'un combat prévu en douze. La bourse du tenant du titre était de 3 millions de dollars, le challenger a perçu 3,75 millions.

A Las Vegas, capitale mondiale du jeu, il est possible de prendre des paris sur tout et n'importe quoi, même la vie d'un homme. A la veille du combat qui a opposé samedi 25 février Mike Tyson à Frank Bruno, des bookmakers auraient donc donné une cote à la mort possible du challenger britannique sous les coups du champion américain.

C'est dire que les chances de Bruno face à ce démolisseur des rings qu'est devenu Tyson paraissent bien minces. Et l'issue du combat quelques secondes avant la fin de la cinquième reprise devait largement confirmer ce pronostic.

Il a fallu l'intervention de l'arbitre pour arracher le Britannique à la fureur de l'Américain. Déjà groggy, Bruno était acculé dans les cordes. Incapable de résister, il se protégeait comme il pouvait derrière ses gants. Une droite dans les côtes le força alors à baisser sa garde, que Tyson faisaient défilamment voler en éclats avec une série d'appercuts. Des chocs terribles ! La tête de Bruno roula comme si ses vertèbres cervicales s'étaient brisées, comme si elles ne tenaient plus au reste du corps que par la peau. Quelques coups de pied auraient assurément

mis en danger son intégrité physique. Les bookmakers avaient-ils senti cela comme des requins sentent l'odeur du sang ?

Au début pourtant le combat n'avait pas paru aussi déséquilibré que certains avaient pu le penser. A son habitude, Mike Tyson était monté sur le ring nuque rasée, ruisselant de sueur comme s'il avait déjà livré cinq rounds dans les vestiaires. Comme à l'accoutumée, il était vêtu seulement d'une ample culotte noire et ne portait pas de chaussettes dans ses savates d'un autre temps. Et il avait attendu le début du combat en tournant comme un fauve en cage, roulant des yeux et des épaules.

Dès le signal il se jeta sur Bruno. Et, quelques secondes, après le Britannique était déjà à terre, compté huit. Mais l'Américain ne parvenait pas à terminer son action destructrice sur le coup. Au contraire, Bruno allait décocher une terrible gauche qui fit plier les genoux au champion. Et Tyson ne devait être guère plus à son avantage au cours de la seconde reprise.

A ce moment, les plus superstitieux des amateurs de boxe purent se demander si le 25 février n'était pas une date maudite pour les champions poids lourds. Sonny Liston avait, en effet, perdu un 25 février 1964 à Miami le titre mondial contre un certain Cassius Clay aux quels les spécialistes n'avaient donné aucune chance contre l'ancien bagnard. Mais Clay, qui était seulement connu à l'époque pour son titre olympique, avait envoyé au tapis Liston à la sixième reprise. Et il allait devenir « le plus grand » sous le patronyme de Muhammad Ali.

Contre toute attente, le combat Tyson-Bruno pouvait-il entrer dans cette catégorie de matches qualifiés d'historiques pour le renversement de pronostic qu'ils ont procuré ? Pendant les quelques secondes de

flottement qu'a traversé Myke Tyson samedi soir au Hilton de Las Vegas, cela a semblé possible.

Depuis sa victoire-éclair (quatre-vingt-deux secondes) sur Michael Spinks le 27 juin dernier, l'existence de Tyson avait été passablement perturbée. Il était sorti KO, le premier de sa vie, d'un accident de voiture, que la presse new-yorkaise à sensation avait transformé en tentative de suicide. Il s'était fracturé la main en tapant sur un de ses anciens adversaires, Mitch Green, au sortir d'un bar de Harlem. Il avait été accusé par deux femmes de tentative de viol. Il avait tenté un procès à son manager Bill Claydon, auquel il reprochait de trop se mêler de sa vie privée. Il avait défrayé la chronique en se disputant en public avec sa femme, l'actrice Robin Givens, avant de divorcer début février. Bref, il avait dû repousser cinq fois le combat contre Frank Bruno programmé initialement le 3 septembre dernier, et il avait dû perdre plus de 15 kilos pour se retrouver à son poids de forme, 99 kilos, ce 25 février.

Huit mois d'inactivité

Huit mois d'inactivité dans ces conditions, n'était-ce pas un handicap — lourd sinon insurmontable — pour le champion qui était monté sur le ring tous les trois mois depuis ses débuts professionnels ? En tout cas, les bookmakers qui l'avaient donné vainqueur à 9 contre 1 ont dû se voir samedi au bord du dépôt de bilan pendant cette deuxième reprise. Même le commentateur de la BBC en a perdu son flegme, encourageant Bruno comme le regrette Roger Coudero supportant le quinze de France pendant les matches du Tournoi des cinq nations.

C'était comme une flambée d'espoir réchauffant l'hiver pugnatoire britannique. Car autant la victoire de René Jacquot a surpris les Français qui étaient bien loin de se douter qu'il y avait un postulat valable à une couronne mondiale du côté d'Echirrolles, autant Frank Bruno est populaire de l'autre côté de la Manche.

Né dans les quartiers sud de Londres, les plus pauvres, c'est en maison de correction qu'il a appris à se

servir de ses poings autrement que pour casser la figure à ses professeurs ou aux gamins de son âge. De ces débuts difficiles dans l'existence (manutentionnaire, laveur de voitures), il garde un accent cockney à couper au couteau qu'un timbre très grave rend très sympathique. Pour le reste, Bruno renvoie à l'Angleterre l'image rassurante d'une intégration réussie : il vit désormais dans un confortable cottage de l'Essex aux côtés de Laura, qui lui a donné deux superbes enfants. Et il peut faire rougir Lady Di en lui posant un gros baiser sur la joue sans que cela fasse scandale.

Le tableau serait parfait si Bruno était un très grand boxeur. Mais ces trente-deux victoires, les plus averties des attributaires moins à son punch qu'à son soin avec lequel son manager, Terry Lawless, avait dirigé sa carrière. Le correspondant du Times pour la boxe, Srikumar Sen, estimait avant la rencontre de samedi que Bruno n'avait pas eu plus de quatre adversaires de gros calibre, qu'il avait perdu deux fois et qu'il avait été sauvé par l'arbitre une troisième fois. Cela ne faisait qu'une vraie victoire à Bruno pour postuler au titre mondial. Et nul n'ignorait en Grande-Bretagne que, en dépit de cours de danse et de golf, le challenger était d'une désespérante raideur, au point qu'un journaliste américain eût pu se vanter d'avoir écrit : « Bruno est le seul Noir qui n'a pas le sens du rythme ».

Raïde, il l'était bien samedi soir, Bruno, mais cela ne l'a pas empêché d'ajuster quelques bons coups sur la tête du bison Tyson, qui manifestement ne s'y attendait pas trop. Etahé suffisant pour justifier le coup de cœur du reporter de la BBC, ce pour donner des heures froides aux bookmakers ? D'où l'intensité inattendue de ce combat qui ne devait pas en avoir.

En pliant un peu plus les genoux pour mieux catapulter ses coups, Tyson a rapidement pris le dessus pour arriver à cette issue prévisible et prévue. Mais les quelques minutes de doute qui ont plané sur cette victoire valaient bien les 3,75 millions de dollars (plus de 20 millions de francs) qu'a reçus Frank Bruno pour être monté sur le ring.

ALAIN GIRAUDO.

ATHLÉTISME : la retraite de Florence Griffith-Joyner

Madame muscles



Florence Griffith-Joyner aux Jeux olympiques de Séoul

« J'ai décidé de courir sur d'autres pistes », a déclaré Florence Griffith-Joyner en annonçant, larmes aux yeux, samedi 25 février, à New-York qu'elle prenait ses distances avec l'athlétisme. Médaille d'or sur 100 mètres, 200 mètres et 4 x 100 mètres aux Jeux olympiques de Séoul, elle a eu des propositions des producteurs Eddy Murphy pour tourner un film, et d'un éditeur pour écrire des livres d'enfants. Les magasins de jouets offrent d'ores et déjà une poupée à son nom. Et le manager de la sprinteuse, Gordon Backer, estime qu'elle devrait ainsi signer des contrats pour plusieurs millions de dollars.

« Je n'ai pas utilisé de produits dopants », a répété encore une fois à cette occasion la Californienne. Après s'être surtout fait remarquer par ses tenues moulantes et la longueur de ses ongles peints, Florence Griffith avait acquis — grâce à l'entraînement et aux vitamines, a-t-elle assuré — une musculature impressionnante qui lui a permis de pulvéiser les records du monde des 100 mètres (10 s 49 contre 10 s 76) et des 200 mètres (21 s 34 contre 21 s 71). Ces performances avaient parues d'autant plus suspectes qu'au moment le sprinter canadien Ben Johnson était convaincu de dopage. L'épouse du champion olympique de triple saut 1984, Al Joyner, n'a subi aucun contrôle antidopage positif.

FOOTBALL : Coupe de France

Bordeaux éliminé

« Cette élimination n'est pas une catastrophe. C'est à nous de réagir, il ne sert à rien de ressasser. » La sérénité affichée par Alain Girasse, directeur sportif des Girondins de Bordeaux, n'a convaincu personne : l'élimination (1-1 à la fin du temps réglementaire, trois tirs au but à deux) du club bordelais de la Coupe de France des les ténar-deuxièmes de finale, samedi 25 février à Amiens, face à l'équipe de seconde division de Beaurvais, est bien une catastrophe.

Catastrophe sportive, d'abord : l'arrivée du Marseillais Eric Cantoni en attaque et de Didier Couécoul au poste d'entraîneur semblaient avoir relancé le club. La victoire des Beaurvais plonge de nouveau les Girondins dans le doute alors que leur situation en championnat reste précise (quatorzièmes avec trente-quatre points).

Catastrophe financière ensuite : remporter la Coupe de France était la seule manière de sauver une saison désastreuse marquée en particulier par un redressement fiscal de 10 millions de francs (le Monde du 21 janvier). Pour la première fois depuis 1981, Bordeaux ne disputera donc aucune compétition européenne la saison prochaine.

Pour l'adversaire des Bordelais, en revanche, cette victoire constitue une véritable bouée de sauvetage : le club a déposé son bilan le 22 novembre dernier (en partie d'un déficit de 15 millions de francs) et son avenir en seconde division n'est pas assuré.

Bordeaux enfoncé, Beaurvais ressuscité. En dehors de ce surprenant chassé-croisé, la Coupe de France n'a pas donné lieu à de grosses surprises. A signaler tout de même la qualification de l'équipe gironnaise de Geklar Kourou (division d'honneur) face à Sens (seconde division d'honneur), dimanche 26 février à Fontainebleau (2-1). Un club d'outre-mer accède ainsi pour la première fois aux seizièmes de finale de la compétition...

TENNIS : tournoi de Lyon

Premier titre en France pour McEnroe

L'Américain John McEnroe a remporté, dimanche 26 février, son premier tournoi de l'année et sa première victoire en France en battant le Suisse Jakob Hlasek (6-3, 7-6) en finale du tournoi de tennis de Lyon (260 000 dollars). Comme tout au long de la semaine, l'ex-numéro un mondial qui, semble avoir retrouvé son merveilleux toucher de balle, n'a pas concédé le moindre set à son adversaire. Remarquable à la volée et inspiré en fond de court, d'où il distilla passes et lobs gagnants.

McEnroe se montra aussi solide mentalement pour sauver trois balles de set et revenir sur Hlasek, qui a servi à 5-3 dans le deuxième set.

Après ce troisième succès depuis son retour à la compétition en avril 1988, John McEnroe s'est déclaré conforté dans son désir de revenir au sommet. « Tout est possible, et j'espère encore y parvenir », a-t-il dit. Il estime toutefois que deux jours lui posent de gros problèmes « en raison de leur puissance » : le Tchèque Ivan Lendl et l'Allemand de l'Ouest Boris Becker, qui s'est d'ailleurs imposé, dimanche, dans le tournoi de Philadelphie (600 000 dollars) en battant l'Américain Tim Mayotte (7-6, 6-1, 6-3).

● RUGBY : Tournoi des Cinq Nations. — Pour affronter l'Angleterre samedi 4 mars à Twickenham, les sélectionneurs français ont écarté de la formation qui avait battu les Gallois au parc des Princes Louis Armandy, Alain Carminati et Eric Champ pour aligner l'équipe suivante : Blanco — Lagisquet, Andrieu, Sella, Lafont — Mesnel (ol), Berbière (m) — Ceillon, Rodriguez, Erbani — Condom, Lorieux — Ondarts, Dirrans, Portolan.

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

HANDBALL : championnats du monde B

L'exemple des grands prêtres

L'Islande a gagné dimanche 26 février les championnats du monde B, dominant la Pologne (29-26) lors d'une finale disputée à Bercy devant douze mille spectateurs. La veille, l'équipe de France, déjà assurée de participer l'an prochain au mondial A, avait battu la Suisse (19-13), s'ajoutant ainsi la cinquième place.

La peau blême, les visages creusés de fatigue, les handballeurs français n'en finissent plus de souffler. Quelques minutes plus tôt ils ont achevé leur parcours dans un mondial B de la meilleure des façons : par une victoire. Dix-huit mois d'efforts, de crainte et d'espoir viennent de prendre fin sur le parquet blanchâtre de Bercy. Le coup de sifflet final de leur match contre la Suisse les a précipités les uns vers les autres, bras levés et sourires béats. Mais là, dans cette salle de conférence de presse, le bonheur et la malice ont quitté leurs visages. Sur ces mines de forçats on ne peut lire autre chose qu'un profond abattement.

Alain Portes, le premier à parler, lâche ces mots dans un long soupir : « C'est fini, plus jamais ça. » Son fort accent alsacien cache mal ses lassitudes. Il est à bout, comme les autres. « J'ai une fracture de fatigue. C'est vous dire à quel point on en a bavé. Depuis dix-huit mois, il a fallu se préparer avec l'équipe de France pour ce mondial B tout en continuant à disputer avec nos clubs tous les matches de championnat. C'était trop. »

Coincé entre une fédération convaincue de jouer sur ce tournoi mondial l'avenir du handball français et des clubs peu disposés à se passer d'eux, les internationaux ont dû concilier l'inconciliable. Ils auraient voulu choisir mais n'ont pu que subir. Et aujourd'hui, ils crient « assez ! »

Philippe Gardent, un colosse aux yeux bleus pâles, pivot de l'USM Gagny, lève ses deux mains au ciel. Et s'interroge : « La promotion du handball français passe-t-elle par la réussite de l'équipe de France ou au contraire par de bons résultats de nos clubs en coupe d'Europe ? » Il ne sait pas. Il ne sait plus, tiraillé entre les exemples des deux grands frères, le basket et le volley, que chacun leur brandit sous les yeux comme autant de chimères...

Que choisir ? Le basket, où les clubs ont su conquérir une stature internationale (trois coupes d'Europe pour Limoges une pour Orléans) pendant que l'équipe nationale baissait les bras et vivait de complexes ? Ou bien le volley tout entier au service d'une équipe de France, vice-championne d'Europe en 1987, et qualifiée pour le tournoi olympique l'année suivante ?

Daniel Constantini, théâtral entraîneur national, a déjà fait son choix. Ces internationaux, il les veut tout à lui. Avec cet argument qu'il prend dans sa bouche l'allure d'une

menace : « Avec une préparation optimale, cette équipe a les moyens de rester dans le groupe A au printemps prochain. Sinon, tout ce travail risque de n'avoir servi à rien. » Ce Marseillais, qui semble dépendre sur le banc de touche autant d'énervement que ses joueurs sur le terrain, a déjà dressé son plan : un stage d'une dizaine de jours depuis juillet 1989, puis un long rassemblement des tri-couleurs pendant les deux mois qui précéderont le mondial A, l'hiver prochain. Une préparation qu'il juge lui-même minimaliste et insuffisante mais qu'il justifie par cette remarque désabusée : « Que puis-je faire d'autre ? Je ne suis qu'un simple employé... »

Entraînement biquotidien

Constantini soupire. Et se demande, inquiet et pessimiste, dans quel état il retrouvera ses joueurs après six mois passés dans leurs clubs. Six mois d'un entraînement souvent encore très amateur, à des années-lumière du régime strict et rigoureux pratiqué dans les pays socialistes.

« Il n'y aura aucun problème », répond, virulent, Maurice Matteoni. Président du Stade marseillais universitaire club (SMUC), ce grand gaillard au visage massif s'était farouchement opposé, l'an passé, à ce que les internationaux soient « dispensés » de championnat pour mieux préparer le mondial B. Volontiers moderniste, proche de Michel Hidalgo, cet ancien joueur de l'équipe de France se veut le défenseur des clubs. « Il n'est pas question de copier l'exemple du volley. De quoi aurions-nous l'air avec un championnat disputé dans des salles vides ? Les ambitions de l'équipe de France ne sont pas incompatibles avec les impératifs des clubs. La situation actuelle est un peu particulière, car il a fallu rattraper notre retard au niveau international en un minimum de temps. Les joueurs ont dû bosser énormément alors qu'ils n'y étaient pas préparés. Mais la future génération que nous formons actuellement à Marseille, Nîmes ou Créteil sera habituée à un entraînement biquotidien. Le travail qu'elle effectuera en équipe de France ne sera alors que le prolongement de celui réalisé dans les clubs. »

Et Maurice Matteoni de citer l'exemple du SMUC, dont les demi-nées ont été confiées à un Yougoslave, ancien entraîneur de l'Etoile rouge de Belgrade. « C'est un vrai pro. Le soir il entraîne toute l'équipe. Et dans la journée il se met à la disposition des joueurs pour une préparation physique individuelle que chacun place où il peut selon ses contraintes professionnelles. »

Matteoni parle de consensus. Constantini, son ancien coéquipier dans l'équipe marseillaise, grimace. Entre les deux, les joueurs hésitent encore sur la voie à suivre.

ALAIN MERCIER.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE CROSS-COUNTRY

Amnéz Sergeant et Paul Arpin ont été reconduits pour un 2^e et 3^e de la série du cross-country français, dimanche 26 février à Coudekerque (Nord). Maria Rebelo a terminé à septièmes de la première épreuve de France, alors que Paul Arpin a remporté son troisième titre qu'avait une seconde d'avance sur Pierre Levesque.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE National 1 A

(26 journées, 1^{er} tour)

*Mulhouse b. Caen 121-97
Tours b. Gravelines 88-80
Nantes b. RCFC Paris 96-87
*Antibes b. ASVEL 96-82
Limos b. *Lorient 107-86
Orléans b. Avignon 112-95
*Cholet b. Montpellier 87-75
*Monaco b. Saint-Quentin 72-60

Classement. — 1. Limoges, 50 ; 2. Cholet, 47 ; 3. Orléans, 46.

Football

COUPE DE FRANCE (Trente-deuxièmes de finale)

Division I entre eux

Nice b. Saint-Etienne (a.p.) 1-0
Cannes b. Laval (4 pen. à 2) 1-0
Sochaux b. Metz 1-0
Lille b. Strasbourg 3-0

Division I contre division II

Beaurvais b. Bordeaux (3 pen. à 2) 1-1
Auxerre b. Niort 3-0
Matra Racing b. Marnage (a.p.) 1-0
Montpellier b. Montceau (a.p.) 2-2
Toulon b. Nancy 1-0

Division I contre division III

Paris SG b. INF 3-0
Marseille b. Pau 4-0
Toulon b. Vannes 3-1

Division I contre division d'honneur

Nantes b. Hénin-Beaumont 6-1
Lille b. Saint-Gaudens 4-0

Division II contre division III

Lez b. Le Portel (a.p.) 4-2

Division II entre eux

Rennes b. Le Touquet 4-0
Lyon b. Aiz 6-1
Créteil b. Sète 2-0

Division II contre division III

Dunkerque b. Versailles 2-0
Brest b. Lorient 3-0
La Roche AEP b. Angoulême (a.p.) 1-0

Orléans b. Intéride Angers 4-0

Division III entre eux

Mont-de-Marsan b. USJOA Valence (3 pen. à 3) 2-2

Division d'honneur entre eux

Geklar Kourou b. Sens 2-1

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE (9^e journée)

POULE 1

*Montferrand b. Cognac 46-0
Agen b. Villeneuve-Lot 27-4
*Dax b. Toulouse 19-15
Bordeaux b. *Montchaun 6-3

Classement. — 1. Dax, 25 ; 2. Toulouse, 23 ; 3. Agen, Montferrand, Bordeaux, 21.

POULE 2

*Bagnères b. Nîmes 18-6
*Gagny b. Toulon 15-7
*Lorient b. Perpignan 10-6
*Bégl-Bord. b. Le Croisé 28-12

Classement. — 1. Tarbes, Lourdes, Bagnères, 23.

POULE 3

*Grailhet b. Aurillac 9-3
*Bayonne b. Mont-de-Marsan 19-6
*Brive b. Toulon 13-3
*Bergère b. Colomiers 13-3

Classement. — 1. Bayonne, 22 ; 2. Toulon, Brive, 21.

POULE 4

Narbonne b. *Villeneuve 25-12
*Nîmes b. Béziers 43-6
*Gagny b. Racing 21-0
*Grenoble b. Haguenau 28-12

Classement. — 1. Grenoble, 25 ; 2. Narbonne, 24 ; 3. Béziers, 22.

Ski alpin

COUPE DU MONDE

Le Luxembourgeois Marc Gwardelli a réussi l'exploit de gagner cette saison une course dans chacune des quatre disciplines alpines. En remportant, dimanche 26 février à Whistler Mountain (Canada), le Super-G, il s'est également assuré la victoire au classement général de la Coupe du monde quatre courses avant la fin.

Chez les dames, qui disputent une épreuve semblable à Steamboat Springs (Etats-Unis), c'est l'Autrichienne Sigrid Wolf qui s'est classée première, devant sa compatriote Anita Wachter. La Française Catherine Quittet a terminé cinquième.

Ski nordique

CHAMPIONNATS DU MONDE

Les Finlandais, avec six titres, sont les grands vainqueurs des Championnats du monde de ski nordique, qui se sont terminés dimanche 26 février à Lake Placid, dans le nord du pays. Avec quinze médailles, ils devançaient les Soviétiques (huit, dont trois d'or) et les Suédois (sept, dont trois d'or). Dans l'épreuve du combiné par équipes, les skieurs français ont réalisé leur meilleure performance en terminant neuvièmes.

Culture

MUSIQUES

Inauguration de l'Arsenal à Metz

Rostropovitch exalte Bofill

Une joie pour l'œil, une acoustique excellente, une atmosphère chaleureuse, l'Arsenal de Metz, construit par Bofill, a été baptisé par Rostropovitch.

La voilà donc achevée dans les délais prévus, cette salle de concert de Metz, fierté du maire et ministre Jean-Marie Rausch, où Ricardo Bofill et son équipe locale ont voulu « aller à l'histoire et à la modernité en faisant d'une ancienne architecture militaire une œuvre d'art civile ».

L'impression est saisissante lorsque, entrant de plain-pied par l'avenue Noy dans le vaste atrium, on surpasse le « gouffre » de la salle aux trois quarts enterrée, à quinze mètres de profondeur. Rectangulaire, elle a la forme d'une basilique romane : les fau-
teuils d'orchestre descendant en pente moyenne jusqu'à la scène et, derrière celle-ci, le « paradis » remonte en une série de gradins abrupts. Les murs de côté sont agrémentés de balcons encastrés, de colonnes doriques, d'alignements de portes surmontées de frontons triangulaires ou en arc de cercle, et tout cela, traité du bois de hêtre et de sycomore aux couleurs douces plus ou moins teintées de rose, ressemble à un édifice grec revêtu par Palladio.

Mais pas n'importe quel édifice : « Nous n'avons pas voulu faire une salle polyvalente, dit Bofill, mais un instrument comme un violon, un temple où les exécutants sont au centre de l'espace et du public, et où l'air est pur, la lumière est douce ; un lieu de communion entre tous les assistants. »

Une acoustique généreuse

C'est bien ce que nous avons ressenti, dimanche 26 février, lors du concert inaugural donné par l'Orchestre philharmonique de Lorraine, à bien dit, avec élégance et fougue, par son chef, Jacques Houtmann. L'ouverture pour la consécration de la maison, op. 124 de Beethoven, mettait en valeur l'opulence sonore de cet espace, avec ses puissantes accents harmoniques et sa grande fugue un peu bavardes qui remplissent parfaitement son emploi.

Il est difficile de parler de l'acoustique de cette salle sans l'avoir expérimentée en divers endroits, mais, dans les premiers rangs du moins, on percevait les nuances les plus ténues, le « va-et-vient » de l'air, les résonances même fugitives ; et l'on ressentait dans toute leur vivacité les expressions uniques du violoncelle, sa force sauvage par moments dans Haydn, les phrases menées jusqu'à la pointe de l'expression, l'ardeur mélancolique

de l'adagio, les joies acrobatiques à perdre le souffle dans le finale, avec cet orchestre très brillant qui rivalisait de bonheur avec lui. Un Slava aussi inimitable dans Tchaïkovski, tout à tour épique, naïf, sucré, grandiose ou grandiloquent, et, dans l'épilogue central, si douloureux, solitaire, fataliste.

Acclamé par le public debout, l'interprète se mit à son tour à applaudir la salle de Bofill de tous les côtés et, avant de tomber dans les bras de l'architecte catalan, de M. Rausch et de Jacques Houtmann, il s'écria : « Cette maison a une acoustique fantastique, des proportions idéales pour la musique et une atmosphère que je trouve exceptionnelle. Vous lui devez de grandes joies, et non seulement vous, mais vos fils, vos filles et vos petits-enfants ! » A côté de l'Orchestre de Lorraine, des Amis de la musique et des Rencontres de musique contemporaine, qui trouveront à leur disposition un espace de musique d'une main ferme par Jean Larpenteur, se donne une politique très volontariste pour connaître tout le rayonnement qu'il mérite. Noblesse oblige.

JACQUES LONCHAMPT.

L'Arsenal comprend trois salles : la grande, de 1 354 places, celle de l'Épiscopat (352 places) et celle du gouverneur (400 mètres carrés), pour les répétitions, ainsi qu'une galerie d'exposition de 500 mètres carrés, un restaurant (400 mètres carrés) et une Musée-boutique, qui donnera sur un vaste parvis de pierre dorée (2 000 mètres carrés). Le coût total des travaux (qui ont duré vingt et un mois seulement) est de 120 millions de francs.

« Pluton », de Philippe Manoury

Eclatante planète pianistique

Dans la dernière œuvre de ce compositeur très doué de l'IRCAM, le vieux piano s'allie aux moyens de synthèse en temps réel les plus sophistiqués. Mais c'est parce qu'elle est belle que la pièce marquera l'histoire de l'instrument.

Le cycle de six concerts consacrés par l'IRCAM et l'Ensemble intercontemporain à la jeune musique française s'est achevé vendredi 24 février avec la création parisienne de *Pluton* pour piano et ordinateur 4 X de Philippe Manoury (né en 1952) dans sa version définitive. Ce n'est pas faire preuve de partialité que d'affirmer que ce compositeur de trente-huit ans est l'un des trois ou quatre figures marquantes de sa génération.

Les recherches de Philippe Manoury à l'IRCAM dans le domaine de l'interaction instrument-musique, dont le but principal est de développer des systèmes permettant « la stimulation et le suivi en temps réel des comportements instrumentaux », l'ont conduit à écrire une pièce pour flûte et 4 X, *Jupiter* (1987), dans laquelle le soliste semblait éveiller par la diversité de son jeu des sonorités inédites cachées au fond de la machine. Il a poursuivi la même idée dans *Pluton*, mais, outre l'expérience acquise, les possibilités harmoniques et polyphoniques tellement plus riches du piano confèrent un résultat une densité et une variété qui ne s'épuisent guère au cours des cinquante-cinq minutes que dure l'écriture.



On devrait d'ailleurs parler plutôt d'interprétation, car si le compositeur et deux assistants accompagnent le soliste depuis la console, les inflexions personnelles du pianiste sont susceptibles de modifier notablement les réponses de la machine. Que le pianiste, Ichiro Nodaira, soit également compositeur n'est sans doute pas étranger à l'aisance avec laquelle il maîtrise ces interactions continues entre le geste instrumental et les effluves sonores qu'il fait jaillir des haut-parleurs, effluves qui prolongent, grossissent ou analysent les effets du piano pour, souvent, les transformer tout à fait.

Ainsi croit-on entendre, tour à tour, un orgue, des cloches, un cymbalum, un clavecin, des sonailles, un tam-tam ou un xylophone. Parfois aussi... un piano, comme dans la séquence centrale. C'est à ce moment-là qu'on se rend compte, si on avait pu en douter, que ce ne sont pas les effets sonores, si impressionnants soient-ils, qui font tenir l'œuvre, mais la sûreté de l'écriture pianistique : la direction des modes de jeu, l'ancrage solide dans un registre (aigu, médium ou grave) alimentés d'emprunts significatifs aux autres, et surtout une conscience harmonique toujours à l'œuvre.

Il est difficile, à première audition, de donner une idée plus précise d'une œuvre de cette envergure (créée et exécutée au Festival d'Avignon), mais son style est si personnel, elle s'inscrit si fermement dans la trajectoire du compositeur que, au-delà de l'impression d'avoir entendu peut-être la plus belle pièce pour piano de ces dix dernières années, on peut affirmer qu'elle a déjà sa place marquée dans l'histoire de l'instrument.

GÉRARD CONDÉ.

Holiday on Ice au Palais des sports

Phileas Fogg sur glace

Jérôme Savary met en scène le dernier spectacle d'Holiday on Ice et raconte librement le Tour du monde en quatre-vingts jours.

Depuis plus de quarante ans, l'entreprise américaine Holiday on Ice divertit le public familial et multiplie ses troupes, se rend chaque année dans quelques vingt-cinq pays du monde entier. Le succès international d'Holiday on Ice, depuis sa création, c'est celui d'une grosse machine de spectacle qui a su réunir sur une même affiche l'exploit, le merveilleux, la convention subtilisée et qui se renouvelle juste assez pour rester au goût du jour.

Cette année, Holiday on Ice ne se contente plus des derniers numéros de virtuosité des champions du monde de patinage artistique, des comiques-burlesques de service ni des parades multicolores, des défilés de phémes et de paillettes et des tableaux divers qui plongent dans le monde irréel de l'enfance. Pour une fois, Holiday on Ice a voulu ne pas

faire seulement une revue mais raconter une histoire.

Avec la complicité de Jérôme Savary, adaptateur et metteur en scène, voici sur glace le magicien du Tour du monde en quatre-vingts jours, de Jules Verne, ou plutôt on le voit à l'écran, de clips plus ou moins exotiques, exécutés les uns aux autres avec la vivacité de mouvement des patineurs, les aventures de Phileas Fogg et de son compagnon Passepartout : à Paris, avec le Français-Canien librement adapté, en Afrique avec un numéro de domptage, en Inde, en Thaïlande, au Japon, en Chine, en Australie, en Amérique enfin, avec le folklore de l'Océan.

Respectueux de la tradition maison, Jérôme Savary dépêche son interprète, son jongleur et sa verge en l'honneur de laisser l'histoire apparente, en jouant sur les images qui se bousculent, en exploitant - mais sans la dévotion habituelle du fondateur du Magic Circus - les ingrédients du genre et en parvenant à un équilibre presque parfait.

CLAUDE FLEOUTER.
* Palais des sports, 20 h 30. Tél. : 48-23-40-90.

Le « Concerto pour piano », de Busoni, aux Champs-Élysées

Parenthèse mahlérienne

Une trop petite salle, vendredi dernier, pour un « monstre » pianistique jamais donné et une formidable interprète soviétique. La curiosité n'est plus ce qu'elle était.

Acrobate du piano et théoricien, Italien aux attaches également germaniques, citoyen du monde et pacifiste (après 1914, il se réfugia en Suisse), Ferruccio Busoni, accessoirement, admirateur de Mahler. Cela s'entend, indéniablement, dans le *Concerto pour piano* qu'il composa un peu avant la *Septième Symphonie* de l'Autrichien. L'écriture en est certes d'une luxuriance postromantique, et d'une parésie harmonique qui n'aurait pas beaucoup aimé le terrible Gustav. Mais, comme dans les deuxième et troisième symphonies de ce dernier (1), des chœurs viennent (au dernier mouvement)

teinter l'ensemble de religiosité. Le mélange est par ailleurs haïd d'hérésie et de protoque, de thèmes populaires et de spiritualité. *Réminiscences* (de Liszt) et citations (de Beethoven) créent enfin, comme chez Mahler, des effets brutaux de « retour en arrière ». Manque à cette partition pour être tout à fait visionnaire un peu d'originalité dans l'écriture pianistique, qui enfle comme à plaisir toutes les perles de la haute virtuosité.

Péninsule symphonique avec parties de piano obligées : le soliste n'a pas ici, c'est le moins que l'on puisse dire, le temps de s'enchaîner ; même converti par l'orchestre, il continue à rouler à tombeau ouvert et à besogner. Rien de plus éprouvant pour les nerfs et la vanité !

Après John Ogdon il y a bien longtemps (EMI), Viktoriya Postnikova a accepté d'enregistrer (pour Erato) ce concerto titanesque. Elle a, pour cela, le calme, la mâle présence et des reprises de formule 1. James Conlon, jeune chef améri-

cain, récemment nommé à Cologne, aurait dû diriger à ses côtés les chœurs de Radio-France et l'Orchestre national (le concert du vendredi 24 février servant d'ultime séance d'enregistrement). Mais Conlon vient d'être papa et Guennadi Roddestvenski, ne pouvant rien refuser à Postnikova (ils sont mari et femme), s'est dévoué pour le remplacer. Gestes d'enchantement Merlino, efficacité de grand technicien : ce diable Busoni devrait plaire aux discophages. Ils sont curieux, eux !

ANNE REY.

(1) Toutes les symphonies de Gustav Mahler vont être interprétées à Paris au cours d'un grand cycle organisé par le Châtelet. Notes que, dans la *Première Symphonie*, Tchaïkovski, le Royal Philharmonique Orchestra ne sera pas dirigé par Charles Dutoit mais par Yuri Simonov, ce lundi 27 février. D'autre part, le 4 mars, Ferdinand Leitner, souffrant, sera remplacé par John Neschardt dans l'adagio de la *Deuxième* et les *Chants des compagnons errants* (solistes : le baryton Olaf Bär).

NOTES

« Carmen » dans l'« arène » de Bercy

Le Palais omnisports de Paris-Bercy vient de fêter son cinquantième anniversaire en présence de M. Jacques Chirac. Contrairement aux prévisions, les manifestations artistiques (4 millions d'entrées pour 359 spectacles) ont remporté un grand succès que les manifestations sportives (1,5 million pour 297 séances).

Fait remarquable, l'exploitation est totalement équilibrée et n'a pas donné lieu à un sou de subvention.

Après *Aida*, *Turandot* et *Nabucco*, *Carmen* sera dans l'« arène » de Bercy, avec de vrais chevaux (mais pas de vrais taureaux) du 16 mai au 3 juin, dans une mise en scène de Pierluigi Pizzi qui signe décors et costumes. Cinq *Carmen* se partageront le rôle, avec en tête Teresa Berganza, quatre don José (Neil Shicoff), trois Escamillo (Alain Fondary) et quatre Micaëla (Aldo Ferrarini). Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, direction Lawrence Foster.

* 5, boulevard de Bercy, 75012 Paris. Tél. : 43-42-06-06.

CALENDRIER

Classique

Shlomo Shem-Tov, soliste Gaveaux. — Ce pianiste israélien n'a que dix-sept ans et pourtant vous l'avez peut-être vu à la télévision, enfant prodige déjà abondamment médiatisé. A son âge, on change vite, et beaucoup. Comment sera-t-il dans son programme Beethoven, Schubert, Prokofiev ? Lorsqu'il avait treize ans, il jouait comme un grand.

* Le 27 février, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07.

Philippe Barrevaux, à Saint-Germain-l'Auxerrois. — C'est par un concert de la Chapelle royale, consacré à des motets et au *Requiem* de Tomas Luis de Victoria, que s'ouvrira le PIAF (le Printemps des instruments anciens). Du 28 février au 16 avril, ce ne sont pas moins de cinquante-deux concerts qui présenteront les meilleurs instrumentistes baroques. Ces manifestations prendront place dans des villes et des lieux différents, en régions parisiennes comme en province.

* Le 28 février, Saint-Germain-l'Auxerrois. Tél. : 43-56-48-48.

Akiko Ebi, soliste Gaveaux. — Les pianistes japonais gagnent tous les concours, font trois petits tours et puis s'en vont. Akiko Ebi est japonaise, mais elle ne joue pas comme une bête à concours. Son approche intelligente de la musique va de pair avec une belle technique et une sonorité de rêve.

* Le 1^{er} mars, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07.

Alexis Weissenberg, soliste Gaveaux. — Villipend par les uns,

porté aux nues par d'autres, Alexis Weissenberg est un pianiste dans le jeu duquel les plus grandes beautés voisinent avec des duretés et des tempos difficilement acceptables. Il s'était fait une solide réputation dans Bach. Il y revient pour ce récital.

* Le 2^e mars, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07.

Brigitte Engerer et ses amis, au Théâtre de la Ville. — Concert après concert, Brigitte Engerer — encore une pianiste ! — s'affirme comme l'une des meilleures de sa génération. Plus détentée, elle aime aujourd'hui dialoguer avec d'autres. Les 3 et 4 mars, elle fera un « bout » avec Boris Pergamenschikov, Augustin Dumay, Olivier Charlier, Thomas Zehetmayr et Paul Meyer.

* Les 3 et 4 mars, 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

Le duo Petrossian, à Cachan. — Au moment où le Théâtre du Châtelet lance sa grande offensive Mahler, le duo Petrossian joue, aidé de deux autres pianistes, une transcription pour quatre pianos de la *Première Symphonie* du compositeur bohémien. Ils donneront également la *Grande Fantaisie pour deux pianos*, de Rachmaninov, et la *Suite lyrique*, de Norbert Glanzberg.

* Le 28 février, Théâtre de Cachan. 20 h 30. Tél. : 46-66-66-12.

Jazz

Joëlle Léandre, à « Banlieues bleues ». — Au même programme

que le pianiste très délicat et très sûr Paul Bley, se produit Joëlle Léandre, contrebassiste et comédienne, en duo avec Zingaro. Une des soirées fortement attendues du Festival « Banlieues bleues ».

* Mercredi 1^{er} mars, Bobigny, 20 h 30. Tél. : 43-45-66-00.

Flamenco au cirque. — Des guitaristes de qualité, deux chanteurs de premier plan, José Merce et José de la Tomasa, la vedette du programme reste Cristina Hoyos, l'étoile de la compagnie Gades.

* Jeudi 2^e mars, Cirque d'hiver, 22 h 30. Tél. : 42-77-13-00.

Variétés-rock

Véronique Sanson à l'Olympia. — Retour sur scène de Véronique Sanson et de ses chansons qui évoquent un monde fragile, un goût de larmes et de rires.

* A partir du mardi 28 février, 20 h 30. Tél. : 47-42-82-45.

Died Pretty au Batclan. — Enfants lointains du Vaguet Underground et des Doors, le groupe australien est de retour sur le Vieux Continent. Une musique violente et répétitive, anthèse de l'Australie musicale et « surf-rock ».

* Mercredi 1^{er} mars, 19 h 30. Tél. : 47-00-39-12.

Tri Yann au Batclan. — Le groupe celte de folk-rock présente de larges extraits d'un spectacle inspiré par la BD, *Le Vaisseau de Pierre*, de Pierre Christin et Enki Bilal.

* Les 2 et 3 mars, 20 h 30. Tél. : 47-00-39-12.

THÉÂTRE

« La Fausse Suivante » de Marivaux

Un blanc vertige

Mis en scène par Ivan Morane, un spectacle dépourvu comme un oratorio, où les héros de Marivaux tissent leur propre piège.

Ivan Morane sait aller droit au cœur des textes, y compris les plus chargés d'histoire : il l'a prouvé la saison dernière avec *Rodogune*, de Corneille, son auteur favori qui l'accompagne depuis les débuts de sa compagnie en 1982, récemment installée à demeure au théâtre de Vanves.

Montant la *Fausse Suivante*, de Marivaux, Ivan Morane ne s'attarde ni aux intrigues, ni au travestissement. Les règles du jeu sont claires et posées d'emblée, comme naturellement : une femme se déguise en chevalier pour mettre à l'épreuve la valeur de l'homme qu'on lui destine ; cet homme, Lelio, a des problèmes d'argent, il courtise une riche comtesse. On découvre sous un jour nouveau les personnages de valets. Les retrouvailles entre Frontin et Trivelin qui ouvrent la pièce de Marivaux sont ainsi banales, intimes même : « Tiens ! c'est toi »,

dit Frontin, pas surpris de cette rencontre et tout absorbé à reconstruire des boutons. Et quand, plus tard, Lelio prend son valet Arlequin dans ses bras, il lui parle comme à un enfant, un peu balourd, trop naïf pour comprendre les règles du jeu des adultes, la scène est un havre de tendresse, qui compense la noirceur du personnage de Lelio.

Bien plus que par le méchant, Lelio le Chevalier, la Comtesse semble prise dans le piège qu'ils tissent eux-mêmes, mot après mot. Ils sont sans pitié, ces mots, ils ricochent comme les parois lisses et blanches du décor (Michel Bazin). Ils font mal, ils mettent l'âme à vif. Pour finir, et c'est une superbe image, la bolle blanche se reforme lentement, sur la Comtesse, treillissée, affolée, Pascale Conte a un désarroi d'enfant très beau. Au spectacle d'interprété également par Hélène Ciquie (le Chevalier) — la mise en scène d'Ivan Morane impose par sa simplicité et son trait ferme, parfaitement tenu.

ODILE QUIROT.

* La *Fausse Suivante* est reprise au Théâtre de la Cité universitaire à partir du 28 février.

MC 93
BUBIGNY

Le monde d'Albert Cohen

Mise en scène Jean-Louis HOURDIN

Coproduction G.R.A. 77 Théâtre Poitou-Charentes, MC 93 Bubigny

6 MARS
2 AVRIL
4831145

هكذا من الأصل

Culture

CINÉMA

« Tabataba », de Raymond Rajaonarivelo

La mémoire d'un peuple

Un drame colonial oublié. L'insurrection de 1947 à Madagascar reconstruite par les habitants d'un village.

Fin 1947. L'île de Madagascar est une colonie française depuis la fin du dix-neuvième siècle. À l'est, dans les vallées du pays Tanala, des villageois apprennent qu'un parti indépendantiste, le MDRM, s'est créé pour obtenir l'indépendance et chasser les Français. L'instituteur Raomby espère des élections démocratiques. Lehidry, qui s'est battu dans les troupes françaises contre les nazis, ne croit qu'au pouvoir des armes. Une rumeur court. Comme le vent qui

traverse la forêt, elle apporte le désordre. Pour avoir constaté un vice de forme dans les élections telles que les a menées le chef de canton, Raomby est arrêté. Lehidry décide d'aller le délivrer. Il part avec des hommes armés de fusils en bois. Ils vont au massacre.

L'insurrection de Madagascar, en 1947, fit des dizaines de milliers de morts. La France s'en souvient-elle encore ? Il y a beaucoup à apprendre dans ce film qui s'adresse à la mémoire du peuple malgache et qui, tourné en coproduction française, nous rappelle quelques vérités utiles pour la défense des droits et de la dignité de l'homme.

Ce n'est pas du grand spectacle, avec beaucoup de figurants, des

affrontements sanglants. C'est un jeu de la reconstitution, par les habitants d'un village, dans une nature belle et sereine, soudain bouleversée par l'intolérance et la répression. Bakaugo, une très vieille femme, assise devant sa case, sur un fauteuil qui lui fut, dit-elle, donné par le général Gallieni, et un jeune garçon, Solo, frère de Lehidry, transforment les faits auxquels ils assistent et participent, en légende de l'insurrection.

Raymond Rajaonarivelo a réalisé une sorte d'imagerie destinée moins à émouvoir qu'à fixer la crise insurrectionnelle dans la vie quotidienne d'une communauté rurale isolée, moralement et physiquement détruite.

JACQUES SICLER.

« Cheeseburger film sandwich » de John Landis

A la paresseuse

Par suite d'une fausse manœuvre, un zappeur impénitent en caleçon se trouve projeté à l'intérieur de sa télévision, et, selon le principe du petit bonhomme promenant son pot de fleurs dans les séquences d'*Helzapoppin*, traverse toutes sortes d'émissions. Ce qui permet de les parodier.

Un grand nombre de vedettes, dont Michèle Pfeiffer, Rossana Arquette et son partenaire de *After Hours*, ont participé à ce divertissement tourné dans le style et l'économie des sit-coms. Si bien que la pauvreté tue souvent le comique.

Il serait plus efficace s'il s'exerçait sur les meilleurs audimats des chaînes françaises, comme, avec plus de punch d'ailleurs, le faisaient les Nuls.

Il semble que le secret du comique trépidant se soit perdu. Pas seulement parce que la télé tiédit ce qui passe par elle, mais par l'effet d'une paresseuse négligence. En fait, si les films perdent beaucoup sur le petit écran, la réciproque est vraie.

Dans ce pot-pourri pourtant, les séquences les plus drôles sont celles qui pastichent les soirées pour « cinéphilos » où l'on diffuse des feuilletons mixtes genre « Star Trek » du pauvre des années 60, avec les couleurs qui bavent, ou des films des années 30 en noir et blanc, achetés au poids, avec la pellicule rayée, les images qui sautent. On se croirait aux divers ciné-clubs de chez nous.

C. G.

LETTRES

Mort accidentelle de l'écrivain algérien Mouloud Mammeri

L'écrivain et anthropologue algérien Mouloud Mammeri a trouvé la mort dans la nuit du 25 au 26 février dans un accident de la route, près de Ain-Defla, à 200 kilomètres environ à l'ouest de la capitale.

Né en décembre 1917 dans une famille aisée à Taourirt-Mimoun en Haute-Kabylie, Mouloud Mammeri était le doyen des écrivains algériens francophones. Après des études à Rabat, Alger et au lycée Louis-le-Grand à Paris, il participe durant la guerre aux combats en France et en Italie. Rentré en Algérie en 1947, il devient professeur de lettres puis, après l'indépendance, professeur d'ethnographie maghrébine à l'université d'Alger. Mouloud Mammeri dirigeait en outre le Centre de recherches anthropologiques, préhistoriques et ethnographiques du Bardo.

Auteur d'une *Grammaire berbère* (1976) et d'un choix de *Poèmes kabyles anciens* (éditions Maspéro, 1980), traducteur des *ISEFRA: poèmes de Si Mohand ou-Mohand* (La Découverte 1982), Mouloud Mammeri considérait la langue

française comme « un instrument d'expression absolument indispensable » (1). C'est dans cette langue qu'il a transposé, dans quatre romans, l'histoire de l'Algérie contemporaine : *La Colline oubliée*, 1952, prix des quatre jurys, *Le Sommeil du juste*, 1955, *l'Opium et le Bâton*, 1965, dont un film a été tiré, et enfin, en 1982, *la Traversée* (Pion). Mammeri est également l'auteur de deux pièces de théâtre.

Homme de grande culture, jouissant du respect et de l'estime dans tout le Maghreb, Mouloud Mammeri n'était nullement un activiste. Pourtant, l'interdiction en mars 1980 d'une conférence sur la poésie kabyle ancienne qu'il devait prononcer à l'université de Tizi-Ouzou mettaient le feu aux poudres et déclenchaient des émeutes en Kabylie. Le professeur serinait devenait le « mauvais génie des pyromanes ».

P. Ka.

(1) Entretien accordé à Jean-Claude Abadie (*Le Monde* du 29-30 mars 1981). Un texte de Mouloud Mammeri, *le Dérivé arabe*, a également été publié dans *Le Monde* (16-17 août 1981).

Décès d'André Dalmas

On apprend la mort de l'écrivain André Dalmas, le dimanche 19 février à Paris. Il était âgé de quatre-vingts ans.

Ingénieur honoraire de la SNCF, André Dalmas était codirecteur du *Nouveau Commerce*. Avec sa femme, il avait fondé cette revue en 1963. Elle publiait des textes d'une grande qualité et s'inscrivait dans la tradition de l'ancien *Commerce*. André Dalmas reconnaissait sa dette à l'égard de Jean Paulhan, qui figurait d'ailleurs au sommaire du premier numéro, avec André Pieyre de Mandiargues et Georges Perros. *Le Nouveau Commerce* accueillait ensuite Julien Gracq, Cioran, Emmanuel Lévinas, Maurice Blanchot et beaucoup d'autres écrivains qui se rejoignaient par leur exigence littéraire.

En 1971, une association des Amis du Nouveau Commerce allait se constituer. Elle apportait son concours à la revue et au travail d'édition entrepris par André Dalmas et sa femme, à partir de 1976. Outre les cahiers du *Nouveau Commerce*, ils allaient, en effet, publier des petits livres qui se distinguaient par leur aspect précieux et artisanal.

André Dalmas a lui-même écrit plusieurs ouvrages : des romans comme *l'Arrière-Monde* (Tchou, 1968), des proses poétiques comme *Histoire d'écriture* (Le Nouveau Commerce, 1984) et une biographie d'*Évariste Galois* (Le Nouveau Commerce, 1983). André Dalmas était également critique littéraire. Il avait collaboré au « Monde des livres » durant plusieurs années.

★ La prochaine livraison du *Nouveau Commerce* sortira en avril.

NOTES

Festival du court métrage à Brest...

Vingt et un films retenus parmi plus de deux cents propositions. « Côte ouest », l'association organisatrice du 4^e Festival du court métrage de Brest qui s'est achevé samedi 25 février, a dû faire une sélection impitoyable. La production est particulièrement riche, à la mesure d'un genre qui fait des émules, car il permet aux jeunes réalisateurs de faire leurs classes.

Pas de dénominateur commun entre tous ces films mais, cette année, une tendance au fantastique ; à l'humour noir et au morbide. Deux enfants tentent de faire disparaître le corps de leur mère (*le Pardeur*), les mésaventures d'un fossyeur (*Ancien*), ou encore poésie et angoisse en hommage à Hitchcock et Prévert (*le Porte-plume*).

Le jury, présidé par Yves Boisset, a attribué le grand prix à *New-York 1933*, de Michel Ferrand-Lafaye, celui de l'interprétation à Stéphanie Schwartzbrod dans *Une femme pour l'hiver*.

Les organisateurs veulent européaniser leur festival. Après les Britanniques l'an passé, les Espagnols sont venus avec une sélection de jeunes espoirs, cependant qu'on pouvait découvrir aussi l'underground américain, le cinéma breton, plus une série de quatorze films de Georges Méliès.

Le festival brestois pourrait maintenant déboucher sur la création dans le Finistère d'un enseignement du cinéma.

GABRIEL SIMON.

...et du cinéma nordique à Rouen

Inauguré, l'an dernier, avec un beau succès public, à Rouen, le Festival du cinéma nordique va s'y tenir pour la deuxième fois du 28 février (soirée d'ouverture avec la présentation de *Katinka*, de Max von Sydow) au 7 mars. Neuf films sont en compétition : *l'Héritage*, de Pekka Parikka et Tuuli, de Matti Kassila, pour la Finlande ; *le Palais de glace*, de Per Blom, pour la Norvège ; *l'Ombre du corbeau*, de Håran

Gunnlaugsson, pour l'Islande ; *les Crânières* (d'après Strindberg), de Stefan Böhm, Kove Heino, John O. Olsson, *Un film dangereux*, de Suzanne Osten, et *Hip Hip Hurrah*, de Kjell Grede pour la Suède ; *Paradis et enfer*, de Morten Anfred, et *Baby Doll*, de Jon Bang Carlsen, pour le Danemark. Tous ces films sont des productions récentes. Un grand prix de 100 000 francs, offert par la FNAC sera attribué au distributeur français du film primé par le jury (où l'on annonce Gérard Blain, Michel Deville ; Jean-Charles Tachella, Hélène Vincent, Evelyn Buyle, Hervé Bazin, Carole Laure, Lewis Furey).

Le Festival propose également un hommage à Max von Sydow (une douzaine de films) une rétrospective du cinéma finlandais 1945-1959, une rétrospective du cinéma finlandais Risto Jarva, six films muets norvégiens des années 20, et les films nordiques primés au Festival de Cannes de 1951 à 1988.

★ Renseignements : Festival du cinéma nordique, 32 A, rue Saint-Nicolas, 76000 Rouen. Tél. : (06) 25-98-28-46. Délégué général : Jean-Michel Mogroedien.

Le 13^e Printemps de Bourges du 1^{er} au 9 avril 89



INFOS/LOCATIONS (16) 48 24 30 50

MINITEL 3615 + PDB

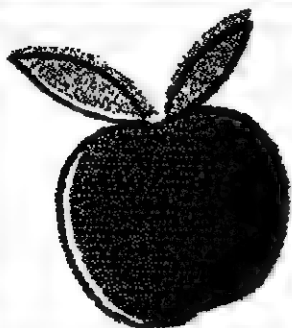
LOCATIONS PARIS VIRGIN MEGASTORE

52-60 AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 75008.

MÉTRO FRANKLIN-ROOSEVELT - TOUS LES JOURS

DE 10 H À 24 H - DIMANCHE DE 12 H À 24 H

100 CONCERTS, 250 ARTISTES, DONT
HIGELIN ■ LES NEGRESSES VERTES ■ GAMINE ■ FRONT 242 ■ STEVIE WONDER
CHARLIE COUTURE ■ DOCTOR JOHN ■ KASSAV ■ NOUGARO
KOOL AND THE GANG ■ CHEB KHALED ■ RENAUD ■ NICK CAVE ■ LA MANO NEGRA
PAPA WEMBA ■ WILLY DE VILLE ■ THE POGUES ■ ETIENNE DAHO
WOMACK & WOMACK ■ THE INMATES ■ MAXIME LE FORESTIER ■ SMAIN
AINSI QUE
LA NUIT DES PUBLIVORES ■ WORLD MUSIC ■ HOUSE MUSIC
ROCK SOVIETIQUE ■ ROCK CHINOIS ■ ET 66 ARTISTES ■ DECOUVERTES



EUROPE 1

LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION ■ JEUNESSE ET SPORTS ■ LA VILLE DE BOURGES ■ LE CONSEIL RÉGIONAL DU CENTRE ■ LE CONSEIL GÉNÉRAL DU CHER ■ LA MAISON DE LA CULTURE DE BOURGES ■ INFORMATISE AVEC FESTILOG DE LOGAP

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 27 février

TF 1

20.40 **Téléfilm** : L'ivresse de la métamorphose. D'Edouard Molinaro, d'après le roman de Stefan Zweig, avec Evelynne Bouix, Niels Arestrup (2^e partie). **Christine, qui a retrouvé sa modeste condition de vie, fait la connaissance de Fernand, aussi désespéré qu'elle. 22.20 Magazine** : Informations. De François de Closets, Richard Michel et Jean-Marie Perle. Thème : Programmes scolaires, le gavage des élèves. **Que faut-il apprendre ? Et à quel rythme ? 23.40 Journal et Météo. 0.00 Magazine** : Minuit Sport.

A 2

20.35 **Le grand échiquier** : de Moscou à Leningrad. Émission présentée par Jacques Chancel. Avec l'orchestre philharmonique de Leningrad, direction Vladimir Tchernikov, Les Chœurs de Moscou, Les Ballets Mouskietov, le violoniste Vladimir Spivakov, le pianiste Platon, Maï Plisetskaya, le ténor Vladimir Aradov, le pianiste Mikhaïl Rudy, Yveta Duteil, Michel Legrand, Claude Bolling, Jean-Loup Chabrier, 22.25 **Flash d'informations. 23.30 Documentaire** : Clés Pagnoul. De Pierre Tchernia. **Entretiens avec Marcel Pagnoul enregistrés en 1973 à Paris, à Saint-Tropez, à La Goulue et nombreux extraits de ses films. 23.40 Informations** : 24 heures sur la 2. 0.00 **Météo. 0.05 Magazine** : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.35 **Cinéma** : Fantômes contre Scotland Yard □ Film français d'André Hunebelle (1967). Avec Jean Marais, Louis de Funès, Mylène Demongeot. **Le commissaire Juve et le journaliste Fandor viennent en Écosse pour protéger de riches châteaux dont Fantômes menace la fortune. Malgré l'agitation de Louis de Funès, cette comédie policière est bien menée. 22.30 Journal. 23.40 Informations** : Quelle gauche ? Quelle France ? Quelle Europe ? Avec Georges Benamou, Régis Debray, Alain Minc. 23.40 **Musique, musique.**

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma** : Drôle de couple □ Film américain de Gene Saks (1968). Avec Jack Lemmon, Walter Matthau, Monica Evans. 22.15 **Flash d'informations. 23.20 Magazine** : Boba-golf. A 22.20, football : à 23.30, golf : à 23.30, basket-ball. 0.45 **Cinéma** : Une créature de rêve □ Film américain de John Hughes (1985). Avec Anthony Michael Hall, Kelly Le Brock. 2.15 **Série** : Max Headroom.

LA 5

20.30 **Téléfilm** : Hellinger mène l'enquête. Les investigations d'un avocat réputé. 22.30 **Les rubriques de Sangria.**

Mardi 28 février

TF 1

14.30 **Feuilleton** : Les nistralles. 15.25 **Série** : Drôles d'histoires. 15.50 **Variétés** : La chance aux chansons. 16.30 **Clio Dorothée. 17.50 Série** : Matt Houston. 18.45 **Année de recherche. 18.50 Feuilleton** : Sauts de barrière. 19.20 **Jeu** : La rose de la fortune. 19.50 **Le bébé show. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.40 Cinéma** : La Guerre du feu ■ ■ ■ Film franco-américain-canadien de Jean-Jacques Annaud (1981). Avec Everett McGill, Rae Dawn Chong, Ron Perlman. **Le feu est venu sur la tribu des Élé et s'est éteint dans trois guerriers portés à la recherche d'une flamme pour le ranimer. Cette adaptation d'un roman de J.-H. Rosny aîné, tournée entièrement en décors naturels, nous ramène à l'âge de pierre et aux balbutiements d'une humanité primitive qui commencent à se détacher de l'animal. On y croit à cause d'une extraordinaire reconstitution, parlant à l'imaginaire, et recréant nos lointains ancêtres. Et l'on est très ému. 22.20 Magazine** : Clés, mon mari ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Jean-Pierre Bacri. 23.40 **Journal et Météo. 0.00 Magazine** : L'ère du chat. De Joseph Poli et Jacques Duquesne. 0.10 **Série** : Drôles d'histoires, intrigues : La dernière des crapules. 0.35 **Documentaire** : Histoires naturelles. La chasse à l'ave.

A 2

14.10 **Feuilleton** : Un seul être vous manque. 15.10 **Magazine** : Du côté de chez Fred. 16.00 **Flash d'informations. 16.05 Série** : Chapeau d'été et bottes de cuir. 16.55 **Flash d'informations. 17.00 Magazine** : Graffiti. 17.55 **Série** : L'homme qui tombe à pic. 18.45 **Jeu** : Des chiffres et des lettres. 19.10 **Actualités régionales. 19.30 Plaisir de rire** : La baby-sitter. 20.00 **Journal. 20.30 Météo. 20.35 Cinéma** : La Soupe aux choux □ Film français de Jean Girault (1981). Avec Louis de Funès, Jean Carmet, Jacques Villeret. **Un extraterrestre atterrit chez deux vieux paysans du Bourbonnais, unis par le goût du vin rouge et de la soupe aux choux. Un brouet nausabond, une force grossière. Et qu'on ne vienne pas parler de tradition rabelaisienne ! 22.15 Flash d'informations. 22.20 Magazine** : Stars à la barre. De Catherine Berna et Thierry Ardisson, présenté par Daniel Bilielin. Thème : « La faculté ». Invité : René Monory. 23.35 **Informations** : 24 heures sur la 2. 23.55 **Météo. 0.00 Magazine** : Strophes. De Bernard Pivot. 0.15 **Magazine** : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

14.30 **Magazine** : C'est pas juste. 15.30 **Magazine** : Télé-Caroline. 17.00 **Flash d'informations** : Spécial Jeune. De 17.05 à 18.30 **Année 3**. 17.05 **Dessin animé** : Petit ours brun. 17.06 **Croc note show. 17.10 Série** : Conan, le fils du futur. 17.35 **Dessin animé** : Signé Cat's eyes. 18.00 **Ascenseur pour l'aventure**. 18.05 **Magazine** : Drevet dans la machine. 18.30 **Jeu** : Questions pour un champion. 19.00 **Le 19-20 de l'information. 19.55 Dessin animé** : Il était une fois la vie. 20.07 **Jeu** : La classe. 20.25 **INC. 20.35 Téléfilm** : L'impossible évasion. De David Lowell Rich. Avec Robert Urich, Carl Weathers. **La fuite de deux évadés liés par des menottes. L'un est blanc, l'autre noir. 22.10 Journal. 22.35 Télévision régionale.**

CANAL PLUS

15.10 **Pochettes surprises. 15.40 Cinéma** : La Maison de Jeanne □ Film français de Magali Clément (1987). Avec Christine Boisson, Benoît Régent, Jean-Pierre Buisson. 17.05 **Magazine** : Avance sur image. 17.40 **Calon enfus. 18.25 Dessin animé** : Virgile. 18.30 **Dessin animé** : Ça cartoon. 18.45 **Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine** : Nulle part ailleurs. 20.30 **Cinéma** : Nibson ■ ■ ■ Film anglais de Roland Joffé (1986). Avec Robert

23.00 **Série** : Le voyageur. 23.30 **Téléfilm** : Maléfices. Une sorcière surgit dans la vie d'un homme et lui ordonne de tuer sa femme. 0.00 **Journal de minuit. 0.05 Téléfilm** : Maléfices (suite). 0.30 **Capitaine Furlito** (rediff.). 1.20 **Madame, êtes-vous libre ?** (rediff.). 1.45 **La demoiselle d'Alvignon** (rediff.). 2.15 **Bouvard et Compagnie** (rediff.). 2.30 **Tendresse et passion** (rediff.). 3.00 **Journal de la nuit. 3.10 Vive la vie !** (rediff.). 3.30 **Feuilleton** : Dominique. 4.15 **Voisins, voisins** (rediff.). 5.15 **Musique** : Aria de réve.

M 6

20.35 **Cinéma** : A bout de souffle made in USA □ Film américain de Jim McBride (1983). Avec Richard Gere, Valérie Kaprisky, William Tepper. **Pour retrouver, à Los Angeles, une fille qu'il aime, un jeune homme vole une voiture à Las Vegas, abat un policier en cours de route, et essaie de vivre sa passion tout en étant traqué. Un petit polar à la mise en scène soignée, dont le ton est de s'être voulu la version américaine 1980 d'A bout de souffle. Le film de Godard n'était pas seulement un sujet, mais un langage cinématographique moderne. 22.15 **Série** : L'homme de fer. 23.05 **Six minutes d'informations. 23.15 Magazine** : Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.15 **Magazine** : Jazz 6. De Philippe Adler. 0.40 **Musique** : Boulevard des clips. 2.00 **Malaventure** (2^e épisode). 2.10 **Année, jour après jour** (2^e épisode). 2.25 **Magazine** : Quand la science mène l'enquête (rediff.). 3.15 **Documentaire** : SVI le plat, montre-moi nos histoires. 3.40 **M6 aime le cinéma** (rediff.). 4.30 **Documentaire** : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.55 **Malaventure** (rediff.). 5.05 **Année, jour après jour** (rediff.). 5.20 **Poly en Tunisie** (5^e épisode). 5.45 **Musique** : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Le grand débat** : L'Etat bloqué par le haut. 21.30 **Dramatique**. Le candidat Chutes Lavie, de Jean-Pierre Ostende. 22.40 **Côte d'Azur**. Coup de cœur. 0.05 **De jour au lendemain. 0.50 Musique** : Code. Pierre Barouh et Saravah, un homme et une femme.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Renseignements sur Apollon**. Concert de l'UER (en direct du Grand Auditorium). **Suite pour ordinateur** : Little Boy -, de Risset ; Rouge mort, de Parmegiani ; Symphonie pour un homme seul, de Schaeffer-Henry ; Mouton-Emotion, de Bayle. A 22.30, Concerto vocal. A 22.50, Les enregistrements d'Ignaz Friedman. A 23.07, Concerto pour violon et orchestre en mi mineur, de Konyus ; Anacréon ou l'amour fugitif, de Cherubini ; Concerto pour piano et orchestre n° 5 en mi bémol majeur, op. 73, de Beethoven. 0.30 **Dossier**.

De Niro, Jeremy Irons, Ray McAnally. 22.30 **Flash d'informations. 22.35 Cinéma** : Les Possédés □ Film français d'Andrzej Wajda (1987). Avec Isabelle Huppert, Lambert Wilson, Omar Sharif. 0.25 **Cinéma** : Candy Mountain ■ ■ ■ Film hispano-franco-canadien de Robert Frank et Rudy Wurlitzer (1987). Avec Kevin J. O'Connor, Harris Yulia (v.o.). 1.55 **Documentaire** : France, six millions d'heures ?

LA 5

14.45 **Série** : Bonanza. 15.45 **Série** : Capitaine Furlito. De 16.50 à 18.30 **Dessin animé. 16.50 Karine, l'aventure du Nouveau Monde. 17.15 Eau chaude et soleil. 17.40 Les défunctes de la terre. 18.05 Dessin animé. 18.30 **Bouvard et Compagnie. 18.50 Journal Images. 19.00 Séries** : Deux files à Miami. 20.00 **Journal. 20.45 Cinéma** : Un drôle de flic □ Film italien de Serge Corbucci (1980). Avec Terence Hill. **Un policier qui a été exposé aux radiations d'une bombe au plutonium rouge devient une sorte de surhomme. On le charge de mettre fin aux activités d'une bande de faux-monnayeurs. Amusante parodie de Superman. Quelques gags dérivants. 22.40 **Téléfilm** : Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 **Capitaine Furlito** (rediff.). 1.15 **Madame, êtes-vous libre ?** (rediff.). 1.45 **La demoiselle d'Alvignon** (rediff.). 2.10 **Bouvard et Compagnie. 2.30 Tendresse et passion** (rediff.). 3.00 **Journal de la nuit. 3.05 Vive la vie !** (rediff.). 3.25 **Feuilleton** : Dominique. 4.10 **Voisins, voisins** (rediff.). 5.10 **Musique** : Aria de réve.****

M 6

14.10 **Musique** : Boulevard des clips. 16.05 **Jeu** : Quizz coupe. 18.50 **Les hits hit**. 19.05 **Série** : Les espions. 19.05 **Série** : Vegas. 19.30 **Série** : Les routes du paradis. 19.54 **Six minutes d'informations. 20.00 Série** : Cosby show. 20.35 **Téléfilm** : Un fantôme dans la ville. De Don Taylor, avec Dick Van Dyke, Red Fox. **Tué accidentellement, un musicien noir va au paradis puis redescend sur Terre pour vingt-quatre heures. 22.10 **Série** : L'homme de fer. 23.00 **Six minutes d'informations. 23.10 Magazine** : Turbo (rediff.). 23.35 **Magazine** : Adventure (rediff.). 0.00 **Musique** : Boulevard des clips. 2.00 **Malaventure** (2^e épisode). 2.10 **Année, jour après jour** (2^e épisode). 2.25 **M6 aime le cinéma** (rediff.). 3.15 **Documentaire** : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 3.40 **Magazine** : Quand la science mène l'enquête (rediff.). 4.30 **Documentaire** : SVI le plat, montre-moi nos histoires. 4.55 **Malaventure** (rediff.). 5.05 **Année, jour après jour** (rediff.). 5.20 **Poly en Tunisie** (5^e épisode). 5.45 **Musique** : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.00 **Musique** : Le rythme et la raison. Claudio Ambrosini. 2. **Instrument mon ami. 20.30 Arrière-pensée, l'oiseau** : le terre en danger ou le Coq et l'effet de terre. 21.30 **Les repenti du terrorisme. 22.40 Nuits magiques. 1. Paysages. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 **Musique** : Code. Pierre Barouh et Saravah, un homme et une femme.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 24 février au Théâtre des Champs-Élysées) : Deux épisodes pour le Faust de Lenau, de Liszt ; Concerto pour piano, chœur d'hommes et orchestre, op. 39, de Busoni, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. James Conlon ; sol. : Viktoria Postakova, piano. 22.30 **La grande des guitares. 23.07 Club d'archives. Sonate pour violon et piano n° 2. Concerto pour violon et orchestre, de Bloch ; Les plus belles rééditions récentes. 1.00 **Les inachevés. Adagio pour trio d'anchores, de Roussel ; Le mariage, de Moussorgski ; Allegro symphonique pour piano à quatre mains, op. 68, de Faure.****

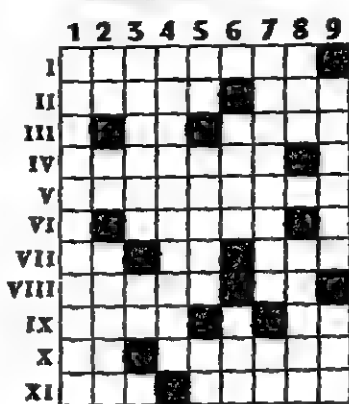
Audience TV du 26 février 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	51,0	7 sur 7	Stado 2	Sherlock Holmes	Par la télé...	Films d'Hawaii	Expion modiste
		16,3	14,1	8,3	1,5	6,3	5,2
19 h 45	56,4	7 sur 7	Mequy	Sherlock Holmes	Ca cartoon	Films d'Hawaii	Expion modiste
		16,7	15,6	8,5	1,8	6,3	5,0
20 h 16	66,1	23,1	20,9	Benny Hill	Ca cartoon	Journal	Caddy show
		23,1	20,9	8,9	3,8	4,9	4,2
20 h 55	70,9	Le Verdict	Meigret	Cœur de dragon	Les Possédés	La Déracinée	Les Prédateurs
		23,7	21,7	5,5	1,0	16,7	5,9
22 h 8	54,4	Le Verdict	Musique pour	Journal	Les Possédés	La Déracinée	Les Prédateurs
		25,0	5,6	3,9	0,9	15,7	2,3
22 h 44	39,1	Le Verdict	Musique pour	Sans faille	Calottes rouges	Les Éphémères	Bout de souffle
		28,4	2,9	2,6	0,8	5,0	2,8

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4949



HORIZONTALEMENT

I. Qui dit bien ce qu'il veut dire. — II. Bien aplat. D'un auxiliaire. — III. Tête de nigaud. Sont représentés sur les pyramides. — IV. Faire perdre de l'importance. — V. Certain menait aux enfers. — VI. Qui a donc changé de place. — VII. Promis. Honoré, dans les Pyrénées. Peut devenir très méchant quand il est gris. — VIII. Fut une grande cité drapière. Un agrément étranger. — IX. Le droit chemin. Tranche de gigot. — X. Est vague. Une imitation. — XI. Gris, sur le pas de Calais. Qui n'a pas eu son dû.

VERTICALEMENT

1. Une mesure pour rien. — 2. Base d'accord. Possessif. Est vraiment volubile. — 3. Une compétition. Une simple trotte. — 4. Forment un jeu d'enfants. — 5. Règles. Qui a donc un prix. Lui. — 6. Fait un pli. Rendue quand on arrive à la fin. — 7. De mauvais patrons. En France. — 8. Pas déclarée. Peut fondre très rapidement. — 9. Peut répondre en frappant sur la table. Sentinelle occasionnelle.

Solution du problème n° 4948

Horizontalement

I. Magouilleux. Ode. — II. Odeurs. Ivresse. — III. Lori. Sœur. Ire. — IV. Lui. Sor. Et. Iras. — V. Ubac. Icare. Sic. — VI. Setter. Raisin. — VII. Retenue. Né. — VIII. Ures. Aorte. Né. — IX. Eh ! Ironise. Ca. — X. Sara. Hase. Agie. — XI. Bosse. Einstein. — XII. Pis. Isle. Russe. — XIII. Élingue. Rosi. — XIV. Oïlé ! Ent. Anses. — XV. Nerfs. Aussi. Ru.

Verticalement

1. Mollusques. Péon. — 2. Adoube. Rhabille. — 3. Gériatre. Rosier. — 4. Oui. Césias. — 5. Ur. Et. Sages. — 6. Isoire. Obéi Ur. — 7. Etc. Nana. Iéna. — 8. Lit. Ardoises. Eu. — 9. Evier. Orsilles. — 10. Urétère. Né. — 11. RER. Are. As. Rai. — 12. Isis. Citron. — 13. Ostris. Nageuse. — 14. Déracine. Lisier. — 15. Es. Néogène. Su.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 26 février 1989 :

UN DÉCRET

● N° 89-122 du 24 février 1989 relatif aux directeurs d'école.

DES ARRÊTÉS

● Du 24 février 1989 organisant la formation des directeurs d'école. ● Du 22 février 1989 modifiant l'arrêté du 12 mars 1982 relatif à l'attribution des avances sur recettes aux œuvres cinématographiques d'une durée supérieure à une heure.

LEOTO

TOURNOI DU BARRAGE 20 FÉVRIER 1989

16 18 22 35 36 37 49

RECAPITULATIF DES POINTS DÉTACHÉS

1. 1779 40000 F

2. 102 08000 F

3. 6 35500 F

4. 12000 F

5. 900 F

6. 1800 F

7. 1800 F

8. 1800 F

9. 1800 F

10. 1800 F

11. 1800 F

12. 1800 F

13. 1800 F

14. 1800 F

15. 1800 F

16. 1800 F

17. 1800 F

18. 1800 F

19. 1800 F

20. 1800 F

21. 1800 F

22. 1800 F

23. 1800 F

24. 1800 F

25. 1800 F

26. 1800 F

27. 1800 F

28. 1800 F

29. 1800 F

30. 1800 F

31. 1800 F

32. 1800 F

33. 1800 F

34. 1800 F

35. 1800 F

36. 1800 F

37. 1800 F

38. 1800 F

39. 1800 F

40. 1800 F

41. 1800 F

42. 1800 F

43. 1800 F

44. 1800 F

45. 1800 F

46. 1800 F

47. 1800 F

48. 1800 F

49. 1800 F

50. 1800 F

51. 1800 F

52. 1800 F

53. 1800 F

54. 1800 F

55. 1800 F

56. 1800 F

57. 1800 F

58. 1800 F

59. 1800 F

60. 1800 F

61. 1800 F

62. 1800 F

63. 1800 F

64. 1800 F

65. 1800 F

66. 1800 F

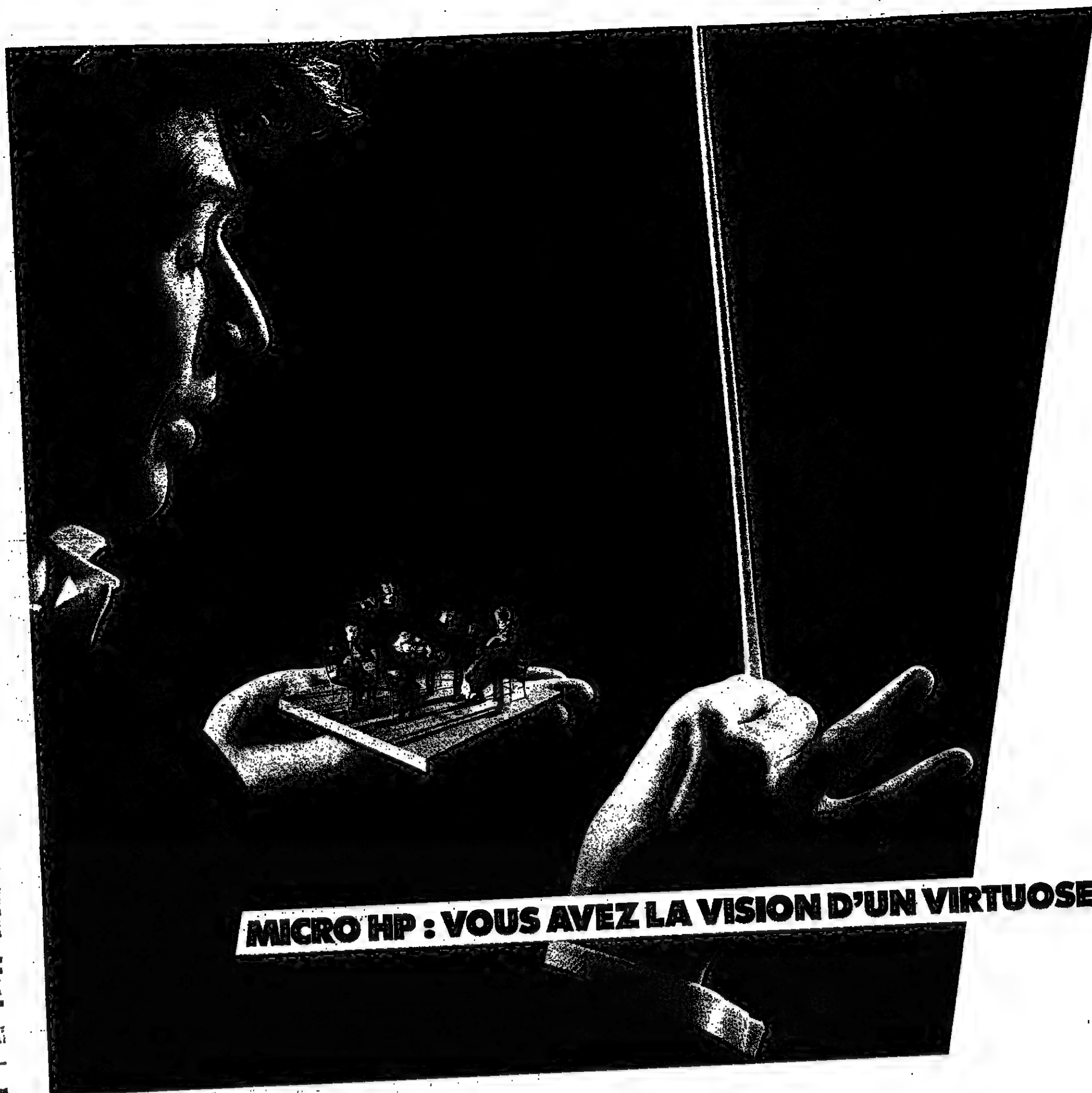
67. 1800 F

68. 1800 F

69. 1800 F

70. 1800 F

71. 1800 F



MICRO HP : VOUS AVEZ LA VISION D'UN VIRTUOSE !

HP, LA VISION GLOBALE DE L'INFORMATIQUE

Quand on a une vision globale de l'informatique, on peut donner toute sa mesure à la micro-informatique.

Hewlett-Packard, experte dans l'intégration des micro-ordinateurs, vous propose la gamme micro-informatique la plus complète et la plus cohérente du marché.

Elle privilégie les standards et s'intègre harmonieusement dans le système informatique de votre entreprise.

La qualité et la fiabilité de nos produits sont notre plus grande exigence. C'est pour cela que nous jouons déjà sans aucune fausse note dans de nombreuses entreprises.

Contactez un de nos distributeurs agréés ou téléphonez au Centre d'Informations Commerciales : (1) 60.77.42.52.

TOUJOURS AVEC VOUS

**hp HEWLETT
PACKARD**

هكذا من الأصل

Communication

L'essor de la messagerie et de la télématique vocales

Les nouvelles boîtes à paroles

Alors que la communication écrite a pleinement profité des progrès de la technologie grâce notamment à la télématique ou à la généralisation de la télécopie et du télex, la parole, reste encore le plus souvent cantonné aux réunions, au téléphone ou à la diffusion unilatérale par la radio. Mais, informatisée à l'appui, messagerie ou serveurs vocaux se proposent d'ouvrir de nouvelles... voix.

Une messagerie vocale rassemble un certain nombre de « boîtes aux lettres » (de moins de 100 sur un micro-ordinateur à plus de 10 000 sur un gros système spécifique). Chaque titulaire d'une « boîte » peut écouter les messages oraux reçus, les stocker, y répondre, envoyer des messages à un ou plusieurs correspondants, avec ou sans accusé de réception, être prévenu automatiquement de messages en attente, etc. Bref, il peut traiter son « courrier » oral quand et où il le souhaite, avec des fonctions beaucoup plus sophistiquées que celles du simple répondeur téléphonique : ainsi, tous les appels sont datés et des accès à la messagerie, on peut écouter la liste des expéditeurs pour gérer ses priorités, ou assurer bien sûr la confidentialité des informations grâce à des clés...

Ces « boîtes à paroles » ont vu le jour grâce à la baisse du coût des mémoires informatiques, car même sous forme numérique, la parole occupe un volume de stockage informatique près de mille fois plus important que le texte écrit. Leurs avantages sont multiples, quand on sait que souvent plus de la moitié des appels téléphoniques en entreprise n'aboutissent pas directement. Outre qu'il est émis à toute heure de n'importe quelle cabine, le message téléphonique est en général plus concis qu'un appel direct, tout en gardant les avantages de la voix, avec ses nuances et sans défrayer le destinataire.

Cette concision et la suppression des appels sans réponse entraî-

nent une réduction des frais téléphoniques, souligne Cyril Voldes, de la société Outside Technologies, et l'envoi à une liste de destinataires d'un même message permet par exemple à telle société de micro-informatique de prévenir dans la matinée ses deux cent cinquante agents commerciaux.

Ouvert dès 1978 aux États-Unis, le marché de l'interactivité vocale touchait, d'après *Forbes*, plus de mille entreprises et deux cent cinquante mille utilisateurs réguliers, pour un chiffre d'affaires de 600 millions de dollars, en 1987. Belle croissance ! Mais attention aux illusions, car on prévoyait 6 milliards de dollars dès 1985, les estimations ayant maintenant été prudemment ramenées à 3 milliards pour les années 90 aux États-Unis. Une étude récente du cabinet Bismarkintouch recense 50 000 boîtes vocales en France, et en prévoit 315 000 en 1993.

Le marché français a émergé doucement de 1983 à 1987, et décolle seulement maintenant, prévient Jean-Paul Vasseur, dont la société CRIS fondée en 1982 a installé le premier système interactif public à Blagnac. Car ces nouvelles technologies doivent venir s'intégrer à l'organisation existante pour vaincre des obstacles psychologiques. Selon Jean-Paul Vasseur, la messagerie vocale trouve son véritable intérêt quand elle est reliée à un automate à commande vocale, car c'est un complément évident à la téléphonie professionnelle, notamment grâce au renvoi automatique vers la messagerie en cas d'absence du destinataire d'un appel.

Au départ réservée aux grandes entreprises (IBM et Bull en sont par exemple équipées), la messagerie vocale s'ouvre maintenant aux PME ou aux professions libérales ou peut jouer une boîte vocale à partir de 200 francs par mois, et l'offre de systèmes est en main s'élargit tout en baissant les prix.

Mais la véritable percée dans le grand public du téléphone « intelligent » viendra probablement des serveurs interactifs vocaux. En pla-

nant sur les touches de son téléphone, l'utilisateur d'un tel serveur accède aux informations qu'il souhaite, et peut même répondre à un message ou commander un objet. Par exemple, Air France a un journal interne de quatre-vingt-dix rubriques, bientôt complété par des petites annonces internes avec réponse automatique.

Les usagers des transports de Biarritz peuvent, eux, s'adresser à « Cristobal ». En précisant, avec le clavier de leur téléphone leur point de départ, d'arrivée et l'heure souhaitée, ils obtiennent instantanément confirmation par la voix enregistrée et recomposée d'une hôtesses du passage d'un bus ou d'un taxi.

Electeurs au bout du fil

Antoine Canque, candidat PS à la mairie de Joux-Montiers, utilise pour sa campagne l'Agoraphone de la société Conseil Nouveaux Médias. Accueilli par un message politique, l'électeur qui téléphone peut écouter les positions du candidat sur les jeunes, la qualité de la vie, la culture, etc., avant de laisser ses coordonnées ou une question.

La vague du téléachat devrait elle aussi trouver son bonheur dans les serveurs vocaux, complémentaires du minitel ou du téléphone simple.

L'essor conjoint de la télématique et de l'interactivité vocale engendre même des hybrides. Avec le système Votex, on peut consulter sur son minitel un graphique ou un texte, et entendre en parallèle les commentaires sonores. Quant au service télématique Vocale, il transmet par une voie synthétique, à l'heure et au numéro de téléphone de votre choix, un message tapé sur votre minitel. Dernier venu sur le marché, Audiotel, le service grand public de téléconférence, lance la jeune société Genesys, innovant par sa démarche commerciale. Muni d'une carte vendue dans les bureaux de tabac, au dos de laquelle figure un numéro confidentiel, l'utilisateur peut rejoindre plusieurs correspondants déjà branchés pour converser en anglais, parler de rock ou consulter un voyant, etc., voire même son propre groupe d'intérêt. Accessible avec un simple téléphone, mais disposant aussi d'une partie minitel pour naviguer entre les services, Audiotel veut recréer pour la voix le phénomène du kiosque télématique, en hébergeant des services « édités » par des partenaires extérieurs, et en gérant globalement la facturation.

Au-delà de l'information ou des jeux, la même technologie va s'appliquer à des cours collectifs (notamment de langues) et plus généralement à tous ceux — notamment professionnels — qui veulent créer des réunions téléphoniques, ouvertes ou fermées, sans avoir à passer par les procédures et les réservations de France-Télécom.

De la politique à la formation, du commerce à l'information, le téléphone, que le minitel a peut-être trop occulté en France, a encore plus d'un tour dans son combiné.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Correspondant du « Monde » à Nancy

Jean-Louis Bemer est mort

Jean-Louis Bemer, chef de l'agence du *Républicain lorrain* à Nancy et correspondant du *Monde* pour Nancy et la Meurthe-et-Moselle, est mort le samedi 25 février. Depuis plusieurs mois, il était atteint d'une tumeur au cerveau qui, après une courte rémission, l'a finalement emporté.

Né en 1951 à Bizerte, en Tunisie, Jean-Louis Bemer fit ses études à Metz, puis à Nancy, où il obtint une licence en psychologie. C'est au retour d'un voyage au Brésil qu'il publia son premier reportage dans la *Liberté de l'Est* et commença sa carrière de journaliste comme pigiste dans plusieurs quotidiens ou hebdomadaires, avant d'entrer au *Républicain lorrain*, dont il devint en janvier 1983 le chef de l'agence nancéenne. Il était correspondant du *Monde* depuis mai 1979.

Très au fait des questions médiatiques, mais aussi passionné par le reportage, Jean-Louis Bemer était devenu, au fil des ans, un de ces journalistes complets qui font la richesse de la presse régionale. Il connaissait sa ville et son département sur le bout des doigts et savait, à l'occasion, les juger. Nos lecteurs ont d'ailleurs pu apprécier largement son talent dans le dossier spécial que le *Monde* publia en mai 1987 sur Nancy au futur, et dont il fut le principal artisan.

Jean-Louis Bemer était marié et père de Justine, dix ans, et Clément, sept ans. A ses côtés, à ses deux enfants, le *Monde* dit son émotion et sa sympathie.

Le Carnet du Monde

Décès

Nous avons appris la mort de
Henri AIGUESPERCE.

à l'âge de quatre-vingt-six ans.

(Le Monde des 26-27 février.)

(Né le 23 novembre 1922, à Bains-les-Bains (Haute-Vienne), M. Henri Aiguesperce fut instituteur en Haute-Vienne de 1922. Secrétaire général du Syndicat national des instituteurs (SNI) de ce département en 1924, il participa au congrès confédéral de réindustrialisation de Toulouse en 1930. Rattaché au MUR (Mouvement unitaire de la Résistance) pendant la guerre, il entra en 1944 au bureau d'enseignement du SNI. Il fut partie en 1945 des fondateurs de la MGSF, la Mutualité générale de l'éducation nationale, et participa en 1946-1948 avec M. Levergne, secrétaire général de la FEN, à la création des comités de parents d'élèves. Il devint, en janvier 1946, secrétaire général du SNI. A sa tête, il aura l'un des impénitents de la stratégie d'autonomie du syndicat enseignant face à la scolarisation entre la CGT et la CFT-FO mélangée. En 1948, il organisa le séminaire du SNI, se prononçant nettement en faveur de l'autonomie syndicale. Pour Henri Aiguesperce, cette autonomie ne devait être qu'une étape vers une nouvelle réindustrialisation. Entre 1954 et 1970, il fut l'un des dirigeants de SNEP, la maison d'édition du SNI, où il a publié un ouvrage, *Certains des syndicalistes*.

— Les familles Cohen, Safra, Ella, Bloch-Sigismund et Bloch, ont le profond chagrin de faire part des décès de

M. Claudie COHEN,

et de son fils

Raphaël,

survenus accidentellement au Brésil, le 17 février 1989.

— André DALMAS, législateur honoraire de la SNCF, codirecteur des *Minutiers littéraires*, le *Nouveaux Commerces*, nous a quittés le dimanche 19 février 1989.

Les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité, à Volvrie (Puy-de-Dôme).

De la part de M^{me} André Dalmas, (Marcelle Fontfride).

« Le Seigneur est mon berger, je ne manque de rien, il me fait reposer dans des verts pâturages. Il me conduit auprès des eaux reposantes, il restaure les forces de mon âme. Il me mène dans le droit chemin, pour l'honneur de son Nom. Quand l'ennemi à marcher dans la vallée des ombres de la mort, je ne craindrai aucun mal, car tu es avec moi. »

Psaume 23.

80, rue des Archives, 75003 Paris.

(Lire page 14.)

— M^{me} René Ellul, M. et M^{me} Jean-Marie Greff, M. Pierre Ellul, M^{me} Raoul Ellul, M. et M^{me} Alain Ellul et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Didelon et leurs enfants, M. et M^{me} Henri Didelon, Les familles Majorel, Ribet, Birkui, Calvet et Greff, Parents et alliés, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

René ELLUL, ancien avoué, ancien bâtonnier, avocat au barreau de l'Essonne,

survenu le 21 février 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue du Village, 91004 Evry.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 19 février 1989, de

M. Gérard FRECHE, conseiller d'Etat honoraire, commandeur de la Légion d'honneur.

Suivant la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— M^{me} René Haure, M. et M^{me} Jacques Zavaroni et leurs enfants, M. et M^{me} Christian Haure et leurs enfants, M. et M^{me} Patrice Haure et leurs enfants, M^{me} Adrienne Haure, M. et M^{me} Henri Gregoris et leurs enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

colonel **J. René HAURE**, chevalier de la Légion d'honneur, croix de combattant volontaire de la Résistance,

survenu le 20 février 1989, dans sa résidence de retraite.

Les obsèques ont eu lieu à Nay, le 23 février.

79, rue du R.-P.-Ch.-Gilbert, 93600 Aublanc, 4, rue du Cray, 64800 Nay.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Martine Conzeloup,

Nathalie, sa fille, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de trente-huit ans, de

Jean-François RETZ.

Les obsèques auront lieu mardi 28 février 1989, à 14 h 15, en l'église Saint-Etienne de Malzeville-Alfort.

Qu'il repose en paix.

— Le Seigneur a rappelé à Lui

M^{me} Jean KEYS,

née Alice Lohstein,

le 17 février 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

De la part de ses enfants : Les docteurs Roger et Pierrette Keyes-Brion, Denise et Jean-Louis Keyes, Odette Keyes-Brion, Jacqueline et Marcel Ponce, Claire et Paul Allebert, Daniel et Maryse Keyes-Brion, leurs enfants et petits-enfants.

Le service religieux a eu lieu au temple du 10 de la rue Lantane, à Lyon, et l'inhumation au cimetière de Chossay, le 20 février.

« Ses enfants se lèvent et le disent bienheureux. » (Proverbes, XXXI, 28).

31, rue du Bonaf, 69005 Lyon.
34, avenue Jean-Perron, 69007 Lyon.
14, place Jean-Macé, 69007 Lyon.
83, rue Philippe-Pabia, 69008 Lyon.
34330 Saint-Jasquier.
11 bis, avenue Joyeuse, 94340 Joinville-le-Pont.

— Les amis de Richard Roud se réuniront autour de sa famille pour honorer sa mémoire, le 28 février 1989, au The Loft, 126 Fifth Avenue, New-York, à 17 heures précises.

Richard ROUD (1925-1989), chevalier de la Légion d'honneur, chevalier des Arts et Lettres, fondateur et directeur du New-York Film Festival, 1963-1987, directeur artistique du Festival, 1987-1989.

Ses cendres seront inhumées à Boston, dans la plus stricte intimité, dans le cimetière de famille.

— Paris, Londres, New-York.

Les amis de

Richard ROUD

font part de son décès, survenu le 13 février 1989, à Nîmes, des suites d'une crise cardiaque.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— M. et M^{me} André Salesses, M. et M^{me} Raymond Salesses et leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Camille SALESSES, chevalier de la Légion d'honneur, ancien combattant de 1914-1918,

survenu brutalement, le 19 février 1989, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité.

Anniversaires

— Voilà un an,

Ghislaine COSTA,

née Mérieux,

nous quitte.

Ceux qui l'ont connue et aimée pensent à elle.

Messes anniversaires

— Le 1^{er} mars 1989,

Jean LE POULAIN, administrateur général de la Comédie-Française, disparaissait.

La Comédie-Française prie d'assister ou de s'enrôler d'intention à la messe qui sera célébrée mercredi 1^{er} mars, à 11 h 30, en l'église Saint-Roch, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

Communications diverses

— Société des études romanesques : lundi 6 mars 1989, à 17 h 15, dans la salle VI du Collège de France, conférence de M. le professeur Jean Bernard, de l'Académie française, sur « Création scientifique et création artistique et littéraire ».

— A Montpellier, le *Monde* et le Club de la presse organisent le jeudi 9 mars deux débats autour du thème : « Les affaires : la rôle de la presse », avec Edwy Plenel, à 18 h 30 avec les étudiants à la faculté de droit ; à 21 heures, avec les journalistes régionaux et les lecteurs au « Club de la presse », 1, place du Nombre-d'Or, à Antigone.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03.

Taux de la ligne M.T. : 18 F.

Toutes rubriques : 83 F.

Abonnés et actionnaires : 73 F.

Communications diverses : 88 F.

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en minuscules sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.



L'Observatoire de la vie étudiante

Annulé depuis le mois de septembre dernier par le ministre de l'éducation, le projet d'Observatoire de la vie étudiante va enfin voir le jour. Créé par un arrêté publié au *Journal officiel*, cet observatoire sera chargé d'étudier l'évolution des besoins et des aspirations des étudiants, tant pour le déroulement de leurs études que pour leurs conditions de vie matérielles, sociales et culturelles. Autant de thèmes qui ne font pas l'objet d'enquêtes et d'analyses fines et régulières et que l'on connaît mal.

Rattaché au CNOUS (Centre national des œuvres universitaires et scolaires), l'Observatoire de la vie étudiante va être doté d'un conseil présidé par une personnalité qualifiée désignée par le ministre de l'éducation et composé de vingt et un membres nommés pour trois ans (dix étudiants désignés sur proposition des syndicats étudiants, sept personnalités de l'enseignement supérieur, deux représentants des mutualités étudiantes et deux représentants des collectivités locales). D'autre part un conseil scientifique de douze membres sera chargé de lancer des appels d'offres auprès des organismes de recherche publics ou privés susceptibles de réaliser des études sur les thèmes retenus.

La mise en place effective de l'observatoire ne pourra intervenir avant le renouvellement des élus étudiants au CNOUS et au CNER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche). Dans un cas comme dans l'autre, les élections sont prévues en mars et avril prochains. Le conseil de l'observatoire devrait donc pouvoir être constitué avant la fin de l'année universitaire et être opérationnel à la rentrée prochaine.

G. C.

• ATEC Nantes

M. Alisa Damouche, qui était directeur du développement du groupe ESC Nantes, vient d'être nommé directeur général du groupe. Il succède à M. Jean-Christophe Clerget.

• Montgolfiades européennes

L'IDN de Lille organise, du 12 au 18 mai, les premières montgolfiades européennes des grandes écoles. Une entreprise et une école seront associées dans un équipage commun constitué

de deux cadres et de quatre étudiants.

Renseignements : Marie-Annick Abgrail, Clivio conseil. Tél. : 16 11 46 04-72-72.

• Ski de vitesse

Organisée par les étudiants de l'Ecole d'administration et direction des affaires et soutenue par le FNSU (Fédération nationale du sport universitaire), la cinquième Coupe de France de ski de vitesse kilométrique lancé (KL), se déroulera du 28 février au 5 mars à La Clusaz (Haute-Savoie). Renseignements : bureau des sports de l'Ecole d'administration et direction des affaires. Tél. : 40-46-08-78 ou 08-77.

Le comité Cyclopolis candidat au satellite TDF 1

Les sans-culottes de la vidéo

« Aux caméras, citoyens vidéastes ! » Axel, Bruno, Francis et les autres ont une vingtaine d'années, et l'urgence des révolutions. Pour ces fous de vidéo, la liberté se conquiert caméra au poing. Réunis en comité Cyclopolis (1), ils ont décrié, en date du 2 novembre 1988 (décembre), la révolution vidéo. Autoproclamés députés du tiers état de l'audiovisuel, ces sans-culottes ne sont pas sans culot.

Pour leur future « télévision européenne du citoyen », ils ont déposé, la semaine dernière, une demande pour une place sur le satellite de télévision TDF 1, un creneau ouvert à l'expression des 2,5 millions de vidéastes amateurs du continent. En prélude, ils ont organisé un concours vidéo sur le thème du Bicentenaire, avec la bénédiction de la mission du même nom.

Au départ, le mouvement est né d'une bande copains, communiant dans la découverte de la vidéo légère, de la caméra stylo. Comme Francis, vingt-quatre ans, ambulancier la nuit, porte-parole le jour, vélociste toujours, ils réunissent leurs « maigres » moyens, s'entraident pour partir à la pêche aux images, découvrent qu'ils ne sont pas seuls, veulent rencontrer les autres, préfigurent tenues des vertus démocratiques de leur pratique, ils ne conçoivent guère que deux attitudes face à la télévision actuelle : l'étendre ou allumer sa caméra. La première, pour être radicale, n'en est pas moins

négligée, alors va pour la seconde.

Le comité Cyclopolis collecte par exemple des « vidéos-léances », ces témoignages bruts, version moderne, en image et sur support magnétique, des anciens cahiers de doléances. Stockés, ils attendront dans une banque d'images que les historiens s'en emparent. Mais d'abord, ces « vidéos-léances » serviront de base à une réunion du tiers état de l'audiovisuel, prévue avant la fin 1989.

Les revendications ne manquent pas : des moyens de post-production, du matériel, des locaux, et des canaux de diffusion pour la vidéo. Car, explique Francis, « la liberté de faire des images n'est rien si on n'a pas la liberté de les diffuser ». C'est donc la première affirmation : que sont devenus les cahiers de doléances de la Légion d'honneur et des principes de la révolution française ? — sont déjà assurés d'un débouché au forum de Beaubourg, et le comité discute avec des chaînes. Y compris étrangères, car les cyclopolis ne veulent pas de frontières, sur la planète vidéo.

Les vidéogrammes primés au concours de Cyclopolis — fiction, pamphlet, reportage, tout est admis jusqu'à 15 min pourvu qu'il s'agisse d'un « regard original, personnel et libre sur ce que sont devenus les cahiers de doléances de la Légion d'honneur et des principes de la révolution française » — sont déjà assurés d'un débouché au forum de Beaubourg, et le comité discute avec des chaînes. Y compris étrangères, car les cyclopolis ne veulent pas de frontières, sur la planète vidéo.

M. C. L.

(1) 11, rue Labie, 75017 Paris.

Lancé par Ariane en décembre prochain

Un satellite américain au secours de la télévision directe japonaise

La société publique de télévision japonaise NHK a réservé auprès d'Arianespace le lancement en décembre 1989 d'un satellite construit par l'Américain General Electric. Ce satellite BS2X doit venir secourir les deux satellites de télévision directe déjà lancés par les Japonais, BS2A en 1984 et BS2B en 1986. Le premier est hors service, le second a connu une série d'accidents qui font craindre pour sa longévité. Or, la NHK tient absolument à assurer la continuité d'un service de télévision directe pour lequel près de 1,3 million de Japonais se sont déjà équipés de matériel de réception.

Construits par Toshiba, les deux premiers BS2 avaient une taille réduite (350 kilogrammes) pour permettre leur lancement par la fusée japonaise N II. Des contraintes qui expliquent en partie leur défaillance. Leur relève par une série plus puissante de satellites BS3 n'est prévue au plus tôt qu'à partir de 1990.

Dans l'immédiat, pour pouvoir assurer la continuité de son service de télévision par satellite — et obtenir son financement, — NHK a donc dû se résoudre à faire appel aux Américains et aux Européens. BS2X sera le quatrième satellite japonais lancé par Ariane en 1989.

كندا من الأصل

Six cents millions d'exclus

(Suite de la page 19.)

Dans les pays à revenu moyen de l'Asie du Sud-Est, la pauvreté, en baisse, reste importante. Malgré des succès en matière de développement et de démographie, l'Indonésie compte encore 60 millions de pauvres, la Thaïlande 12 millions, soit respectivement un bon tiers et environ le quart de la population.

Les Philippines, avec 35 millions de pauvres, soit 60 % de la population (contre « seulement » 40 % en 1980) sont en voie de régression économique et sociale. Seules la Malaisie, qui a suivi une politique volontariste de redistribution des revenus en faveur des populations défavorisées, et la Corée du Sud, grâce à ses progrès économiques, ont pratiquement éliminé ce type de pauvreté.

La pauvreté reste pour l'essentiel un phénomène rural. Cependant, les centres urbains et les bidonvilles se gonflent : que faire au village quand le taux de chômage/sous-emploi (sans même parler de l'insécurité) dépasse 50 % ? L'exode rural est tel qu'il faut s'attendre d'ici à la fin du siècle à une forte augmentation de la pauvreté et des problèmes urbains.

De gros projets

Depuis sa création en 1967, la Banque asiatique, comme la Banque mondiale, a traditionnellement mis l'accent sur la croissance économique, l'utilisation efficace des ressources et l'équation coût-rentabilité. Cela étant, une certaine priorité a été donnée, d'une part, au soutien des pays les plus démunis par le biais du Fonds asiatique de développement (FAD). Et, d'autre part, au financement de projets dans des « secteurs liés à la pauvreté » : développement rural (environ 30 % des prêts) et infrastructures sociales (15 %).

La BAD a fourni par ce biais plus de 7 milliards de dollars (notamment au Bangladesh, Pakistan, Népal, Sri-Lanka et à la Birmanie). Mais la Banque et son fonds ont prêté aux gouvernements, généralement pour de gros

projets. Ce fait ne garantit pas nécessairement que des groupes spécifiques de pauvres en « bénéficient », note le rapport.

Il est difficile alors de mesurer l'impact des aides. Coupant la poire en deux, les rapporteurs estiment que « la Banque a fourni d'importantes contributions » tout en affirmant qu'elle « aurait

pu faire plus en ciblant directement ses projets » : par exemple, le secteur de l'éducation primaire, « qui a l'impact le plus grand sur la résorption de la pauvreté, n'a eu jusqu'à présent qu'une faible priorité dans les opérations de la BAD ». Sur ce point et sur d'autres, l'étude apparaît comme une critique (modérée) des stratégies fondées sur les théories mécanistes du développement. Celles pour qui la croissance élève *ipso facto* le niveau de vie de l'ensemble et selon lesquelles les bénéfices d'un projet au sommet finissent toujours, par « percolation », par arroser les plus bas échelons. Or, l'expérience montre que la percolation, si elle n'est pas sans mérites, s'évapore parfois en chemin.

Les experts proposaient donc de corriger le tir, d'une part en prenant en compte la pauvreté dans les projets, traditionnels, d'autre part en complétant ceux-ci par d'autres, plus modestes, mais peut-être plus sûrs : ils conseillaient notamment de multiplier les projets à objectifs sociaux (éducation, santé, planning familial) ou les petits projets artisanaux ou commerciaux, d'accroître ceux ayant un impact direct sur l'emploi et les revenus, de prêter davantage d'attention à l'environnement, de veiller à ce que les groupes auxquels les projets sont destinés — notamment les paysans sans terre, les salariés agricoles, les petits pêcheurs, les prolétaires urbains, les femmes, les enfants ou les personnes âgées — soient

consultés et en tirent réellement bénéfice.

L'ensemble de ces propositions a été accepté en septembre 1988. Outre le constat de l'étendue du problème, la modicité initiale du programme a contribué à lever les réticences, de même que le fait que la pauvreté n'est pas un mauvais placement.

En 1983, une étude de la Banque mondiale avait en effet montré que les politiques orientées vers les secteurs très pauvres ne menaçaient pas la croissance. Au contraire, les pays qui ont suivi de telles politiques ont obtenu, en moyenne, des taux de croissance supérieurs à la moyenne. Par ailleurs, les pauvres ne sont pas des emprunteurs moins crédibles que d'autres, et les projets qui les concernent n'échouent pas plus que les autres ; enfin, investir dans l'atténuation de la pauvreté et la formation du capital humain n'est pas moins productif que d'investir dans les infrastructures, l'énergie ou l'industrie (certaines études suggèrent même le contraire).

A la BAD on n'hésite pas à affirmer : « Bien des projets de lutte contre la pauvreté étant justifiés d'un point de vue bancaire, aucune justification d'ordre humanitaire n'est nécessaire. » Et le président de la banque, M. Masao Fujioaka, de conclure par cette formule provocante et paradoxale : « L'expérience montre que les pauvres remboursent plus que les riches. »

La crise de la dette

Pourquoi avoir tant tardé et tergiversé alors qu'il était clair, depuis les années 60, que la croissance économique « per se » ne suffirait pas à vaincre la pauvreté et qu'en 1973, sous l'impulsion de Robert McNamara, la Banque mondiale avait, à grand renfort de publicité, donné la priorité à cette question ?

Le rapport de la BAD avance cette explication : « Au début des années 80, le cours des matières premières, la crise de la dette et les déséquilibres structurels sont devenus les thèmes dominants (...) la Banque mondiale semble avoir accordé plus d'attention aux programmes d'ajustement structurel (...) la pauvreté est passée au second plan. »

Elle retrouve une certaine pondération, du moins dans les déclarations d'intention, au moment où l'on constate que « les politiques d'ajustement structurel dans de nombreux pays en

développement ont compliqué la lutte contre la pauvreté, et ont même eu « un coût humain substantiel ».

Cela étant, les moyens spécifiques dont entend se doter la BAD semblent bien modestes pour l'instant. L'approche « traditionnelle et prudente » (coût rentabilité) est maintenue ; le financement et la mise en place de nouveaux projets doivent être réalisés avec les ressources bancaires et humaines existantes. Dans l'immédiat, un seul projet (petit commerce) est en voie de réalisation dans une communauté rurale aux Philippines. D'autres sont à l'étude.

A l'intérieur même de la Banque, une minorité déplore l'« approche conservatrice des finances ». Pour ceux-là, souvent frottés aux réalités du terrain et plus sociologues dans leur approche, la BAD reste « loin d'un véritable engagement pour le développement ». Certains parlent du nouveau programme comme d'un « simple prétexte ».

Une mobilisation des excédents

D'autres espèrent que les Européens qui siègent au comité de direction, plus sensibles, semble-t-il, à cette dernière approche, parviendront à influencer leurs collègues américains, japonais et australiens. D'autres encore rêvent de « mobiliser les excédents financiers du Japon et de Taiwan pour le développement de l'Asie plutôt que pour soutenir le niveau de vie des États-Unis ».

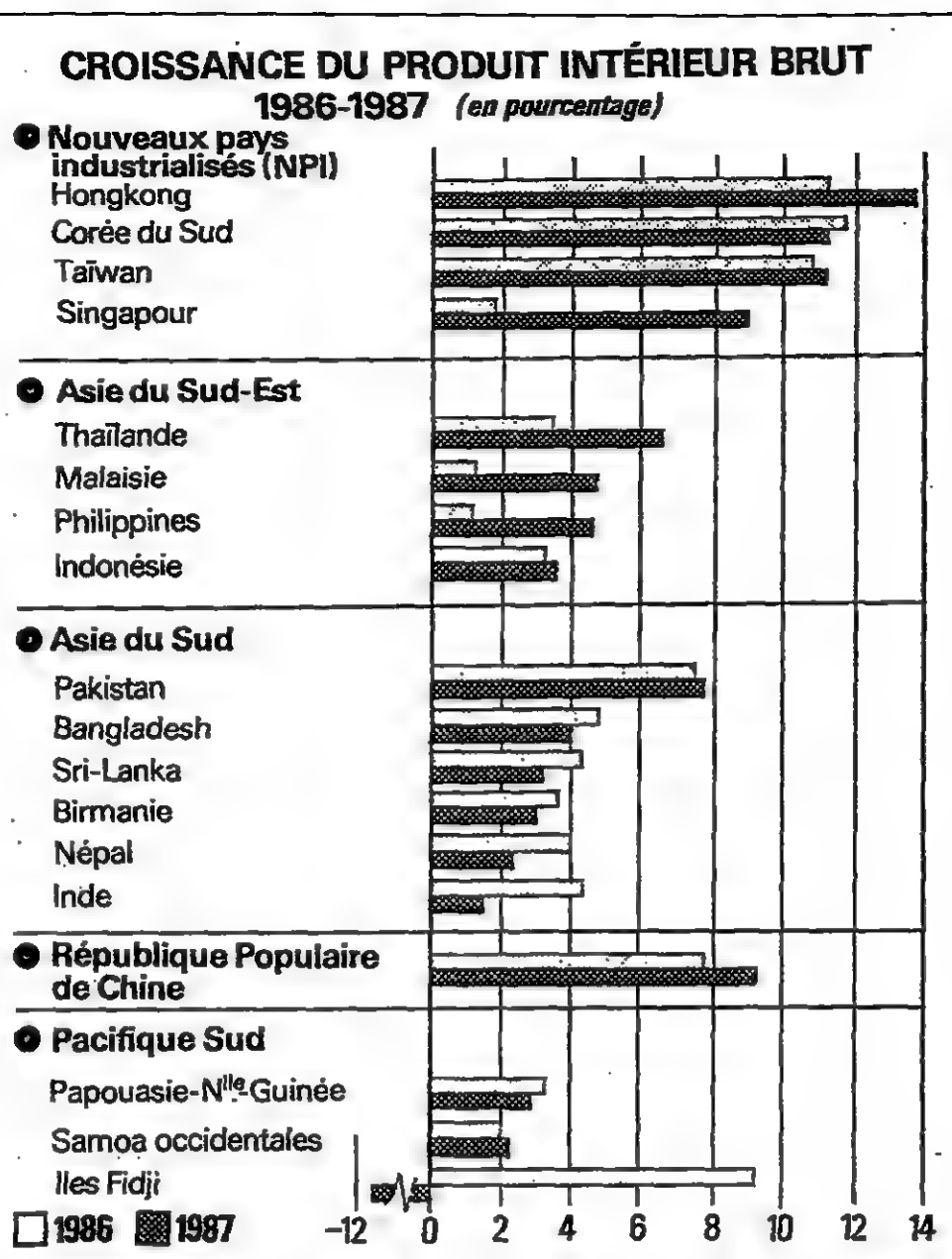
Plus sobrement, un dirigeant fait remarquer : « La BAD n'est que l'un des partenaires du développement, loin derrière les gouvernements, il serait erroné d'attendre tout d'elle. Son rôle dans cette affaire, compte tenu du type d'opérations auxquelles elle est astreinte, ne peut être que minimal » (2).

A la direction de la Banque, on semble beaucoup compter sur l'« effet de démonstration » et sur le rôle de catalyseur que la BAD entend jouer à l'occasion du « dialogue sur les politiques » qu'elle poursuit avec les gouvernements. Par le biais de ce dialogue, dans lequel elle se trouve en position de force, la BAD pousse un autre de ses thèmes favoris, celui de la promotion du secteur privé. L'expérience asiatique aidant, c'est un « outil » que l'on juge particulièrement approprié à la promotion du développement.

De Manille

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(2) D'après certaines études, il faudrait au minimum 2 milliards de dollars par an jusqu'à l'an 2000 pour éradiquer la pauvreté en Asie.



RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 2920/DMP

1) L'Office national des télécommunications de CÔTE-D'IVOIRE a obtenu un prêt de la BIRD en différentes monnaies pour financer le coût du projet portant sur la remise en état du matériel et le renforcement de la maintenance.

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce prêt sera utilisée pour effectuer les paiements au titre du projet portant sur la fourniture et l'installation d'un système de contrôle des émissions radioélectriques en Côte d'Ivoire.

2) L'Office national des télécommunications invite par le présent avis d'appels les candidats admis à concourir à présenter leurs offres sous pli fermé pour la fourniture et l'installation d'un système de contrôle des émissions radioélectriques au sein de l'ONT.

3) Les candidats admis à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les dossiers d'appel d'offres dans le bureau du chef de service des marchés sis au douzième étage de Postel 2001, porte 12-07, tél. : 34-67-61 ou 34-66-12, télex n° 23790 ou 23750, Abidjan.

4) Tout candidat admis à concourir intéressé par le présent avis pourra acheter un jeu complet de documents d'appel d'offres, sur demande écrite au service ci-dessus ou après consultation des cahiers des charges et moyennant paiement d'un montant non remboursable de 200 000 F CFA.

5) Toute offre doit être accompagnée d'un cautionnement de soumissions d'un montant égal à 1,5 % du montant total de la soumission. Ce cautionnement doit être déposé en même temps que les offres au service des marchés sis à l'immeuble Postel 2001, porte 12-07, Abidjan-Ci, au plus tard le 13 mars 1989, à 17 heures, délai de rigueur.

6) Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, le 14 mars 1989, à 15 heures, à la rotonde de la Cité financière à Abidjan-Plateau.

à quoi pensent les philosophes

Où sont les philosophes aujourd'hui en France, que regardent-ils et en quoi répondent-ils à nos interrogations, à nos problèmes collectifs et individuels ?

Un numéro exceptionnel avec H. Gouhier, E. Levinas, J.T. Dessanti, P. Ricoeur, Y. Belaval, J. Habermas, J. Derrida, R. Thom, C. Lefort, J.L. Nancy, F. Jacques...

256 pages, 85 F. En librairie.

éditions

LES "INTROUVABLES" SE TROUVENT

Chez les meilleurs libraires et aux Éditions d'Aujourd'hui 83120 PLAN DE LA TOUR (Var) Catalogue gratuit de 300 titres de références épuisés et réédités.

Priorité au privé

SOUÇIEUSE d'accroître le développement économique des pays asiatiques, forte de remarquables succès régionaux en la matière et sensible aux intérêts américains-japonais, la Banque asiatique de développement (BAD) a mis l'accent, ces dernières années, sur les vertus du secteur privé, par le biais de prêts directs aux entrepreneurs, l'extension du marché des capitaux et la promotion de la privatisation. L'approche économique rejoint ici les préoccupations financières et politiques.

Jusqu'aux années 70, les projets de développement concernaient essentiellement le secteur public. Les capacités des entrepreneurs et les ressources du secteur privé, limitées les unes et les autres, permettaient rarement qu'il en soit autrement. La situation a changé, et bien des pays d'Asie souhaitent dorénavant que le privé joue un rôle important, sinon prépondérant, dans leur développement.

L'évolution doit beaucoup aux succès des pays nouvellement industrialisés (les « tigres »), fondés sur des politiques faisant la part belle à l'initiative et à la compétitivité du secteur privé, notamment en matière d'exportations de produits manufacturés. Dans la même temps, les économies à planification centralisée connaissent bien des débâcles et, par ailleurs, nombre d'entreprises étatisées multiplient les contre-performances,

aggravant les déficits budgétaires. M. Masao Fujioaka, le président de la BAD, s'inquiétait récemment de l'érosion des ressources du secteur public dans certains pays d'Asie. « Alors que la dette augmente, les revenus des investissements financés par les emprunts sont bien minces. (...) Dans certains pays, la quasi-totalité des dépenses de développement du secteur public est financée par des emprunts. » Il appelle les gouvernements à « faire de grands efforts pour promouvoir l'initiative et l'ingéniosité du secteur privé ».

Un rouage essentiel

La BAD multiplie les efforts dans ce sens. D'abord, par une politique de prêts directs au secteur privé : 3 milliards de dollars, depuis quelques années, sur un total de 21 milliards. Les représentants de l'administration Reagan révalent de faire plus, voire de ne prêter qu'au privé. Mais, dit M. Fujioaka, « leur position était trop idéologique. Ils se sont retrouvés isolés. Pour nous, le secteur privé est un rouage essentiel du développement, mais ce n'est certainement pas le seul. »

Des mesures ont été prises, ou seraient sur le point de l'être (au Pakistan, aux Philippines, en Thaïlande, au Népal, en Corée du Sud, au Bangladesh), pour déna-

tionniser certaines entreprises. Aux Philippines, la BAD conseille la compagnie aérienne nationale à cette fin.

Enfin, du côté des marchés de capitaux, qui restent souvent modestes, diverses tendances se font jour : développement de nouvelles institutions financières et de nouveaux instruments, etc. Elles devraient s'accroître d'ici à la fin du siècle. Les marchés de capitaux se développent même dans les pays d'économies socialistes, comme la Chine. « Tout le monde y vient », remarque avec satisfaction M. Stanley Katz, vice-président américain de la banque, qui parle de « défrichage des économies planifiées » face à la loi du marché.

Pour faire avancer la cause du privé, la BAD multiplie les séminaires, les conférences et l'assistance technique. A Manille, elle contribue, avec Merrill Lynch et Crédit Suisse First Boston, au développement du marché boursier. Elle dispose aussi, grâce au dialogue qu'elle entretient avec ses affiliés, d'un « levier pour influencer les politiques et induire le changement ».

Toutefois, en dépit d'un intérêt réel, les exemples de privatisation restent limités dans les pays concernés. La tâche, dit-on, « ne sera pas aisée ». Et l'on cite — cas extrême — l'Indonésie où le mot privatisation serait toujours tabou. Bref, la région va « dans la bonne direction », mais le chemin à parcourir, pour diverses raisons, reste encore long.

R.-P. P.



LE PASSIF SOCIAL DES ENTREPRISES

De la cigale à la fourmi

Les seules indemnités de départ représentent une dette supérieure à 400 milliards de francs qu'il faut financer à long terme

par JEAN-PAUL GIRES (*)

échéance : très peu d'entre elles avaient pris la précaution de financer progressivement leurs engagements au fur et à mesure qu'ils apparaissaient.

La prise de conscience de cet enjeu en terme de gestion financière se fait pour toutes les grandes entreprises françaises. Le législateur a imposé en juillet 1985 d'indiquer dans l'annexe du bilan le montant des engagements différés. Les entreprises découvrent, en faisant effectuer leurs études actuarielles, le montant de leur dette sociale. Les sommes en jeu apparaissent tout à coup considérables.

Une estimation globale des seules indemnités de départ fait ressortir, pour l'ensemble des entreprises du secteur privé, une dette supérieure à 400 milliards de francs actuels. Selon René Ricot, président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, sur un échantillon de grandes entreprises, les engagements sociaux différés peuvent représenter jusqu'à 30 % des capitaux propres.

D'ailleurs, en 1987, 10 % des entreprises cotées n'avaient pas encore satisfait clairement à leur obligation de mentionner au bilan le montant de leurs engagements.

Cependant, l'internationalisation de l'économie française, les besoins de financement, les projets de développement industriel et d'acquisition, la séduction des nouveaux instruments financiers amènent les entreprises françaises à vouloir intervenir sur les marchés étrangers.

C'est là qu'elles découvrent la rigueur des normes anglo-saxonnes de comptabilité : les règles prudentielles, notamment la FAS n° 87 aux États-Unis, rendent obligatoire l'évaluation de tous les engagements différés, ainsi que leur financement. C'est une exigence de transparence à l'égard des actionnaires à laquelle les analystes américains sont très sensibles.

Une exigence de transparence

Or les indemnités de fin de carrière et les prestations des retraites-maison constituent bien des engagements différés. Les droits sociaux naissent progressivement chaque année pendant la vie professionnelle du salarié. Les dépenses n'apparaissent que plus tard, soit au moment du départ à la retraite, soit sous forme de versements de pensions pendant toute la vie du retraité et de son conjoint. Jusque-là, les entreprises s'étaient contentées, sauf rares et méritoires exceptions, de régler, sous forme de charges d'exploitation, les pensions venues à

LES entreprises françaises sont en train de découvrir un aspect de leur passif. Non pas qu'il s'agisse de quelque chose de nouveau, mais plutôt d'un élément de leur dette qui avait été négligé, et même le plus souvent oublié. Tout vient d'avantages sociaux, le plus souvent accordés ou négociés il y a longtemps.

Entre les deux guerres mondiales, les retraites n'étaient pas très élevées. Des entreprises du secteur secondaire ont mis à profit leur prospérité pour créer des régimes de retraite-maison pour leur personnel. Après la Libération, alors que le nouveau système de retraite par répartition commençait à se déployer, les partenaires sociaux ont négocié le versement d'indemnités de fin de carrière. Ces indemnités ont été progressivement étendues par les conventions collectives.

Des accords particuliers d'entreprise en ont souvent élevé le montant, et la loi de mensualisation de 1978 les a rendus obligatoires pour tout le secteur privé. Puis les entreprises du secteur tertiaire, en plein développement, notamment les banques, ont mis en place, elles aussi, de nouvelles retraites « maison ». Plus récemment, les perspectives peu encourageantes d'évolution des régimes de répartition des cadres ont fait apparaître dans beaucoup d'autres entreprises des retraites complémentaires par capitalisation, notamment pour les cadres supérieurs.

l'évolution. Tôt ou tard, et probablement dans un délai assez bref, le législateur, rejoignant la doctrine prudentielle, constatera le caractère obligatoire du financement.

La solution classique

Pour financer cette dette sociale à long terme, les entreprises disposent de deux techniques. Elles peuvent d'abord constituer des provisions au passif du bilan par prélèvement sur les fonds propres ou dotation par le compte de résultats. Cette solution classique laisse toute souplesse de gestion, aucun isolement d'actif n'étant exigé en contrepartie de la provision. Mais elle n'apporte pas d'avantage fiscal, la dotation par le compte de résultats n'étant pas déductible de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

L'entreprise peut aussi faire appel à la technique de l'assurance-vie. Les primes sont alors déductibles. Si les provisions constituées ne sont pas disponibles pour d'autres fins, les solutions sont particulièrement souples (1). Selon les cas, l'entreprise attendra de l'assurance-vie une gestion financière traditionnelle axée essentiellement sur la sécurité ou bien elle pourra souhaiter une gestion active de la dette, en considérant qu'il s'agit d'un passif à long terme. L'objectif de la gestion du

passif social sera alors, comme pour la dette financière, de réduire progressivement le coût réel des engagements sociaux, par l'utilisation d'instruments financiers appropriés et des opportunités successives d'arbitrage.

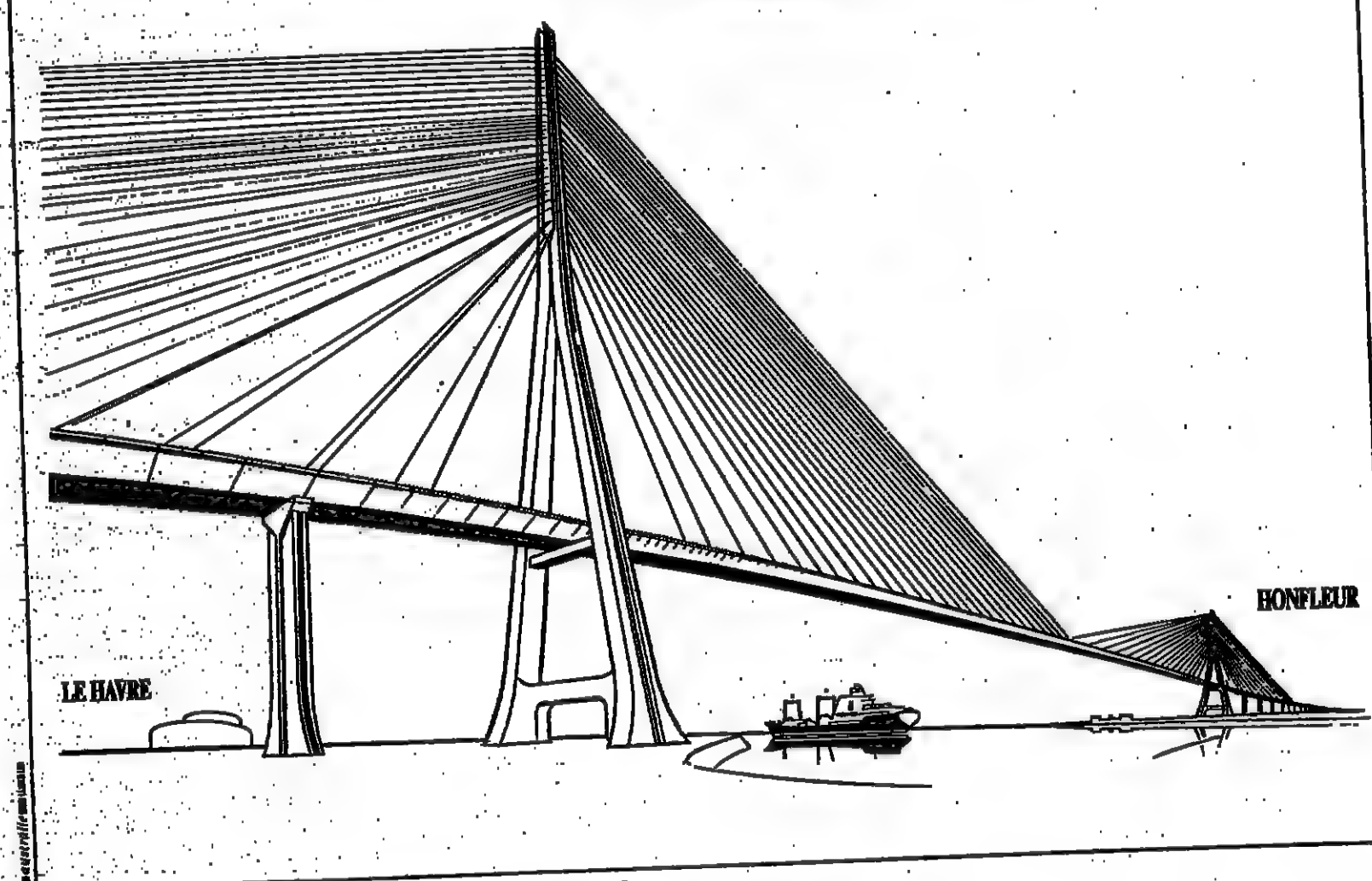
Les entreprises françaises après une longue vie de cigales insouciantes en la matière apprennent ainsi à devenir fourmis laborieuses, à cesser de laisser le travail consommer, au lieu d'enranger, à grignoter inlassablement la valeur actuelle de leur dette sociale. Elles se sont lourdement endettées dans la décennie passée. Pendant un premier temps, la dette a été peu gérée ou même pas du tout, l'énergie déployée étant essentiellement consacrée à l'actif du bilan.

Des entreprises pilotes, sous l'impulsion de dirigeants financiers, ont ensuite appris à gérer activement leur dette financière. Un certain nombre se sont équipées ou ont eu accès à des moyens de gestion qui leur permettent d'agir avec une grande pugnacité pour réduire leur dette financière, comme elles le faisaient déjà pour leur trésorerie longue.

Voici maintenant la dette sociale, c'est un pas de plus dans « la financiarisation » de la gestion des entreprises qui justifie la thèse de l'indissociabilité des aspects industriels et financiers dans l'économie moderne.

(1) Cf. Bulletin du Centre d'information sur l'épargne et le crédit, n° 112, déc. 1988.

LE PONT DE NORMANDIE.



LE CRÉDIT LOCAL DE FRANCE FINANCE LE PLUS GRAND PONT A HAUBANS DU MONDE: LE PONT DE NORMANDIE.

Le Crédit Local de France, aux côtés des Caisses d'épargne Écureuil, de la Banque Européenne d'Investissement et d'autres établissements financiers, participe à la réalisation du pont de Normandie, un ouvrage ambitieux réalisé et exploité par la Chambre de commerce et d'industrie du Havre.

Le Crédit Local de France, principal banquier de l'opération, a été choisi pour coordonner des financements par emprunt qui représenteront près de 1,2 milliard de francs.

Le montage financier mis au point par le Crédit Local de France est à l'échelle de ce grand projet. Il permet d'adapter le profil de remboursement des prêts à l'évolution des recettes d'exploitation, et apporte une sécurité financière optimale aux collectivités garantes : région de Haute-Normandie, départements du Calvados, de l'Eure et de la Seine-Maritime.

Avec le pont de Normandie, le Crédit Local de France contribue au développement économique de toute une région ouverte sur l'Europe.

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE : Le banquier des ambitions locales.



GRUPPO
CASSA DEI DEPOSITI E CONSIGNAZIONI

DECLARATION REDUCTIONS D'IMPOT

L'IMPOSITION
DES REVENUS
François Kultakos

Comment déclarer
ses revenus?
Comment bénéficier
des réductions d'impôt?
228 pages, 210 F

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

ENCYCLOPEDIE
DELMAS
POUR LA VIE
DES AFFAIRES

O-YOUNG LEE SMALLER IS BETTER

Miniaturisation
et productivité japonaises

« A l'obsession de la miniaturisation dont font preuve les Japonais, l'auteur propose une explication sans complaisance, qu'il faut remonter bien en deçà de l'ère industrielle : tout le réductionnisme japonais, provient d'une volonté forcée de domestication de la nature, qui se trouve comme sublimée dans le minutieux arrangement du jardin japonais ou le patient domptage des racines du bonsaï. » Jean Boumme (préface)

144 pages, 180 Francs



MASSON

هكذا من الأصل

La chronique de Paul Fabra

L'argent de l'orgueil

A l'heure où la France ne parle que de l'argent (encore plus que d'argent), il ne faudrait tout de même pas oublier que l'argent facile n'est pas toujours facile à gagner et qu'il se perd facilement. Dans le récit haut en couleur qu'ils nous donnent d'une OPA qui restera sans doute pour longtemps le « cas d'école » par excellence, Bruno Desbordes et José-Alain Fralon ont mille occasions de nous rappeler cette vérité (1). Nos deux auteurs — qu'on nous permette de le dire sans fausse modestie dans les colonnes de ce journal — sont orfèvres : ils avaient suivi pour le Monde, pas à pas, le développement de cette extraordinaire saga des affaires que furent la tentative échouée de prise de contrôle de la Société générale de Belgique (SGB) par Carlo De Benedetti et la victoire finale du « chevalier blanc » (ou gris), la Compagnie financière de Suez.

Cette affaire, nos auteurs la voient comme un « polar financier ». C'est sous cet angle qu'ils traitent d'abord leur sujet, apportant du même coup la démonstration que le lecteur se laisse toujours entraîner dans une aventure dont il connaît la fin, pour peu que l'écrivain sache tenir sa plume. On doit, pour une raison bien simple, leur savoir gré de ce parti pris : l'histoire racontée est en soi suffisamment riche en épisodes insolites, suffisamment éblouissante à force de révéler les caractères et les mobiles des personnages pour que la première chose qu'on exige d'un livre comme celui-là soit de nous en livrer la trame. On n'est pas déçu. Profitant de l'air nouveau qui semble bien régner à Paris depuis quelques années, et grâce auquel on parle et on écrit plus librement, le livre de Bruno Desbordes et José-Alain Fralon, est désormais bradé. D'où l'éveil de nouvelles et irrésistibles tentations. Tel est le cas notamment pour les « parts de réserve » (actions) de la Société générale de Belgique, achète, sans prévenir ses dirigeants,

Bien que le recul du temps leur ait manqué pour procéder à une analyse en profondeur de l'événement, et que l'éditeur, on en a le soupçon, ait rogné au

maximum sur celui qui leur était imparti, nos auteurs ont cherché aussi à mettre leur sujet en perspective, ils parviennent, en tout cas, et c'est déjà beaucoup, à nous fournir quelques clés d'interprétation qui permettent de s'y retrouver plus aisément à travers une intrigue particulièrement tordue. Mais, comme on dit, c'est l'aspect humain qu'ils ont privilégié. Le titre, *Les Milliards de l'orgueil*, était à lui seul un programme : la promesse a été tenue. Comme c'est le cas pour tous les portraits ressemblants, les intéressés ne s'y reconnaîtront sans doute pas, mais ceux qui les ont approchés de près ou de loin donneront spontanément raison aux peintres.

Avant l'entrée en scène des personnages, le décor et le rappel des circonstances dans lesquelles vont se dérouler leurs affrontements. Une bataille boursière de cette ampleur, mettant en jeu des sommes qu'aucun des protagonistes, au départ, ne se serait cru capable, et encore moins désireux, de mobiliser, n'aurait probablement pas eu lieu sans le krach d'octobre 1987. Celui-ci, loin de calmer la spéculation financière, l'aurait plutôt attisée.

C'est là une notation qui vaut bien des développements théoriques : le krach comme prolongement, voire comme amplification de l'euphorie financière qui l'a précédé. Une époque pendant laquelle, à en croire un grand patron français, Didier Pineau-Valencienne, « il n'y a qu'à se baisser pour trouver des milliards ». A la faveur de l'effondrement des cours des actions, « ce qui était naguère insabordable, nous disent très bien Bruno Desbordes et José-Alain Fralon, est désormais bradé ». D'où l'éveil de nouvelles et irrésistibles tentations. Tel est le cas notamment pour les « parts de réserve » (actions) de la Société générale de Belgique, achète, sans prévenir ses dirigeants,

Parallèlement, le groupe Cerus, qui gère les opérations internationales du « Condottiere » (en Italie, on l'appelle plus simplement *ingénieur*) et que dirige Alain Minc, prend à bon compte le contrôle d'une petite banque d'affaires, Duménil-Labé. Cet établissement est le type même de société dont les responsables ont su tirer le parti maximum de la libéralisation des marchés financiers opérée à partir de 1984 par Pierre Bérégovoy. En 1987, il déclare un bénéfice net consolidé supérieur au chiffre d'affaires qu'il faisait trois ans auparavant !

Comme dans les bons romans, Carlo De Benedetti apparaît comme faisant partie intégrante du milieu dans lequel on le voit évoluer. De lui, nos auteurs nous assurent qu'il est bien un enfant du boom financier des années 80 car c'est sur le marché que l'homme d'affaires va chercher les fonds qui sont nécessaires à ses ambitions. (Le marché, dit-il, a été ma base.) Peut-être parce que ce personnage de haut vol, héros malheureux (dans la mesure où son orgueil a été blessé) du roman vrai qu'on nous raconte, n'a pas besoin, comme on dit, d'être présenté, nos auteurs s'abstiennent d'en faire le portrait en pied. Mais de cet homme qui a séduit plus d'un membre de l'establishment dont De Benedetti se déclare l'adversaire, il est dit, au moment où il va se jeter sur sa proie : « Qu'il est joli garçon, l'assassin de papa... »

A méthode de Carlo De Benedetti, la voici résumée : « Prendre le pouvoir avec un minimum d'argent ; le moyen, c'est la persuasion et la séduction. » Cela ne veut évidemment pas dire que l'homme d'affaires cherche à persuader autrui de ce dont il n'est pas lui-même convaincu. Mais il faut, comme sur les marchés, pour séduire, savoir innover. Beaucoup de culot peut aider, et savoir parler de soi sans ennuyer. Carlo De Benedetti se présente volontiers comme un « patron de gauche ». La question qui se pose — et que nos

auteurs s'abstiennent de poser expressément — porte sur le sens de cette expression quand il s'agit — cela n'est pas un reproche — de gagner de l'argent, beaucoup d'argent. Quand on lui dit qu'il a la réputation d'être un patron de gauche, Jérôme Seydoux répond : « Cette expression ne veut rien dire. Il y a des patrons qui savent diriger leurs entreprises, et les autres. » (Cela non plus, précisons-le, ne se trouve pas dans le texte.)

Mais les ressorts de l'action, on les trouve tout aussi tendus à l'échelon des *alter ego*, de collaborateurs proches. La description des boys de Carlo De Benedetti est saisissante, comme le seront un peu plus loin celles des chefs de file de la finance belge et des membres de l'état-major de Suez. Il arrive que les plus entrepreneurs — ou les plus agressifs — ignorent les vieux interdits. C'est ainsi que le patron de Duménil-Labé est passé « sans le moindre scrupule » de la direction du Trésor, où ce brillant énergumène travaillait, chez Duménil, dont il avait, en tant que haut fonctionnaire, patronné l'introduction au second marché. Si on peut parler du règne de l'argent comme d'une nouveauté, c'est peut-être à cause de tels comportements.

On l'a compris, on n'est pas en présence d'un lourd ouvrage à thèse. Enons que le livre en contient une : l'opposition entre les « capitalistes de marché » type Benedetti et le « capitalisme de réseaux ». L'aventure de la Société générale de Belgique est née de l'initiative d'un capitaliste de marché se lançant à l'assaut d'une société incarnant le capitalisme de réseaux. « On peut être manager, protéger son capital non par sa possession mais par la multiplication des réseaux d'amitiés ou d'intérêts, ne pas risquer sa fortune personnelle, et pourtant être « bon ». Voilà comment, selon nos auteurs, les dirigeants de Suez définissent eux-mêmes le capitalisme de réseaux.

Il n'empêche que l'OPA ratée de Carlo De Benedetti aura obligé le groupe français à sortir de sa réserve et le groupe belge à secouer ses vieilles habitudes. « Le système Générale (Belgique), c'est, selon la formule ici citée dans un hebdomadaire belge, la cooptation dans l'establishment ». René Lamy, président de la SGB, aurait pour sa part déclaré (avant l'OPA) : « Tant que je serai gouverneur (titre que porte le président de la SGB), il n'y aura pas d'actionnaires autour de la table. » Cela surtout a changé du tout au tout. Aujourd'hui, la Compagnie financière de Suez, actionnaire majoritaire, est entrée en force dans les organes dirigeants de la SGB. C'est elle qui a placé à la tête des opérations le Français Hervé de Camroy.

COMMENT Suez en est venue à prendre la tête du parti anti-De Benedetti, comment Étienne Davignon a su rattraper les incroyables fautes de tactique commises par les dirigeants traditionnels de la SGB, comment la Banque Lazard (que nos auteurs introduisent par un amusant raccourci : « La Banque Lazard sont qu'elle va faire des affaires... ») a su de main de maître diriger par ses conseils les opérations, tout cela nous est raconté, et bien d'autres choses. Au travers de ces épisodes, c'est finalement à une réflexion d'ensemble sur les modalités du contrôle par le capital que nous convie Bruno Desbordes et José-Alain Fralon : « Le paroxysme des réseaux, ce sont les réseaux d'actionnaires privilégiés chargés de garantir la pérennité du capital des entreprises privatisées telles que les « choisies » Edouard Balladur », écrivait-il. Et d'ajouter : qu'à l'opposé de ce système se trouve celui de « l'actionnaire de référence », autrement dit du bloc unique de contrôle. L'actionnaire de référence, une expression que l'on doit à l'entourage de Carlo De Benedetti.

(1) *Les Milliards de l'orgueil*, de Bruno Desbordes et José-Alain Fralon, collection « Au fil du sujet », Editions Gallimard, 236 pages, 90 francs.

DU DÉCLIN AU REGAIN...

Fragilité française

(Suite de la page 19.)

Depuis 1987, et surtout 1988, des progrès sont indiscutables. Le plus important, à nos yeux, est que, grâce aux investissements productifs, l'insuffisance et la rigidité de l'offre industrielle, faiblesses majeures de ces dernières années, se dissipent partiellement, bien que les taux de croissance de la production manufacturière soient nettement inférieurs, de 1980 à 1988, à ceux de la RFA, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, sans parler du Japon.

Comme il est logique, les exportations ont pu repartir, stimulées par la demande mondiale et par la modération des hausses de prix. Un autre indice prometteur à long terme est que la France, en 1988, paraît occuper de nouveau une position d'investisseur net à l'étranger, ce qui est conforme à ses intérêts internationaux et va améliorer sa balance des revenus de capitaux.

Une sérieuse inquiétude

Si l'on considère, en simplifiant à l'excès, que le niveau de l'emploi est une résultante macroéconomique indépendante de son coût, et commandée par la situation de l'investissement et le taux d'expansion compatible avec l'équilibre de la balance, la seule ombre sérieuse au tableau resterait alors le déficit courant, source de la fameuse contrainte extérieure. Mais cette contrainte n'est-elle pas elle-même en voie de desserrement, du fait de la reprise de l'exportation et du caractère

productif des importations de biens d'équipement ?

On ne manque pas d'arguments pour minimiser l'importance du déficit, en faisant valoir qu'il est marginal par rapport au PNB, et qu'il ne représente guère plus que quelques milliards par mois, chiffres tolérables pour une économie en croissance. En outre, le déficit commercial, en bonne théorie économique, peut être considéré comme un apport momentané d'épargne réelle en provenance des économies étrangères, aidant l'investissement interne et limitant les pressions inflationnistes. Enfin le déficit des uns, dira-t-on, stimule l'exportation des autres, et, dans un monde interdépendé, ces problèmes comptables sont de portée secondaire.

Nous accueillerions sans réticence ces idées rassurantes si, dans le cas français, le montant du déficit comptait moins que sa structure, ses caractéristiques, et ce qu'il révèle de l'appareil productif, sinon de la mentalité française. L'inquiétude provient, on le sait, de ce que le solde industriel, déjà négatif, s'est nettement dégradé en 1988, et qu'il est insuffisamment compensé par les surplus agro-alimentaires et les excédents des services. Qui plus est, les taux de couverture industriels français sont, avec une parfaite régularité, plus faibles vis-à-vis des pays de la CEE à douze qu'ils ne le sont globalement à l'égard du monde.

On peut tirer de cela, tout d'abord, des motifs sérieux de préoccupation sur les possibilités pour la France de faire face, dans

l'avenir, à l'ouverture des marchés européens. On retire aussi de l'étude du commerce extérieur français en longue période l'impression que l'économie française ne s'est pas, depuis vingt ans, délivrée des démons de la facilité ou de l'erreur.

La spécialisation internationale de l'économie française, comme l'ont montré de nombreuses études, brille par deux caractéristiques. En premier lieu, elle s'illustre par sa faible intensité, sa platitude. Les excédents, comme les déficits sectoriels sont timides (sauf pour les céréales, les bois, l'aéronautique), montrant le refus ou la difficulté d'engagements dans des spécialisations industrielles affirmées. En second lieu — et cette observation concorde avec la précédente — elle se caractérise par l'importance et la constance remarquable des échanges croisés (exportations et importations) de produits similaires de qualité semblable à des prix similaires. Ceux-ci représentaient, en 1978, 46 % du commerce total de produits manufacturés, hors énergie et armement, 46 % encore en 1984 et 46,5 % en 1987.

Les faiblesses structurelles

Ces échanges constituent une sorte de ventre mou du commerce extérieur français, dont le volume relatif est stable mais le contenu changeant. Ils concernent des produits fortement concurrentiels et ne bénéficiant pas d'avantages comparatifs clairs. L'insuffisance et les difficultés, en particulier, de la production française de biens d'équipement, professionnelle, à pour résultat, tout comme en Grande-Bretagne, de rendre l'investissement des entreprises plus fortement tributaire de l'importation que l'investissement allemand, qui a moins besoin dans ce domaine crucial d'apports extérieurs.

Toute expansion entraînant la reprise de la formation de capital fixe est donc, toutes choses égales par ailleurs, plus fragile, créant en même temps des déficits français et des excédents allemands. Il en est malheureusement de même

par l'expansion de la consommation des ménages...

Un tel état de choses présente un aspect structurel. Les racines en sont probablement très anciennes. Depuis le dix-neuvième siècle, l'économie française a toujours entretenu l'ambition, autant qu'il est possible, de tout produire, donc de ne pas se spécialiser : équilibre harmonieux — agriculture et industrie, — labourage et pâturage, sont des romances qui ont toujours connu le succès.

La sensibilité française donne le plus souvent la priorité à la défense du marché intérieur contre la pénétration des importations étrangères, plutôt qu'à la surveillance et l'extension des marchés extérieurs. L'Etat a tendance à boucher les trous, au fur et à mesure qu'ils se présentent, par divers types de protectionnisme. Cependant l'adversaire, utilisant alors une stratégie indirecte, s'empare des parts de marché extérieures, qui ne peuvent évidemment être protégées par des quotas français, ou s'introduit par ses investissements sur le territoire, ou dans des pays de la même union douanière.

Ces constatations laissent douter que l'équilibre extérieur français puisse cesser, pendant une longue période, d'être fragile, malgré les progrès d'aujourd'hui. Le redressement d'une mauvaise spécialisation passe par des milliers de décisions décentralisées, prises à partir des signaux du marché, plutôt que par des politiques industrielles dont les justifications sont souvent discutables.

Or l'Etat français a toujours été, peu ou prou, un « Etat ambiteux », mais borné dans ses succès par ses tendances à déborder ses limites et à se contredire dans ses impulsions, accroissant ainsi la complexité et l'incertitude qu'il a pour mission de réduire. Il manifeste plus de dispositions pour la superposition des institutions, des commissions, des rapports, des impôts, des subventions, que pour la définition de perspectives claires et la pratique, en même temps qu'un certain scepticisme, d'une véritable discipline des talents et des volontés qui le rendrait, enfin, plus efficace.

B. LASSUDRIE-DUCHÊNE.

BIBLIOGRAPHIE

« La politique commerciale des grandes puissances face à la crise », de François David

Règles et enjeux

GUERRE des hormones ou des puces, frissons des marchés financiers à la publication des résultats du commerce extérieur américain, craintes nées de l'arrivée de nouveaux concurrents venus d'Asie... Des feux de l'actualité ont fait entrer les échanges internationaux dans la vie quotidienne. Une arrivée fascinante mais récente qui recouvre des bouleversements profonds, parfois mal perçus par le grand public, même s'ils marquent, depuis trente ans, une internationalisation croissante des économies.

Dans un livre volontairement didactique et illustré de nombreux tableaux, François David dresse un état des lieux pour permettre à chacun de mieux comprendre des enjeux rendus complexes par de nouveaux rapports de forces. Entre la RFA, le Japon et les Etats-Unis — dont le poids dans les échanges mondiaux a, comme leur primauté, perdu de sa superbe, — de nouvelles règles du jeu se dessinent. Première puissance exportatrice mondiale, la Communauté européenne en tant que telle entend y être étroitement associée.

Après une description du « champ de bataille », le chapitre consacré aux acteurs du conflit permet à l'auteur d'effectuer une plongée dans un monde méconnu.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

celui de la CEE. Directeur de la Direction des relations économiques extérieures (DREE), il est bien placé pour en décrire les arcanes, les subtilités, les limites aussi.

Au moment où le multilatéralisme, après avoir offert un minimum d'égalité des chances à chaque pays, est dangereusement battu en brèche par la multiplication d'accords bilatéraux, la voie du commerce international s'annonce toujours aussi ardue.

Essentiellement descriptif, ce petit livre permet d'apprécier la portée des accords, ententes, ou rencontres qui émaillent les mois et les années à venir, dans l'espoir de dessiner un cadre plus équilibré au commerce, aux monnaies et par là même à la croissance mondiale.

FRANÇOISE CROUINEAU.

(*) Editions STH (6, avenue Léon-Henry, 75016 Paris), 192 p., 150 F.

La lettre de Washington

Présentée comme un outil de réflexion, un instrument de liaison et de dialogue, une « Lettre de Washington » mensuelle a été lancée par l'ambassade de France aux Etats-Unis. Elle cherche à aider les gens d'affaires, mais aussi tous ceux qu'intéressent les réalités américaines, à mieux comprendre et suivre la conjoncture comme les marchés outre-Atlantique. Rappelons que Washington est au cœur d'un réseau de dix postes d'expansion économique aux Etats-Unis.

* Abonnement annuel 100 dollars (600 FF), complété avec l'abonnement au Bulletin du poste de Washington, 150 dollars (900 FF) publiant des études par secteur ou par grand sujet - 200 dollars (1 200 FF). Service de l'expansion économique aux Etats-Unis, Ambassade de France, 4101 Reservoir Road NW Washington DC 20007-2173. TEL : (202) 944 63 07 ou (202) 944 60 00.

REVENUS 1988

CALCULEZ VOS IMPOTS

Service télématique du MONDE

36 15 L M

DIRECTEUR
DEPARTEMENT
ZONE EUROPE

ECTEUR DES ACHATS
DU MERCHANDISING

DIRECTEUR
DU PERSONNEL

RESPONSABLE
DIVISION DISCOUNT

France

TECHNICO-COMMERCIAL

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

DIRECTEUR DEPARTEMENT ZONE EUROPE

Nous sommes filiale high-tech d'un Groupe (5000 p.) réputé mondialement pour l'excellence de son management et de ses produits. Nous concevons, fabriquons et commercialisons des produits très diversifiés et innovants. Notre croissance (15% par an) et l'engagement professionnel de nos équipes (500 p.) témoignent de notre dynamisme. Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons un directeur département zone Europe.

Son objectif est ambitieux : s'affirmer sur le marché européen par l'intermédiaire de Grands Comptes et élargir une gamme de produits performants en coopération (R & D, Marketing et gestion) avec la structure internationale.

Le professionnel de son équipe et le potentiel de développement de son secteur constituent ses deux atouts.

Voies créatives s'appuyant sur une formation commerciale de haut niveau, sur une aptitude à maîtriser parfaitement les caractéristiques d'un marché en forte progression et sur un sens du management incanté. Vous avez les références d'un responsable de centre de profit et votre expérience réussie est idéalement complétée par des produits techniques et innovants.

Négociateur tenace, vous savez communiquer à tous niveaux avec confiance... et en anglais bien sûr.

Poste basé en très proche banlieue sud de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 5836/JM à :

55, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS
qui transmettra en toute discrétion.

MEDIA BA

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT FORMATION

CAA (Claude Aubert Associés) recherche son Directeur Conseil du Département Formation.

■ Depuis plus de 10 ans, nous travaillons avec des entreprises qui réussissent.

Nous participons à leurs réflexions stratégiques (communication interne, management, stratégie commerciale).

Dans notre action de Conseil, la Formation est une des interventions la plus largement proposée.

■ Pour contribuer à leur succès, nous répondons à leur exigence : nous leur apportons des démarches créatives et personnalisées.

■ Passionnés par notre métier, nous l'avons tous choisi après avoir exercé des responsabilités opérationnelles en entreprise.

■ Si vos valeurs sont les vôtres
Si vous avez évolué vers une fonction de Consultant (Ressources humaines, Formation, Management) après des expériences réussies en Entreprise. Alors venez contribuer au développement de CAA et partager les réussites de nos clients.

■ Dans un métier aux perspectives passionnantes, vous devez justifier :

- d'une formation supérieure (Université 3^e Cycle) de références professionnelles indiscutables pour accomplir les missions suivantes :
- gestion du département en centre de profit
- commercialisation et croissance du département
- management d'une équipe de consultants
- développement des produits
- conception et maîtrise de projets de formation en relation étroite avec les autres départements (Etudes, Communication interne...)
- participation au Comité de Direction.

CAA attend votre talent de manager et votre personnalité d'homme d'exception, 7, rue du 29 juillet - 75001 PARIS.

CAA

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

L'un des tout premiers groupes dans son secteur, ayant une double activité de fabrication et de négoce, distribue par son réseau succursaliste une gamme complète (homme, femme, enfant, sport, défilé) d'articles chaussants et recherche :

DIRECTEUR DES ACHATS ET DU MERCHANDISING

Il lui sera confié :

- l'élaboration de la collection en liaison avec les Chefs de Produits.
- la gestion d'un important budget.
- l'encadrement de 5 acheteurs.
- le contrôle de la gestion des stocks.
- la responsabilité de l'écoulement des produits.

35 ans minimum, formation commerciale supérieure, pratique courante de l'anglais, expérience acquise en distribution mode et grande diffusion.

Accepter la mobilité géographique lui permettra une évolution au sein du groupe.

Réf. 483/15

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Responsable de la gestion d'environ 2.500 personnes, sa tâche concerne les fonctions classiques d'une direction de personnel (recrutement, formation, communication, relations avec les instances extérieures) adaptées au domaine précis de la distribution, succursaliste.

35 ans environ, formation supérieure (IEP, Droit Social...), expérience de quelques années acquise de préférence dans le même type d'entreprise. Pratique de l'anglais.

Réf. 492/02

RESPONSABLE DIVISION DISCOUNT

Cette enseigne représente 80 magasins et fonctionne de façon autonome avec ses acheteurs et sa propre structure commerciale. Le responsable recherché en assurera la gestion totale aux plans commercial/marketing, administratif et financier.

35 ans minimum, formation commerciale ou de gestion (ESC, ISG), expérience réussie de direction dans un domaine proche de la mode. Pratique de l'anglais.

Réf. 492/03

Ces postes sont sous le contrôle immédiat de la Direction Générale et basés à Paris.



Adresser C.V. détaillé en précisant la référence choisie à Antoinette LECLERCQ
FRANCE CADRES
22, rue Saint Augustin 75002 PARIS.

ASM France

Pour sa division "QUALIFLOW" spécialisée dans les composants de régulation de gaz (Applications semi-conducteurs - Fibre optique - Péroréacteurs - etc.).

RECRUTE 1 TECHNICO-COMMERCIAL

- 25-30 ans avec B.T.S. ou D.I.T. (Mesure physique, contrôle, régulation) et formation ou expérience commerciale.
- Couverture territoriale Région Parisienne et France Nord.
- Evolution possible vers territoires étrangers.
- Déplacements fréquents.
- Anglais souhaité.
- Véhicule fourni.

Poste basé à Paris.

Salaire fixe + % sur C.A.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

ASM France
Service du Personnel
175, rue du Dardac, Parc Euro Méditerranée - 34090 MONTPELLIER

CAMIF

Notre métier : La Vente par Correspondance. Nos moyens : des Catalogues et des Magasins. Notre dimension : 1600 salariés pour un C.A. de 4 milliards. Nos partenaires : plus de 500 000 clients-Sociétaires et 5 500 fournisseurs.

Nous recherchons pour notre Service Juridique :

ASSISTANT JURIDIQUE H/F

Au sein d'une petite équipe, vous aurez pour mission notamment la gestion des contrats d'assurances et le règlement des sinistres et vous devrez confier des études ponctuelles en droit commercial.

Vous serez titulaire d'une maîtrise en droit, option assurances ou équivalent, complétée par une première expérience professionnelle dans le domaine des assurances et posséderez comme qualités personnelles : rigueur, l'aptitude à synthétiser et le sens des relations humaines.

Ce poste est à pourvoir à NIORT et offre de réelles perspectives d'évolution.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à la Direction du Personnel - CAMIF
Trévis de Chauray - 79046 NIORT Cedex.

CONSULTANTS CONFIRMES X, HEC, MBA

Groupe de Conseil en Management (50 personnes), nous intervenons auprès des Directions Générales de Groupes Financiers et Industriels. Nous allons doubler notre activité dans les trois ans à venir en particulier dans le secteur financier.

Pour participer à notre développement, nous recherchons des consultants de talent dotés d'une forte personnalité et ayant de réelles capacités d'animation et d'imagination.

Vous avez une formation de tout premier plan et une expérience réussie de 3 à 5 ans dans un Cabinet de Conseil ou dans une institution Financière.

Vous maîtrisez parfaitement l'un des domaines suivants :

- Conception et mise en œuvre des centres de gestion stratégique et opérationnel.
- Organisation des back-offices et systèmes d'information Bourse-Titres.
- Gestion de la trésorerie et des risques de taux d'intérêt.
- Technologies nouvelles et stratégie informatique.

Rejoignez-nous et participez à notre croissance.

Vous serez formés à la conduite de nos missions à partir des démarches originales qui contribuent à notre succès et favoriseront vos initiatives pertinentes.



EUROGROUP
CONSULTANTS

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Jean-Marie NOGARO - 17, rue Louis-Rouquier - 92200 LEVALLOIS.

FONDERIE ACIER REGION OUEST recherche jeune INGENIEUR COMMERCIAL

De formation supérieure (HEC, ESSEC ou Ecole d'Ingénieurs).

Poste à vocation internationale nécessitant une pratique courante de la langue anglaise et de bonnes notions d'une autre langue.

Des connaissances en fonderie sont souhaitées.



Adresser CV + prétentions, sous référence CC 142, à PROFILS
11, quai St-Michel - 75005 PARIS

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Valeo
Embrayages

CORÉE, TURQUIE...

Des Ingénieurs confirmés et de valeur

pour développer nos techniques dans le monde

Poursuivant notre stratégie d'implantation internationale, nous recherchons des ingénieurs confirmés, capables, après formation complémentaire à nos métiers, d'apporter une assistance technique efficace à nos implantations à l'étranger, en s'y intégrant pour une durée de 2 à 3 ans.

Nous recherchons actuellement 2 ingénieurs pour la Corée et la Turquie. AM, INSA, ENSI, ils auront 5 ans d'expérience à dominante méthodes, acquise dans le domaine mécanique et de bonnes connaissances en emboutissage et traitement thermique. Ils seront particulièrement autonomes, adaptables et ouverts au dialogue et ils parleront bien l'anglais.

La réussite dans ces postes, qui leur permettra de mettre en évidence leur valeur personnelle et de connaître l'ensemble de nos fabrications, leur ouvrira de larges perspectives de carrière dans notre entreprise.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8A 1315-9M à notre Conseil, Cabinet ETAP, 71, rue d'Auteuil, 75016 PARIS.

etap

Valeo L'Équipement Automobile

Futur chef de projet informatique

PPG BOUSSOIS

La société BOUSSOIS (2,2 milliards de francs, 2300 personnes) filiale de PPG, premier groupe verrier mondial, renforce l'équipe de son service informatique et est prête à faire confiance à un jeune diplômé de valeur.

Nous recherchons ingénieur ou MIAGE qui, par sa formation et une expérience réussie de 2-3 ans en entreprise ou SSII, témoigne d'une solide motivation et de réelles aptitudes pour se former et progresser dans le domaine informatique.

Dans le cadre d'un nouveau schéma directeur faisant appel à des techniques de développement performantes (L4G...) il participera à l'étude et à la réalisation de projets concernant l'ensemble des activités de l'entreprise. Large perspectives d'évolution. Poste à Levallois.

Ecrire sous réf. 8 C 1246-8M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Contrôleur de gestion confirmé, opérationnel et évolutif

Nous sommes un groupe industriel performant (1600 personnes, plusieurs filiales) et nous avons les moyens d'assurer notre croissance. Nous recherchons le Contrôleur de Gestion de notre groupe.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il sera chargé :

- d'animer et de coordonner la réalisation du processus budgétaire.
- d'apporter une aide concrète aux opérationnels dans l'analyse de leurs performances et l'élaboration ainsi que le suivi de plans d'actions.
- de faire évoluer les systèmes d'information en milieu informatisé (IBM 38).

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école de gestion, ayant environ 8 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà exercé des responsabilités de contrôle de gestion en milieu industriel. Ses qualités de rigueur et de contact, ainsi que son tempérament de réalisateur lui permettront de réussir dans ce poste et d'évoluer ensuite dans le groupe.

Poste basé à Paris, déplacements fréquents en province.

Ecrire sous réf. 8 A 1347-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Chef du département gestion générale du personnel

Réussir un projet d'entreprise novateur et ambitieux, tel est l'objectif fixé par le management de notre entreprise, importante société de dimension nationale, agissant dans le secteur tertiaire et comprenant un effectif de 1200 personnes.

Rattaché à la Direction des Ressources Humaines, le Responsable que nous recherchons apportera son concours :

- dans la réalisation fiable et rapide de l'ensemble des opérations quantitatives : paie et charges sociales, tableaux de bord et bilans sociaux, simulations salariales... Dans ces domaines, il améliorera les procédures et les moyens informatiques.
- il sera garant de l'application de la législation sociale et assurera un rôle d'information et de conseil.
- dans les relations avec les partenaires sociaux : il aura un rôle de préparation, de conseil, de négociation et il présidera certaines commissions.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant une solide expérience professionnelle (minimum 5 ans) impliquant pratique du droit du travail, gestion du personnel et paie informatisée. Il témoignera de solides qualités d'initiative, de dialogue, d'organisation et d'ouverture ainsi que la capacité d'animer une équipe.

Poste évolutif pour un candidat de valeur.

Lieu de travail Paris.

Ecrire sous réf. 8 B 1283-9 M en précisant prétentions
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

JEUNE ESSEC, SUP DE CO ?...

PASSIONNÉ DE MICRO-INFORMATIQUE ?...

Que pensez-vous de conjuguer vos talents en assurant, sous l'autorité de notre Responsable Informatique individuelle, la mise en place d'un système informatisé de reporting global en étroite collaboration avec le Directeur Financier et le contrôleur de Gestion Groupe ? C'est la première mission, que vous propose en qualité de :

CHEF DE PROJET MICRO-INFORMATIQUE

Le GROUPE de presse HACHETTE et les publications Filipacchi (7000 personnes, un ensemble de magazines renommés en France et à l'étranger, une diversification réussie dans de nouveaux produits de communication : vidéo, production d'images...).

Au sein de la Direction Informatique du Groupe, vous aurez également pour tâche d'assister l'ensemble de nos utilisateurs dans le choix de leurs développements d'applications de gestion sur micro-ordinateur - 150 PC - (étude des besoins, solutions adaptées, formation) dans le cadre d'une large autonomie. Plus qu'un spécialiste technique, nous attendons un conseil interne, à la fois convivial, décidé et efficace.

Thierry de CARNÉ vous remercie de lui adresser votre résumé de carrière sous la réf. O/CPM/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Caumon-Vidart & Partners
AGENCE CONSEIL EN FORMATION

Notre métier, le conseil en formation, rien que le conseil en formation : cela nous positionne en amont des organismes formateurs vis à vis desquels nous sommes indépendants. Notre vocation professionnelle est d'aider l'entreprise à concevoir et à mettre en place un système intégré à sa stratégie qui lui permette d'optimiser l'investissement formation, d'en maîtriser l'efficacité, pour en faire un avantage concurrentiel, un atout de sa compétitivité.

Nos interventions portent pour l'essentiel sur le check-up de la fonction, sur la conception et la mise en place de schéma directeur de système de formation. Bref ! Il s'agit de renforcer le professionnalisme de la fonction formation et ses capacités de communication.

Nous nous développons fortement et souhaitons intégrer deux :

CONSULTANTS MANAGERS

Dans un premier temps, ils réaliseront des interventions en entreprises et participeront au développement méthodologique de l'agence. Dans un deuxième temps, ils prendront en charge un pôle d'activités dont ils assureront le commercial et le management.

Le profil des candidats repose sur une expérience de 3 à 5 ans dans le conseil en organisation voire en gestion des Ressources Humaines, une ambition d'entrepreneur et de manager, une personnalité positive et conviviale alliant énergie, rigueur et sens de l'autre.

Hugues RIEDINGER vous remercie de bien vouloir lui adresser lettre, C.V. et photo (sous la référence 3308/A) à BOSSARD CARRIÈRES 4, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS.

BOSSARD
Carrières



Le Groupe COMELOG, 550 personnes en France et en Europe (Suisse, Belgique, Allemagne, Royaume-Uni), 50% de croissance, recherche pour la région CENTRE :

DIRECTEUR D'AGENCE H/F

Vous serez le patron d'un centre de profit. Vous aurez donc la pleine responsabilité de la définition et de la mise en œuvre d'une politique de consolidation puis de développement.

Pour ce faire, vous aurez personnellement en charge l'action commerciale, le management de vos collaborateurs et la gestion administrative de votre agence. Cette agence est basée à ORLÉANS.

Si le COMMERCIAL est votre PLAISIR et la QUALITÉ votre Credo,

Envoyez s/réf. : DA/OR, à Bernard BOURLON - COMELOG SERVICES FRANCE - 7, rue Louis David - 75116 PARIS.

Consultants en développement commercial, marketing-management Service Public

Après ses accords avec HAVAS/EUROCOM en 87, AVISO à Lyon en 88, ARCOS à Lille en 89, le Groupe Bernard Julhiet (250 personnes, 120 MF CA) affirme sa position de leader du Conseil en Développement, Gestion des Ressources Humaines et Formation.

Bernard Julhiet Conseils, unité orientée vers les études et le conseil en développement commercial et marketing-management, recherche pour son équipe « Service Public » en fort développement (50 % par an).

Un consultant Senior Deux consultants Juniors

Hommes de marketing et de management, la trentaine, vous avez une formation supérieure (École de Commerce, Sciences Po, Ingénieur...), vous avez déjà une expérience réussie (de 2 à 10 ans) dans le conseil ou dans le secteur des services (publics ou privés).

Vous souhaitez exercer vos qualités d'analyse, de synthèse et de rigueur et votre sens aigu de la communication dans la maîtrise ou la participation à de grands projets.

Les prestations de Bernard Julhiet - Service Public vous amèneront à conduire des diagnostics, ou à y participer, à établir des plans de développement, à proposer des modifications de l'organisation marketing-management, à faire passer au quotidien le changement marketing-management chez nos clients (FRANCE TELECOM, IGN, RATP, LA POSTE, ONF, COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, RADIO FRANCE...).

Merci de nous adresser lettre, C.V. et photo sous référence CDCM BERNARD JULHIET CONSEILS 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.



BERNARD JULHIET CONSEILS

Membre de Syntec

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Valeo
Embrayages

Notre exigence n° 1: LA QUALITÉ

Dans notre métier d'équipementier automobile, le respect des exigences de nos clients est un facteur déterminant de succès. Leader mondial de l'embrayage nous sommes convaincus de l'importance de la fonction qualité et nous recherchons pour étoffer nos structures.

• Un gestionnaire de la qualité

Rattaché au Directeur de la Qualité, il évalue les coûts de la non-qualité, assiste les divisions dans leurs actions qualité : sensibilisation, formation, création et utilisation de procédures, analyse des données statistiques et surtout contribue à la promotion de l'esprit qualité à tous les niveaux de l'entreprise.

Ce poste conviendrait à un cadre, même débutant, diplômé d'une grande école de gestion ou d'ingénieur, possédant de réelles qualités de communication.

Réf. 8 A 1322-9M

• Un patron de la qualité

À qui il sera rapidement confié la responsabilité et l'animation d'un service de 80 personnes ayant en charge l'assurance qualité de la production d'une usine de 1000 personnes. Il devra en particulier faire passer la qualité à tous les niveaux de la chaîne de production.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé, d'un minimum 30 ans, possédant impérativement une expérience significative d'encadrement en production, des qualités de rigueur et d'organisation et sensibilisé aux méthodes modernes de la gestion de la qualité.

Réf. 8 A 1323-9M

Postes basés à AMIENS.

Merci d'adresser votre candidature en précisant bien la référence à notre Conseil, Cabinet ETAP, 71, rue d'Auteuil, 75016 PARIS.

etap

Valeo L'Équipement AutomobileORGANISME NATIONAL PROFESSIONNEL
Quartier Etoile recherche2 Consultants - animateurs
pour aider les instances décentralisées à développer l'animation locale

A 25/40 ans, diplômés Ecole de Commerce, de gestion ou de marketing, votre goût pour la communication et vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer avec aisance dans un environnement technique. Hommes de terrain dynamiques et efficaces, vous serez chargés d'organiser des journées d'information thématiques destinées aux adhérents, de préparer et mettre en place un système d'information et de réflexion sur le management des PIRE et d'animer, sur des thèmes spécifiques, des cercles de chefs d'entreprises.

Créatifs et autonomes, vous saurez vous faire apprécier pour vos compétences en management, marketing, vente, gestion et production.

Pour le poste Senior une expérience de plusieurs années exercée dans le secteur du bâtiment ou des T.P. sera très appréciée.

Pour le poste Junior une première expérience sera un atout mais un débutant désireux d'optimiser son potentiel et prêt à s'investir dans cette fonction sera le bienvenu.

De fréquents déplacements en province de courte durée nécessitent une grande mobilité.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 226 à C.K. - 15, rue Pétrarque - 75116 Paris.



Chantal Kenvyn

CONCEVOIR, ORGANISER, ANIMER...

Le Directeur de la Logistique d'un des leaders de la grande distribution articule le dispositif opérationnel de ses flux de marchandises autour de plusieurs :

Jeunes ingénieurs opérations

Ils sont chargés de l'organisation et de l'optimisation de tous les mouvements physiques de centres d'exploitation : du concept à la réalisation. Responsables de leur compte d'exploitation, ils sont jugés sur leurs résultats économiques et humains et sur leur capacité à promouvoir toute évolution technologique.

En outre, interfaces entre les Directions Marketing-achats et les surfaces de distribution clientèle, ils gèrent avec une équipe de 30 à 50 personnes les espaces appas, la manutention, le conditionnement, bref toute la logistique pour un meilleur service aux points de vente, selon la spécificité des produits.

Jeunes ingénieurs diplômés (AM, IDN, HEL, etc.), d'environ 28 ans, vous avez une première expérience réussie d'organisation de systèmes ou de structures et avez, si possible, dirigé des hommes dans un contexte de production. Ceci vous rend capables d'assumer pleinement votre rôle en vous appuyant sur nos outils d'information performants. Enfin, votre passion de convaincre, votre goût du défi et votre mobilité feront la différence. Au départ, les postes sont basés en région Lilloise.

Adressez confid. C.V., photo et courte lettre manuscrite, en précisant votre n° de tél., sous réf. 803 LM à M. SULIK.

At Carrières

47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS

Notre Cabinet Conseil en recrutement, partenaire d'un grand groupe industriel pour l'implémentation de son développement.

JEUNE CONSULTANT SENIOR !

Vous êtes jeune, dynamique, motivé, bon orateur et disposez d'une expérience significative en gestion, en informatique, en logistique ou en marketing.

Vous serez en charge de la mise en œuvre de projets de développement et de la gestion de l'équipe qui les réalise.

TOP PARTNERS

45 rue de Richelieu

75001 PARIS

TK2P

Directeur d'usine
400 000 F

Un groupe français leader, recherche le Directeur de son unité industrielle à taille humaine qui réalise des matériels de distribution automatiques. Rattaché à la direction générale du groupe, le titulaire du poste assumera avec autonomie l'animation de ce

CENTRE DE PROFIT.

Ce poste conviendrait à un ingénieur AM, ENSI, INSA... possédant au minimum 10 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà dirigé une unité de production d'ensembles électromécaniques. Une connaissance des systèmes électroniques serait appréciée.

Le choix sera dicté, au-delà des capacités techniques, par les qualités personnelles du candidat : autonomie, souci du progrès, capacités d'animation et d'organisation, rigueur dans la gestion. Anglais nécessaire.

Poste : 100 km Sud-Ouest Paris.

Ecrire sous réf. 8B 1276-9M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

ELECTRONIQUE

De la technique à la responsabilité d'Ingénieur d'affaires

Nous sommes une unité à taille humaine, performante, rattachée à l'un des premiers groupes internationaux, ayant pour vocation de développer un rôle d'assemblage pour des partenaires industriels, et nous réalisons des matériels et équipements électroniques diversifiés de haute technologie.

Nous disposons de moyens industriels très modernes, d'équipes techniques solides et performantes, et dans le cadre de notre développement, nous créons un poste au sein de notre équipe commerciale.

Nous recherchons un jeune ingénieur électronicien, dont la mission sera de développer un plus large partenariat, avec notre clientèle : en étant très à l'écoute du marché, des développements technologiques, il sera à même de détecter des affaires en intervenant très en amont des projets, depuis leur phase d'étude. Responsable d'offices complètes, il aura un rôle d'interface entre les bureaux d'études de nos clients et nos services techniques, le suivi jusqu'à la réalisation.

Le poste conviendrait à un ingénieur désireux de valoriser une expérience de 3 ou 4 années où il aura acquis de solides compétences techniques, motivé par une évolution vers des responsabilités plus larges à orientation technico-commerciale.

Il implique certes un goût marqué pour la technique, mais aussi un attrait pour le commercial, des qualités de dynamisme, de contact, d'ouverture et de souplesse d'adaptation.

De larges perspectives de carrière existent dans le groupe.

Poste à Paris. Ecrire sous réf. 8 C 1105 - 8 M. Discrétion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Contrôleur de gestion

filiales étrangères

350 000 +

Un grand groupe industriel français, parmi les grands mondiaux dans son domaine, recherche le Contrôleur de Gestion de ses filiales étrangères (12 filiales en Europe, Amérique du Nord et du Sud, Asie du Sud-Est, totalisant 800 millions de francs).

Bras droit du DGA, chargé de l'international, il aura la double mission :

- d'assurer le contrôle de gestion au sens plein du terme,
- de participer à l'élaboration des stratégies et plans et, plus généralement, de jouer un rôle efficace dans l'optimisation des synergies des filiales entre elles et avec le groupe, au plan financier, industriel et commercial.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une double formation : ingénieur (si possible électronicien) + gestion, disposant de 5 à 8 ans d'expérience professionnelle dont au moins 3 ans en contrôle de gestion dans un groupe international. Autonomie, rigueur, capacités de dialogue et tempérament d'opérateur lui permettant d'être performant dans ce poste.

Une réussite de quelques années dans cette fonction ouvrira à un candidat de valeur d'intéressantes opportunités fonctionnelles ou opérationnelles dans un groupe dynamique et performant.

Connaissance de l'anglais indispensable (connaissance complémentaire de l'allemand ou de l'espagnol souhaitée).

Poste Sud Paris.

Ecrire sous réf. 8B 1195-8M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

La Cellulose du Rhône et d'Aquitaine

Une dynamique de progrès
pour un ingénieur
disponible et innovateur

L'usine de Saint-Gaudens (430 personnes) propose à un ingénieur Génie Chimique ou Papeter, débutant ou première expérience, de prendre en charge des objectifs motivants de qualité et d'amélioration de la productivité dans une entreprise qui investit dans le développement de ses équipes comme dans la modernisation de ses installations (80 millions d'investissements par an).

Proche du terrain, il proposera des solutions et des actions de progrès, jouera, au sein du service contrôle développement, un rôle d'interface entre la fabrication et les services contrôle, développement et commercial, s'impliquera dans la formation du personnel.

Un tempérament d'animateur, le sens de l'équipe, la rigueur dans l'étude allée au pragmatisme dans la réalisation constituent les atouts indispensables à sa réussite et à son évolution en production ou vers des responsabilités technico-commerciales.

Ecrire sous réf. 8A 1334-9M à Annie SANTAMARIA - 11, rue Calvé, 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Coordonnez notre Stratégie de Communication

Nous sommes l'un des premiers cabinets internationaux de conseil financier et en management représentant en France plus de 1 000 personnes avec plusieurs implantations régionales.

Nos caractéristiques :

- une croissance rapide et continue,
- une large gamme d'expertises dans de nombreux domaines de pointe,
- une grande homogénéité dans le profil de nos consultants (diplômés pour 85 % de grandes écoles commerciales et d'ingénieurs, moyenne d'âge 30 ans).

Vous serez le responsable de la coordination des différentes composantes de notre politique de communication :

- externe (relations extérieures, manifestations, brochures...),
- interne (publications...) en liaison avec nos conseils spécialisés.

Membre du Comité Communication, vous initiez également la réflexion sur la définition de l'image du cabinet et les stratégies de communication à mettre en œuvre.

Votre formation (IEP ou équivalent), votre expérience professionnelle (5 ans minimum) et votre maîtrise de la langue anglaise constituent les bases de votre candidature. Vos qualités de contact, votre rigueur et votre esprit de synthèse en font la valeur.

Envoyez votre dossier de candidature sous réf. EP 1072 MO à
L.B.W. 5, rue Leboutoux, 75017 Paris.

Optimiser nos performances

Prendre en charge l'ensemble des études opérationnelles d'un grand de la VPC (CA 940 millions, 500 personnes), actuellement en pleine expansion, c'est la mission confiée à notre

Responsable des études (H/F)

En étroite collaboration avec la direction clientèle (160 personnes) qu'il seconde, c'est un véritable homme de missions. Par son action, il optimise les performances de l'entreprise, s'attachant particulièrement à améliorer les procédures de vente (courrier, téléphone, magasin, logistique).

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur commercial, et vous avez une expérience de l'organisation et de l'outil informatique.

Le poste est basé dans la région de Blois.

Ecrivez sous référence 805709/M avec CV, photo et prétentions.
Consultez aussi le MINTEL 3617 code KRIEF.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - STRASBOURG



Dynamisez notre Formation Optimisez nos Ressources Humaines

sur un de nos sites industriels (280 personnes) situé en Provence.

En liaison directe avec le Directeur d'établissement, vous animerez, en toute autonomie, l'intégralité de la fonction : vous détecterez les besoins, élaborerez le plan et le budget formation, prendrez en charge les différentes phases opérationnelles.

Agé d'environ 30 ans, votre formation supérieure et une première expérience dans cette fonction vous ont convaincu du rôle important que vous avez à jouer en Entreprise.

Nous sommes un des plus grands groupes pharmaceutiques français et nous nous appuyons, sur nos usines de production, sur des collaborateurs opérationnels pour qui la décentralisation est synonyme d'autonomie, réussite synonyme d'évolution.

Si vous nous ressemblez, nul doute que nous nous comprendrions très vite.
Merci d'adresser votre dossier complet sous la référence O/RFS/LM à notre conseil Christianne CHARBONNE.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



LE GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS

Promoteur Immobilier reconnu pour son professionnalisme et l'importance de ses réalisations (opération Montparnasse) nous avons connu entre 86 et 88, une augmentation de notre chiffre d'Affaires de 180 % et de nos bénéfices de 300 %, ce qui nous place parmi les quatre premiers groupes immobiliers français. Nous recherchons un :

CHARGE D'ETUDES (H/F)

Pour ce poste qui nécessite, sens des affaires, esprit d'analyse et forte capacité de travail, nous souhaitons rencontrer une personne diplômée de l'enseignement supérieur possédant une expérience du MONTAGE D'OPERATIONS IMMOBILIERES en région parisienne de préférence.

Si vos ambitions vont dans le sens de notre progression alors n'hésitez pas !
Merci de nous adresser votre dossier sous référence : 2086 R/M ou transmettez-le à CVCADRE en composant le 3615 code JCM sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.



JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS
PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

SUD-EST

Suivi technologique et économique

Dans notre unité du Sud de la France, nous attendons un ingénieur à fort potentiel pour prendre en main notre maintenance.

AU-DELA du "dépannage" de notre outil, vous gèrerez le futur immédiat (suivi préventif et gestion des coûts) et...

BIEN AU-DELA vous mènerez une réflexion sur l'évolution de la maintenance en l'intégrant aux projets dès leur origine. Vous développerez le prédictif et la GMAO. Encadrant une équipe de 30 personnes, vous ferez en outre évoluer leurs compétences en fonction de ces objectifs.

De formation supérieure, vous avez déjà une expérience de ce type de fonction dans une industrie de haute technologie. Votre domaine de compétence s'exerce de préférence en génie thermique, fluides et instrumentation... mais nous restons ouverts. Nous vous demandons en outre des qualités indéniables d'enthousiasme et de communication.

Notre Groupe est important, très connu et performant, notre marché porteur même à très long terme, nos passerelles inter-fonctions très ouvertes.

Christiane CHARBONNE attend votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, prétentions et photo), sous la référence O/RMA/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

La Direction des Affaires Juridiques et Contentieuses de Crédit du Nord recherche, pour renforcer son équipe pluridisciplinaire, le

RESPONSABLE DU SECTEUR AFFAIRES JURIDIQUES INTERNATIONALES

Dans un contexte d'évolution rapide des activités internationales de la Banque, ce poste recouvre des responsabilités importantes et diversifiées, en relation avec nos Départements internes, nos implantations à l'étranger et nos partenaires (Conseil et assistance aux Responsables opérationnels, élaboration des contrats, procédures et négociations d'affaires contentieuses...).

Ce poste s'adresse à un diplômé d'études juridiques de haut niveau (Maîtrise au minimum) ayant acquis au moins 5 ans d'expérience dans une grande banque ou dans un Cabinet Juridique spécialisé.

Il permettra à un juriste rompu au Droit International et Communautaire d'exprimer pleinement ses qualités personnelles d'analyse, d'implication et de négociation.

La pratique courante de l'anglais est indispensable. Celle de l'espagnol ou de l'allemand serait un atout apprécié.

Votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) sera étudié en toute confidentialité.
Il est à adresser sous la réf. CUN 04/89, à Alain de Bejancin.



Crédit du Nord
VOUS D'ABORD

Direction
du Développement
du Personnel
50, rue d'Anjou
75008 PARIS.

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Futur Directeur des Ressources Humaines

Un des tous premiers groupes mondiaux dans sa spécialité (Frêt Express), réalise en France 350 Millions, emploie 600 personnes et progresse à un rythme annuel de 20 %.

Afin de mieux maîtriser sa croissance et assurer une bonne gestion (notamment prévisionnelle) de ses Ressources Humaines, le Directeur Général de DHL FRANCE, souhaite intégrer auprès de lui un Directeur du Personnel, capable d'assumer à court terme, une véritable Direction des Ressources Humaines,



couvrant l'ensemble de la fonction (administration / juridique / relations et négociations sociales / gestion prévisionnelle...).

Une formation supérieure (droit + gestion) et une solide expérience de la fonction acquise si possible dans une grosse PME privilégiant les "qualités relationnelles" et les "outils" de gestion fiables, sont vivement souhaitées.

La pratique de l'anglais est indispensable.
Envoyer votre dossier (C.V. photo, salaire actuel) sous la réf. 890102 à notre Conseil.

Hay Managers

13, rue Alphonse de Neuville - 75017 Paris

Offre exceptionnelle de
NEUBAUER
votre 205 GN
votre 309 GN
en livraison immédiate
avec l'annuaire en (1)
GRATUIT

NEUBAUER

SOMMAIRE

■ La plupart des syndicats ont renouvelé leur état-major. Il leur reste à gagner la bataille des adhérents (lire ci-dessous).
■ La rigueur salariale imposée en France dans les débuts des années 80 a permis d'éviter

une aggravation du chômage (lire page 28).
■ L'ouverture des magasins le dimanche n'est plus contestée que par les syndicats. La loi pourtant s'y oppose (lire ci-contre).

■ Pourquoi les entreprises françaises ne recherchent-elles pas à vendre la totalité de leur production à l'étranger ? François Blamont explique que cette ambition est réaliste (lire page 28).

Après la condamnation du magasin IKEA dans l'Essonne

Travail du dimanche : les syndicats gardiens de la loi

Après le jugement rendu à l'encontre du magasin IKEA à Lisses (Essonne), condamné pour avoir maintenu son ouverture le dimanche (le Monde daté 19-20 février) les attitudes des différentes parties en cause se précisent.

Bien décidée à faire valoir le droit, l'UD-CGT de l'Essonne note que la direction de la société suédoise pourrait consacrer les 300 000 F d'amende par infraction constatée à l'amélioration du statut des salariés, plutôt que de poursuivre son activité commerciale le dimanche. La CGT a annoncé son intention de faire appel à un huisier afin de veiller au respect de la décision du tribunal. Manifestement, l'organisation syndicale poursuit ainsi son objectif d'interdiction du travail dominical, hors des cas où celui-ci est autorisé.

La direction d'IKEA-France, de son côté, continue de réfléchir avant d'arrêter sa position. En attendant, et pour les deux magasins à venir, elle maintient l'ouverture du magasin à Lisses afin, dit-elle, de ne pas trop pénaliser les salariés concernés. « C'est une décision trop compliquée à prendre pour agir trop rapidement », affirme M. Lars Westman, directeur général d'IKEA-France, en précisant que l'éventuelle fermeture du dimanche « doit se faire dans des formes correctes », notamment pour les licenciements. Mais ses préoccupations ne sont pas seulement sociales : avec 28 % de son chiffre d'affaires réalisé le dimanche, à Lisses, IKEA s'inquiète aussi des répercussions qu'aurait la fermeture du magasin ce jour-là, alors que des concurrents resteraient ouverts dans d'autres zones franches de banlieue.

Quant au ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, aussi sollicité sur le sujet que son collègue du commerce et de l'artisanat, M. François Doublin, il a affirmé que « le gouvernement ne souhaitait pas remettre en cause le principe du repos dominical » sur lequel s'est bâtie la loi de 1906. Mais il ne saurait y avoir d'évolution fondamentale. De fait, la mission actuellement confiée à M. Yves Chaigneau, dont les résultats sont attendus pour la fin du deuxième trimestre, ne devrait pas permettre de régler le problème posé par IKEA. Celle-ci s'orienterait davantage vers la définition de modalités et de conditions d'exercice du travail le dimanche, pour redonner de la cohérence à la pratique des dérogations, et ce, sans revenir sur le principe d'interdiction. Elle aura à clarifier une situation devenue anarchique et à proposer un dispositif de négociation qui suppose des contreparties.

Rappel du règlement

Dans cet esprit, on cite, au ministère du travail, le cas des nécessités saisonnières liées aux activités touristiques à la mer ou à la montagne. Il est en outre patent que, du côté de M. Doublin, on s'attache à défendre, par le maintien de l'interdiction du travail du dimanche, le sort économique de certaines villes, des marchés forains qui ont souvent lieu le dimanche matin et, bien sûr, des petits commerçants. Ceux-ci, fait-on observer, sont opposés à l'idée de l'ouverture du dimanche, qu'ils ne pourraient pratiquer et qu'ils jugent comme une concurrence déloyale.

Pour toutes ces raisons, le ministre du travail a publié un communiqué, le 21 février, pour préciser la règle en la matière qui dépasse le seul respect du code du travail.

ALAIN LEBEAUX.

Le patronat de la métallurgie critique la politique sociale du gouvernement

Le patronat de la métallurgie (UIMM) critique vivement la politique sociale du gouvernement dans son bulletin UIMM-Actualités. Il note à propos de l'Etat : « Champion de l'indépendance, il semble connaître bien des déboires dans son entreprise de « rénovation » du service public. Peut-être ses représentants seraient-ils bien inspirés de prendre quelques leçons de gestion sociale auprès des chefs d'entreprise. Pour l'UIMM, la « rénovation » n'a à ce jour engendré qu'une fièvre indicible ».

Evocant le mécontentement des enseignants, le bulletin poursuit : « Envisager de révaloriser la condition des enseignants est certes tout à fait légitime, mais leur isolement corporatiste les voue, et les élèves avec eux, à tourner en rond. Le gou-

vernement serait bien avisé d'essayer d'ouvrir les fenêtres de l'éducation nationale et d'y faire remuer l'air de la société civile — via les régions, les municipalités et, pourquoi pas ?, les parents ».

L'UIMM se montre également critique à l'égard du conflit des gardiens de prison : « L'art de prendre les problèmes à l'envers atteint également un sommet lorsqu'on voit le gouvernement proclamer d'abord « pas un sou, pas un homme » puis commencer la distribution sans que soit ramené le calme. Enfin, il s'en prend à l'idée selon laquelle la progression des dépenses d'assurance-maladie est inéluctable : « La solution : l'augmentation des ressources ! C'est, si on ose dire, avoir l'argent facile ».

La relève à la CFDT, à la FEN et à FO

Les trois défis des nouveaux dirigeants syndicaux

Des pages lourdement chargées d'histoire ont été tournées. Les parenthèses s'estiment. Les guerres de succession sont (provisoirement) terminées dans les principales centrales syndicales. A l'automne 1987, la FEN avait, avec l'arrivée de M. Yannick Simbron, changé de douceur de secrétaire général. A la CFDT, M. Jean Kasper (quarante-sept ans) a succédé à M. Edmond Maire, A FO, M. Marc Blondel (cinquante et un ans) a pris la suite de M. André Bergeron. Et à la CGT, M. Henri Krasucki (soixante-quatre ans) va finalement succéder à lui-même. De ces différents relèves syndicaux va-t-il résulter un sursaut du syndicalisme ou une nouvelle période d'immobilisme ?

Les guerres de succession sont achevées, mais elles ont fait beaucoup de blessés et laissé souvent un sentiment d'amertume. En apparence, elles se soldent par deux échecs et un succès. A la CFDT, M. Maire semble avoir échoué puisque ce n'est pas sa candidate, M^{me} Nicole Notat, qui a recueilli son héritage. Mais M. Maire a su habilement transformer sa déconvenue en avantage. Il a reconnu à temps que M. Kasper avait les faveurs de ses troupes. La conversion était, pour lui, d'autant moins rude à négocier que la « ligne Maire » est, sur l'adaptation du syndicalisme, la seule jumelle de la « ligne Maire », même si le nouveau secrétaire général est moins théoricien et plus pragmatique.

A FO, en revanche, l'échec apparaît total pour M. Bergeron : son dernier congrès, au bout de vingt-cinq ans de règne, lui a rendu un hommage qui a ressemblé, sous le feu roulant des critiques et d'un scrutin-sanction, à une dure mise en pénitence. Ce n'est pas son dauphin, M. Claude Pitouas, qui a été élu, et M. Blondel, en mettant en avant « un syndicalisme de contestation », ne se présente pas dans la continuité. M. Bergeron est donc parti en se mettant à dos les « pitouasiens » après avoir subi les foudres des « blondellistes ».

A la CGT, M. Krasucki peut parler de succès. Il semble avoir gagné la partie, qui était difficile jusqu'au sein de son propre parti. Un retournement dû en partie à un début de rétablissement électoral de la CGT à EDF, aux Charbonnages, chez Renault, mais aussi chez Peugeot, où elle vient de gagner 9,81 points

dans le collège ouvrier, au comité d'établissement du centre de production de Mulhouse. Mais le succès reste aléatoire. M. Krasucki n'aurait-il bénéficié que d'un sursis de dix-huit mois en attendant d'écarter M. Louis Vianet la totalité d'un pouvoir qu'il va déjà devoir partager avec lui ? La question fait planer comme une incertitude sur la CGT.

Le rideau n'est donc que temporairement tombé sur cette pièce des

Avec l'élection récente de M. Marc Blondel à la tête de FO, les successions apparaissent terminées dans les confédérations syndicales. Mais, alors que la syndicalisation semble toujours en recul, les syndicats doivent répondre, au plus vite, à un triple défi : syndiquer, s'adapter et négocier les mutations.

successions syndicales. Le problème, c'est que, si le théâtre syndical a encore des spectateurs (au regard de la participation des salariés aux élections professionnelles, qui reste d'un bon niveau), il y a de moins en moins de volontaires pour interpréter les principaux rôles — déclin du militantisme — et de moins en moins de monde dans les coulisses pour faire tourner la machine.

La dernière enquête du CREDOC situait le taux de syndicalisation en France à 10 %. Et, selon le ministère du travail, l'implantation syndicale, déjà limitée, est encore en recul : la proportion d'établissements d'au moins 50 salariés ayant une section syndicale ou plus est passée de 57,1 % en 1985 à 55,1 % en 1987, et 43 378 délégués syndicaux ont « en charge » 4,5 millions de salariés.

Négocier les mutations

En 1966, bien avant de succéder à celui qu'il défiait ainsi, M. Blondel soulignait que, « être la deuxième centrale de France lorsqu'on sait qu'il y a 25 de syndicats, ce n'est pas un excellent titre de gloire ». Que dire aujourd'hui de la compétition que se livrent cinq confédérations pour se partager un « gâteau » représentant 10 % de syndiqués ? La bataille en question paraît d'autant plus dérisoire, dans la perspective de l'Europe de 1993 et de la construction de cette fameuse Europe sociale encore bien floue, que nos petits syn-

dicats vont devoir affronter leurs vus et si possible coopérer avec des mastodontes syndicaux en RFA, en Grande-Bretagne ou même en Italie. On avait coutume de dire il y a quelques années que la RFA était un géant économique mais un nain politique. La France, elle, est bien un nain syndical.

Maintenant que les relèves ont eu lieu, ou qu'un peu de répit est accordé pour les suivantes, MM. Kasper, Blondel et Krasucki

mais aussi M. Simbron, comme M. Paul Marchetti (CGC) et M. Jean Bocard (CFTC), vont devoir relever, au plus vite et sans attendre l'échéance de 1993, un triple défi : syndiquer, s'adapter, négocier les mutations.

Tous les syndicats ont vu leurs effectifs fondre comme neige au soleil au point qu'ils ne publient même plus leurs chiffres officiels. Tous encore font état d'un regain de syndicalisation, mais sans en faire la moindre démonstration. Mais ils ne peuvent se contenter d'avoir des représentants dans les organismes paritaires, des délégués mandatés dans une moitié d'entreprises assujetties et des permanents dans leurs structures « doubles ». Il leur faut — et il leur manque — des adhérents cotisants.

Une telle nécessité, vitale, est bien comprise. M. Blondel a placé haut la barre de ses ambitions en voulant « doubler » le nombre d'adhérents de FO dans le secteur privé alors qu'elle est traditionnellement implantée dans le secteur public. Comme M. Maire, M. Kasper cherche un « syndicalisme d'adhérents », ce qui passe par un effort accru de syndicalisation. M. Krasucki aussi parle de syndicalisme du « quotidien », capable d'arrêter davantage de salariés. Mais la CGT a un handicap de taille à affronter. Politiquement, sa base est large et variée, mais elle s'est retirée comme une peau de chagrin. Comment séduire de nouveaux salariés en conservant une image aussi politisée ? M. Krasucki est conscient de ce problème, mais comment le surmonter, en pleine période électorale, quand successivement M. Page, secrétaire général de l'union départementale du Val-de-Marne, puis la fédération des mineurs appellent, à mots à peine couverts, à voter communiste ? Un regain de la CGT sur son « squelette communiste » n'est peut-être pas la meilleure façon d'augmenter son nombre de syndiqués.

Cercles d'inités

Pour gagner la bataille de la syndicalisation, et au moins arrêter le déclin, les syndicats ont besoin d'attirer tous ceux qui, jusqu'à présent, sont restés sur leurs marges, qu'il s'agisse des chômeurs ou des salariés en situation précaire ou plus globalement des jeunes, qui sont pour le moins indifférents à des institutions qui leur paraissent inadéquates. D'où l'impératif pour les confédérations de s'adapter, non pour copier les nouvelles modes, aussi fugitives que l'air du temps, mais pour changer leurs pratiques et leurs langages, sortir des cercles d'inités.

En apparence, la CFDT est la plus en pointe sur ce terrain de l'adaptation, même si, chacune à sa manière, la CGC, la CFTC et même

● Suppressions d'emplois à la Laiterie de Roubaix. — La direction de la Laiterie de Roubaix a annoncé vendredi 24 février lors de la réunion d'un comité d'entreprise son intention de supprimer 211 emplois dans le secteur des fils industriels, en raison de la baisse de la demande. En mai 1988, 295 emplois avaient déjà été supprimés dans le secteur fil à tinter.

Offre exceptionnelle
NEUBAUER
votre 205 GTI,
votre 309 GTI
en livraison immédiate
avec l'intérieur en CUIR
GRATUIT



NEUBAUER

227, rue Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

مكتبة من الأصل

Économie

SOCIAL

Les bienfaits de la rigueur salariale

Des centaines de milliers de chômeurs en moins...

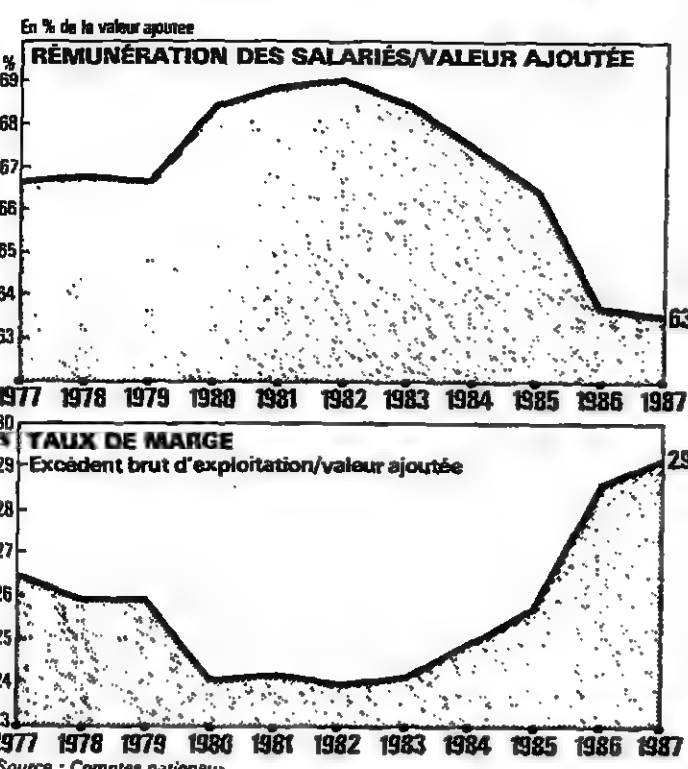
A ceux qui s'interrogent sur le bien-fondé de la politique de rigueur salariale imposée à la stupéfaction générale par MM. Mauroy et Delors en 1982 puis poursuivie avec constance jusqu'en 1987 par tous les gouvernements, une réponse positive peut maintenant être apportée.

Selon les calculs des experts, la croissance des salaires réels — ou du pouvoir d'achat, si l'on préfère — à un rythme inférieur à celui de la productivité de l'économie pendant la période 1982-1987 a évité à la France une détérioration beaucoup plus grave de l'emploi. Il est établi que si le pouvoir d'achat des salariés avait augmenté aussi vite que la productivité, le taux de chômage aurait dépassé de deux points le niveau atteint en 1987, soit 12 % de la population active au lieu de 10 % environ. C'est dire que les efforts consentis par les salariés depuis six ans ont évité entre quatre cent mille et cinq cent mille chômeurs supplémentaires.

Presque tous les économistes sont maintenant d'accord sur l'impact négatif qu'a eu la croissance très rapide des salaires au cours des années 70, tout spécialement après le premier choc pétrolier de 1973-1974. Mais dire que le taux de chômage a été singulièrement modifié par l'effort consenti sur les salaires à partir de 1982 surprendra peut-être les économistes du Parti communiste et quelques autres — peu nombreux maintenant — situés à l'aile gauche du Parti socialiste, qui ont toujours estimé qu'une forte demande intérieure alimentée par des salaires réels sans cesse accroissants était le meilleur stimulant de l'appareil productif national, et tout spécialement de l'investissement.

Il est maintenant évident que l'impact positif d'une forte demande des ménages, entretenu par des hausses de salaire, aurait été moins fort que les effets négatifs : la détérioration des profits des entreprises et une hausse relative du coût du travail auraient tout à la fois empêché les firmes — à l'époque, très endettées — d'augmenter fortement leurs investissements comme elles l'ont fait, tandis que la compétitivité des produits français se serait davantage dégradée sur les marchés étrangers. Enfin, la hausse plus rapide des prix qui aurait résulté d'une telle politique aurait peu à peu freiné la consommation des ménages.

Reste maintenant à savoir si le rétablissement de l'économie française est suffisamment avancé pour permettre une autre politique salariale, plus généreuse. Poser la ques-



tion n'est peut-être pas inutile, même si l'évolution des rémunérations est de moins en moins contrôlée par la puissance publique, le secteur privé ayant largement repris les commandes dans ce domaine, chaque entreprise distribuant du pouvoir

d'achat en fonction de ses résultats. La question vaut tout de même pour le secteur public, par rapport auquel le gouvernement est théoriquement maître du jeu. Or, précisément, la position officielle en la matière n'a été ni claire ni constante, comme si l'Etat ne savait pas jusqu'où il peut

aller avec ses agents sans remettre en cause des acquis très positifs mais qui pourraient facilement se détériorer.

Jusqu'au début des années 80, le partage de la valeur ajoutée des entreprises s'est fait de plus en plus à l'avantage des salariés et au détriment des profits, c'est-à-dire des entreprises. A partir de 1982-1983 — la situation de l'économie française s'étant gravement détériorée — la politique Mauroy-Delors de rigueur salariale a progressivement retourné ce partage : la part allant au bénéfice a sans cesse crû, permettant aux sociétés d'abord de se désendetter puis, à partir de 1987, de recommencer à investir fortement.

La question qui se pose maintenant est délicate : l'économie française gagnerait-elle à ce que se poursuive cette orientation du partage de la valeur ajoutée ? En clair, les salaires réels doivent-ils continuer de croître moins vite que la production nationale ? Si oui, les firmes gagneront de plus en plus d'argent, mais en profiteront-elles pour accroître leur puissance, embaucher, investir ou relâcheront-elles leurs efforts de gestion et de rigueur ? Bref, se feront-elles du muscle ou du gras ?

Il n'est pas sûr que le gouvernement Rocard, empêtré dans ses rapports avec le secteur public ait une réponse nette à apporter. La croissance économique, qui continue d'être forte et facilite bien des choses, laisse quelques mois supplémentaires au pouvoir public pour réfléchir et clarifier ses positions.

ALAIN VERNHOLLES.

La Drôme et l'Ardèche expérimentent la carte « FO-plus »

VALENCE de notre correspondant

L'Union interdépartementale de Drôme-Ardèche Force ouvrière a peut-être trouvé un remède à la désyndicalisation : la carte « FO-plus », qui offre à l'adhérent une série d'avantages sociaux et pécuniaires, devrait donner du syndicat une image plus attractive. C'est ce que souhaite M. Gérard Clément, le secrétaire général de l'UD, qui vient de mettre au point la carte « FO-plus » : cette carte d'adhérent à la forme d'une carte de crédit. Elle doit assurer à l'adhérent de Force ouvrière une assistance juridique gratuite (pour hommes, Sécurité sociale, consommation, droit du travail...)

et lui permettre de faire des économies sur présentation de sa carte, il pourra obtenir une réduction sur le prix d'achat d'une voiture, bénéficier d'un taux préférentiel pour un prêt bancaire ou d'un tarif réduit pour un séjour de vacances ou un stage sportif.

Le syndicat a obtenu l'accord de principe de certains commerçants ou organismes bancaires qui passeront des conventions en bonne et due forme avec le syndicat Force ouvrière lorsqu'il voudra utiliser sa carte « FO-plus ». « Cette carte n'a aucun but mercantile, assure M. Clément. Nous voulons simplement aider nos adhérents dans leur vie quotidienne en leur offrant un plus. Ainsi le syndiqué peut avoir la cer-

titude qu'il ne paie pas une cotisation pour rien. »

La carte sera remise dans les prochains jours aux adhérents à jour de cotisation (environ 450 F par an pour ceux qui individuellement adhèrent directement à l'UD ; 40 F seulement pour les chômeurs et les titulaires d'emplois précaires). M. Clément admet aussi que la carte « FO-plus » est une réponse à la désaffection des syndicats et qu'elle doit faciliter la mission des militants « au moment du paiement des cotisations. » « Nous faisons dans la Drôme-Ardèche une expérience grandeur nature », explique M. Clément, qui souhaite que son idée fasse son chemin.

GÉRARD MÉJEAN.

La lutte contre le travail clandestin Réunion au Sénégal des responsables des administrations fiscales des pays francophones

Les responsables des administrations fiscales de vingt-sept pays francophones viennent de se réunir au Sénégal pour étudier les problèmes posés par le travail clandestin et les distorsions de concurrence qu'il crée.

Ces réunions organisées dans le cadre du Centre de recherches et d'études des dirigeants d'administrations fiscales, créé en 1982 à Yaoundé, ont pour objet de développer la coopération et les échanges d'expériences entre administrations fiscales.

Les travaux de cette année ont porté sur la fiscalisation du secteur parallèle. Avec la crise, ce secteur clandestin (agriculture mais surtout artisanat et petit commerce) a pris une place croissante dans l'économie des pays en développement. Soupape de sécurité à l'égard du sous-emploi, l'essor de ce secteur parallèle pose aux Etats un redoutable problème budgétaire et économique, dans la mesure où le secteur moderne, supportant seul le financement des charges collectives, se trouve surtaxé et entravé dans son développement.

Les pays en développement ne sont pas les seuls à faire face à l'économie parallèle, le phénomène des ateliers clandestins du Sentier à Paris n'est pas fondamentalement différent de celui des distributeurs d'articles de contrebande dans la Medina de Dakar. Malgré des moyens très supérieurs, le fisc des Etats développés n'a pas réussi à colmater les brèches. Les participants à la réunion de Dakar ont donc décidé de resserrer davantage leur coopération, notamment en se communiquant leurs expériences mutuelles.

QUATRIÈME VOLUME DE LA COLLECTION MANIÈRE DE VOIR



DÉSARMEMENT DÉVELOPPEMENT ET SURVIE DE L'HUMANITÉ

La course aux armements est la seule qui ne comporte pas de fin d'arrivée. Elle n'a pas d'autre fin que l'annihilation de l'humanité. Les deux Grands, époués par des dépenses toujours plus lourdes, se sont enlisés dans des complexes négociations pour réduire leurs arsenaux nucléaires dans le but de prévenir les confrontations dans le tiers-monde. Le monde diplomatique explore le sens de ces nouvelles réalités. L'analyse se poursuit avec une ombre de pessimisme. Les pauvres de la planète attendent que la détente globale de développement. Au seuil d'une ère nouvelle, les grandes puissances et l'Europe sauront-elles trouver des idées de justice et de progrès pour l'avenir du monde de demain ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 96 p. - 38 F

BON DE COMMANDE

LA PAIX DES GRANDS, L'ESPOIR DES PAUVRES

Tant France : 42 F - Tarif étranger : 48 F (frais d'expédition inclus)

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ CODE POSTAL _____

LOCALITÉ _____ PAYS _____

Commande à faire parvenir avec votre règlement à : LE MONDE - Service Vente du numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 02.

BILLET

Un coup d'éponge

Deux semaines après l'intervention du chef de l'Etat à 7 sur 7, ses propos trouvent encore de l'écho dans l'actualité des affaires.

Que le président de la République s'exclame « Je veux qu'on défende les producteurs français (...) contre cet argent baladeur, comme les dissuade de prix qui s'emparent de tout cela sans avoir fait d'efforts », et les achats de Spontex et Aussedat-Rey, respectivement par les multinationales américaines 3M et International Paper, se trouvent contrés, in-extremis par des « offres franco-françaises » de dernière minute.

Que le président ajoute « Le rôle de l'Etat dans ce domaine est un rôle déterminant. Lui, il peut l'empêcher », et tous les regards se tournent vers la Rue de Rivoli qui doit donner son feu vert aux deux achats en question. Dans l'affaire du rachat de Spontex par 3M (pour 1,1 milliard de francs, annoncé en septembre 1988), le ministère de l'Economie avait, fin novembre, saisi le Conseil de la concurrence. Des rumeurs avaient couru à l'époque sur l'éventuel « nouveau coup » qui se préparait contre le groupe Châteaufort, de M. Jérôme Seydoux, propriétaire de Spontex. Le Conseil de la concurrence a rendu, vendredi, son avis... Il est favorable à l'opération. Après tout, Spontex, leader mondial de l'éponge et fier de Beauvais, ne couvrira, avec 3M, que les quatre cinquièmes du marché français.

On découvre, en même temps que cet avis, qu'une alternative

nationale crédible existe pour Spontex. Un tour de table de premier plan — regroupant LBO-France, Euris (fonds d'investissement de Jean-Charles Naouri, l'ex-directeur de cabinet de M. Bérégovoy), la Financière de Suez et Pharamund — est prêt à sauver l'essai français.

Et lundi 27 février au matin, c'est l'affaire de l'OPA d'International Paper sur Aussedat-Rey (numéro trois français du papier) qui rebondit, avec une contre-offre en bonne et due forme menée par le groupe Saint-Louis, récent propriétaire d'Arjomari. L'enjeu est ici plus lourd : il s'agit de mettre sur la table au moins autant qu'International Paper dans son OPA (2,2 milliards de francs) et d'investir autant que lui (1,5 milliard de francs) pour la modernisation de l'entreprise. Saint-Louis en a certainement les moyens : son dynamique président, M. Bernard Dumont, sur vendra il y a un an Lesieur (encore un fleuron hexagonal) à l'italien Ferruzzi et l'allemand Henkel, et il lui reste encore quelques trésoreries de ces bonnes ventes.

Reste maintenant à attendre le jugement de Salomon de la Rue de Rivoli et l'avis du ministère de l'Industrie, toujours prompt, depuis l'affaire Gillette, à partir en guerre contre les multinationales américaines. Espérons que les autorités françaises seront aussi rapides dans leur décision que les autorités américaines pour l'achat d'American Can par Packinell.

DIDIER POURQUERY.

POINT DE VUE

Vendons français

par François Blamont président du groupe Sophie, vice-président du Syndicat national de l'industrie des technologies médicales

Le président de la République vient opportunément de rappeler : la France est la quatrième exportatrice mondiale. Oui, encore et toujours ! Si nous voulons maintenir notre rang, et conserver notre place, nous devons fuir le sur-place.

Parmi les voies et les moyens qui s'offrent à nous, le choix n'est pas au maintien en l'état du modèle français, insuffisamment performant pour faire face aux défis de l'avenir, ni à l'adoption difficile et tardive du modèle nippon, mal adapté de toute manière à notre culture économique, individuelle et sociale.

Nos atouts sont ailleurs, dans un modèle original à composer à partir des ingrédients existants et typiquement français, qui fasse la part belle à nos deux richesses nationales : les inimitables vertus du privé et la nécessaire action publique.

Les qualités précieuses d'entrepreneurs et de commerçants ne nous font pas défaut, bien au contraire. Nous devons être mobilisables à merci, pour ouvrir tout grand le champ de l'exportation à l'innovation : produits, systèmes, services nouveaux, pouvant et doivent être notre point fort. A l'imagination, la conquête des marchés extérieurs. Au vieux slogan tricolore « Achetez français », substituons le nouveau mot d'ordre : « Vendons français ».

Par un effort décisif sur nous-mêmes, il faut sortir de nous-mêmes et propulser sur la scène du marché du monde toutes nos ressources humaines et matérielles. Notre génie national de nouveaux industriels et de nouveaux conquérants doit se faire jour au grand jour, à travers un ressassement propice des énergies et des volontés autour de l'axe exportateur qui constitue la seule voie d'avenir et de salut pour notre nation. Tout le reste, qui est cuisine intime, et préoccupations franco-françaises, doit être balayé, ou en tout cas subordonné sinon sacrifié, à l'objectif essentiel : produire pour vendre ailleurs.

100 % du chiffre d'affaires à l'exportation : cela ne doit plus rester l'exception notable, dont s'excellent quelquefois les champions de l'export absents de leur marché national. Des grands antiquaires du quel Voltaire aux nouveaux héros des technologies médicales les plus avancées, il y a déjà en France tout un potentiel de petites et moyennes entreprises qui, sur des créneaux spécifiques, à retrouver, à conserver, à découvrir ou à inventer, n'ont qu'à se lever, et la France avec eux, d'avoir fait le choix de l'étranger.

L'export ne doit plus être perçu ou vécu comme une perfection supplémentaire qui s'ajouterait à l'acte d'entreprendre pour témoigner qu'il

est parfait. Il est le premier critère de la perfection de l'entreprise, et doit devenir sa raison d'être. Ce n'est plus chez nous que notre économie doit aller prendre sa vigueur et sa richesse, c'est chez les autres et sur les autres qu'elle doit aller les conquérir.

L'indispensable action publique

Mais, et c'est là l'originalité du système français, l'exportateur a besoin de l'échelle de l'Etat. De la courte échelle de l'Etat, pourrait-on dire ; car le rôle de ce dernier n'est pas de hisser l'entrepreneur au sommet mais de lui mettre le pied à l'étrier ou d'assurer pour partie ses arrières.

Action d'initiation, d'animation, de coordination, d'observatoire stratégique, et non plus d'aide ou d'assistance. Or, les outils sont là, d'hier ou d'aujourd'hui. Clubs pays, récemment lancés par le premier ministre, réseau des 185 postes d'expansion économique employant 2 400 personnes ; 52 chambres de commerce et d'industrie à l'étranger, avec 400 personnes ; antennes des grandes fédérations professionnelles, réseau bancaire bien implanté, une agence pour la Coopération technique, industrielle et économique, l'ACTIM, avec 160 personnes, qui lance des programmes sectoriels coordonnés avec les industriels, gère déjà à l'étranger plus de 2 000 Voltaires du Service national en entreprise, et dispose de 20 bureaux de presse dans le monde pour aider à la promotion des produits français innovants.

Où, nous avons les armes du privé, qui restent les meilleures sinon les seules, et l'armée du public. Il est temps de donner au CFCE sa véritable place et d'en faire le centre du commerce extérieur de la France, avec, à sa tête, un véritable pouvoir oint de cette indispensable aura publique sans laquelle, pas plus au dehors qu'au dedans, la France ne serait pas la France.

Ne serait-ce pas là la voie de synthèse résolument moderne entre le capitalisme évoqué par le premier ministre dans le Wall Street Journal et l'économie mixte nouvelle souhaitée par le chef de l'Etat : ni nationalisation inefficace, et même dangereuse, de l'économie ni privatisation forcée et exclusive.

C'est sans doute au prix de ce mélange unique, dont la France a le secret, et dont le dosage est effectivement à réinventer et, mieux, à mettre en pratique, que nous serons à même d'aborder enfin et avec succès aux rivages nouveaux du commerce extérieur.

Vendons français, grâce au concours, j'allais dire au concert, du public et du privé, pour que la France gagne ; l'enjeu est beau et l'espérance est grande. Attelons-nous-y, sans faute.

Crédinter

La Sicav des cinq continents

Comptes de l'exercice 1988 clos le 30.12.1988
approuvés par le Conseil d'Administration du 15 février 1989
sous la présidence de M. Renaud Segalen.

Actif net au 30.12.1988 : F 509.509.304,75.
Performance entre le 31.12.1987 et le 30.12.1988 :
+ 18,84 % (coupon inclus).

Valeur liquidative du 14.02.1988 : F 514,69.
Dividende proposé : F 12,00 + F 1,29 d'avoir fiscal
qui sera mis en paiement le 24 avril 1989.

Consultez les valeurs
liquidatives de nos Sicav
et FCP sur Minitel 36.15
code ASSOCIC.



Banques CIC. En intelligence avec vous.

Faites confiance
à des professionnels,
gérer un patrimoine ne s'improvise pas

NON DÉLAICAV CIC - CREDIT INTER	Actif net (en millions de F)	Performance entre le 31.12.1987 et le 30.12.1988	Performance entre le 31.12.1986 et le 30.12.1987
LAFFITTE-BOURSE	422,38	28,33 %	11,07 %
LAFFITTE-FRANCE	510,49	29,48 %	18,51 %
LAFFITTE-IMMOBILIERE	72,09	22,03 %	12,40 %
LAFFITTE-JAPON	504,75	30,96 %	23,99 %
LAFFITTE-TOKYO	1.545,85	33,78 %	19,96 %
LAFFITTE-AMERIQUE	149,85	23,93 %	9,76 %
LAFFITTE-EUROPE	118,53	23,41 %	12,54 %
LAFFITTE-RENDIMENT	142,29	19,19 %	5,24 %
LAFFITTE-RENTES	94,89	40.582,01 %	5,47 %
LAFFITTE-OBLIGATIONS	304,44	14,10 %	9,08 %
LAFFITTE-PREMIERE	177,27	21.332,21 %	5,85 %
LAFFITTE-COURT TERME	97,20	57.735,11 %	5,01 %
LAFFITTE-PLACEMENTS	1.312,32	31.893,45 %	5,24 %
MONELAFFITTE	3.913,51	275.672,27 %	5,24 %

Les Sicav de
L'Européenne de Banque
21, rue La Fayette - 75009 Paris - (1) 42.47.82.47

Économie

ÉTRANGER

Les entretiens de Tokyo et la préparation du sommet des pays les plus industrialisés

Les Sept vont se saisir du dossier de l'environnement

La France est entrée dans la phase de préparation active du sommet des sept pays les plus industrialisés, qui se tiendra à l'Arche de la Défense, à Paris, les 14 et 15 juillet. Il devait être question lors du sommet franco-britannique, lundi 27 février à Paris, en présence de M^{me} Thatcher et de plusieurs de ses ministres. Le thème a été abondamment évoqué aussi à Tokyo en fin de semaine par MM. Mitterrand et Dumas.

TOKYO
de notre envoyée spéciale

Ce n'est pas par souci d'originalité que la France inscrira au menu du prochain sommet des Sept à Paris, en plus du thème imposé des relations économiques et commerciales, la question de l'environnement. Les alertes lancées ces dernières années par les scientifiques paraissent avoir enfin été entendues par les politiques. M. Mitterrand, qui avait pu le constater dans toutes les conversations qu'il a eues ces derniers mois avec des dirigeants étrangers, y compris M. Gorbatchev, l'aurea vérifié à Tokyo.

Les multiples initiatives européennes, après les Américains, et qui ont l'air de se faire concurrence, sont le premier effet désordonné de cette prise de conscience. Les menaces qui pèsent sur la couche d'ozone vont ainsi donner lieu à une réunion internationale d'experts, le 4 mars à Paris, à l'instigation de M. Pabius, à une conférence rassemblant politiques et scientifiques à Londres du 5 au 7 mars, proposition de M^{me} Thatcher, à une autre enfin à La Haye le 11 mars, dont l'idée revient à MM. Rocard et Lubbers, et où le premier ministre français voudrait promouvoir l'idée d'une agence internationale d'experts.

M. Takeshita, quant à lui, a annoncé samedi au président de la République qu'il enverrait un ministre à La Haye et organiserait

en septembre, au Japon, une nouvelle réunion internationale d'experts sur la couche d'ozone et les pluies acides. Il est tombé d'accord avec le président de la République sur l'insignifiance des progrès accomplis à ce jour et sur l'urgence d'engager des actions au niveau mondial. M. Mitterrand a fait valoir qu'une position commune des Sept sur ce sujet aurait un puissant effet d'entraînement. Il avait, jeudi, attiré l'attention du président Bush sur la difficulté particulière d'imposer un effort de protection de l'environnement aux pays les moins développés sans leur donner le sentiment que l'écologie est une nouvelle entrave à leur développement.

La « ritournelle » du libre-échange

Sur un autre thème, classique celui-là dans les sommets des Sept, celui des relations commerciales et du protectionnisme, le président de la République a tenu, samedi à Tokyo, au premier ministre japonais un discours que le langage diplomatique qualifie de « franc », c'est-à-dire qu'il n'a pas mâché ses mots. Le problème n'est pas que franco-japonais, même s'il est douloureusement illustré par le rapport (de un à trois au profit du Japon) des flux commerciaux entre les deux pays.

M. Takeshita avait lancé lui-même le débat en entonnant, à propos du sommet de l'Arche, l'éternel couplet sur les vertus du libre-échange. C'est alors que M. Mitterrand coupe court à ces bonnes paroles que le président de la République paraît désormais tenir pour une inutile et lassante ritournelle. « Cela commence à ressembler à un air d'opéra », dit-il à son interlocuteur, qui arbora sur-le-champ un imperturbable sourire. « Rien ne progresse dans le libre-échange », ajoute le président, estimant qu'il fallait désormais « s'occuper sérieusement, soit cesser d'en parler ».

M. Takeshita avait certes fait valoir les quelques ouvertures

récentes du marché japonais à des produits européens, que M. Mitterrand voulait bien reconnaître tout en soulignant qu'elles étaient trop ponctuelles (elles ne concernent guère pour la France que les produits de luxe) et n'enlevaient pas vraiment au marché japonais son caractère impénétrable. Pour faire bonne mesure, il rappela que ce différend n'opposait pas seulement l'Europe au Japon mais aussi l'Europe aux États-Unis, et les Européens entre eux. Il fit notamment allusion aux volatiles français qui tombent malades avant Noël aux yeux des Anglais et guérissent après, ou encore à la guerre des normes que mène la RFA pour la défense des bières allemandes. Il évoqua aussi le cas de Nissan, qui fabrique au Royaume-Uni des voitures que la France refuse de considérer comme européennes parce qu'elle y voit le moyen trouvé par les Japonais pour tourner les quotas qu'elle a dû instaurer (de même que les Italiens et les Espagnols) sur les importations de voitures nipponnes.

« Les pratiques protectionnistes sont très répandues, dit encore le président de la République, mais certains sont plus virtuoses que d'autres », et la France aurait à cet égard beaucoup à apprendre du Japon. Il avait tenu le même langage de fermeté la veille au soir dans un entretien à la chaîne de télévision NHK.

On souhaiterait, du côté français, qu'une commission internationale d'experts soit chargée de recenser les pratiques protectionnistes, directes ou indirectes, des uns et des autres. Ce n'est encore qu'une idée mais elle pourrait devenir officielle lors du sommet des Sept si, comme il est probable, elle ne s'est pas concrétisée d'ici là.

Entre M. Mitterrand et les nouveaux dirigeants américains, plus au fait des sensibilités européennes que les Californiens qui les précédaient à la Maison Blanche, le courant, semble-t-il, passe mieux. M. Bush avait d'ailleurs

marqué sa différence dès 1981 quand, venant pour la première fois à l'Élysée, il avait pris ses distances à l'égard des inquiétudes alors en cours à Washington à propos de l'entrée de communistes au gouvernement à Paris. Cela dit, bien que le contact à Tokyo ait été jugé de part et d'autre bon et même « chaleureux », on note du côté français, avec quelque inquiétude, l'attitude, un peu en retrait par rapport à celle de son prédécesseur, de M. Bush à l'égard de l'URSS et une position très circospecte à propos du conflit israélo-palestinien. M. Bush a, certes, confié au président de la République qu'il attendait que M. Shamir arrive à Washington « avec des propositions ». Mais on n'écoute pas du côté français que les Américains exercent de fortes pressions sur le premier ministre israélien.

Une rencontre avec Arafat ?

M. Mitterrand aura pu, en revanche, éprouver une fois de plus à Tokyo ses convergences de vues avec le président Mubarak sur la nécessité d'organiser une conférence internationale, « point de ralliement », souligne-t-on à l'Élysée, des pays arabes modérés, des Soviétiques et des Palestiniens, ainsi que sur l'illusion qu'il y a de la part d'Israël à vouloir trouver des interlocuteurs palestiniens autres que l'OLP.

Après l'entretien Mitterrand-Mubarak, on se refusait, du côté de la présidence française, à donner « aucun détail » sur une rencontre éventuelle entre MM. Mitterrand et Arafat, avec une insistance qui autorisait à penser que le sujet avait été abordé. Il n'est pas absurde d'imaginer que le président égyptien ait offert d'accueillir une telle rencontre, d'autant que l'on admet à l'Élysée que « cela ne déplairait pas » à M. Mubarak.

CLAIRE TRÉAN.

Dettes du tiers-monde

Le Trésor américain s'en tient aux grandes lignes du plan Baker

Un premier rapport du Trésor américain, publié vendredi 24 février, tend à confirmer que, pour l'instant tout au moins, les États-Unis ne sont pas prêts à envisager un changement profond de leur stratégie vis-à-vis de la dette du tiers-monde. Ce sujet doit être au centre des discussions du comité interministériel du Fonds monétaire international, début avril, comme du sommet des sept principaux pays industriels, en juillet à Paris.

Contrairement à certains de leurs partenaires qui, comme la France ou le Japon, ont déjà lancé l'idée d'un plan international de rachat d'une part de la dette des pays en développement, les Américains s'en tiennent à l'amélioration de techniques au cas par cas pour échanger des créances, moyennant déduction des actions, obligations ou d'autres instruments financiers. De telles techniques sont déjà utilisées dans les « menus » à la carte mis au point par les banques créancières et les pays débiteurs lors de discussions de rééchelonnement de dettes. Elles n'ont réussi qu'à réduire de façon marginale un endettement global du tiers-monde, qui dépassait 1.200 milliards de dollars (7.200 milliards de francs) à la fin de 1988.

Le rapport, fondé sur une étude commune du Bureau du contrôleur de la monnaie (Office of the Comptroller of the Currency) et de l'organisme d'assurance des dépôts bancaires (Federal Deposit Insurance Corp.), s'en tient à un simple affinement du plan Baker lancé à l'automne 1985 par le secrétaire au Trésor, devenu secrétaire d'État de l'équipe Bush.

Ce plan prévoyait un effort conjugué des organismes multilatéraux comme la Banque mondiale (BIRD) ou le Fonds monétaire international, des gouvernements et des banques créancières en faveur des pays endettés procédant à une politique d'assainissement économique. Depuis lors, les banques, loin d'offrir de nouveaux crédits aux pays endettés, ont, selon la BIRD, réduit leur engagement de 20 milliards de dollars, durant les seules années 1987 et 1988. Les banques américaines, notamment, deman-

dent un assouplissement des règles bancaires sur les pertes encourues. Sans préjuger du rapport final que le Trésor soumettra en mars au Congrès, cette première étude écarte, à nouveau, une telle hypothèse.

TRANSPORTS

Un verrou défectueux de la soute à bagages aurait provoqué l'accident du 747 d'United Airlines

Un verrou en mauvais état de fonctionnement dans la soute à bagages du Boeing 747 de United Airlines, parti de Honolulu vendredi 24 février pour la Nouvelle-Zélande, aurait provoqué la déchirure de son fuselage, entraînant la mort de neuf personnes, selon l'enquête (Le Monde daté 26-27 février).

La porte de la soute à bagages se serait ouverte en raison d'une pression interne de la cabine devenant, à mesure que l'appareil prenait de l'altitude, plus élevée que la pression atmosphérique, a indiqué un enquêteur du Bureau national de la sécurité des transports, M. Lee Dickinson. Lors d'une conférence de presse tenue dans la nuit de samedi à dimanche, M. Dickinson a indiqué qu'une centaine d'experts participent à l'enquête. Le FBI a, par ailleurs, affirmé que l'enquête n'avait jusqu'à présent montré aucune trace de bombe ni d'usure anormale du métal.

Cet avion était le plus vieux de la flotte de la compagnie aérienne américaine (dix-huit ans), mais il n'avait à son actif que quarante-huit mille heures de vol et près de quinze mille cycles (décollages et atterris-

sages), chiffre considéré dans la profession comme « modéré ».

Cet accident est survenu au moment où une commission sur la sécurité aérienne était sur le point de proposer des réparations obligatoires sur tous les Boeing 747, à bord desquels de nombreux incidents s'étaient récemment produits.

Air Canada rappelle ses Boeing

On apprend, d'autre part, qu'Air Canada a décidé de rappeler pour inspection ses six Boeing 747 en service, dont trois portent le numéro de série 100, identique à celui du Boeing 747 de United Airlines. « Nous utiliserons les rayons X et les ultrasons pour vérifier tous les joints et rivets de nos 747 dès qu'ils arriveront au centre d'entretien » de Montréal-Dorval, a indiqué un porte-parole de la compagnie canadienne. La pollution de l'air ou la corrosion causée par les éléments naturels peuvent, selon Air Canada, entraîner la détérioration de ces pièces et causer de sérieux problèmes. — (AFP.)

PRÉFECTURE DU MORBIHAN

AMÉNAGEMENT DE LA R. N. 24

AVIS AU PUBLIC

En exécution de l'arrêté interpréfectoral en date de ce jour, l'application de l'arrêté préfectoral des 23 et 26 janvier 1988 prescrivant l'ouverture des enquêtes suivantes est suspendue.

1° Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de la R. N. 24 « déviation du camp de Cotequidan et de Plessan-Le-Grand » portant également sur la modification du plan d'occupation des sols de la commune de Plessan-Le-Grand en résultant ;

2° Enquête publique portant sur le classement en voie express de la rocade sud de Rennes (R. N. 156) à Kervignac (R. N. 165).

Les nouvelles dates d'enquêtes seront annoncées ultérieurement.

Vannes, le 24 février 1989
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,
Albert DAUSSIN-CHARPANTIER

مكتبة من الأصل

Marchés financiers

Après le relèvement du taux d'escompte américain

L'attentisme l'emporte

Après le relèvement du taux d'escompte américain à 7 % (le *Monde* daté 26-27 février), les marchés financiers restaient sur l'expectative. Léger raffermissement du dollar à Tokyo, où le billet vert clôturait, lundi 27 février, à 126 yens, léger effritement à l'égard du mark et du franc durant les premiers échanges interbancaires à Paris, dans la matinée : chacun attendait, dans un marché calme où les opérations étaient peu nombreuses, de mieux évaluer la situation à la lumière d'une panoplie de statistiques attendue durant la semaine.

Mercredi, seront connus les indices sur les revenus, la consommation et l'épargne en janvier. Vendredi, l'évolution des carnets de commandes de l'industrie et l'indicateur composite censé préfigurer la conjoncture des mois à venir constitueront un autre point fort de la semaine. Ces éléments suffiront-ils à départager les économistes qui dénoncent de véritables pressions inflationnistes et ceux qui pensent

que la situation est sous contrôle grâce à la politique de resserrement progressif du crédit suivie par la Réserve fédérale ? Rien n'est moins sûr. Les marchés financiers restent d'autant plus prudents sur l'attitude à prendre face au dollar qu'une escalade des taux d'intérêt en Europe ne peut être écartée. Elle annulerait le nouvel attrait du billet vert après le relèvement du taux d'escompte américain. Les Britanniques estiment que, si les résultats du commerce extérieur de janvier, publiés en Grande-Bretagne mercredi 1^{er} mars, sont décevants, un nouveau relèvement des taux de base, sous l'impulsion de la Banque d'Angleterre, sera difficile à éviter. En dépit d'un foyer de l'argent déjà extrêmement élevé : 13 % actuellement pour les meilleurs clients des instituts de crédit. Une dérive d'autant plus inquiétante que les rumeurs de hausse des taux directeurs de la Bundesbank sont reparties de plus belle, avant la réunion de l'institut d'émission ouest-allemand, jeudi 2 mars.

La fin de la criée

La Bourse de Copenhague est à son tour entièrement informatisée

COPENHAGUE de notre correspondante

Un chapitre de l'histoire financière du Danemark vient de s'achever. Pour la dernière fois cette semaine à Copenhague, les opérations boursières du jour ont eu lieu à la criée. Désormais, le marché des actions et des obligations étant entièrement informatisé (ce changement s'est fait en plusieurs étapes),

toutes les transactions auront lieu à partir des terminaux des banques et des agents de change.

Cette ultime séance « à l'ancienne mode » s'est déroulée dans un climat de chahut bon enfant et de nostalgie : un des participants rappelait qu'il avait fait ses débuts dans le métier en 1932. Tout en se réjouissant de cette modernisation technique, utile et nécessaire, quelques experts cependant déplorait la disparition totale de ce qu'ils appellent le « visage humain de la Bourse ».

Certains ne cachent pas qu'il leur paraîtrait souhaitable de conserver éventuellement un lieu de rencontre « en face à face » pour les opérations portant sur certaines catégories d'actions qui risquent, avec le nouveau système, d'être laissées sur la touche.

Le marché danois des valeurs, qui n'a qu'une importance purement locale et ne peut donc se comparer avec les marchés des grandes places internationales, a connu depuis environ une décennie un développement et une animation très sensibles. Jusque-là une date relativement récente, il se tenait encore dans la vieille Bourse, un charmant monument de brique et de pierre, couronné de tours vertes, construit par le roi Christian IV au début du dix-septième siècle. Il avait déménagé au cours des années 70 pour s'installer dans les locaux d'un grand magasin du centre qui avait dû fermer ses portes. La vieille Bourse, qui abrite aujourd'hui le secrétariat du Parlement européen, n'est plus utilisée que pour des réceptions, des conférences ou des expositions.

CAMILLE OLSEN.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PHILIPS

Philips a réalisé en 1988 un bénéfice net de 1 056 millions de florins, supérieur de 29 % à celui de 1987. Il sera proposé un dividende de 2 florins par action (inchangé). Les actionnaires auront l'option de toucher le solde de dividende (1,40 florin) en actions (1 pour 25).



RÉSULTATS 1988 PRÉVISIONS 1989

Le conseil d'administration de SAGA, réuni le 22 février 1989, sous la présidence de Jean-Luc Flinois, a pris connaissance des premières estimations de résultats pour 1988 et des prévisions pour 1989.

Le résultat net social pour 1988 devrait ressortir à environ 32 millions de francs, contre un résultat de 61 MF en 1987. Cet écart important est dû principalement aux plus-values de cessions réalisées en 1987, des résultats d'exploitation, hors éléments exceptionnels, manifestant une légère amélioration.

Le résultat consolidé (part du groupe) manifeste la même tendance à une légère augmentation des résultats courants. Mais, pour la même raison, il apparaît en retrait par rapport à celui de 1987, avec un montant escompté pour 1988 de l'ordre de 55 MF contre 72,4 MF l'année précédente.

Pour 1989, malgré la mauvaise conjoncture en Afrique subsaharienne, les prévisions d'activités de l'ensemble du groupe permettent d'espérer une progression du résultat consolidé grâce à une contribution accrue du secteur Europe et au renforcement de ses implantations.



MOLEX S'IMPLANTE EN THAILANDE

MOLEX a réalisé une nouvelle opération en Thaïlande en vue d'assurer une fabrication pour le marché local. MOLEX détient la majorité en association avec des intérêts minoritaires locaux.

MOLEX sera la première société de son secteur d'activité à avoir une implantation en Thaïlande où elle s'étend à employer d'ici un an environ une centaine de personnes.

La production locale permettra, tout en apportant un meilleur service, de fournir des connecteurs et des broches de raccordement à des entreprises locales en nombre croissant, à un prix compétitif.

M. Huan, directeur général de MOLEX Thaïlande, a acquis un terrain à une cinquantaine de kilomètres de Bangkok pour l'implantation d'une usine de 1 440 km².

Depuis 1982, MOLEX était représenté en Thaïlande par un distributeur local. En 1988, MOLEX s'était implanté en Chine, à Hongkong, à Singapour et en Malaisie.



Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330 en 1987.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global, base 100 : 25 décembre 1988

718. 24 fév.

Valeurs	à rev. variable	100	102,9
Valeurs industrielles	107,6	108	
Valeurs étrangères	105,6	108,8	
Pétrole-Energie	110,1	111,1	
Chimie	102,9	100,9	
Métallurgie, sidérurgie	112,8	112,8	
Electricité, électronique	103,5	105,4	
Bâtiment et matériel	103,3	99,8	
Ind. de consommation, non alim.	110,7	108,1	
Agro-alimentaire	106,4	102,9	
Distribution	104,1	101,1	
Transport, télécom, services	105,1	104,4	
Assurances	100	97,7	
Credit banque	98,8	98,8	
Social	98,8	98,8	
Immobilier et financier	102,4	99,1	

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. fixe

98,8 98,8

Esprits d'Etat

97,4 96,7

Esprits garantis et assimilés

98,8 98,8

Sociétés

98,8 97,8

Base 100 en 1980

Valeurs franc. à rev. variable

3 727,53 683

Valeurs étrangères

4 182 4 236,5

Base 100 en 1972

Valeurs franc. à rev. fixe

538 527,3

Valeurs étrangères

558,7 566,5

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

119,7 117,8

Esprits d'Etat

117,8 117,8

Sociétés

120,5 119

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice global

440,2 430,8

Produits de base

236 236,5

Construction

428,8 428,8

Branche d'exploitation

331,5 323,5

Branche de commerce, distribution

802,7 803

Branche de services, non durable

573,4 572,2

Branche de services, durable

585,1 577,8

Services

239,1 291

Sociétés financières

500,8 488,5

exploitant principalement :

à l'étranger

428,4 416,1

Valeurs industrielles

443,8 436,3

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice global

301,9 302,8

PARIS, 27 février

Coup de froid

Déjà pas très en forme depuis une quinzaine de jours, la Bourse de Paris a été lundi victime d'un méchant coup de froid. Bien ancré dès l'ouverture (-1,81 %), le basme des cours devait s'accroître sensiblement (-2,52 %) avant de se ralentir un peu, non sans laisser des marques assez profondes. Dans l'après-midi, l'indicateur instantané s'établissait à 2,4 % en dessous de son niveau précédent.

Les hausses ont été à peu près inexistantes (sept en tout et pour tout). Les baisses, en revanche, ont été légion (cent quatre-vingt). Les vedettes ont été les premières des baisses (Saint-Gobain, Société générale, CSE, Michelin, Accor, Peugeot, CSF, Elf, Paribas, Lafarge, L'Air liquide, Total, Pernod, Club, L'Oréal, LVMH, BSN, Suez, Carrefour, Châteaugay, même Eurotunnel).

Déjà les gommages de mars ? Un premier correctif : l'effet de lever a joué à fond, d'autant que les courants d'échanges n'ont pas été très élevés, la comme sur les autres places, la crainte d'une hausse des taux d'intérêt s'est notamment avérée après la décision du Federal Reserve Board américain de relever le taux de l'escompte vendredi dernier. La chute de Wall Street le même jour n'a pas pu contribuer à faire franchir la spéculation, comme la rumeur qui commençait à circuler sur les marchés des changes au sujet d'un prochain relèvement des taux directeurs de la Bundesbank.

Sur le parquet, des professionnels faisaient allusion à la position de place (montant du découvert, jugé trop forte par les investisseurs institutionnels, qui avaient favorisé d'importants départs). Mais, à l'heure de la séance, une chose est certaine : il n'y a pas eu de bouscoulade pour vendre. La spéculation attend l'indice des prix de détail pour janvier, mais aussi les nombreuses statistiques économiques américaines, qui doivent être publiées cette semaine et dont la lecture sera sans doute intéressante pour arrêter des stratégies. La barre des 420 points de l'indice CAC sera-t-elle le seuil de résistance sur lequel le mouvement de baisse viendra se briser ? Beaucoup ne le demandent sous les lambris.

TOKYO, 27 février

Baisse en fin de séance

La tendance s'est inversée deux fois lundi à la Bourse de Tokyo, fermée les trois jours précédents par un choc de l'empereur. D'abord on a vu la baisse, le marché s'est, en effet, très vite redressé, pour battre en fin de journée un nouveau record d'altitude. Des ventes bénéficiaires ont par la suite pesé sur les cours, annulant toute l'avance précédente, et même largement au-delà. A la clôture, l'indice Nikkei, un instant parvenu à 32 509,19, s'est effondré à 32 285,77, perdant ainsi 166,72 points (-0,51 %) d'une séance à l'autre. Selon les professionnels, les investisseurs américains, qui doivent être en mauvaise humeur de Wall Street. Mais la décision prise par le Fed américain de relever d'un demi-point à 7 % le taux de l'escompte a provoqué l'effondrement des cours. Les valeurs d'entreprises liées à la demande intérieure, telles les constructions, les automobiles et les commerces de détail ont à peu près toutes coté du terrain.

VALEURS	Cours du 27 fév.	Cours du 27 fév.
Alcatel	700	710
Banque Paribas	1 380	1 380
Carrefour	1 400	1 350
Elf	3 850	3 630
Henkel	1 900	1 900
Industrie de la chaussure	2 500	2 500
Michelin	1 210	1 190
Sony Corp.	8 940	8 890
Toshiba	2 500	2 540

FAITS ET RESULTATS

● Ciba-Geigy : le dividende est majoré de 31,6 %. — Après le groupe britannique ICI, la firme suisse Ciba-Geigy publie à son tour ses résultats pour 1988. L'année écoulée a été pour elle excellente à tout point de vue, avec un bénéfice opérationnel après impôts accru de 20,45 %, à 1 325 millions de francs suisses pour un chiffre d'affaires de 17 647 millions de francs suisses (+11,9 %). De ce fait, la rentabilité de l'entreprise s'est améliorée, passant de 7 % à 7,5 %. La marge brute a augmenté de 15,8 % pour atteindre 2 268 millions de francs suisses. Au vu de ces résultats, le conseil a décidé de majorer le dividende de 31,6 %, dont le montant est porté de 38 FS à 50 FS par action et par bon de participation.

● Retour aux bénéfices pour la Midland Bank. — La Midland Bank, troisième banque commerciale britannique, annonce, pour 1988, un bénéfice avant impôt de 693 millions de livres (environ 7,7 milliards de francs). En 1987, la banque avait enregistré une perte de 505 millions de livres, après la constitution d'une provision exceptionnelle pour créances douteuses sur les pays du tiers-monde de 1,02 milliard de livres. Selon le président de la Midland, Sir Kit MacMahon, toutes les activités de la banque ont contribué à l'amélioration du résultat, dont Midland Montagu (banque d'affaires, courtage, activités internationales), qui a réalisé un bénéfice de 173 livres (contre 44 en 1987).

● Union Carbide : les indésirables pour Bhopal versés avec un mois d'avance. — Le groupe chimique américain Union Carbide a versé, avec vingt-huit jours d'avance sur le délai fixé (23 mars), les 465 millions de dollars (2,88 milliards de francs) de dommages et intérêts destinés aux victimes de la catastrophe de Bhopal. L'avocat d'Union Carbide a confié cette somme à des banques locales au procureur RS Pathak, qui l'a remise à la banque centrale indienne (RBI). M. Pathak a demandé à la RBI de veiller à une éventuelle dépréciation du taux de change entre le dollar et la roupie, au moment où serait encaissé le chèque d'Union Carbide de la banque Hanover Trust. Ce versement, effectué en avance d'un mois, devrait rapporter au gouvernement indien 3 millions de roupies (806 000 F) par jour de plus en intérêts. Une somme de 5 millions de dollars, que la multinationale avait versée par l'intermédiaire de la Croix-Rouge en 1984, a été déduite des 470 millions réclamés dans le jugement final de la Cour suprême. La catastrophe chimique de Bhopal, survenue en décembre 1984, a coûté la vie à quelque 3 500 personnes et fait 583 000 victimes, dont 50 000 handicapées à vie. Le paiement de ces indemnités, dont une grande partie était provisionnée, a obligé Union Carbide à amputer de 58 millions de dollars ses bénéfices pour 1988, dont le montant est de 662 millions de dollars (au lieu des 720 millions annoncés), contre 232 millions pour 1987.

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Accor & Associés	482	482	Le galère du nord	...	...
Ayrol	286 50	281	Loisirs Investissement	...	267
B.A.C.	330	328	Locatim	...	181
B. Desmarest & Associés	510	504	Micromat	...	198
B.I.C.M.	523	523	Micromat Intermat	...	333
B.I.P.	701	701	Micromat Service	...	138 20
Borin	476	476	M.J.M.M.	...	590
Bouffon Technologies	880	870	Molier	...	212
Châteaugay	1020	1020	Nord-Cap	...	532
Colson	615	615	Nord-Cap	...	249
Confi	672	670	On. Gest. Fin.	...	311 10
C.A.L.-de-Fr. (C.C.I.)	340	340	Oréal	...	400
C.A.T.C.	134 30	134 30	P.F.A.S.A.	...	95 75
C.D.M.E.	1300	1300	Prologon (C.I. & P.)	...	400
C.E.M.	336	336	Prologon Assurance	...	405
C.E.S.D.	825	782	Publicis Filippucci	...	605
C.E.S.P.	234	234	Renal	...	685
C.E.P.-Communication	1780	1720	Rémy & Associés	...	370 70
C.S.I. International	1180	1118	St-Gobain Industrie	...	300
Comet d'Orsay	658	658	St-Gobain Médical	...	228
C.I.L.M.	490	490	S.C.E.P.M.	...	402
Compt	332	332	Sagin	...	376 30
Confiance	798	798	Silicones Int. (S.I.)	...	106
Confin	370	370	S.I.P.	...	425
Dalla	180 20	180 20	S.I.P.H.	...	435
Derevel	1070	1020	S.M.T. Sogit	...	325
Della	575	570	Sodis	...	700
Edison Bell	21 40	21 40	Sopra	...	228 30
Elyse Invest	21 80	21 80	T.P.I.	...	348
Finet	220 50	220 50	Udax	...	184
Gesur	372	372	Union Financ. (U.F.)	...	450
G. Fossier Fr. (G.F.F.F.)	240	235	Val et Co	...	212
Gisat	546	546			
L.C.C.	218	218			
L.M.	238	238			
L.M.	18 70	18 70			
M.C.	258	258			
M.C.	723	723			
M.C. Service	226	226			
La Comédie Electro	226	226			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 24 février 1989

Nombre de contrats : 15 705.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	Juin dernier	Mars dernier	Juin dernier
Accor	600	10	30	28	48
CCE	400	8	23	23,50	—
EX-Aquiline	400	31	47	4	—
Lafarge-Capelle	1 400	86	135	12	32
Michelin	182	18	28	3,10	7
Midi	1 355	120	—	13	—
Paribas	440	28,50	43	5	16
Peugeot	1 550	95	160	21	47
Saint-Gobain	560	38	55	10	22
Société générale	480	12,50	28	22,90	—
Thomson-CSF	240	5,50	15,50	18	—

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 fév. 1989

Nombre de contrats : 134 000.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 89	Juin 89	Sept. 89	
Dernier	103,26	102,40	102,90	
Précédent	103,68	102,96	103,40	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 89	Juin 89	Mars 89	Juin 89
104	0,02	0,59	0,79	2,12

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,17 F

Interrompue vingt-quatre heures, la cotation du dollar a repris, lundi 27 février, sur toutes les places financières internationales. La devise américaine a ainsi coté 6,1770 F (contre 6,2115 F vendredi). Le fait saillant a surtout été le raffermissement du dollar, notamment à l'égard de la livre et du yen. D'après les cambistes, la spéculation table sur un relèvement, cette semaine, des taux directeurs de la Bundesbank allemande.

FRANCOFONIE 24 fév. 27 fév.

Dollar (en DM) 1 832,7 1 819,8

Tokyo 21 225 21 215

Marchés financiers

BOURSE DU 27 FEVRIER

Règlement mensuel

[illegible]**Comptant** (sélection)

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS		Cours princ.	Dernier cours	VALEURS		Cours princ.	Dernier cours
Obligations												
Exp. 5.00 % 77	124 90	8 751			C.I.C. Financ. del			159	Machine Ind.			101 10
8.00 % 78/83	100 48	9 175			C.I. Maritim			851	Nagardis Unipol			140
10.00 % 79/84	103	8 239			Clavin (B)	2003		740	Nagardis S.A.			578
12.25 % 80/83	102 60	8 105			Clavin (B)	1089		1120	Nagardis Part.			336
12.25 % 82/89	95 60	1 857			Clavin (B)			948	Nagardis Part.			378
14.00 % 83/85	107 30	1 529			Clavin (B)			344 10	Nagardis Part.			132 80
14.00 % 84/85	114 50	8 240			Clavin (B)			324 50	Nagardis Part.			130
12.25 % 85/88	114 50	2 468			Clavin (B)			14 80	Nagardis Part.			336
12.25 % 88/89	108	4 748			Clavin (B)			770	Nagardis Part.			120
11 % 89/90	105 35	8 081			Clavin (B)			580	Nagardis Part.			125
10.25 % 90/95	103 77	8 095			Clavin (B)			600	Nagardis Part.			610
OBT 12.75 % 83	2016	7 582			Clavin (B)			161	Nagardis Part.			219 90
OBT 12.75 % 87	105 19	2 081			Clavin (B)			270 10	Nagardis Part.			358 50
OBT 8.50 % 2000	103 19	0 752			Clavin (B)			2398	Nagardis Part.			318
OBT 8.50 % 1998	101 97				Clavin (B)			1003	Nagardis Part.			220
Cl. Roux Jean. 82	101 84	1 400			Clavin (B)			1480	Nagardis Part.			318
Cl. Roux Jean. 83	102 79	1 400			Clavin (B)			2398	Nagardis Part.			1200
Cl. Roux Jean. 84	102 75	1 400			Clavin (B)			1003	Nagardis Part.			1872
Cl. Roux Jean. 85	101 78	1 400			Clavin (B)			1480	Nagardis Part.			183 90
Cl. Roux Jean. 86	102 20	2 599			Clavin (B)			1480	Nagardis Part.			578
Cl. Roux Jean. 87	103 10	0 955			Clavin (B)			326	Nagardis Part.			370
Cl. Roux Jean. 88	105 20	1 400			Clavin (B)			755	Nagardis Part.			3870
Cl. Roux Jean. 89	105 20	1 400			Clavin (B)			600	Nagardis Part.			730
Cl. Roux Jean. 90	105 20	1 400			Clavin (B)			630	Nagardis Part.			122
Cl. Roux Jean. 91	105 20	1 400			Clavin (B)			74 50	Nagardis Part.			648
Cl. Roux Jean. 92	105 20	1 400			Clavin (B)			2721	Nagardis Part.			257
Cl. Roux Jean. 93	105 20	1 400			Clavin (B)			370	Nagardis Part.			681
Cl. Roux Jean. 94	105 20	1 400			Clavin (B)			370	Nagardis Part.			375
Cl. Roux Jean. 95	105 20	1 400			Clavin (B)			1257	Nagardis Part.			2065
Cl. Roux Jean. 96	105 20	1 400			Clavin (B)			510	Nagardis Part.			
Cl. Roux Jean. 97	105 20	1 400			Clavin (B)			501	Nagardis Part.			
Cl. Roux Jean. 98	105 20	1 400			Clavin (B)			451 50	Nagardis Part.			
Cl. Roux Jean. 99	105 20	1 400			Clavin (B)			1065	Nagardis Part.			91
Cl. Roux Jean. 00	105 20	1 400			Clavin (B)			456	Nagardis Part.			227
Cl. Roux Jean. 01	105 20	1 400			Clavin (B)			456	Nagardis Part.			228
Cl. Roux Jean. 02	105 20	1 400			Clavin (B)			6500	Nagardis Part.			589
					Clavin (B)			6500	Nagardis Part.			416
					Clavin (B)			S.E.P. (B)			171	420
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				
					Clavin (B)			S.E.				

SICAV (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête incl.	Rachet net
Vieille	1291		A.A.A.	980 33	936 91	France Régions	1194 33	1101 29	Pavlov	821 46	803 36
Vieille	146		Action	228 11	222	France Régions	28 27	27 57	Plum Placements	262 28	261 07
Wolpert S.A.	822		Action France	518 98	518	France Espagne	28 87	27 87	Plum Invest	710 49	703 21
Wolpert	1470	1472	Action Affiliations	618 08	591 50	France Ind	33 06	32 57	Placement A	9028 21	9028 21
Bourse de Marse		10	Action Affiliations	1107 47	1082 82	France Ind	11387 50	11387 50	Placement ex-ante	7308 69	7308 59
			A.E.F. Action Inc-CP	1107 47	1082 82	France Ind	229 56	236 04	Placement	6707 87	6707 87
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	864 90	863 90	Placement Priorité	5512 92	5512 92
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	27 43	27 43	Placement	116 22	113 11
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	4404 10	4404 10	Placement	11693 70	11693 70
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	571 58	571 58	Placement	113 94	110 70
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	11394 12	11394 12	Placement	22050 51	22050 51
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	1101 54	1101 54	Placement	121 80	120 60
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	6031 54	6031 54	Placement	1 00	1 00
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	157 49	157 49	Placement	103 86	101 41
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	1007 37	1007 37	Placement	5414 58	5414 58
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	1125 35	1125 35	Placement	1105 26	1105 26
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	1032 23	1032 23	Placement	854 15	815 15
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	239 59	239 59	Placement	389 20	389 20
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	231 58	231 58	Placement	328 94	328 94
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	272 87	272 87	Placement	670 76	657 76
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	237 32	237 32	Placement	12055 59	12055 59
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	236 24	236 24	Placement	666 53	666 53
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	415 40	415 40	Placement	10635 42	10635 42
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	141 86	141 86	Placement	670 70	644 70
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	209 87	209 87	Placement	1125 00	1125 00
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	370 12	369 12	Placement	1469 44	1469 44
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	5270 32	5262 32	Placement	870 67	855 67
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	11005 44	11005 44	Placement	389 37	389 37
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	22376 78	22323 78	Placement	817 43	798 43
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	767 81	769 81	Placement	808 02	808 02
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	2115 14	2094 14	Placement	210 07	210 07
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	681 41	681 41	Placement	429 42	419 42
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	719 25	711 25	Placement	1223 22	119 22
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	440 32	440 32	Placement	362 34	362 34
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	6769 88	6769 88	Placement	907 74	907 74
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	5383 97	5383 97	Placement	1403 88	1403 88
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	54315 05	54315 05	Placement	518 08	518 08
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	14832 70	14832 70	Placement	1120 71	1120 71
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	10037 59	10037 59	Placement	1187 10	1187 10
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	148 17	142 81	Placement	1163 11	1163 11
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	14511 85	14511 85	Placement	6342 23	6342 23
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	1452 48	1452 48	Placement	82 97	82 97
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	205362	205362	Placement	10728 62	10728 62
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	1258 73	1258 73	Placement	5271 48	5271 48
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	5410 91	5410 91	Placement	438 08	438 08
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	63171 48	63171 48	Placement	1111 08	1111 08
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	1032 67	1022 44	Placement	532 90	532 90
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	11369 78	11369 78	Placement	1273 83	1273 83
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	765 54	745 05	Placement	1238 64	1238 64
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	8457 58	8164 78	Placement	2359 79	2359 79
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	1228 32	1225 92	Placement	2365 80	2365 80
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	12620 84	12278 33	Placement	180	180
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	127 08	115 65	Placement	1218 29	1218 29
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	9005 86	8822 19	Placement	1594 44	1594 44
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	1032 38	1037 35	Placement	157 44	157 44
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind	497 09	469 92	Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		
			A.E.F. EDU	1107 47	1082 82	France Ind			Placement		

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or

MARCHANDISES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 27/2
Or fin (le kilo en barre)	73250	73000
Or fin (en lingots)	70500	72550
Pièces françaises (20 fr)	464	463
Pièces suisses (10 fr)	385	.....
Pièces autrich (20 fr)	473	475
Pièces latines (20 fr)	425	424
Souverains	583	580
Pièces de 20 dollars	2970	2980
Pièces de 10 dollars	1435	1380
Pièces de 5 dollars	850	.....
Pièces de 50 pence	2940	2955
Pièces de 10 pence	471	467
Or Hongrois	.....	.....
Or Turc	.....	.....
Or Londron	.....	.....
Argent (le kilo)	.....	.....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 433

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - π : marche continue

مَكْنَا مِنَ الْأَصْلِ

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3-4 Manifestations dans le monde contre l'écrivain britannique Salman Rushdie. 4 Moscou et Téhéran se déclarent prêts à nouer de « fortes relations ». 5 URSS : le développement du nationalisme. 6 Le voyage de M. Bush en Asie.	7 Les immigrés dans le débat municipal. 8 M. Giscard d'Estaing prend acte de la fin de l'ouverture. 9 Metz, laboratoire de l'ouverture.	10 Les chasseurs français manifestent contre les directives européennes. - Un point de vue d'Hubert Curien : « Des chercheurs de qualité ». 12 Sports : La victoire du boxeur Mike Tyson dans le championnat du monde des poids lourds.	13 Musiques : inauguration de l'Arsenal à Metz ; Pluton, de Philippe Ménaury. 14 Cinéma : Cheeseburger, film-sandwich de John Landis, et Tabataba, de Raymond Rajonariwelo. 18 Communication : l'essor de la messagerie et de la télématique vocales.	27 La relève à la CFDT, à la FEN et à FO. 28 Un rapport de l'OCDE sur les bienfaits de la rigueur salariale. 29 La préparation du sommet des sept pays les plus industrialisés. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 23 à 26 Campus 18 Camet 18 Loterie, Loto 16 Mons croisés 16 Météorologie 16 Radio-télévision 16 Spectacles 15	● Calculer vos impôts... IMPOTS ● Si : choisissez votre station... SEJOUR ● Les horaires de nuit... CORUS 3615 Tapez LM ● Consultez votre portefeuille... BOURSE ● Le mini-journal de la rédaction... JOUR 3615 tapez LEMONDE

Les réactions aux projets de M. Jospin

Des grèves et des manifestations ont lieu cette semaine dans les écoles, les collèges et les lycées

Les propos de M. Michel Rocard, menaçant vendredi 24 février, lors d'un meeting à Strasbourg, de « retirer » le plan Jospin et les milieux qui l'accompagnent si le mouvement de protestation des enseignants continue (le Monde daté 26-27 février) suscitent de vives réactions syndicales. « Le plan Jospin n'a pas de structure préalable. Tout est discutable, on peut même le retirer », avait répondu le premier ministre, excédé par des enseignants qui huaient les projets du ministre de l'éducation nationale.

« Une fois de plus, le premier ministre prend à partie les enseignants et procède à un chantage indigne », déclarent le SNES (professeurs du second degré, FEN) et le SNEP (professeurs d'éducation physique, FEN). Il ne peut ignorer que les négociations actuelles sont bloquées par l'insuffisance de l'enveloppe budgétaire. De son côté, le SGEN-CFDT commente : « Le premier ministre indique maintenant que tout est négociable. De son côté, le ministre de l'éducation nationale affirme que le dossier revalorisation est bouclé sur les points essentiels et qu'il faut maintenant conclure. Que croire, qui dit vrai ? »

Cette nouvelle passe d'armes intervient au seuil d'une semaine fertile en rendez-vous ministériels et revendicatifs. Mardi 28 février, M. Jospin ouvrira la deuxième « table ronde », consacrée au projet de loi d'orientation qui doit fixer les grands objectifs du système scolaire (aucun élève sans diplôme à l'horizon 2000, réduction des redoublements, réforme de l'orientation). Des représentants des enseignants, parents, lycéens, associations péri-scolaires, collectivités locales et syndicats ouvriers et patronaux participent à cette réunion, qui doit être prolongée par une synthèse à la mi-mars, le projet devant être déposé au Parlement avant la fin de la session de printemps.

La revalorisation du métier d'enseignant n'est pas au menu de cette « table ronde ». Les négociations à ce sujet, qui ont débuté le 18 janvier, se poursuivent et une « table ronde » spécifique est programmée fin mars. Le mécontentement des enseignants, qui jugent insuffisantes et discriminatoires les propositions salariales de M. Jospin, alimente cette semaine toute une série de mouvements revendicatifs. Dès mardi 28, une manifestation à Paris, de Port-Royal au ministère, est appelée à l'heure où débute la « table ronde » de M. Jospin, par la section SGEN-CFDT de l'académie.

Au « Journal officiel »

Publication des décrets sur les directeurs d'école

Le Journal officiel du dimanche 26 février publie quatre décrets et un arrêté remplaçant les « maires-directeurs » mis en place par M. Monory en février 1987 par des « directeurs d'école », comme M. Jospin l'avait annoncé en septembre 1988. Tous les directeurs en place pourront accéder à des rémunérations revalorisées (+ 300 F par mois environ) avec des formalités allégées jusqu'en 1993.

Ces textes, dont le SNI réclamait la publication depuis cinq mois, paraissent quatre jours avant la grève lancée par ce syndicat le jeudi 2 mars. La nouvelle définition du rôle du directeur trouvera donc dès jeudi à s'appliquer. Désormais, celui-ci « prend toute disposition utile pour que l'école assure sa fonction de service public. A cette fin, il organise l'accueil et la surveillance des élèves et le dialogue avec leurs familles ».

Cette formulation remplace celle retenue par M. Monory, qui était jugée par les syndicats attentatoire au droit de grève : dans la version abrogée, le maître-directeur était « responsable de l'accueil des élèves, auxquels il assure l'accès des locaux du service public d'éducation ».

Le numéro du « Monde » daté 26-27 février 1989 a été tiré à 503 694 exemplaires

A C D E F G H

Pour une « vraie revalorisation »

Jeudi 2 mars, une nouvelle grève, nationale celle-là, devait concerner les écoles élémentaires et les collèges, à l'appel simultané du SNI-PEGC, principal syndicat de la FEN (à direction socialiste), du Syndicat national des collèges (SNC, autonome) et du SGEN-CFDT. Le SNI-PEGC revendique « un avenir pour les PEGC » après le retrait par M. Jospin de son projet de création d'un corps spécifique de professeurs de collège, et une « vraie revalorisation » pour tous les instituteurs. Le syndicat a publié une lettre ouverte qu'il invite ses adhérents à adresser au ministre pour proclamer leur « droit à une revalorisation ».

Enfin le samedi 4 mars une manifestation nationale à Paris réunira à partir de Deuvert-Rochereau les enseignants du second degré. Elle a été lancée par le SNES (à direction à majorité communiste), qui préconise, contrairement à la FEN, une unification des collèges et lycées et

réclame une augmentation considérable de l'enveloppe budgétaire consacrée à la revalorisation (25 milliards au lieu de 2 en 1989).

Le SNES a été rejoint par d'autres syndicats de la FEN animés par la même tendance : le SNEP (éducation physique), le SNETAP (enseignement agricole), le SNEP (professeurs d'école normale), le SNE-Sup (supérieur), tandis que le SNETAA (enseignement technique), proche de la majorité de la FEN, y appelle aussi, sur ses propres revendications et en cortège séparé. Les syndicats CGT de l'éducation, le Syndicat FO du second degré et le syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN, modéré) se sont joints à l'appel à la manifestation.

M. Jospin, qui participe lundi à l'émission « Méditations » sur TF 1, consacrée aux programmes scolaires, indique que les commissions chargées de redéfinir les contenus d'enseignement remettront fin mars leurs premières conclusions. Le ministre annonce qu'il ouvrira ensuite le dialogue « au niveau régional par des colloques qui réuniront professeurs, parents, chefs d'établissement et lycéens ». M. Jospin confirme aussi que les études dirigées comme les cours seront assurés « uniquement par des professionnels de l'enseignement ».

Hausse de 1,2% des salaires au 1^{er} mars chez PSA

Les directions de Peugeot et de Citroën (groupe PSA) ont présenté vendredi 24 février aux syndicats leurs propositions salariales pour 1989. Elles ont annoncé des augmentations générales des salaires des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM) de 1,2% à compter du 1^{er} mars. Une prime de 500 F sera versée lors du lancement des véhicules haut de gamme des deux constructeurs (en mai chez Citroën, en septembre chez Peugeot). Les augmentations individuelles représenteront en moyenne 1,45% des salaires, 1,5% chez Citroën.

En outre, chez Peugeot, la prime d'intéressement, qui sera payée courant mai, devrait représenter 1,35% des salaires bruts annuels, avec un minimum de 1 000 F et un maximum de 3 000 F, et la participation au titre de 1988, 2,8% des salaires. Chez Citroën, la direction a annoncé son intention de réunir les syndicats, courant mars, pour discuter d'un avenant à l'accord de participation et mettre sur pied un accord d'intéressement.

Les directions n'ont pas exclu des ajustements en fin d'année, comme cela fut le cas en 1988 (chez Peugeot, une augmentation générale des salaires de 1,3% au 1^{er} octobre, après une hausse de 0,7% au 1^{er} avril), en fonction de l'évolution des prix et de la situation économique de l'entreprise. Les syndicats ont unanimement jugé ces propositions insuffisantes. FO, qui avait demandé un relèvement des salaires de 2% au 1^{er} mars, a quitté la séance de négociation de vendredi chez Peugeot comme chez Citroën (où la CGC et la CFTC en ont fait autant).

MODE : QUELS ACHATS POUR UN BILLET DE 500 F ?

C'est un défi : un prix d'un simple accessoire, une nouvelle garde-robe de printemps. Mais c'est possible, avec les tissus Rodin. En choisissant dans les promotions et les bonnes affaires, vous repartirez avec des mètres et des mètres de beaux tissus. Imprimés pimpants, toiles d'été, lainages, polyester, soie, etc. A moins que vous ne préfériez pour cette somme, finalement très raisonnable, un seul et très beau tissu. Car vous avez tout le choix des prix, depuis 30 F, le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A Kourou

Le tir d'Ariane reporté pour cause de grève

Le vingt-neuvième tir de la fusée européenne Ariane, qui devait assurer la mise sur orbite de deux satellites, européen (Météosat MOP 1) et japonais (JC SAT-1), dans la nuit du 28 février au 1^{er} mars, a été reporté à une date ultérieure en raison de la grève qui affecte la société de maintenance technique Thomson-CSF au Centre spatial de Kourou (Guyane française).

Le conflit qui oppose depuis le 23 février le groupe Thomson aux personnels de sa filiale Thomson-CSF-Kourou (société filiale SOFTEG, intégrée depuis le 1^{er} janvier dans la maison mère) porte sur des revendications de salaires, de reconnaissance des acquis sociaux et des assurances risque et décès de ses deux cent dix salariés. Lundi 27 février au matin (heure de Paris), environ 80 % des employés étaient en grève. Onze de leurs douze revendications avaient été satisfaites mais les négociations concernant les augmentations de salaires devaient se poursuivre dans la journée.

EN BRIEF

● **AFGHANISTAN** : retour de personnel évacué du CICR. — Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de Genève a décidé de renvoyer à Kaboul une partie de son personnel non médical, évacué au début du mois par mesure de sécurité, a annoncé le chef de la délégation de l'organisation dans la capitale afghane. Malgré le départ des diplomates occidentaux, le CICR a maintenu sur place quarante membres de son équipe médicale. — (Reuters.)

● **HONGRIE** : constitution du premier syndicat ouvrier indépendant. — Cinq cents personnes réunies, samedi 25 février, au théâtre Jurta, à Budapest, ont signé l'acte de naissance de Solidarité ouvrière, le premier syndicat ouvrier indépendant en Hongrie. Les syndicats indépendants constitués depuis l'an dernier étaient tous des groupements d'intellectuels. — (Reuters.)

● **La Compagnie financière Edmond de Rothschild** mandatée pour quatre opérations de privatisation au Portugal. — La Compagnie financière Edmond de Rothschild vient d'être mandatée par le gouvernement portugais pour mener l'évaluation et la privatisation de quatre sociétés publiques portugaises : le cimentier Cimpor (qui représente les trois quarts de la production nationale), la compagnie d'assurance Cosac et les banques Banco de Fomento Nacional (Lisbonne) et Banco Borges e Irmao (Porto). La Compagnie financière de Rothschild, présidée par M. Bernard Esambert, a participé en France aux privatisations de Paribas et de Matra.

HONDURAS

Conférence sur l'aide financière de la CEE à l'Amérique centrale

La cinquième conférence ministérielle entre la Communauté économique européenne, les pays d'Amérique centrale et le groupe de Contadora (1) (« San-José V ») s'est ouverte le 27 février à San-Pedro-Sula, au Honduras.

Cette réunion a pour principal objectif l'augmentation de l'aide financière de la CEE aux pays centra-méricains. Elle pourrait doubler, pour atteindre près de 200 millions de dollars : la conférence donne aussi l'occasion aux responsables européens de réitérer leur appui aux efforts de paix dans la région.

A la veille de l'ouverture de la conférence, la tentative de règlement du conflit salvadorien avait connu un nouveau développement avec la proposition du président José Napoleón Duarte de reporter de six semaines l'élection présidentielle, prévue pour le 19 mars. M. Duarte a aussi évoqué la possibilité d'une rencontre à Guatemala avec la guérilla à condition que les rebelles respectent un cessez-le-feu jusqu'au 1^{er} juin, date de la passation de pouvoir entre le président sortant et le futur élu. — (AFP, Reuters.)

(1) Panama, Venezuela, Colombie, Mexique.

AFRIQUE DU SUD

Un pilote « non blanc » dans l'avion

Johannesburg. — La compagnie aérienne sud-africaine South African Airways (SAA) a engagé son premier pilote « non blanc », a rapporté dimanche 26 février le Sunday Times de Johannesburg. L'intéressé, M. Moselem Mohamedy, vingt-quatre ans, un Indien originaire de Durban (Natal, sud-est du pays), travaillait auparavant pour une compagnie aérienne namibienne.

« Nous sommes partisans d'employer les gens les plus qualifiés. Toutes les personnes, quelle que soit leur race, peuvent faire acte de candidature pour n'importe quelle position dans la compagnie, mais il faut souligner que nos exigences sont élevées », a déclaré un dirigeant de la SAA.

M. Mohamedy, qui devrait prendre son poste en avril, a déclaré au journal qu'il n'avait pas postulé à SAA « pour entrer dans l'histoire » comme le premier pilote non blanc, mais simplement pour voler sur des Jumbo. — (AFP.)

FRENCH IN PROVENCE

Cours résidentiels de français. 38 leçons + repas et soirées en compagnie des professeurs = 66 heures de français pratique par semaine. A partir de 5 000 FF (cours à position fixe). A l'étranger, cours résidentiels d'anglais et d'espagnol. Tél. : 66.39.39.38. Télécopie : 66.39.37.20. CERNAN B.P. 27505. 30130 PONT-ST-ESPRIT

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12. — Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures. — Si n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants : vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouverons un livre. AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Sur le vif

Les routiers sont sympas !

J'étais écarotée de rire en écoutant hier à la radio que le premier secrétaire de la Cgt, qui recevait dans les parkings réservés aux routiers : Mais, c'est qu'il est beau, celui-là, et baraqué et costaud ! Allez, viens chéri, viens me faire un clin, viens, je t'attends dans les toilettes du troisième sous-sol. Tête des mecs ! Génés ils étaient, ils rougissaient, ils savaient plus où se mettre : Non, mais regardez-moi cette folle ! Elle fait rien que de nous embêter. Bas les parties, tu veux ! Touche pas à ça ! Arrête ou on appelle les flics !

C'est ce qu'ils ont fait. Ils ont déposé plainte. Extra traîné devant les tribunaux par des pauvres camionneurs victimes de harcèlement sexuel, pour un membre de la maison royale, c'est gênant, quand même. Elle est entourée d'hommes, la reine. Ils pulvérisent à la cour. Je le tiens du valet de chambre du prince Charles, viré par Lady Di. Il est mort du sida après avoir publié un livre à scandale sur la vie à Buckingham.

Moi, personnellement, qu'on soit pour homme ou pour femme, ça m'est complètement égal. Mee copines, pareil. A la limite, elles préfèrent encore les gays. Eux, au moins, ils leur foutent la paix. Non, parce que question harcèlement sexuel au bureau, à l'école et à la femme, croyez-moi, ça y va ! Ils ont tous l'œil en gyrophare et la main en assu-

glaire, les mecs. Vous savez pourquoi ? Simple : c'est des agresseurs agressés par mille tensions, mille contrariétés. Et le meilleur remède contre le stress, c'est le sexe.

Non, non, je ne blague pas. Ce sont des toubibs finlandais qui ont découvert ça. Leurs travaux sont pris très au sérieux. Ils ont obtenu le dépôt d'un projet de loi prévoyant une semaine de cure par an remboursée par la Sécurité sociale. Les établissements spécialisés genre La Bourboule ou Bagnoles-de-l'Orne. Simplement, au lieu de soigner ses varices ou son asthme, on raffolera sa libido. Faudra avaler vingt-cinq verres d'« amour » par jour. Ambiance érotique, massages, bains de boue, films pornos, régime aphrodisiaque très pimenté, très poivré. Interdiction d'aller se taper en douce des purées ou des flans remoussants dans les restaurants du coin.

Les malades seront entièrement pris en main. Les seuls accessoires qu'on ne leur fournira pas, c'est le partenaire et le pyjama. Vous me direz : s'il faut amener de quoi s'envoyer en l'air, autant rester chez soi. Vous n'y êtes pas. La bête à deux pieds sera désormais placée sous surveillance médicale. Après tout, l'Ecat-Providence, c'est pas fait pour les chiens.

CLAUDE SARRAUTE.

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

LES BANQUES EN EUROPE : NOS VOISINS SONT-ILS MIEUX TRAITÉS ?

Dans un an et quatre mois, le grand marché financier sera une réalité. Comment les banques françaises supporteront-elles la concurrence de leurs confrères européens ? Si le consommateur français pouvait choisir dès maintenant, vers quel établissement se tournerait-il ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

● ÉNERGIE : EDF ET LE BIG-BANG DE L'ÉLECTRICITÉ.

● A QUOI VA SERVIR LE X^e PLAN ?

● MÉTIER : LES AVOCATS DÉCOUVRENT LES AFFAIRES.

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE COMPRENDRE POUR AGIR

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-56-81-82. Poste 4138